

« Le Monde des livres »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14986 7 F

VENDREDI 2 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Aider la Russie

UNE fois de plus, l'Occident se mobilise pour aider la Russie. Le chaos politique et économique qui règne à Moscou inquiète. Une fois encore, les pays industrialisés sont divisés sur les moyens à mettre en œuvre.

La mobilisation pour un soutien économique en faveur de la Russie est générale. Avant le référendum prévu pour le 25 avril, les initiatives se multiplient. La semaine dernière, à Bruxelles, la Commission européenne proposait à Moscou la signature d'un accord de libre-échange entre la Communauté et la Russie. Les discussions au sein du Club de Paris - le groupe des pays créanciers de la Russie - pour le rééchelonnement de la dette russe (près de 80 milliards de dollars) progressent.

APRÈS l'accord conclu le week-end dernier entre Moscou et Kiev, le vice-premier ministre russe chargé des relations économiques internationales, M. Alexandre Chokine, en visite à Paris les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> avril, pourrait accepter les propositions, généreuses, de restructuration de la dette faites par les Occidentaux.

A Washington, la nouvelle administration a mis au point un ensemble de projets concrets que le président Clinton présentera à M. Eltsine lors du sommet de Vancouver les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> avril. Dans la capitale américaine toujours, les adjoints des ministres des finances du groupe des sept grands pays industrialisés, le G7, se sont retrouvés mercredi 31 mars pour « coordonner les programmes d'aide à la Russie » avant le résumé les 14 et 15 avril à Tokyo des ministres des finances et ceux des affaires étrangères du G7. Les Japonais eux-mêmes semblent avoir compris qu'il était impossible de continuer de leur leur aide financière à Moscou au règlement du contentieux sur les îles Kouriles.

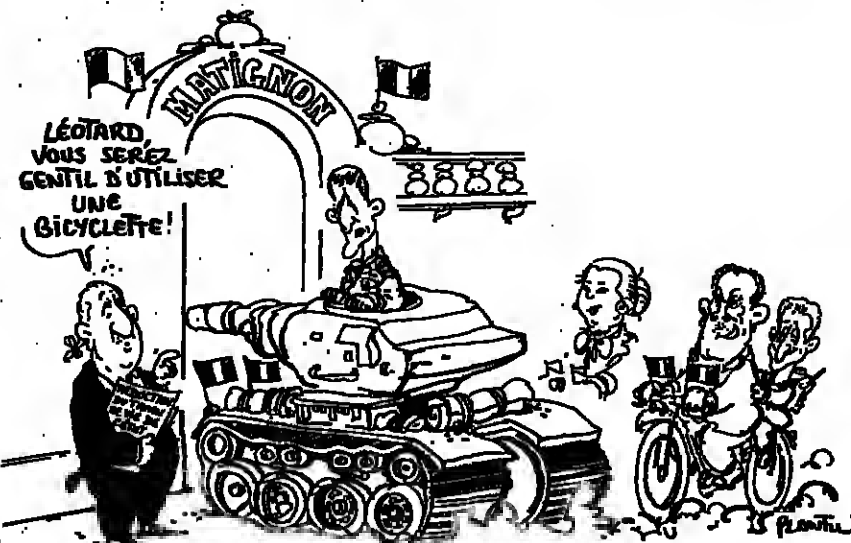
LA Russie - et M. Eltsine - devrait donc bénéficier d'un soutien massif. Outre un rééchelonnement avantageux de la dette, elle se verra promettre la création d'un fonds de stabilisation du rouble, celle d'un fonds de restructuration sociale, le lancement d'un fonds d'aide aux petites entreprises et une assistance technique aux formes multiples. Les Russes ne se feront cependant guère d'illusions. Il y a un an déjà, l'Ouest leur promettait une aide 24 milliards de dollars. La moitié à peine aurait été décaissée.

La bonne volonté occidentale se heurte, en fait, toujours à une opposition sur la stratégie à mener. Faut-il aider Boris Eltsine au risque d'en faire, aux yeux de l'opinion russe, un second Gorbatchev, un mandarin qui vit de promesses jamales tenues ? Faut-il ou non conditionner l'aide à la poursuite des réformes économiques ? « Aide-toi, l'Occident t'aidera » est sans doute la meilleure réponse. Mais si, comme aujourd'hui, la Russie s'enfonce dans l'anarchie, faut-il pour autant l'abandonner ? Le Fonds monétaire international, le FMI, répond par l'affirmative. Il a interrompu ses aides depuis décembre. Jacques Attali, président de la Banque européenne (la BERD), répond négativement. Au lieu de promettre à nouveau 30 milliards aux Russes, les Occidentaux devraient d'abord arrêter entre eux une position claire sur cette question.

## Avant la réunion gouvernementale du 2 avril à l'Élysée

### M. Balladur demande à ses ministres de trouver 20 milliards de francs d'économies budgétaires

M. Balladur a réuni le gouvernement, mercredi 31 mars, avant le premier conseil des ministres officiel du vendredi 2 avril. Les premières mesures annoncées, concernant le train de vie des ministres, ne représentent qu'une petite partie des 20 milliards de francs d'économies budgétaires que la nouvelle majorité prévoit de réaliser en 1993. Par ailleurs, en vue de l'élection, le 2 avril, du président de l'Assemblée nationale, le RPR a choisi pour candidat M. Séguin, tandis qu'à l'UDF, seul M. Baudis (CDS) a confirmé son intention de se présenter.



## Rassurer et se justifier

par Alain Verholes

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour imaginer les embarras de M. Balladur dans la conduite de sa politique économique. Le premier ministre, dont la réussite à Matignon dépend en grande partie des réponses qu'il apportera au problème du chômage et de l'emploi, n'a, hélas, pas les moyens financiers pour relancer l'activité de façon significative.

Les impôts rentrent très mal depuis deux ans et le déficit budgétaire s'accroît de façon alarmante. En aurait-il d'ailleurs les moyens, M. Balladur devrait se méfier d'une relance de

l'activité en solitaire : l'Europe presque tout entière est en crise, seule la Grande-Bretagne commençant peut-être à émerger de la tourmente à partir du gouffre où l'a plongé la pire récession de l'après-guerre. Pousser les feux dans un environnement international qui ne s'améliore vraiment

qu'aux États-Unis aboutirait rapidement à des déficits accrus comme en 1981-1982, sans guère d'effets sur l'emploi. Cela est si vrai que la plupart des entreprises françaises réduisent leurs investissements.

Lire la suite page 6

« Édouard Balladur veut prouver que son équipe est immédiatement opérationnelle »

par THIERRY BRÉHER

« Simone Veil devra concilier sa politique de la ville avec les propositions de Charles Pasqua sur l'immigration »

par PHILIPPE BERNARD

pages 6 et 7

« Le premier ministre s'efforce d'empêcher la constitution, souhaitée par Valéry Giscard d'Estaing, d'un grand groupe UDF »

par DANIEL CARTON

page 23

« Paris-Bonn, l'axe obligé »

par ERIC LE BOUCHER

page 18

## La Pologne qui gagne

Exemplaire dans le monde post-communiste, une nouvelle classe d'entrepreneurs privés prospère, produit et embauche

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Ils ont quarante ans, le même mobilier de bureau noir, sobre et fonctionnel, et une foi inébranlable dans « le marché ». L'économie de marché, ils s'y sont enfoncés en même temps que dans la démocratie. Aujourd'hui, même si leur expérience relève plus de la course d'obstacles que du conte de fées, ces chefs d'entreprise polonais tout neufs ont gagné leur pari : les firmes qu'ils ont créées sur les ruines du communisme produisent, embauchent, prospèrent et, pour certaines, exportent déjà. « La Pologne qui gagne », c'est eux. Noyau d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, ils construisent le capitalisme et finiront peut-être par vaincre les doutes d'une population qui, pour l'instant, a ten-

dance à ne voir de la révolution économique que son ingratitude.

« C'est un peu l'histoire du cireur de chaussures américain », se souvient, rêveur, Andrzej Kozłowski, veste pied-de-poule et courtoisie discrète. Jeune ingénieur, il se retrouve en trois ans à la tête d'une florissante entreprise qui produit des matériaux de revêtement de chaussées, Bauma, et emploie 160 personnes. Eugeniusz Kacprzyk, dont la société, Laktopol, s'est si bien développée qu'elle envisage à présent de devenir le premier producteur polonais de lait pour bébés, a une philosophie : « En Pologne, quand on veut travailler, dit-il, pour peu qu'on ait un peu d'astuce, on peut tout faire. »

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

## Un entretien avec le président de la SNCF

Les associations de consommateurs seront consultées sur les tarifs du TGV Nord, nous déclare Jacques Fournier

Les difficultés de la mise en service du système de réservation informatisé SOCRATE ont brouillé la SNCF avec bien des usagers et avec dix-neuf associations de consommateurs qui ont décidé de suspendre tout dialogue avec la société nationale (la Monda du 13 mars). Jacques Fournier, président de la SNCF, renouvelle ses excuses pour ces dysfonctionnements et annonce une expérimentation tarifaire sur le futur TGV Nord-Europe qu'il souhaite mener en concertation avec les associations.

« Avez-vous conscience du divorce qui s'est opéré entre vous et les usagers ? Ceux-ci ont l'impression que SOCRATE est une mécanique avantageuse pour la

SNCF mais pas pour le voyageur, qui se sent pressuré et astreint à des règles tarifaires qu'il ne comprend pas. »

« Deux phénomènes se sont malheureusement superposés. La mise en œuvre de notre nouveau système informatique SOCRATE - ou « système niffant à la clientèle réservataire d'affaires et de tourisme en Europe » - a connu un certain nombre de défauts en raison des erreurs difficilement évitables dans des programmes qui comprennent des milliers de données. Il en est résulté des lenteurs dans l'émission des billets et une gêne importante pour notre clientèle et pour nos agents. »

Propos recueillis par

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 19

## Requiem pour les victimes de la Mafia

Trois mille personnes ont assisté, dans la cathédrale de Palerme, à un Requiem écrit par sept jeunes musiciens italiens qui entendaient ainsi se dresser collectivement contre l'organisation criminelle. Le texte latin avait été traduit en italien par l'écrivain sicilien Vincenzo Consolo.

page 15

## EDUCATION • CAMPUS

### Le tutorat s'installe à l'université

Prévu dans le cadre de la rénovation des formations universitaires pour favoriser l'insertion des nouveaux bacheliers, le tutorat commence à se mettre en place dans les établissements d'enseignement supérieur.

Lire l'article de Michèle Aubagnon

■ Langues romanes en simultané ■ Le spleen des enseignants ■ Point de vue : « Oser éduquer »

pages 11 à 13

**L'événement :**

**GABRIEL GARCIA MARQUEZ**

Prix Nobel de littérature

**DOUZE CONTES VAGABONDS**

Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili-République, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 48 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 9 FL ; Portugal, 150 esc ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Thaïlande, 1,50 THB ; USA, 2,50 \$ ; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M0147 - 0402 0 - 7.00 F



## DÉBATS

Politique

## Les trois avènements du Parti socialiste

par Jacques Kergoat

**Q**UEL est l'avenir du Parti socialiste ? Au-delà des affirmations de circonstance, bien imprudentes, celle qui prétendrait que la réponse à cette question soit simple. On peut imaginer, cependant, au moins trois avènements possibles pour le parti d'Épinay.

Le premier, c'est la disparition en tant que Parti socialiste et l'investissement de ses militants dans un ensemble plus large, du type de ce qu'est le Parti démocrate aux États-Unis. Bien entendu, Michel Rocard n'a pas inventé cette perspective. Très récemment encore, elle était avancée par François Mitterrand, non quand il parlait d'ouverture — ce qui pouvait concerner les alliances ou la coalition gouvernementale — mais quand il proposait d'aller vers la « parti de la réforme ». Si l'on veut remonter plus loin, Gaston Defferre apparaît comme un paradigmatique, lui qui appelait de ses vœux nos formations qui cesseraient de se considérer « comme la préposée d'une seule classe » et qui prendraient en charge « les intérêts de toute la collectivité » (1).

S'il n'est pas l'inventeur, Michel Rocard est, pour quelque temps, détenteur de la marque. Il a exposé avec une grande clarté les présupposés qui peuvent justifier la création d'un parti de ce type. Le sentiment d'appartenance à une classe, explique-t-il, n'est plus perçu comme une réalité. De ce fait, le Parti socialiste, parce qu'il existe en référence à ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement ouvrier, n'a plus lieu d'être. Pas plus, d'ailleurs, que le socialisme, « qui s'est forgé dans une conception tout entière basée sur des rapports de classes ».

Le propos, au regard de l'évolution du Parti socialiste, n'est pas particulièrement hétérodoxe : le congrès de l'Arche n'avait-il pas, il y a quinze mois, abrogé la perspective de socialisme et expliqué que le capitalisme est « l'horizon indépassable » ? La conclusion est maintenant ancrée que l'on peut, au mieux, humaniser un capitalisme « indépassable ». C'est cette conviction qui justifie l'existence d'un parti où les socialistes se retrouvent côte à côte avec les centristes, un parti qui regroupait les libéraux de tout genre, face à une droite autoritaire et conservatrice.

La V<sup>e</sup> République aurait ainsi

fini par imposer son mode de fonctionnement à des partis qu'elle n'aurait guère : il y aurait désormais deux grands partis, comme il y a deux candidats au second tour de l'élection présidentielle. Et la nouvelle formation que propose Michel Rocard serait, d'abord, le « parti du président » ou, en tout cas, le parti du candidat à la présidence.

La pièce peut paraître avoir déjà été jouée, et les ressemblances nombreuses avec la Grande Fédération que proposait en 1965 Gaston Defferre. Le projet, pour réussir, nécessite, en tout cas, que soient remplies trois conditions.

## Les conditions de la réussite

La première est que le Parti socialiste accepte de disparaître. Il n'est point de courant du Parti socialiste qui n'approuve, aujourd'hui, à l'initiative de Michel Rocard, même si c'est parfois du bout des doigts, il est frappant de constater qu'il en était de même en 1965. C'est à l'unanimité que le congrès extraordinaire de 1964 vota pour la candidature de Gaston Defferre à l'élection présidentielle, candidature pourtant conçue comme « devant dépasser les divisions politiques, devenues secondaires ». C'est à l'unanimité également que le congrès de juin 1965 dit « oui » au projet de « Grande Fédération ».

Pourquoi ? Parce que la proposition intervenait dans une période où la SFIO touchait le fond : elle avait quatre-vingt-cinq mille adhérents, contre trois cent cinquante-cinq mille en 1946. Elle a recueilli 12,5 % de voix aux dernières élections législatives, son plus faible score depuis 1906. Les petites fédérations tendent avec intérêt le discours de Defferre. « Enfin du neuf ! Enfin les médias s'intéressent en positif à ce que nous faisons ! L'on va enfin pouvoir cesser de raser les murs, sortir de chez soi, parler aux voisins. » Guy Mollet, qui est radicalement hostile au projet de Gaston Defferre, comprend qu'il ne peut s'y opposer frontalement, sous peine d'être minoritaire. Il tempère donc, s'accompagne. Mais l'heure de vérité intervient quand les petites fédérations comprennent l'enjeu : elles étaient pour la rénovation du parti, voire pour sa métamorphose, non pour sa disparition. Et Guy Mollet retrouvera sans diffi-

culté une majorité pour enterrer l'échec de la « Grande Fédération ».

Le problème est aujourd'hui d'écarter tout ce qui n'est pas de l'élargissement du Parti socialiste, ni de sa rénovation, que par Michel Rocard, mais de sa disparition. Y aura-t-il demain, au-delà des applaudissements convulsifs d'aujourd'hui, une majorité pour acter celle-ci ? Nul ne peut raisonnablement le dire.

La deuxième condition est que les écologistes ne soient partie prenante. La situation a toujours été compliquée pour les « troisismes composantes » de ce type d'opération. Le club Jean Moulin, en 1965, a bien souvent rechigné à approuver les engagements pris par ses délégués. Pourtant, il avait, par rapport aux écologistes de 1993, l'avantage de figurer parmi les initiateurs de l'opération : on ne lui demandait pas de se rallier à l'initiative d'un autre.

Aujourd'hui, une dose de proportionnelle et un « ticket » qui ferait de Brice Lalonde le premier ministre du candidat Michel Rocard satisfaisaient peut-être la direction de l'écologie, mais il n'est pas certain que l'ensemble des écologistes en serait satisfait. Pour des raisons « de droite » comme pour des raisons « de gauche », une partie des « Verts jaunes » (2) reprocherait sans doute à entrer dans ce processus en position subordonnée. Un seul élément pourrait contraindre les « Verts jaunes » à se rallier : l'accord donné par les centristes au projet de Michel Rocard.

C'est là la troisième condition et, d'ailleurs, la clé de voûte du projet : sans l'accord d'une partie de la droite, il n'y a ni avenir ni projet de rénovation du PS, mais aussi de la direction de l'écologie, mais il n'est pas certain que l'ensemble des écologistes en serait satisfait. Pour des raisons « de droite » comme pour des raisons « de gauche », une partie des « Verts jaunes » (2) reprocherait sans doute à entrer dans ce processus en position subordonnée. Un seul élément pourrait contraindre les « Verts jaunes » à se rallier : l'accord donné par les centristes au projet de Michel Rocard.

Tel était déjà le cas en 1965 : c'est avec Jean Lecanuet et ses amis du MRP qu'il était le vrai débat. La situation était, là aussi, plus favorable : les démocrates-chrétiens étaient dans l'opposition au général de Gaulle. Pourtant, les inquiétudes quant à la réaction de l'électorat démocrate-chrétien motivèrent une réponse finalement négative.

Est-il imaginable, en 1993, que les démocrates-chrétiens participent à un regroupement initié par les écologistes et comprenant quelques détachements socialistes ? Peut-être. Encore faudrait-il, pour cela, que la situation du CDS soit devenue parfaitement intolérable au sein de la future majorité de droite. Or les imagine mal, en revanche, participer à un regroupement à l'initiative socialiste, à l'heure de l'alternance triomphante et quand le Parti socialiste fait plus figure de repoussoir que de pôle attractif.

Il n'est donc pas certain que cet avenir-là soit le plus probable, et il est possible qu'en soufflant la vedette à Brice Lalonde Michel Rocard ait rendu un mauvais service au projet qu'il promeut.

## La social-démocratie à la française

Le deuxième avenir possible est celui d'une social-démocratie à la française. Le projet existe, lui aussi, depuis longtemps, qu'on l'ait prêt à Pierre Mauroy ou à Lionel Jospin. Simplement, il se ferait maintenant non pas à froid, mais sur fond d'échec du parti démocrate à l'américaine.

Telle était d'ailleurs la situation de 1946 : après l'échec de la tentative « travailliste » visant à fusionner la SFIO et des mouvements issus de la Résistance, c'est une coalition de gauche qui porte au pouvoir Guy Mollet et instaure une social-démocratie de très stricte obédience, du moins quant à ses références et à son langage. Aujourd'hui comme hier, la réalisation d'un tel projet laisserait au Parti socialiste une grande souplesse d'alliance : il pourrait, demain, pratiquer l'union de la gauche (encore que l'affiliation au PCF rende cet exercice

moins rentable) : il pourrait s'allier à telle ou telle partie de la droite, comme au temps de la « troisième force » ou du Front républicain ; il pourrait tenter de se rapprocher des écologistes, comme il pourrait, dans certains cas, pratiquer l'union nationale. Le parti, lui, conserverait son identité — socialiste — et, à travers tous les méandres tactiques, sa perspective : le socialisme.

Au-delà des rapports de forces internes au Parti socialiste, cette perspective se heurte à deux difficultés. La première est que les dirigeants socialistes qui pourraient incarner cette perspective ont déjà tant concédé sur le fond que leur crédibilité est sans doute atteinte. Il est plus difficile, quand on a voté que le capitalisme était l'horizon indépassable, de venir expliquer la nécessité du socialisme, fût-ce à petits pas.

La deuxième est que les conditions matérielles apparaissent singulièrement mauvaises pour un tel projet. Certes, il s'agit bien d'une social-démocratie « à la française ». Cela signifie qu'elle ne reproduit pas les modèles du nord de l'Europe — les coopératives, les banques et les mutuelles, le lien organique avec les syndicats — mais il conviendrait quand même, à minima, de rétablir une présence militante, de remettre sur pied un mouvement de jeunesse, de relancer les liens avec le mouvement associatif, de réorganiser des groupes et sections d'entreprise. Tout cela pourrait se faire de manière « modérée », mais devrait se faire.

Or l'état des lieux est tel que la tâche apparaît herculéenne. On peut ajouter que l'expérience molétiste, à partir de 1946, fut marquée par une scission radicale et de la création de la CGT-FO, qui est souvent pour la SFIO les yeux de Chimène. La tentative de récomposition par le FEN initiée par le PS, de la même manière, prêterait à dire qu'elle n'aurait dessiné une social-démocratie à la française, mais c'est, pour le moment, un échec.

## Une nouvelle fédération

Le troisième avenir possible est celui de l'intégration du Parti socialiste et de l'ensemble de ses composantes à une galaxie fédérative. On pourrait ainsi retrouver, fédérés ou scindés d'une structure souple, le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche et Bernard Tapie, les amis de Jean-Pierre Soisson, les « humanitaires » de Bernard Kouchner. Il est raisonnable de penser que l'on n'y trouvera pas un Parti socialiste d'un seul tenant, mais bien plutôt, à côté de sa représentation officielle, la myriade des courants, associations, clubs et cercles divers. Cette configuration interviendrait inévitablement après un double constat : l'échec du parti démocrate et celui de la social-démocratie à la française. Il est possible que trouve place dans cette galaxie telle ou telle sensibilité écologiste. Il est peu vraisemblable, par contre, que l'on y rencontre des centristes, si sociaux soient-ils.

Cette structure serait transitoire. Au gré des événements, elle pourrait tomber peu à peu en désuétude, par l'imposition de ses composantes ou par le fait qu'elles reprennent peu à peu leur autonomie, mais elle pourrait, également, solidifier ses liens, voire opérer une série de fusions partielles.

Les limites des raisonnements par analogie sont connues, et il est clair que le Parti socialiste se sent désormais dans un monde à bien des égards nouveau, mais une telle configuration ne serait pourtant pas sans rappeler la Fédération de 1967. A une différence près : la FOIS apparaissait alors comme un pas en avant dans le rapprochement de mouvements jusqu'alors éloignés, tandis que la formation aujourd'hui d'une galaxie de ce type apparaîtrait, à bien des égards, comme une régression.

(1) Un Nouvel Horizon, Gallimard, 1993.

(2) Selon les plaisantes dénominations d'Alain Lipietz (Vert, espérance, La Découverte, 1993).

© Jacques Kergoat, historien, rédacteur en chef de la Revue.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Violences privées, violences collectives...

La liste interminable des violences individuelles ou collectives s'allonge chaque jour. Des psychologues et des sociologues s'interrogent sur les ressorts de cette folie autodestructrice, dont l'humanité semble ne pas pouvoir se débarrasser.

**M**EURTRES en série, infanticides, terrorisme, tortures, crimes d'enfant, terreur mafieuse, viols systématiques, « purification ethnique »... La liste est sans fin des violences individuelles ou collectives dont les hommes continuent de se rendre coupables. Cinquante ans après Auschwitz et Hiroshima, l'humanité ne s'est pas guérie de la rage autodestructrice qui a failli l'engloutir. L'inspiration morbide dont elle fait preuve pour repousser indéfiniment les limites de l'horreur a quelque chose de supéflant. D'où l'intérêt des réflexions des psychologues et des sociologues pour tenter de comprendre les ressorts de cette barbarie.

Leurs analyses mettent l'accent sur les liens entre l'individuel et le collectif, entre les drames personnels et les naufrages sociaux. Non pour établir des relations mécaniques de cause à effet, mais pour mieux comprendre comment les hiérarchies individuelles sont les reflets ou les symptômes de maladies touchant des communautés entières, placées dans des situations de désespoir.

Mis en présence de sévices répétés exercés sur des enfants par leurs parents dans certaines régions reculées de l'île de la Réunion, la pédopsychiatre Patrick Ayoun — comme il l'explique dans un numéro de la revue *Psychanalyses* sur la thème « Violences et subjectivité » — « s'interroge sur les mécanismes de la violence ». Les textes de Robert Antelme et Primo Levi sur l'univers « concentratoire », la violence devient naturelle lorsque l'autre a cessé d'exister en tant qu'être humain, lorsque cet individu a sauté, « l'autre peut s'autoriser à me supprimer sans que cela soit un crime — il n'y a personne pour représenter la justice — ni même un meurtre à ses yeux, le meurtre n'est pas à la même espèce ».

La violence incompréhensible exercée à l'égard des enfants n'est qu'un aspect de la terreur généralisée qui sévit dans un espace déshumanisé, sans règles ni loi. « Cet enfant, écrit Patrick Ayoun, est le représentant non pas d'une famille naufragée, mais d'un monde dévasté de violences incastées et meurtrières atteignant la dimension d'un village ou d'un quartier à y a, à la Réunion comme ailleurs, des zones méconnues où l'état de droit n'existe pas ».

## Le désespoir des banlieues

Ces zones de violence installées, on les retrouve dans la description que fait Sophie Body-Gendrot, dans la revue *Migrations*, de la violence urbaine aux États-Unis. Dans ces quartiers ravagés, abandonnés à eux-mêmes, où la seule forme d'organisation offerte aux jeunes est celle des gangs (les 600 gangs de Los Angeles regroupaient 70 000 jeunes...), où les armes circulent librement et où le drogue soutient une économie parallèle florissante, la violence sauvage est la seule façon de manifester son existence, d'être pris en considération.

La violence n'est pas une réponse organisée à l'oppression ou une forme d'action revendicative, mais un « style de vie », une façon d'exprimer une colère violente et sans espoir. La violence, explique Sophie Body-Gendrot, obéit à trois ressorts : « La peur devant une situation inconnue ou devant des personnes perçues comme des assaillants potentiels, le défi qu'on se lance à soi, l'envie d'améliorer son image de dur à vie des autres ». Elle s'alimente de la conviction que la situation faite à la communauté à laquelle on appartient est sans issue et que la fessée qui sépare celle-ci de la société « normale » ne sera jamais comblée.

Ce sentiment de marginalisation et de déclinisme, on le retrouve dans les quartiers « chauds » des banlieues fran-

çaises, même si le degré de violence est loin d'y atteindre celui des États-Unis. Christian Bachmann et Nicole La Gennep analysent le « mécanisme d'essai » par lequel les jeunes de ces quartiers se voient attribuer d'interdits qui les privent de leur propre identité. « Toutes les voies sont barrées. Celle de l'école qui rejette, comme celle du travail qui repousse. Les interdits foisonnent. Depuis les petits interdits spatiaux, jusqu'aux grands interdits financiers et sociaux ».

Ne répondant à aucun projet précis, les révoltes des banlieues individuelles ou collectives ont de haine, face à un vide social et à ce qui est perçu comme un déni de justice. C'est pourquoi elles sont « à la fois imprévisibles et fortement probables », tant que demeurent les causes structurelles qui sont le chômage, le cumul des problèmes sociaux, l'affaiblissement des services publics, l'omniprésence de la violence quotidienne. La aussi, le trafic de la drogue, auquel participent des enfants de plus en plus jeunes, offre les ressources d'une économie alternative, permettant aux plus prudents de survivre et aux plus audacieux d'atteindre rapidement les modèles de réussite glorifiés par la société de consommation.

## Crime permanent contre soi-même

Violences privées, violences collectives... de l'une à l'autre le lien est ténu, comme la montre la facilité avec laquelle se recrutent bourreaux et tortionnaires dans les périodes troublées. Elles se nourrissent des mêmes peurs, des mêmes frustrations, réfléchissent sur la torture, l'outil et le génocide, le psychanalyste L. E. Prado de Oliveira, dans un numéro de *Dialogue* intitulé « Impensables violences », rappelle que l'objectif de la torture est que la victime renonce à son appartenance à l'espèce humaine, reconnaisse sa déchéance, « se compromette avec le tortionnaire », en se convainquant de sa propre culpabilité. « L'idéal du tortionnaire est de mettre en route sa machine à torturer, l'outil et le génocide », le psychanalyste L. E. Prado de Oliveira, dans un numéro de *Dialogue* intitulé « Impensables violences », rappelle que l'objectif de la torture est que la victime renonce à son appartenance à l'espèce humaine, reconnaisse sa déchéance, « se compromette avec le tortionnaire », en se convainquant de sa propre culpabilité. « L'idéal du tortionnaire est de mettre en route sa machine à torturer, l'outil et le génocide », le psychanalyste L. E. Prado de Oliveira, dans un numéro de *Dialogue* intitulé « Impensables violences », rappelle que l'objectif de la torture est que la victime renonce à son appartenance à l'espèce humaine, reconnaisse sa déchéance, « se compromette avec le tortionnaire », en se convainquant de sa propre culpabilité.

Pour le psychanalyste, le permanence de la violence tient aussi à ce deuil impossible, à cette incapacité de l'humanité de reconnaître l'impensable et donc d'extirper la culpabilité. Évoquant, dans *Psychanalyses*, la guerre d'Algérie, l'historien Benjamin Stora estime que l'oubli volontaire qui l'accompagne est une grande partie à l'origine des situations explosives que connaissent aussi bien les banlieues françaises que l'Algérie. Ni la France humiliée, ni l'Algérie victorieuse n'ont voulu assumer les atrocités commises en leur nom et ces fantômes continuent de crier vengeance.

« L'humanité est en situation de crime permanent contre soi-même », écrit le psychanalyste L. E. Prado de Oliveira, « crime qui connaît des paradigmes : le génocide et la bombe, l'extermination des peuples d'Amérique et l'esclavage des peuples africains, parmi d'autres. L'humanité est en deuil permanent, deuil manqué presque toujours : répétition manquée... ».

L'oubli est nécessaire pour que la vie continue. Mais le refus, ou l'interdiction, de se souvenir empêchant les blessures de se refermer et laissant la champ libre, indéfiniment, à d'autres crimes.

► *Psychanalyses*. Revue du Collège de psychanalystes. N° 45. Hiver 1992. 125 F. 3, rue Ernest-Cresson. 75014 Paris.

► *Migrations-Formation*. N° 32. Mars 1993. 30 F. CNDR. 29, rue d'Ulm. Paris Cedex 06.

► *Dialogue*. Recherches cliniques et sociologiques sur la couple et la famille. N° 117. 3<sup>e</sup> trimestre 1992. 66 F. AFCC. 44, rue Danton. 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

**A**vant de refaire le monde, il faut repenser l'écologie.

"Il ne décrète pas ce que sera l'écologie de demain, il montre ce qu'elle ne doit pas être."

Pascal Bruckner, *Le Nouvel Observateur*

**LUC FERRY**  
LE NOUVEL ORDRE  
ÉCOLOGIQUE

ESSAI

Grasset

فكرنا من الأصل



# ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie et les derniers développements diplomatiques

## L'ONU autorise le recours à la force contre les violations de l'espace aérien bosniaque

Après de longs mois de tergiversations, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé, mercredi 31 mars, la mise en œuvre de mesures militaires pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine. Cependant, à la demande de la Russie, la résolution adoptée à New-York a limité toute opération au seul espace aérien bosniaque, alors qu'un précédent projet aurait permis d'éventuels bombardements de cibles au sol.

La résolution 816 a recueilli quarante voix favorables. La Chine s'est abstenue. L'adoption du projet avait été reportée à plusieurs reprises, notamment la semaine dernière, à la suite d'une menace de veto de la part de la Russie, qui s'est finalement ralliée au texte amendé mercredi.

La résolution, qui entrera en vigueur dans sept jours, autorise les États membres de l'ONU, agissant à titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, à prendre « toutes mesures nécessaires dans l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine » pour faire respecter l'interdiction de survol, décrétée il y a six mois, « en cas de nouvelles violations ». Cela veut dire que les avions occidentaux auront le droit d'intercepter, voire d'abattre, tout appareil intrus.

L'opération de surveillance, dans laquelle l'OTAN aura un rôle prépondérant, se déroulera « sous l'autorité du Conseil de sécurité et moyennant une étroite coordination » avec le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, et la Force de protection des Nations unies (FORPRONU).

L'interdiction de survol de la Bosnie-Herzégovine avait été décrétée le 9 octobre dernier par une résolution des Nations unies qui ne prévoyait pas de sanctions en cas de violations. Contrairement aux États-Unis, les pays membres du Conseil ayant envoyé des « casques bleus » en Bosnie (France et Grande-Bretagne) craignaient des représailles contre leurs soldats. Près de 500 violations ont été dénombrées depuis, en particulier

par des appareils serbes qui, encore récemment, ont bombardé des villages musulmans.

La mise en œuvre de mesures militaires pour assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine a été réclamée à de très nombreuses reprises par les Musulmans bosniaques. Les États-Unis s'étaient engagés dans ce sens et la France avait relancé les négociations sur une nouvelle résolution. La semaine dernière, des diplomates occidentaux avaient justifié les retards dans l'adoption du texte en les liant à la situation intérieure en Russie.

L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, a d'entre part indiqué que certains membres du Conseil de sécurité travaillaient à la mise au point d'une autre résolution visant à renforcer le régime des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui se trouve ainsi placée « sous la menace d'un isolement économique total ». — (AFP)

La mise en œuvre de mesures militaires pour assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine a été réclamée à de très nombreuses reprises par les Musulmans bosniaques. Les États-Unis s'étaient engagés dans ce sens et la France avait relancé les négociations sur une nouvelle résolution. La semaine dernière, des diplomates occidentaux avaient justifié les retards dans l'adoption du texte en les liant à la situation intérieure en Russie.

L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, a d'entre part indiqué que certains membres du Conseil de sécurité travaillaient à la mise au point d'une autre résolution visant à renforcer le régime des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui se trouve ainsi placée « sous la menace d'un isolement économique total ». — (AFP)

L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, a d'entre part indiqué que certains membres du Conseil de sécurité travaillaient à la mise au point d'une autre résolution visant à renforcer le régime des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui se trouve ainsi placée « sous la menace d'un isolement économique total ». — (AFP)

## M. Vance abandonne sa « mission yougoslave »

Agé de soixante-seize ans, l'ancien secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, a décidé, a-t-on appris, mercredi 31 mars, au siège des Nations unies à New-York, d'abandonner l'une des missions les plus délicates qu'il se soit assignées : tenter de rétablir la paix dans l'ex-Yougoslavie.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

En acceptant de représenter les Nations unies à la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, l'ancien secrétaire d'État du président Carter avait précisé à M. Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, qu'il entendait ne pas consacrer plus de six mois de sa vie à cette tâche. Huit mois plus tard, M. Vance estime que l'heure des négociations est finie et que les pourparlers doivent être remplacés par l'affirmation, de la part de la communauté internationale, de la ferme volonté de mettre fin à la guerre. M. Vance sera remplacé, en tant que coprésident de la

conférence, par le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Stoltenberg. Respecté et très apprécié de ses collaborateurs, Cyrus Vance équilibrait l'impétuosité de lord Owen par son extrême patience. En décembre dernier, lorsque le président bosniaque Alija Izetbegovic refusait toute rencontre avec le dirigeant serbe bosniaque Radovan Karadzic, provoquant la colère de lord Owen, Cyrus Vance lui avait dit : « Menahem Begin avait la même attitude avant Camp David, tu vas voir, il changera d'avis. » Effectivement, quelques semaines plus tard, les deux hommes se rencontraient.

Blessé par l'attitude américaine

Secrétaire d'État de 1977 à 1980, M. Vance — connu sous le diminutif de « Cy » — a vécu les accords de Camp David sur le Proche-Orient ainsi que la crise des otages américains à Téhéran. « Sept jours par semaine, seize heures par jour, il a vécu et respiré Slobodan [Milosevic], Alija et Radovan », explique l'un de ses proches, ajoutant : « La

conférence marche au rythme de cet homme de soixante-seize ans, qui ne connaît pas la fatigue. »

Selon ses amis, M. Vance a été blessé par l'attitude américaine envers ses efforts, par les réflexions entendues à Washington accusant le plan de paix Vance-Owen de récompenser le nettoyage ethnique. « Il a vécu cela à titre personnel », confie un de ses amis. « Comme si, disait-il, je pouvais, moi, donner mon nom à un plan qui récompense une telle atrocité. »

Né le 27 mars 1917 en Virginie, il a fait des études de droit à Yale, où, en raison de ses longues jambes et de ses longs bras, on le surnommait « l'Araignée » (« Spider Cy »). « Cy » quitte sa « mission yougoslave » pour reprendre sa vie new-yorkaise : associé dans un grand cabinet d'avocats, il siège dans plusieurs conseils d'administration, dont celui du New York Times. En acceptant de représenter l'ONU à la conférence internationale, M. Vance avait refusé tout salaire. Certains disent qu'il n'en avait pas besoin...

AFSANÉ BASSIR POUR

## Six morts lors de l'évacuation de civils de l'enclave de Srebrenica

Six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, mercredi 31 mars, lors de l'évacuation de civils de l'enclave de Srebrenica, en Bosnie orientale.

Deux enfants sont notamment morts piqués lorsqu'une foule de réfugiés a pris d'assaut les camions du HCR qui procédaient à une évacuation des réfugiés musulmans de cette enclave, assiégée par les forces serbes, vers Tuzla, ville bosniaque sous contrôle musulman, à 75 km au nord-ouest, à l'indiqué à Belgrade un porte-parole du HCR, M. Lyndall Sachs.

Quatre autres personnes sont mortes en cours de route à bord des camions du HCR, a ajouté M. Sachs, qui n'a pas pu préciser le nombre de blessés. Le convoi, comptant dix-neuf camions dans lesquels 2 000 personnes environ se sont entassées,

a été bloqué dans l'après-midi par les autorités musulmanes à une vingtaine de kilomètres de Tuzla, a par ailleurs indiqué une source militaire britannique. Selon M. Sachs, les camions ont fini par passer « après de difficiles négociations ».

Les autorités militaires et civiles musulmanes de Tuzla ont expliqué qu'elles avaient bloqué, pendant un temps, le convoi parce que les organisateurs qui assurent l'évacuation de Srebrenica violaient les accords conclus à ce sujet, et elles ont accusé ces organisations de participer, en fait, à la « purification ethnique » de la région.

Dans une déclaration citée par la radio de Sarajevo, M. Abdullah Fasic, membre du commandement local des forces bosniaques, a accusé la FORPRONU (Force de protection des Nations unies) et le HCR d'avoir évacué plus de 2 000 personnes vers Tuzla, mercredi, alors qu'ils avaient annoncé l'arrivée de 500 à 600 personnes. Toujours selon cette déclaration, le HCR et la FORPRONU ont également violé la partie de l'accord qui pré-

voyait des « conditions humaines de transport » pour l'évacuation, à bord de cars envoyés de Tuzla et même d'hélicoptères pour les blessés graves.

Réfugiés et « purification ethnique »

Après un premier convoi de 674 blessés, le 20 mars, un second transportant 2 346 personnes avait rejoint Tuzla lundi à bord de dix-neuf camions du HCR. Cinq personnes, dont un bébé, avaient trouvé la mort lors de ce transport. Les autorités de Srebrenica ont finalement décidé, mercredi, d'arrêter l'évacuation de réfugiés par la route organisée par l'ONU, estimant qu'elle était « utilisée pour la purification ethnique », a annoncé la radio bosniaque.

Selon cette dernière, ce sont sept corps de personnes mortes lors du voyage de mercredi, entre Srebrenica et Tuzla, qui ont été découverts à l'arrivée du convoi dans cette dernière ville. Parmi elles, il y avait quatre enfants de moins de dix ans, a précisé la

radio. Par ailleurs, alors que le cessez-le-feu en vigueur depuis dimanche en Bosnie-Herzégovine est jusqu'à présent mieux respecté que les précédents, l'émis-saire spécial du président russe Boris Eltsine, le vice-ministre des affaires étrangères Vitali Tchourkine, a rencontré mercredi à Pale, siège de la « République serbe » proclamée unilatéralement en Bosnie, à 15 km au sud-est de Sarajevo, le « président » de cette « République », M. Radovan Karadzic, pour tenter de le convaincre de signer le plan de découpage de la Bosnie-Herzégovine.

Belgrade a refusé d'indépendance de Srebrenica. M. Tchourkine a renoncé à se rendre à Sarajevo pour y rencontrer le président Alija Izetbegovic.

La veille, M. Tchourkine avait rencontré à Belgrade le président serbe Slobodan Milosevic. Il doit également s'entretenir avec le président et le premier ministre yougoslaves, MM. Dobrica Cosic et Radolje Kautic. — (AFP)

## Le Norvégien Thorvald Stoltenberg pressenti pour le poste de médiateur

Pressenti pour succéder à M. Vance dans les fonctions de médiateur dans l'ex-Yougoslavie, Thorvald Stoltenberg avait été nommé le 20 novembre 1989 à la tête du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Il resta moins d'un an à son poste. Après la victoire des travaillistes aux élections législatives norvégiennes, le premier ministre, M. Gro Harlem Brundtland, le rappela en effet à Oslo pour lui confier le ministère des affaires étrangères et le travail de préparation de la candidature de son pays à la Communauté européenne. Ce départ inopiné de Genève n'avait guère été apprécié à l'époque au sein de l'agence de l'ONU.

Agé de soixante et un ans, M. Stoltenberg connaît le dossier yougoslave. Ancien ambassadeur de Norvège auprès des Nations unies et à Belgrade, il maîtrise la langue serbo-croate et a effectué plusieurs missions ces derniers mois à Sarajevo, Zagreb et Belgrade, notamment pour tenter d'accroître la sécurité des convois

humanitaires. Pas plus tard qu'en février, il déplorait, lors d'une conférence à Oslo, que la Communauté européenne n'ait pas réussi à régler les conflits dans l'ex-Yougoslavie, tout en ajoutant que « sans la CEE, la guerre se serait sans doute encore plus étendue ».

A ses yeux, l'application du plan de paix Vance-Owen est malgré tout la seule solution envisageable et il estime que les responsabilités des « des bains de sang, des violences, des tueries et des viols » sont partagées. « Les condamnations parfois unilatérales de la Serbie par la communauté internationale blessent l'âme serbe », expliquait M. Stoltenberg, qui comparait l'ONU à un « jardin d'enfants », malheureusement incapable également de mettre un terme à la guerre. « Certes, conclut-il, la Serbie est le plus grand des pays en conflit et a donc la plus grande responsabilité (...). C'est dans une large mesure la rhétorique politique et la propagande qui ont provoqué l'escalade du conflit. »

A. D.

Le conflit gréco-macédonien

## Querelle autour d'un soleil

Le conflit entre Athènes et Skopje vient de connaître un nouveau rebondissement à propos du drapeau de la Macédoine. Cet incident est venu compliquer encore la question de l'adhésion de l'ex-République yougoslave de Macédoine — non encore reconnue internationalement — aux Nations unies.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le gouvernement grec n'a, au dernier moment, bloqué sa réponse au projet de résolution sur l'adhésion macédonienne à l'ONU, qui aurait normalement dû être ramené, mardi 30 mars, à New-York. Athènes a, en fait, marqué son opposition à ce que soit hissé devant le siège de l'organisation internationale le drapeau macédonien portant le soleil de Vergine, symbole de la dynastie macédonienne antique.

La Macédoine a adopté, en octobre dernier, ce symbole sur un fond rouge — connu drapeau national, au grand dam des Grecs, qui y ont vu une provocation sacrilège, « un vol historique portant brutalement atteinte à la conscience nationale grecque ». Le gouvernement grec a réagi en adoptant à son tour, le mois dernier, le symbole de la Vergine comme emblème de la République hellénique et de la préfecture de Salonique (capitale de la Macédoine grecque). Le soleil à seize branches se trouve notamment sur l'une funéraire de Philippe II da Macédoine, la père

d'Alexandre le Grand, découvert dans l'une des tombes royales mises au jour en 1977 sur le site de Vergine (nord de la Grèce).

Ca soleil est devenu le signe de la « grécité » de la Macédoine et l'attribut incontournable de la « macédonianité » : il orna une multitude de gadgets, de parodontifs, d'effiches et jusqu'aux factures d'électricité, d'eau et de téléphone.

Le chef de la diplomatie hellénique, M. Michalis Papakonstantinou, a déclaré mardi, à l'issue d'un conseil des ministres spécial consacré au dossier macédonien, que son pays refusait absolument que le drapeau de Skopje (capitale de la Macédoine) soit hissé aux Nations unies. Il s'agit d'une « condition rigoureuse sur laquelle nous ne reculerons pas », a-t-il dit. Ca problème, selon M. Papakonstantinou, appartient aux mesures de confiance à établir, prévues dans le projet de résolution de l'ONU.

Un premier ministre assiéé

Ce texte a été déposé le 23 février par les trois membres européens du Conseil de sécurité (Espagne, France, Grande-Bretagne). Il prévoit l'adhésion de la Macédoine sous le nom provisoire de FYROM (Ancienne République yougoslave de Macédoine), le temps qu'une médiation internationale dirigée par les deux coprésidents de la Conférence sur l'ex-Yougoslavie fixe un nom définitif ainsi qu'un catalogue de mesures de confiance bilatérales. Le premier ministre,

M. Constantinos Mitsotakis, a néanmoins précisé que la réponse de la Grèce au projet des Nations unies était positive et que son pays désirait obtenir des changements dans la Constitution macédonienne, l'arrêt de la « propagande hostile » du Skopje contre la Grèce et des garanties frontalières.

Après un débat parlementaire houleux de trois jours, M. Mitsotakis a obtenu, lundi soir, la confiance du Parlement sur sa politique macédonienne. Une motion de censure, rejetée par la majorité conservatrice (152 sièges sur 300), avait été déposée, samedi dernier, par le chef de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou, contre la manière dont les conservateurs gèrent le dossier macédonien. De plus en plus attaché à l'intérieur de son parti par la frange nationaliste et par l'opposition socialiste, qui se prépare pour les élections générales du printemps 1994, M. Mitsotakis a également dû « anéantir » la brusque démission de son poste de député de la Nouvelle Démocratie (conservateur, au pouvoir) de l'ancien premier ministre, M. Georges Rallis.

Personnalité politique respectée et non proche du président Constantinos Caramanlis, M. Rallis a dressé un sévère réquisitoire contre la politique du gouvernement dans l'affaire macédonienne, critiquant notamment le poids accordé au problème du nom, la politique proserbe qui a isolé la Grèce et le « paroxysme nationaliste » émanant par les socialistes.

DIDIER KUNZ

l'ONU dispose de preuves sur un massacre près de Vukovar. — Un groupe d'experts de la Commission de l'ONU sur les crimes de guerre en ex-Yougoslavie possède des preuves que des exécutifs sont maîtres ou en lien à Osijek, dans la région de Vukovar (est de la Croatie), où un charnier a été découvert, a déclaré, mercredi 31 mars, le docteur Clyde Snow, expert médico-légal. « Les preuves dont nous disposons semblent établir un lien entre les cadavres trouvés dans le charnier et les malades disparus de l'hôpital de Vukovar » (tombe en novembre 1991 aux mains des forces serbes). — (AFP)

ALBANIE : un journaliste arrêté pour « diffusion de fausse nouvelle ». — Radio Tirana a annoncé mercredi 31 mars que le rédacteur en chef du journal indépendant albanais Koha Jon, Aleksandr Frakaj, avait été arrêté pour « diffusion de fausse nouvelle ». M. Frakaj est accusé d'avoir faussement annoncé la semaine dernière que l'Albanie avait procédé à des mouvements de blindés en direction de la frontière avec l'ex-Yougoslavie, dans la région du Kosovo, province du sud de la Serbie peuplée majoritairement d'Albanais de souche. Le rédacteur en chef du journal n'a pas été mis en prison mais placé aux arrêts à domicile. — (AFP)

AZERBAÏDJAN : 60 000 personnes enrôlées par les forces armées. — Quelque 60 000 personnes sont enrôlées par les Arméniens dans la poche de Kelbadjar, région frontalière de l'ouest de l'Azerbaïdjan située entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, ont annoncé mercredi 31 mars les autorités azerbaïdjanaises. Selon une protestation officielle diffusée par la représentation azerbaïdjanaise à Moscou, les forces armées azerbaïdjanaises ont « pénétré profondément en territoire » azerbaïdjanais mercredi matin, après un intense bombardement d'artillerie. Elles ont pris douze villages et se trouvent « aux abords » de Kelbadjar, selon Bakou. — (AFP)



Un big bang pour la nouvelle majorité.

«Ce texte brillant et décapant rejouira tous ceux qu'accable le conformisme intellectuel et moral ambiant.»

Josyane Savigneau, *Le Monde*

**ALAIN-GÉRARD SLAMA**

L'ANGÉLISME EXTERMINATEUR

Essai sur l'ordre moral contemporain

ESSAI Grasset



## EUROPE

## ITALIE

## M. Amato affirme que «le cycle de vie» de son gouvernement «approche de sa fin»

M. Amato, président du conseil italien, a annoncé, mercredi 31 mars, qu'il assurera lui-même l'intérim, au portefeuille des finances, de M. Reviglio, septième ministre démissionnaire de son gouvernement. «Le cycle de vie de ce gouvernement approche de sa fin», a déclaré M. Amato à la télévision, en ajoutant qu'il est «essentiel et prioritaire d'éviter la dissolution anticipée des Chambres, d'arriver à une nouvelle loi électorale, d'avoir un gouvernement qui gouverne jusqu'à ce que cela ait été obtenu». Pour M. Amato, «quelque chose de plus solide, de plus vivant, est nécessaire».

De son côté, le président de la République, M. Scalfaro, a continué ses consultations - y compris avec le fondateur du mouvement populiste et régionaliste des Ligues, M. Bossi - pour tenter d'élargir la majorité sur laquelle pourrait s'appuyer, en particulier après le référendum du 18 avril, un nouveau gouvernement. L'une des hypothèses est celle d'un élargissement de cette majorité au PDS (anciens communistes), dans le cas d'un gouvernement «institutionnel» dirigé par M. Napolitano, président PDS de la Chambre des députés (le Monde du 1<sup>er</sup> avril). Néanmoins, la Démocratie chrétienne s'oppose à une telle solution.

Depuis l'ouverture de l'enquête «monti puliti» (le moins propres), qui a contribué à l'affaiblissement du gouvernement, 1 356 arrestations ont été opérées, 1 116 informations judiciaires ont été ouvertes, environ 2 500 personnes, dont 152 parlementaires, ont été impliquées à ce jour.

## GRANDE-BRETAGNE

## La commission d'enquête sur l'Irakgate demande à entendre M. Major et lady Thatcher

LONDRES

de notre correspondant

La commission d'enquête judiciaire créée en novembre 1992 dans le cadre de l'Irakgate britannique - l'affaire d'exportation illégale en Irak de machines-outils de la société Matrix Churchill servant à la fabrication d'armements, y compris nucléaires (le Monde des 12 et 13 novembre 1992) - devait entendre le premier ministre, John Major, son prédécesseur, lady Thatcher, ainsi que plusieurs autres ou anciens ministres, notamment Allan Clark, ancien secrétaire d'Etat à la défense, et sans doute aussi plusieurs dizaines de hauts fonctionnaires. Ces auditions, a annoncé mercredi 31 mars le président de la commission, lord Justice Scott, seront publiques, à moins qu'une «raison nationale» n'impose le huis clos.

Au cours du procès des dirigeants de Matrix Churchill, il était apparu que non seulement le gouvernement (dirigé à l'époque par M. Thatcher) était au courant de ces livraisons d'armements au régime du président Saddam Hussein, mais qu'il les avait encouragées. Plusieurs ministres du gouvernement actuel avaient, d'autre part, signé des certificats «d'immunité dans l'intérêt public» afin d'empêcher que des documents classifiés accablants puissent être utilisés lors du procès.

Cette affaire menaçait de devenir un scandale majeur avant que le gouvernement annonce la création d'une commission d'enquête indépendante. M. Major avait affirmé à la Chambre des communes qu'il n'avait jamais menti à ce sujet aux parlementaires, ajoutant : «dans la limite de ce que je savais». Le premier ministre a fait savoir, mercredi, qu'il serait «heureux» de venir témoigner devant la commission d'enquête, qui doit commencer ses auditions le 4 mai.

En raison d'une loi datant de 1833 qui réserve cette disposition aux cours de justice, les témoins n'auront pas à prêter serment, la commission n'ayant pas, en principe, le pouvoir d'obliger ceux-ci à comparaître.

## La Pologne qui gagne

Suite de la première page

Ce n'est pas les dirigeants de Mediator qui le contrediront, eux qui ont commencé comme petits intermédiaires dans l'immobilier en 1987, avant de se reconverter avec bonheur dans la production industrielle de crème glacée (120 employés, neuf camions frigorifiques et de rutilantes machines italiennes) deux ans plus tard!

L'histoire d'Andrzej Kozłowski, par exemple, est de celles dont rêvent les stratèges économiques du post-communisme. Avec deux autres ingénieurs, leurs économies et de l'argent emprunté à des amis, il érige Bauma en mars 1989, au moment où le régime du général Jaruzelski, moribond, tente de négocier sa survie avec

Mertin-Gérin. «A l'étranger, dit-il, nous avons vu des technologies différentes, des matériaux qui n'existaient pas en Pologne. De retour à Varsovie, on a décidé de faire du nouveau. Il s'agissait de voir l'état de nos rues pour comprendre que ça devait changer!»

Profitant d'une toute nouvelle libéralisation de la réglementation des échanges, les trois amis partent pour la Foire de Munich et font l'acquisition d'une bétonnière d'occasion. Le prix, Andrzej Kozłowski ne l'oubliera jamais : 32 000 deutschemarks. «On l'a réparée et adaptée nous-mêmes. Dans le courant du second semestre 1989, on a commencé à produire nos pavés». Entre-temps, le communisme s'est effondré. La



Solidarité. Outre leur formation technique, les trois hommes ont eu commun, comme beaucoup d'autres nouveaux entrepreneurs polonais, d'avoir voyagé à l'étranger.

## Faillites chez les golden boys

En Irak par exemple, où il a travaillé quatre ans comme coopérant technique, Andrzej Kozłowski a participé à la construction de l'autoroute de Bagdad ; il a vu fonctionner des entreprises comme Bouygues ou

voile est libre. «Au début, le dynamisme de notre entreprise valait celui de la machine, dit le sociétaire polonaise. Le capitalisme, on l'a appris avec elle...»

Avec l'ouverture de la Pologne, arrivent des investisseurs et de nouveaux chantiers. «Notre chance, c'était que notre produit répondait au besoin du moment. On a commencé à se développer; en 1991, on a acheté une deuxième machine et, l'année suivante, une troisième. Neuve, cette fois-ci». Aujourd'hui, Bauma est en plein essor, réalise deux contrats en Allemagne et vient de terminer les chantiers les plus prestigieux de Varsovie : le nouvel aéroport, les dallages des grands hôtels flamboyants et des centres d'affaires qui poussent comme des champignons dans la capitale polonaise. Mais certains entrepreneurs, et si 80 % des écoles rêvent de devenir «balnéaires», la réalité n'est pas toujours à la hauteur des espérances des golden boys ou herbes : une fois achetée un Mercedes de leurs rêves, les faillites sont fréquentes.

## L'aventure du petit-lait

Dans ses bureaux de Varsovie, ilôt de modernisme au neuvième étage d'un immeuble poussiéreux comme seul savait les bâtir le socialisme réel, Andrzej Kozłowski se garde de tout triomphisme. Ici, pas de luxe tapageur, pas de salaires mirobolants. Finis les horaires laxistes du socialisme, les employés arrivent à 7 h 30 et partent «quand ils ont fini leur travail». Et personne ne réclame d'heures supplémentaires. Les syndicats ? «Pas besoin», estime le président, dont le traitement mensuel a été fixé à 6 500 francs. Ce n'est pas énorme, mais à Varsovie avec ça on vit correctement.

Peut-être parce qu'il a vingt ans de plus, Eugeniusz Kacprzyk affiche davantage sa réussite. Le

vice-président et directeur général de Laktopol, firme de production de dérivés du lait, est un homme heureux : «La vache de notre logo, fait-il remarquer, est une vache qui rit. Elle est comme moi, toujours optimiste!». Lui aussi vient du secteur d'Etat, où il était directeur technique d'une entreprise fabriquant des machines pour l'industrie laitière; lui aussi n'a voyagé à l'étranger, comme consultant de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture). «Il y avait un produit, le petit-lait, que nous ne savions pas utiliser - en fait qui servait essentiellement à alimenter les égoûts. Moi, je savais qu'on pouvait en tirer le lactose, qui a des tas d'utilisations, en particulier dans l'industrie pharmaceutique». En 1988, l'usine d'Etat de M. Kacprzyk commence à fabriquer des équipements pour la production de petit-lait, grâce aux subventions d'un institut chargé de promouvoir le progrès technique.

«Ca, c'est le genre de chose que pouvait se permettre l'Etat socialiste». Mais l'Etat socialiste disparaît, et avec lui les subventions. Les lignes de production de petit-lait sont inachevées. M. Kacprzyk se met en quête de sponsors. Une compagnie d'assurances, PZU, propriété à 79 % d'un holding, Art-B (placé depuis en liquidation à la suite d'un gros scandale financier), apporte les capitaux grâce auxquels, avec ceux de quelques agriculteurs privés, Laktopol voit le jour en 1989, rebâtit les deux lignes de production et les termine.

## «J'ai à faire ici»

Aujourd'hui, Laktopol emploie 78 personnes et dégage des bénéfices chaque année. 1992 a été plus difficile, à cause de la sécheresse. «Moi, nous n'avons déjà plus à importer de lactose, nous produisons du blanc de petit-lait que nous exportons au Danemark et en Allemagne». Pour remplacer son partenaire, Art-B en liquidation, Laktopol cherche un repreneur.

Une firme oélandaise serait intéressée... Eugeniusz Kacprzyk n'a aucun état d'âme sur une éventuelle association avec un partenaire étranger. «L'argent n'a pas d'odeur, dit-il en souriant. Moi, si je sais quelque chose, c'est grâce au monde!»

La politique? Ces chefs d'entreprise n'ont guère le temps d'en faire. Mais tous, sans exception, dénoncent le redoutable handicap que constituent pour eux l'absence de politique de crédit en Pologne et la mauvaise infrastructure bancaire. «Le système bancaire est la source de toutes nos difficultés», affirme M. Roman Korzeniowski, directeur général de Mediator. Et pour obtenir un prêt il faut présenter des garanties, mais pour une firme qui débute c'est impossible! Les concurrents étrangers sont très avantagés, puisqu'ils ont des facilités de crédit à 8-10 %, alors qu'ici c'est de 45-48 %... «C'est la liste des, some get it, some don't», ironise une affiche dans la salle de réunion d'une de ces firmes privées. Pour Andrzej Kozłowski, de Bauma, «les crédits à des taux irréalistes, l'absence d'incitations fiscales à l'investissement, tout cela limite notre expansion».

Réalistes, ces entrepreneurs ont pourtant le sentiment de tenir le bon bout. Ils observent que, autour d'eux, les gens sérieux ne font pas faillite. Que, malgré quarante-cinq ans de régime «on travaille peu et on nous paie peu», la main-d'œuvre capable et motivée n'est pas introuvable. Eux qui furent si avides de voyages à l'étranger sous le socialisme se prennent aujourd'hui à penser d'abord à la Pologne : «On m'a proposé une mission en Inde pour la FAO (6 000 dollars par mois), mais j'ai à faire ici», dit le directeur général de Laktopol. Confiant, Andrzej Kozłowski souligne le «changement considérable» que constitue l'ouverture de la Pologne aux nouvelles technologies. «Nous sommes en apprentissage et malgré toute notre impatience, dit-il, il faut accepter que cela prenne quelques années». Une leçon que certains doivent méditer avec sagesse à Moscou...

SYLVIE KAUFFMANN

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : reprise des négociations constitutionnelles

## La violence au centre du débat politique

Après onze mois d'interruption, les négociations multipartites sur l'avenir de l'Afrique du Sud devaient reprendre, jeudi 1<sup>er</sup> avril à Kempton Park, dans la banlieue de Johannesburg. Cette rencontre a lieu alors que le pays fait face à une vague de violence qui est au centre du débat politique. Le gouvernement n'en a pas moins émis le souhait qu'un accord se dégage, avant la fin mai, sur les futures institutions du pays, afin que les premières élections multiraciales puissent être organisées, comme c'est envisagé, d'ici au mois d'avril 1994.

## JOHANNESBURG

de notre correspondant

Si l'on en croit l'ordre du jour préparé par les commissions de travail, les participants au sommet de Kempton Park devraient d'abord discuter des procédures et des structures qui leur permettront de travailler. Ils devront aussi se donner une nouvelle identité, pour remplacer celle de Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), dont l'échec, en mai 1992, n'a pas laissé que de bons souvenirs.

Cependant, du fait de la multiplication des attentats contre des automobilistes (en quarante-huit heures, deux nouvelles attaques ont eu lieu dans les alentours de Johannesburg), une bonne partie des discussions pourrait être consacrée à la violence, problème qui est en train de reléguer au second plan tous les autres dossiers.

C'est le général Georg Meyring, chef d'état-major de l'armée de terre, qui a, si l'on peut dire, mis le feu aux poudres, en accordant, vendredi dernier, un entretien à l'AFP. Interrogé sur l'avenir de l'institution militaire, le général Meyring a estimé que, sous certaines conditions, l'armée était disposée à accueillir «en bloc» les membres d'Umkhonto we Sizwe (MK), branche militaire de l'ANC. «Nous n'avons aucune raison d'être effrayés», a-t-il ajouté, en rappelant que les 12 000 membres de MK ne risquaient pas de déstabiliser l'armée sud-africaine, forte de quelque 500 000 soldats.

## Telle chez les conservateurs

L'incorporation des anciens combattants de l'ANC, et plus généralement, de ceux appartenant aux branches militaires des différents partis politiques, est un principe depuis longtemps acquis. Déjà, plusieurs dizaines d'«officiers» de l'ANC, promus à des fonctions de responsabilité au sein de l'armée et des services de sécurité, s'entraînent à l'étranger, avec l'accord discret du gouvernement. Mais, en parlant d'intégration «en bloc», le général Meyring a semblé rejoindre l'ANC, qui exige un arrangement global, alors que le gouvernement ne veut consentir qu'à des incorporations individuelles, après étude de dossier.

Les propos du général ont provoqué un tel tollé dans la classe politique conservatrice qu'il n'a dû se livrer à une acrobatie mise au

point. Lundi, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Heroux Kriel, est revenu à la charge, accusant certains des membres de MK de «être à la tête de véritables criminels» - qu'il n'est pas question d'embarquer. «Avons-nous oublié que, de 1985 à 1989, 3 562 personnes ont perdu la vie, à cause de leur soi-disant lutte armée?», a ajouté le ministre, qui s'est dit «effrayé» des critiques dont les opposants accusent le gouvernement, sans rien faire pour contrôler celles venues de leurs rangs. Dimanche, le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, avait publiquement pris pour cible «le gouvernement et ses agents», considérés comme «les principaux responsables» de la violence.

Les récentes attaques contre des automobilistes blancs ont ravivé le différend. Selon la police, deux des auteurs présumés seraient proches de l'ANC, et non pas, comme on le croyait généralement, de l'Armée de libération du peuple d'Afrique (APLA), branche militaire du Congrès panafricain (PAC). Pour l'ANC - qui a «suspendu» la lutte armée, mais refuse de démobiliser ses troupes - le coup est rude. Non pas que le mouvement nationaliste puisse être accusé de double langage, mais parce que l'affaire montre qu'il a, parfois, du mal à contrôler ses partisans.

Depuis deux ans, des milliers d'entre eux, qui n'ont eu pour toute formation que celle de la guérilla, sont renvoyés au pays. Sans travail ni logement, ils ne disposent pour vivre que des maigres subsides procurés par les organisations d'entraide. Lundi, M. Kriel n'a pas manqué de rappeler les centaines de cas où des membres de l'ANC ont été arrêtés en possession d'armes, ou à la suite d'attaques à main armée contre des personnes. Le lendemain, l'ANC lui renvoyait la balle, en égrenant la liste des policiers poursuivis pour meurtres ou violences illégitimes dans l'exercice de leurs fonctions.

La polémique risquait de rebondir, jeudi, des ouvertures des négociations multipartites. On peut s'attendre que plusieurs partis profitent de la tribune qui leur est offerte pour exiger, en préalable, que l'ANC dissolve sa branche militaire. Plusieurs négociateurs ont exprimé l'espoir que cette délicate question ne fasse pas capoter un processus qui a déjà connu bien des avançes. Mais la tension est telle qu'il leur faudra beaucoup de doigté pour être entendus.

GEORGES MARION

ALGERIE : «dialogue» avec un parti islamiste. - Le Mouvement de la société islamique Hamas, dirigé par Cheikh Mahfoud Nahoul, a été reçu, mercredi 31 mars, par le Haut Comité d'Etat (HCE) dans le cadre du «dialogue national». Par ailleurs, cinq peines capitales, dont trois par contumace, ont été prononcées, mardi, par la Cour spéciale de Constantine, à l'encontre d'islamistes accusés notamment de complot contre la sûreté de l'Etat et de constitution de bandes armées. - (AFP)

CÔTE-D'IVOIRE : les mutins ont quitté le palais de la présidence. - Les quarante-cinq gardes républicains qui s'étaient retranchés à l'intérieur du palais de la présidence, à Abidjan, ont finalement quitté les lieux, dans la matinée du mercredi 31 mars, après une entrevue, la veille, avec le président Félix Houphouët-Boigny. Selon la radio nationale, les mutins ont accepté de reprendre leur service. De source militaire, on dit ne pas s'attendre qu'ils fassent l'objet de sanctions. - (Reuters)

RWANDA : les négociations à nouveau dans l'impasse. - Les pourparlers entre le gouvernement et les masquards du Front patriotique rwandais (FPR) sont à nouveau dans l'impasse, a-t-on indiqué, mercredi 31 mars, à Arusha (Tanzanie), de source officielle. Malgré l'accord de principe sur la fusion de leurs troupes respectives (le Monde du 26 mars), les deux parties s'opposent sur le nombre des soldats de chaque camp appelés à rejoindre la future armée nationale. Par ailleurs, à Kigali, le chef de l'Etat, le général Juvénal

Habyarimana, a annoncé sa décision de démissionner de la présidence de son parti, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND), ancien parti unique. - (AFP)

TOGO : Amnesty International dénonce l'exécution d'une vingtaine de personnes. - Dans un communiqué, publié mercredi 31 mars, à Londres, Amnesty International assure qu'une vingtaine de personnes - dont treize militaires - ont été exécutées depuis l'attaque, la semaine dernière, contre la caserne de Lomé abritant la résidence officielle du président Gnassingbe Eyadéma. Des dizaines de militaires auraient également été arrêtés, ajoute Amnesty, certains d'entre eux étant soupçonnés d'appartenir à l'Association des soldats démocrates, une organisation clandestine qui réclame des réformes au Togo. - (Reuters)

TUNISIE : visite du président Ben Ali en Libye. - Le chef de l'Etat tunisien, président en exercice de l'Union du Maghreb arabe (UMA), devait se rendre, jeudi 1<sup>er</sup> avril, en Libye, à l'invitation du colonel Kadhafi, pour une visite d'amitié et de travail» de vingt-quatre heures. Cette visite de M. Ben Ali a lieu deux semaines avant la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui doit réexaminer l'application de l'embargo aérien et militaire, décrété le 15 avril 1992, contre la Libye, tenue pour responsable de l'attentat commis, en 1988, au-dessus de l'Ecosse, contre un avion de la PanAm. Les Etats-Unis ont déjà dit leur souhait d'élargir ces sanctions au domaine pétrolier. - (Corresp.)

**TOKYO:**  
**7 JOURS**  
**7.700 F**

**V**

**42 86 16 16**

**VOYAGER PLUS VRAI**

فكترا من الأصل



## ASIE

### CAMBODGE

## Le pays replonge dans la guerre civile

Un commando a ouvert le feu, mercredi 31 mars, contre une salle de vidéo de Kompong-Thom, localité du centre du Cambodge, faisant au moins 27 morts. Par ailleurs, les Khmers rouges ont demandé au prince Sihanouk, qui séjourne à Pékin, de reporter son retour à Phnom-Penh, le 2 avril, en raison de menaces d'assassinat sur sa personne. Le prince aurait pourtant décidé de maintenir son retour. Il devrait accueillir au Cambodge le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali.

### BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Evocant « un désordre et une anarchie très graves » à Phnom-Penh, et surtout le risque d'une « liquidation » par de « petits commandos ennemis », les Khmers rouges ont demandé à Norodom Sihanouk de reporter son retour dans la capitale. Le prince, malade, qui réside à Pékin, doit en principe regagner vendredi le Cambodge pour y être l'hôte, les 7 et 8 avril, de M. Boutros-Ghali. Il a lui-même rendu public, mercredi 31 mars, cette « requête » que lui ont adressée la veille M. Kaing Guek Eav et Son Sen, les deux membres Khmers rouges du CNS (Conseil national suprême). Depuis novembre, le prince n'a quitté Pékin que pour accueillir, à Phnom-Penh, en février, M. Mitterrand. Il avait regagné la Chine le 2 mars. Cette fois, Norodom Sihanouk doit demeurer à Phnom-Penh jusqu'au 14 avril, puis se rendre à Pyongyang pour participer aux célébrations du 31<sup>e</sup> anniversaire du dirigeant nord-coréen Kim Il-sung.

### Un choix difficile pour le prince

Les Khmers rouges affirment que « l'ennemi » a la possibilité « de prendre les mesures destinées à liquider le leader de notre nation », considéré « comme un obstacle ». En clair, le régime de Phnom-Penh, qui a mis sur le compte de ses adversaires la responsabilité des attentats anti-vietnamiens de la soirée du 23 mars, serait désormais, selon les Khmers rouges, prêt à éliminer Sihanouk. Cette fiction place le prince devant un choix difficile. S'il reportait la date de son retour, il donnerait l'impression de se ranger à leurs raisons. Mais, ainsi prévenu, il sait que les Khmers rouges nieront toute responsabilité dans « une situation, soit-elle encore écrite, susceptible de se détériorer davantage ». Les coupables seraient, le cas échéant, les gens d'en face.

Les développements récents montrent que le Cambodge a déjà replongé dans la guerre civile. A l'exception d'incidents dus à des soldats émeutes, Phnom-Penh n'avait pas, depuis 1985, connu d'attentat. Jusqu'à celui du 29 mars. La situation se dégrade aussi dans deux provinces frontalières des enclaves khmers rouges : celles de Kompong-Thom et de Siem-Réap. Menée par les Khmers rouges, la campagne anti-

vietnamienne a déjà provoqué un début d'exode, même à Phnom-Penh. Le gouvernement de M. Hun Sen a imputé à ses « adversaires » les attentats de lundi. Quoi qu'il en soit, la communauté vietnamienne s'inquiète de l'hostilité croissante à son égard des Cambodgiens dans une ville où les armes continuent de circuler malgré les contrôles mis en place ces dernières semaines.

Surtout - et c'est sans doute le plus grave - l'APRONUC (l'Autorité provisoire de l'ONU) semble avoir de moins en moins de prise sur la situation. Tout se passe en effet si les quelque 16 000 « bérés bleus » dépechés sur place ne pouvaient que prendre acte de la montée de la violence. L'ONU, qui a 22 000 fonctionnaires, militaires et civils sur place, ne parvient plus à brider les manœuvres des factions, alors que la campagne pour les élections de fin mai doit être lancée officiellement le 7 avril en présence de M. Boutros-Ghali.

Les Khmers rouges ont refusé d'appliquer l'accord de paix, qui a ainsi volé en éclats. Même l'hypothèse d'élections libres entre les trois autres factions se réduit au fil des jours. Que peut faire le secrétaire général de l'ONU ? Constatant l'échec, le Conseil de sécurité pour lui proposer un report du scrutin à l'automne, après les pluies ? Ou bien les Nations unies ne devraient-elles pas renforcer le mandat de l'APRONUC ? La machine des élections fin mai semble, en tout cas, plutôt susceptible d'envenimer les choses.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AMÉRIQUES

## Canada : misère dans le Grand Nord

Les tentatives de suicide de très jeunes Indiens, drogués aux vapeurs d'essence, ont alerté l'opinion sur le sort d'une communauté échouée dans la province de Terre-Neuve

### MONTREAL

de notre correspondante

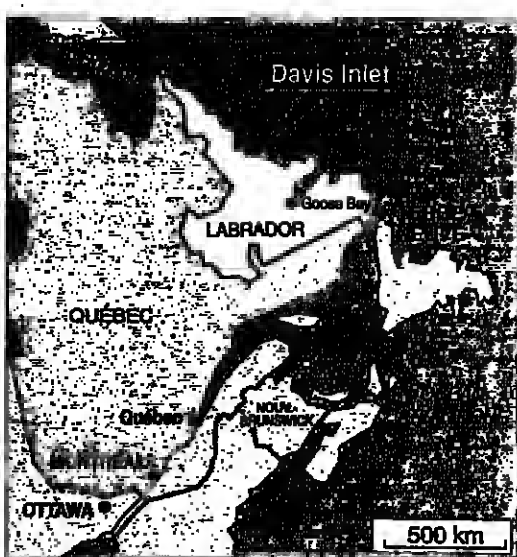
Six adolescents drogués aux vapeurs d'essence et animés d'intentions suicidaires ont attiré l'attention des médias canadiens sur le triste sort d'une communauté indienne délaissée, échouée depuis 1967 sur une île désolée de la côte nord du Labrador, dans la province de Terre-Neuve. C'était il y a deux mois, dans le village de Davis-Inlet, où vivent 168 adultes et 360 enfants appartenant à la nation indienne innue. L'intérêt médiatique est retombé depuis, mais le ministère fédéral de la Santé vient tout juste de lancer une enquête sur l'ampleur de cette forme particulière de toxicomanie, qui fait, depuis vingt ans, des ravages dans certaines communautés autochtones. Et les Innus ont obtenu la promesse que le gouvernement fédéral les relègue sur un site plus hospitalier.

Le 26 janvier, cinq filles et un garçon âgés de douze à quatorze ans étaient retrouvés presque inconscients après avoir inhalé de fortes doses d'essence, dans une cabane non chauffée où ils avaient apparemment décidé d'attendre la mort alors que la température extérieure atteignait moins 40 degrés.

### L'alcoolisme de la quasi-totalité des adultes

Tout le pays a vu les images de ces enfants que les vapeurs toxiques et les séquelles durables que l'empoisonnement au plomb qui en découle laisse dans le cerveau, transformant en zombies titubants. Car les leaders de la communauté les ont filmés et ont donné la copie sur cassette vidéo à la chaîne de télévision publique CBC : sans ces images, disent-ils, on ne les aurait pas crus, et le gouvernement n'aurait pas bougé.

Les Canadiens ont donc réagi à la vue de ces enfants, si tristement bariolés par la communauté autochtone du Canada, même si des circons-



stances aggravantes font de Davis-Inlet l'une des plus désertées du pays. Peuple de chasseurs nomades depuis des millénaires, ces Innus dépendaient pour leur subsistance du caribou, un gibier qui connaît de fortes variations cycliques. Dans les années 60, le caribou se faisait rare, les Innus se sont sédentarisés à proximité du magasin qui alimentait les quelques Blancs de la région.

### Un déménagement sans cesse différé

Les caribous ont recommencé à se multiplier, mais les Innus n'ont pas pris goût entre-temps aux dorades importées par les Blancs : ils sont restés là, dans les petites maisons qu'ils ont construites pour eux, à la hâte, le gouvernement de Terre-Neuve.

Malgré le gouvernement a choisi de les bâtir sur une petite île, dont les Innus sont de facto prisonniers trois

mois par an. Quand l'eau est trop prise en glace pour qu'ils puissent traverser par bateau, mais la glace pas assez solide pour qu'ils puissent traverser à moto, ils sont incapables de se rendre sur leurs territoires de chasse. Le gouvernement n'avait fait aucune étude géologique du site : les maisons sont bâties sur de la glaise instable, et les Innus, qui n'ont ni sens de la propriété, ni dons de menuisiers, les laissent tomber en ruine. Le gouvernement les a équipés de salles de bains inutilisables : il n'a jamais pu construire les égouts promis (toujours le problème de la glaise), et la nappe phréatique est insuffisante pour alimenter en eau courante une population qui croît au rythme annuel de 4,5 %.

La misère des Innus de Davis-Inlet est cependant moins matérielle que socioculturelle. La plupart des familles ont motoneige, télévision, magnétoscopes. Leurs enfants connaissent le Nintendo et les Tortues Ninja. Mais leur mode de vie traditionnel est moribond, leurs coutumes et leur savoir-faire se perdent et la société nord-américaine du vingtième siècle n'a pas de place pour eux.

Les leaders de la communauté réclament depuis des années qu'on la relègue sur un site mieux aménageable et plus propice aux activités traditionnelles de chasse et de pêche. Ils ont même identifié l'endroit rêvé, à Stangobay, distant de 18 km. Mais les gouvernements fédéral et provincial se sont longtemps disputés sur le partage des responsabilités et des coûts dans cette affaire.

Quinze jours après la tentative de suicide des six adolescents, le ministre fédéral des Affaires indiennes annonçait qu'Ottawa acceptait finalement d'assumer les coûts du déménagement pour ne pas « prolonger le supplice » de la communauté innue. Mais c'est le gouvernement qui choisira le nouveau site, et il n'est pas sûr que ce soit Stangobay.

CATHERINE LECORTE

## A TRAVERS LE MONDE

### EGYPTE

### L'achat de trois Airbus est « suspendu »

Le directeur général d'Egypt Air a annoncé, mercredi 31 mars, la décision de la compagnie nationale de « suspendre son plan de croissance sur cinq ans, qui prévoyait l'acquisition de trois Airbus A-340 ». Cette mesure a été prise, a-t-il expliqué, en raison des incertitudes liées à la vague de violence et, partant, à la baisse du nombre de passagers.

Répliquant aux récentes accusations du ministre de l'Intérieur, l'association des Frères musulmans a démenti, mercredi, dans un communiqué, être impliquée dans les attentats commis par les intégristes et a demandé « l'accroissement des libertés dans le pays pour y ramener la stabilité ». Ce mouvement islamiste, officiellement interdit mais toléré, rappelle avoir condamné, à maintes reprises, « les attentats perpétrés contre les touristes, les policiers, les personnalités publiques et les civils », qui sont, selon lui, « des crimes que la charia [loi islamique]

n'admet nullement et auxquels nous nous opposons fermement ».

D'autre part, le conseil d'administration de l'université du Caire, vient de mettre à l'index les œuvres, jugées blasphématoires pour l'islam, du professeur Naser Hamed Abou Zeid, spécialiste de la pensée islamique, et a refusé sa promotion au rang de professeur titulaire. Cette décision a suscité un tollé dans les milieux intellectuels, qui dénoncent la progression des idées intégristes. Pour le professeur Ahmed Mourad, président de la section d'arabe de la faculté des lettres, c'est un cas sans précédent dans l'histoire de l'université du Caire. - (AFP)

### PAKISTAN

### Démision de ministres

Un nouveau ministre a démissionné, mercredi 31 mars, au Pakistan. Gul Sher Khan Afridi, qui était chargé de la « taxe islamique », a quitté le gouvernement trois jours après les ministres du plan et de l'environnement, Hamid Chahtha et Anwar Saifullah, et Asad Jumejo, conseiller du chef du gouvernement avec rang de ministre. Les protestataires dénoncent la « hâte indécise » avec laquelle le premier ministre, Nawaz Sharif, a été nommé président de la Ligue musulmane (PML), principal parti de l'Alliance démocratique islamique au pouvoir. La présidence de la PML était vacante depuis le décès, le 17 mars, de l'ex-premier ministre Mohamed Khan Jumejo. Les quatre démissionnaires sont très proches du président Ghulam Ishaq Khan, lequel résiste à un projet de loi récemment présenté par M. Sharif en vue de réduire les pouvoirs du chef de l'Etat. - (AFP)

### SOMALIE

### Pillages et affrontements continuent

Une foule de Somaliens a pillé, boulot après boulot, l'essentiel des matériaux du nouveau pont de Belet Huen, dans la capitale du pays, dont la construction, par des ingénieurs australiens de la Force multinationale sous commandement américain (UNITAF), avait été achevée la jour même. « Tout ce

qui n'avait pas été soudé a été emporté par les pillards », a souligné, mercredi 31 mars, à Mogadiscio, un porte-parole américain. La police locale a vainement tenté d'intervenir, les incidents, survenus lundi, ne cessant qu'à l'arrivée de soldats canadiens.

A Kisimayo, au sud de la capitale, ce sont les soldats belges qui ont dû intervenir, mercredi, entre deux clans rivaux - l'un mené par le colonel Omar Jess, et l'autre par le général Mohamed Said Harsi, alias Morgan. A Bardera, au sud-ouest de Mogadiscio, l'organisation humanitaire CARE a annoncé le prochain arrêt de ses activités dans cette localité pour cause de transport trop élevés. Selon CARE, les transporteurs y pratiquent des prix dix fois plus importants que dans le reste du pays. - (AFP, Reuters)

### ZAIRE

### Le président Mobutu toujours indésirable en France

Le gouvernement français a refusé, mercredi 31 mars, une nouvelle fois, un visa au président Mobutu, qui souhaitait se rendre en France pour une visite privée. Un refus similaire avait été opposé au président zairois lorsqu'il avait décidé de se rendre les 22 et 23 mars dans sa résidence de Cap-Martin (Alpes-Maritimes), où il avait séjourné en février pour recevoir, selon son entourage, des soins dentaires. Début février, Paris, Bruxelles et Washington, avaient adressé au président zairois une sévère mise en garde, après une série de violences à Kinshasa au cours de laquelle plusieurs centaines de personnes - dont l'ambassadeur de France - avaient été tués.

D'autre part, M. Lambert Mende, ministre de la communication du gouvernement de M. Edouard Tshisekedi, a demandé, mercredi, à la Belgique d'entreprendre des démarches pour obtenir l'envoi d'une force d'interposition des Nations unies au Zaïre, afin d'assurer la transition démocratique et de permettre l'organisation d'élections libres. - (AFP, Reuters)

## ÉTATS-UNIS : l'attentat contre le World Trade Center

## Un mandat d'arrêt international a été lancé contre un ressortissant irakien

Un mandat d'arrêt international a été lancé, mercredi 31 mars, contre un nouveau suspect, un ressortissant irakien, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat, le 26 février à New-York, contre le World Trade Center, ont annoncé les autorités judiciaires. Ramzi Ahmed Yousef, âgé de vingt-cinq ans, est actuellement en fuite. Il a été inculpé d'usage d'explosifs pour endommager et détruire le World Trade Center, provoquant la mort de six personnes.

Selon les autorités, M. Yousef aurait partagé pendant un temps un appartement à Jersey-City (New-Jersey) avec un autre suspect, Mohammed Salameh, un Jordanien âgé de vingt-cinq ans qui avait loué la camionnette ayant servi à transporter la bombe. Selon la chaîne de télévision américaine CBS, les enquêteurs n'ont pas la possibilité que l'attentat

du World Trade Center soit un acte de vengeance à la suite du raid américain au-dessus de l'hôtel Al Rachid de Bagdad (Irak), le 17 janvier dernier.

Trois autres personnes, Mahmoud Abou Halima, chauffeur de taxi de trente-trois ans, présent comme le cerveau de l'attentat, Nidal Ayyad, vingt-cinq ans, un Américain d'origine palestinienne, soupçonné d'avoir fabriqué l'explosif, et Mohammed Salameh, ont également été inculpés du même chef que Yousef. Ils ont été placés en détention sans possibilité de libération sous caution. Le dernier suspect est Bilal Alkai, âgé de vingt-six ans, originaire de Jordanie. Ce dernier, qui s'est livré lui-même à la justice, est accusé de complicité dans l'attentat. Il a été inculpé sans possibilité de libération sous caution, mais « n'a pas encore été inculpé ». - (AFP)

### Nomination de cinq secrétaires adjoints à la défense

Le président Bill Clinton a nommé, mercredi 31 mars, cinq secrétaires adjoints à la défense, avec, pour la première fois, un secrétaire adjoint chargé de la démocratie et des droits de l'homme. M. Edward Warner a été nommé secrétaire adjoint chargé de la stratégie et des ressources. Ancien membre de l'US Air Force, M. Warner est analyste à l'Institut Rand depuis 1982.

M. Charles Freeman, ancien ambassadeur, qui a joué un rôle diplomatique clé durant la guerre du Golfe, a été nommé secrétaire adjoint chargé de la sécurité régionale. Le poste de secrétaire adjoint chargé de la démocratie et des droits de l'homme a été confié à M. Morton Halperin, ancien haut responsable au Pentagone entre 1966 et 1969. M. Graham Allison, professeur à Harvard, s'est vu confier le secteur plan et politique, tandis que Edwin Dorn, de l'Institut Brookings, devient secrétaire adjoint chargé de personnel. Ces nominations doivent être confirmées par le Sénat. (AFP)

■ CUBA : prévisions économiques pessimistes. - La fondation cubano-américaine (anticastro) de Miami a publié, mardi 30 mars, un rapport alarmiste sur la situation de l'île, présenté comme un document confidentiel rédigé en novembre par la commission exécutive du conseil des ministres de Cuba. Ce document de dix pages prévint « l'effondrement économique de l'île d'ici juillet » et anticipe une « nécessaire » intervention de l'armée pour maintenir l'ordre. Sans démentir l'existence de ce document, le porte-parole du gouvernement enbaïné à Washington, M. José Ponce, a estimé que « faits réels et fiction » était mêlés dans ce rapport, qui précise que le PNB cubain n'atteint plus que 37 % de son niveau de 1986. - (AFP, AP)

■ GUATEMALA : échec des négociations de paix. - La dernière séance des pourparlers de paix destinés à mettre un terme à un conflit armé vieux de trente-deux ans au Guatemala s'est achevée, mardi 30 mars à Mexico, sur un échec. A l'ouverture des entretiens la semaine dernière, l'espoir de voir le gouvernement guatémaltèque et les représentants de la guérilla fixer la date d'un cesse-le-feu se dessinait en raison des progrès réalisés au cours des négociations précédentes. Mais les deux délégations n'ont pu se mettre d'accord sur un projet de commission d'enquête sur les droits de l'homme. - (Reuters)

## Le Monde

Edité par le SEUIL, Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Chénouard, gérant  
directeur de la publication  
Benoît Pignatelli  
directeur de la rédaction  
Jean-Pierre Guille  
directeur de la gestion  
Manuel Lecoq  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombel  
Robert Gode  
adjoints au directeur de la rédaction  
Yves Agnès  
Thierry Gervais  
Philippe Lecoq  
Jean-Pierre Pignatelli  
Daniel Vernet  
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bonin-Méry (1944-1959)  
Jacques Pion (1959-1962)  
André Laurens (1962-1965)  
André Fontana (1965-1981)  
RÉDACTION ET ABONNEMENTS :  
15, RUE KALISKI  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-55-25-26  
Télécopieur : 40-55-25-29  
Abonnements :  
1, PLACE HUBERT-SERVAIS-LEBRY  
93000 NOUVELLE-ÉLISE  
Tél. : (1) 40-55-25-26  
Télécopieur : 40-50-30-10



## POLITIQUE

La mise en place

## M. Balladur veut prouver que son équipe est immédiatement opérationnelle

Edouard Balladur n'a pas été pris au dépourvu. Il savait, depuis longtemps déjà, qu'il emménagerait à l'hôtel Matignon avant le 2 avril 1993. Homme précautionneur et organisé, il a eu le temps de s'y préparer, même s'il s'est interdit, par correction vis-à-vis des électeurs et du président de la République, de le faire trop publiquement. Aussi, si tous ses futurs collaborateurs, qu'ils soient membres de son gouvernement ou de son cabinet, n'avaient pas été nommés et avertis de ce qu'ils allaient devoir faire, le premier ministre « virtuel » savait parfaitement, lui, ce qu'il lui fallait faire.

Tout a donc pu aller très vite. Quelques gestes symboliques ont pu aussitôt signifier que le changement était en route et qu'il n'y avait pas de temps perdu pour satisfaire un souhait aussi massivement manifesté par les Français. Averti dès la fin de la matinée du lundi 29 mars que le président de la République allait le nommer la nuit même premier ministre, M. Balladur a pu immédiatement accepter cette nomination, faire une première déclaration et commencer ses premières consultations pour former son gouvernement. Si l'opération fut un peu plus délicate qu'il ne l'espérait, lorsqu'il s'est présenté mardi à 18 heures à l'hôtel Matignon pour la traditionnelle cérémonie de passation des pouvoirs, tout était pourtant pratiquement bouclé.

Respectant le protocole, il n'a franchi la grande porte, où l'a accueilli Pierre Bérégovoy, qu'en compagnie du futur directeur de son cabinet, Nicolas Bazire, mais d'autres collaborateurs à lui, Patrick Suet, qui sera le directeur adjoint de son cabinet, Pierre Mongin, qui en sera le chef, Valérie Bernis, son attachée de presse, se faufilaient discrètement au milieu d'une cohue de caméras et d'appareils photos pendant que Bernard Bruguier commençait à discuter avec ceux qui étaient encore ses confrères journalistes avant qu'il ne devienne leur interlocuteur privilégié comme chef du service de presse.

L'ancien et le nouveau chef du gouvernement se connaissent bien et s'appellent. La conversation entre les deux hommes a donc pu être un peu plus longue que de coutume — une heure — et se dérouler dans une excellente ambiance, à en croire les collaborateurs de

celui qui n'était déjà plus que le député de la Nièvre. Leurs voitures ont quitté la cour de l'hôtel Matignon l'une derrière l'autre. Celle de Pierre Bérégovoy le accompagnait à son appartement. Celle d'Edouard Balladur le conduisait à l'Élysée. Quelques minutes après, la composition du gouvernement de la seconde cohabitation était connue. Cette première étape franchie, le premier ministre pouvait retrouver son épouse pour aller dîner « chez les Chirac » à l'hôtel de Ville de Paris.

## «Solidarité», «clarté», «rassemblement»

Seront le lundi. Simplicité le mardi. Edouard Balladur commença par passer boulevard Saint-Germain, à ce qui fut son bureau le temps de sa traversée du désert, pour prendre « quelques effets personnels ». Puis, en compagnie de l'indispensable Nicolas Bazire, le premier ministre, vers 9 heures 30, gagna à pied son nouveau lieu de travail, car il « aime bien marcher à pied le matin ». Il lui fallait mettre en place son équipe, recevoir les hauts fonctionnaires sollicités ou sollicitants, répartir les bureaux. Sa fidélité à Georges Pompidou lui fit choisir, comme celui qui l'avait introduit la première fois à Matignon, et comme Jacques Chirac, la pièce attribuée au général au directeur du cabinet. Dans cette difficile tâche d'installation, il a pu être aidé par une tabourette des lieux, M<sup>me</sup> Denise Sissou, qui fut longtemps chef du secrétariat particulier de M. Chirac, après avoir appartenu à celui de Georges Pompidou. La continuité pompidolienne n'est pas un vain mot.

Le plus important était quand même la première réunion des membres de son gouvernement. Pour ce pas-froider le président de la République, le premier ministre la voulait « informelle ». Malgré la bousculade de l'arrivée, François Léotard commençant à se signaler par un retard de cinq minutes, elle fut un véritable « conseil de cabinet » — auquel assistait le secrétaire général du gouvernement, assisté confirmé dans ses fonctions, Renaud Denois de Saint-Marc, comme par M. Chirac et qui était resté à son poste sous les trois premiers ministres socialistes, — pour ce pas dire un

« conseil des ministres-bis », avant le conseil officiel qui se tiendra vendredi matin à l'Élysée sous la présidence de M. Mitterrand. Les consignes furent claires, nettes et fermes, avant qu'un déjeuner « amical » ne regroupe les mêmes personnes, plus MM. Bazire et Suet, dans le « salon bleu » jouxtant la « salle du conseil ».

Déjeuner frugal (un plat et un dessert) pour commencer à mettre en œuvre la volonté d'économie de M. Balladur. C'est le principal message que voulait faire passer Nicolas Sarkozy, qui, inaugurant ses fonctions de porte-parole du gouvernement, rendit compte de cette première réunion de ministre. Ses premiers mots furent pour souligner : « Le gouvernement est au travail ». Les « instructions » du chef du gouvernement à ses membres ont donc été « très précises ». « La solidarité », car « en ces temps de difficultés la division ne serait pas comprise par nos compatriotes » ; une réunion des dirigeants de la majorité aura donc lieu tous les mardis à 13 heures, mais, dans l'après-midi, l'hôtel Matignon fit savoir que « les membres du gouvernement devront faire passer leur fonction gouvernementale avant les fonctions qu'ils peuvent occuper au sein des formations politiques ». « La clarté », car il faudra « appliquer notre projet et pas un autre ». « L'esprit de rassemblement », M. Balladur ayant rappelé que « la loi des Français n'a pas voté pour l'UMP au premier tour », ce qui implique que les ministres gouvernent « pour tous les Français ».

## «Sans délai»

Ces ministres surtout devront être économes, y compris sur des détails. Il leur est interdit de changer de voiture, ce qui de toute façon n'est pas fréquent. Les crédits du GLAM étant réduits de 30 % — la possibilité de vendre certains de ses avions étant même étudiée « sans délai » — ils devront privilégier l'utilisation des lignes aériennes régulières, au grand désappointement des services de sécurité qui trouvent toujours plus simple de ne pas voler « leurs » ministres aux voyages ordinaires. De toute façon, les moyens financiers de leurs cabinets sont réduits de

20 %, Matignon donnant l'exemple en réduisant d'autant ses propres crédits de réception.

Tout cela c'est que symbole et détail. Plus fondamentalement, le ministre du budget préparera un collex budgétaire diminuant les dépenses budgétaires de 20 % ; ceux de l'intérieur et de la justice « réfléchiront aux problèmes de nationalité, d'immigration et de sécurité » ; celui du travail « proposera très vite les mesures urgentes qu'impose la situation de l'emploi » ; avec ses collègues des affaires sociales et du budget il effectuera « une photographie des régimes sociaux pour les premières propositions à prendre » ; M. Balladur lui-même se rendra « dès que possible en Allemagne » pour rencontrer le chancelier Kohl. Et tout cela « sans délai », une expression que Nicolas Sarkozy répètera en toutes occasions.

Aller vite est donc la consigne. Mais M. Balladur veut connaître sa base de départ. Il a donc demandé à Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes, de « présider une commission sur l'état de la France », qui devra remettre son rapport avant la fin du mois de mai. En faisant ce choix, le premier ministre fait certes appel à un ami personnel, mais aussi à un homme dont les mots élogieux qu'il a eus en accueillant Pierre Joxe à la première présidence de la Cour prouvent l'indépendance d'esprit.

Cette volonté de prouver à des électeurs impatients que la nouvelle équipe est immédiatement opérationnelle se heurte parfois à des contingences institutionnelles. M. Balladur voulait prononcer sa déclaration de politique générale dès mardi, mais la nouvelle Assemblée nationale est contrainte de donner la priorité à la mise en place de ses structures. Elle ne sera prête à entendre le nouveau premier ministre que jeudi 8 avril dans l'après-midi. Les Français devront attendre jusque-là pour connaître le programme précis du gouvernement qu'ils ont imposé à François Mitterrand.

THIERRY BRÉHIER

Lire page 22

la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN

## Rassurer et se justifier

Suite de la première page

Ainsi la préoccupation commune du nouveau premier ministre et de son ministre de l'Économie Edouard Balladur, qui est le retard que commence à prendre la France en matière d'investissements productifs, ne débouche pas sur une aide fiscale à l'investissement. Comme disent les économistes, il n'est pas possible de faire boire l'âne qui n'a pas soif. Tout au plus peut-on anticiper — à grands frais pour l'État — des programmes qui, du coup, feront défaut l'année d'après. « L'État donne l'exemple », a déclaré sans plus attendre, mercredi 31 mars, Nicolas Sarkozy, le ministre du budget, en annonçant que des mesures d'économies avaient été décidées sur le train de vie de l'État : voitures, déplacements en avions, frais de fonctionnement des cabinets. Mais ces mesures ne sont que symboliques, comme l'a d'ailleurs reconnu le nouveau ministre : le train de vie de l'État, que tous les gouvernements français émouls sans exception ont toujours voulu

réduire de façon draconienne, ne représente qu'une cinquantaine de milliards de francs. Une somme insignifiante sur des dépenses budgétaires qui approchent des 1 400 milliards de francs. Ce n'est pas en gênant les hauts fonctionnaires ou les directeurs de cabinet dans leurs déplacements qu'on améliorera l'efficacité de l'État.

## «Economies dangereuses»

La vraie question est de savoir si le nouveau gouvernement, qui fera voter un « collectif », c'est-à-dire une modification au budget de 1993, probablement au mois de mai, pourra économiser les 20 milliards de francs annoncés dans le projet UDF-RPR de l'Union pour la France rendu public le 10 février dernier. Grave question. Car les seuls économies importantes qui peuvent être faites sur les dépenses publiques concernent la défense nationale, la fonction publique, les prestations sociales, et, dans une bien moindre mesure, les grands travaux.

Sur tous ces chapitres, il est facile d'imaginer les extraordinaires difficultés auxquelles vont se heurter MM. Balladur, Alphandéry et Sarkozy. L'armée a déjà donné et ses engagements ombreux à l'étranger alourdissent la facture : 4 milliards de francs cette année, avait avoué Pierre Joxe, il y a quelques semaines. De plus, toute économe sur la défense nationale entraînera maintenant des suppressions d'emplois.

La fonction publique est un autre domaine à économies dangereuses, dans la mesure où il est possible de gagner quelques centaines de millions, voire quelques milliards de francs, mais seulement en réduisant les fonctions publiques faites aux fonctionnaires dans le cadre par exemple des revalorisations Jospin ou Durafour (éducation nationale, grille des fonctionnaires). Il est possible que le gouvernement ait à demander des efforts à ses fonctionnaires. Mais à l'évidence, le risque politique est important. Quant aux prestations sociales ou aux grands travaux, on voit mal M. Sarkozy tailler dans l'allocation aux adultes handicapés ou réduisant l'ampleur des travaux de la Grande Bibliothèque, à laquelle François Mitterrand tient tant.

La voie des économies n'est certes pas définitivement bouchée. Elle est simplement extraordinairement difficile à emprunter. Reste

deux impératifs stratégiques pour M. Balladur : rassurer et se justifier.

Pour rassurer, le nouveau premier ministre a fait des déclarations sur sa détermination à poursuivre la politique de frappe fort menée par son prédécesseur. Une probante visite en Allemagne complètera la démarche, une démarche très probablement assortie d'une déclaration aussi commune que solennelle. L'indépendance annoncée de la Banque de France complètera les gages donnés. Sur tous ces points, M. Balladur jure gagnant : d'une certaine façon, les marchés monétaires et financiers le lui ont déjà prouvé.

## Mesures impopulaires

Restera à se justifier de mesures forcément impopulaires qui devront être prises, des hausses d'impôts notamment ou le refus opposé au CNPF (le patronat) de satisfaire à sa demande d'une suppression progressive des montants de TVA dus par l'État (décalage d'un mois). La justification, M. Balladur l'attend de la nouvelle commission du bilan qui va être mise en place sous l'autorité de Jean Raynaud, procureur général de la Cour des comptes. Si l'approfondissement des déficits ne fait pas de doute, est-il pourtant si sûr que l'économie française soit en mauvais état ?

ALAIN VERNHOLLES

## EN BREF

Les élus UDF du Nord-Pas-de-Calais jugent le gouvernement « géographiquement déséquilibré ». Plusieurs élus du Nord-Pas-de-Calais appartenant à la nouvelle majorité ont exprimé, mercredi 31 mars, leur déception de ne voir figurer aucun représentant de leur région au gouvernement. Jacques Legendre, sénateur RPR du Nord, n'a pas le nouveau gouvernement « politiquement équilibré » mais « géographiquement déséquilibré ». Jean-Louis Borloo, député, maire de Valenciennes, a proposé à tous les élus du Nord de « monter » à Matignon pour rencontrer M. Balladur. André Diligent, sénateur, maire CDS de Roubaix, a suggéré la création d'un lobby des élus régionaux pour interpellier régulièrement les ministres. — (Corresp.)

M. Mégret (FN) reproche au gouvernement de refuser « une rupture claire avec le socialisme ». Bruno Mégret, député général du Front national, a estimé mercredi que le gouvernement d'Edouard Balladur se plaçait « au centre gauche ». Reprochant au nouveau premier ministre la « très forte participation des personnalités du CDS et du centre », M. Mégret affirme

## Les ailes rognées du GLAM

En faisant annoncer son intention de réduire de 30 % les crédits du groupe de liaisons aériennes ministérielles (GLAM), qui transporte les hautes personnalités de l'État, et de vendre éventuellement certains de ses avions qui composent sa flotte, M. Edouard Balladur a frappé les imaginations plus qu'il ne peut espérer obtenir des économies substantielles. Car la GLAM française, à la différence des institutions comparables à l'étranger, n'est pas une unité particulièrement dispendieuse, même s'il existe des abus avérés parmi la clientèle de ses VIP gouvernementaux.

Exploité par l'armée de l'air, qui fournit les pilotes, les mécaniciens, les moyens et les infrastructures techniques depuis son PC de Villacoublay (Yvelines), le GLAM assure une flotte qui se limite à deux triracteurs longs-courriers Falcon 900 pour les déplacements à l'échelle de la planète, quatre avions de liaison Mystère-60 à rayon d'action plus faible et trois hélicoptères (deux Super-Puma et un Dauphin).

C'est un bureau des transports aériens, au cabinet du ministre de la défense, qui gère et régule les missions, depuis le transport du chef de l'État jusqu'aux voyages des différents ministères, qui doivent obtenir l'autorisation du chef du gouvernement. A la différence de l'an-

semblée de l'armée de l'air, qui reçoit un quota annuel d'heures de vol, le GLAM est soumis aux événements de l'actualité nationale et internationale. Ce qui sous-entend que cette flotte peut être sollicitée à toute heure, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, pour le transport de VIP et pour des évacuations sanitaires d'urgence. Les services de sécurité ont toujours insisté auprès des ministres qu'ils aient recours pour qu'ils usent du GLAM de préférence aux avions de ligne ou affrétés, parce que leur protection y est mieux assurée et qu'ils s'affranchissent des contraintes horaires ou géographiques.

En restreignant l'emploi du GLAM, comme c'est son droit dès lors qu'il relève de son autorité, le premier ministre — qu'il l'ait voulu ou non — épargne indirectement son ministère de la défense. En effet, le ministère de la défense mais aussi les états-majors disposent à proprement dit, à Villacoublay, d'un groupe aérien d'entraînement et de liaison (GAEL), avec huit Mystère-20, deux TEM-700 (pour quatre personnes), sept DHC-6 Twin Otter et cinq Nord-262 (pour vingt à vingt-quatre passagers) adaptés au transport sur courtes distances de personnalités civiles et militaires et des évacuations sanitaires.

J. I.

## La nomination des directeurs de cabinet

## PREMIER MINISTRE

Nicolas Bazire

Nicolas Bazire, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé, mercredi 31 mars, directeur du cabinet de M. Balladur.

[Né le 13 juillet 1957 à Font-de-France (Martinique), ancien élève de l'École navale et de l'ENA, M. Bazire est conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1991. Placé en service détaché, il est chargé de mission auprès du secrétaire général de groupe Thomson SA. Il dirigeait parallèlement le cabinet de M. Balladur dans ses bureaux parisiens du boulevard Saint-Germain.]

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Dominique Galouzeau de Villepin

Dominique Galouzeau de Villepin a été nommé directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé. M. Galouzeau de Villepin, trente-neuf ans, remplace à ce poste Daniel Bernard, qui était également directeur de la division presse, et qui a été nommé ambassadeur à La Haye.

[Né en 1953, ancien élève de l'École nationale d'administration, Dominique Galouzeau de Villepin a été en poste à

Washington (1984-1989) et à New-Delhi (1989-1990), avant de devenir sous-directeur d'Afrique.]

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Christian Philip

Christian Philip, professeur de droit et recteur, a été nommé directeur du cabinet de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

[Né le 2 octobre 1948 à Boulogne-sur-Seine, aujourd'hui Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Christian Philip est le fils du préfet Olivier Philip et le petit-fils de l'ancien ministre André Philip. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit (1973) et agrégé de droit public (1976), il a effectué sa carrière universitaire au Mans (université du Maine) où il a été successivement assistant (1970), chargé de cours (1973), professeur (1977), doyen de la faculté de droit et de sciences économiques (1979), puis président de l'université (1980). Entre 1983 et 1986, il enseigne le droit constitutionnel à l'université Jean-Moulin (Lyon-III), avant d'être nommé, en juin 1986, directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale. Il est ensuite nommé recteur de l'académie de Reims (1989), puis de Clermont-Ferrand (1992). Entre 1981 et 1986, M. Philip a été assistant de M. Fillon (député RPR de la Seine). Il a également été conseiller régional de Rhône-Alpes entre 1986 et 1989.]

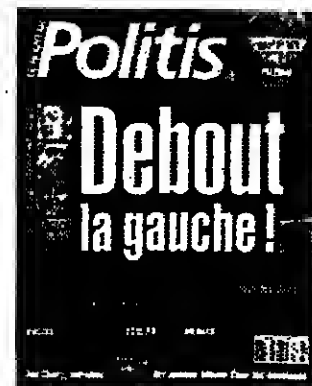
## «L'action humanitaire ne peut pas consister à faire la charité»

affirme M<sup>me</sup> Michaux-Chevry

Lucette Michaux-Chevry (RPR), ministre déléguée à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, a estimé, mercredi 31 mars sur Europe 1, que « l'action humanitaire ne peut pas consister à faire la charité », qu'elle « doit être faite de façon secrète » et qu'elle « ne peut pas se confondre avec l'ingérence politique ».

Se défendant de vouloir critiquer son prédécesseur, Bernard Kouchner, M<sup>me</sup> Michaux-Chevry a dit « un peu choquée » par ce qu'il a fait, affirmant que « voir un homme blanc mettre le repas dans l'assiette des enfants noirs, ce fait un peu colonisateur ». « Il n'a fait que tout cœur, se-elle ajouta, mais cela démontre une méconnaissance totale de la fierté des peuples ».

« Je peux porter avec beaucoup d'élégance le plateau de riz sur la tête mais ce n'est pas l'image que je veux donner de la France », a précisé le nouveau ministre de l'action humanitaire. Il ne faut plus donner l'image de l'homme blanc super-puissant, paternaliste.



Le Monde AVRIL 1993

PHILATELISTES

10 NOUVEAUX TIMBRES A LA POSTE

مكتبة من الأصول

## POLITIQUE

du nouveau gouvernement

# M<sup>me</sup> Veil devra concilier sa politique de la ville avec les projets de M. Pasqua sur l'immigration

Au cours de la réunion de cabinet, mercredi 31 mars, M. Balladur a demandé à M. Pasqua, ministre de l'intérieur, et M. Méhaignerie, ministre de la justice, de réfléchir sans délai aux problèmes de nationalité, d'immigration et de sécurité. Dans un tel débat, on s'interroge déjà sur les compétences respectives de Charles Pasqua et de Simone Veil, ministre des affaires sociales, également chargée (à sa demande) de la politique de la ville.

« Est-ce que vraiment l'immigration est le seul débat utile? Isolé des autres problèmes et traité de façon simpliste ou démagogique, ce débat est stérile (...). », déclarait Simone Veil au Monde le 4 octobre 1991, l'année où M. Chirac évoquait l'« odeur » des immigrés et M. Giscard d'Estaing

redoutait leur « invasion ». Aujourd'hui, le choix de réunir les compétences de l'ancien ministre de la ville et celles des affaires sociales, qui comprennent déjà la population et les migrations, place M<sup>me</sup> Veil à la tête d'un secteur sensible aux questions d'immigration et d'intégration — même si le mot a disparu du nouveau programme ministériel — dans un gouvernement dont l'une des priorités se trouve être la réforme du code de la nationalité.

Dès janvier dernier, M. Balladur avait cité cette réforme du code de la nationalité parmi les « mesures immédiates et symboliques » à prendre (1). M. Pasqua avait même précisé qu'il s'agissait d'adresser un « signe fort » aux Français qui « ont la certitude que nos frontières sont restreintes des passoirs » (2). Mais ce signal s'adresse aussi aux étrangers qui seraient directement concernés par une modification des textes sur l'acquisition de la nationalité fran-

çaise. Beaucoup ne cachent d'ailleurs pas leur désaccord, dans le contexte du retour de la droite au pouvoir et de la progression du Front national.

La réforme envisagée, d'ordre symbolique, n'a rien à voir avec l'amélioration des conditions de vie dans les banlieues, ni même la gestion courante des flux migratoires. De quoi s'agit-il? En 1986, le gouvernement de Jacques Chirac s'était lancé dans un double projet. Le premier, paré par M. Pasqua, déjà ministre de l'intérieur, visait notamment à rendre plus expéditive la procédure de « reconnaissance à la frontière » des étrangers en situation irrégulière et à faciliter l'expulsion des délinquants étrangers. Il a abouti à la « loi Pasqua » en vigueur jusqu'à son abrogation partielle, en 1989, par la loi Joxe, dont l'UFPF a, à son tour, promis l'abrogation. Le second projet de 1986, dû à M. Chalandon, alors garde des sceaux, visait à restreindre l'accès à la nationalité et exigeait des

nouveaux Français une prestation de serment.

Violentement combattu par la gauche, le « projet Chalandon » a été rejeté. Pour calmer le jeu, le gouvernement de M. Chirac constitua alors la Commission de la nationalité présidée par Marcel Long, vice-président du Conseil d'Etat. Celle-ci organisa un débat public qui aboutit à une proposition de réforme modérée, bien accueillie à l'époque, y compris par la gauche. Ces suggestions n'ont pas été mises en œuvre par les socialistes qui, en 1990, ont placé M. Long à la tête du Haut Conseil à l'immigration. Elles ont cependant été reprises dans une proposition de loi présentée par quatre sénateurs, dont M. Pasqua, et adoptée par le Sénat le 20 juin 1991.

C'est ce texte que la plate-forme de l'UFPF promet de mettre en œuvre et que la commission des lois du Sénat pourrait décider de transmettre à l'Assemblée nationale dès le 7 avril. D'autres textes sur l'immigration, adoptés par le Sénat le 7 novembre 1991, pourraient suivre le même chemin, ouvrant la voie à un raidissement rapide de la gestion des flux migratoires.

Le plus important de ces textes vise à soumettre à l'accord des maires le droit au regroupement familial reconnu depuis 1976. Aux conditions déjà exigées pour qu'un étranger établi en France puisse faire venir femme et enfants (séjour régulier d'un an, qui serait porté à trois; ressources stables et suffisantes; logement de taille adaptée; absence de menace à l'ordre public), serait ajoutée l'approbation du maire concerné. Ce dernier pourrait refuser l'arrivée de la famille notamment s'il juge les conditions de logement présentées par l'étranger « non compatibles avec les objectifs d'urbanisation de la commune ». Dans quelles communes pourrait, dès lors, s'exercer concrètement le « droit au respect de la vie familiale » reconnu par la convention européenne des droits de l'homme?

Dans la même optique, une autre proposition de loi, adoptée par le Sénat, donne aux maires le plein

contrôle sur les conditions de délivrance des certificats d'hébergement exigés pour accueillir un visiteur étranger séjournant moins de trois mois. Le texte permet aux maires de faire vérifier par les services municipaux la réalité de la capacité d'hébergement du demandeur et du caractère privé de la visite. Le maire pourrait aussi exiger la remise d'une « attestation de départ ».

Un troisième texte, présenté par Daniel Hoeffel, ancien sénateur du Bas-Rhin, aujourd'hui ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, prévoit notamment d'assortir toute expulsion d'étranger d'une interdiction d'accès au territoire pendant dix ans, même en cas de travail illégal, et d'emprisonner pendant une durée d'un à cinq ans tout étranger ayant déclaré un faux état civil. D'autres projets sont inscrits dans la plate-forme de l'UFPF, comme celui qui vise à dissuader la pratique de la polygamie et les mariages de complaisance ou à rendre plus efficace l'exécution des décisions de reconduite à la frontière.

La « réflexion sur la nationalité et l'immigration » souhaitée par le nouveau premier ministre devrait, sans doute, reprendre ces propositions. Toutefois, des mesures trop hâtives risqueraient de renforcer des amalgames parfois faits entre la présence en France de 3,6 millions d'étrangers, régulièrement installés sur son sol, et la crise économique, sociale et urbaine que connaît le pays. Le rapprochement des affaires sociales et de la ville, sous l'autorité d'un ministre d'Etat réputée imperméable à la xénophobie, pourrait éviter une telle confusion. M<sup>me</sup> Veil ne rassurait-elle pas, dès 1991, à propos de l'« odeur » des immigrés, qu'il est plus facile de radicaliser le discours que d'apporter des solutions rapides, et, en 1989, que « les immigrés attendent autre chose que de la politique politicienne à leur sujet »?

PHILIPPE BERNARD

(1) Le Journal du dimanche du 17 janvier.  
(2) L'Evénement du jeudi du 18 mars.

### « Je ne désespère pas »

L'alternance a parfois des accents occuméniques. La scène qui a eu lieu, mercredi 31 mars, au ministère de la santé et des affaires sociales, lors de la passation de pouvoirs entre Simone Veil et René Toulade, Bernard Kouchner et Bernard Tapie, avait quelque chose d'un peu irréel, témoignant de la place unique qu'occupe M<sup>me</sup> Veil sur la scène politique française.

M. Toulade, tout d'abord, y alla de son compliment en déclarant à l'adresse de M<sup>me</sup> Veil que cette maison était « honorée » de l'accueillir. Jumeaux en reste en pareilles circonstances, Bernard Kouchner n'y alla pas par quatre chemins : « Nous sommes fiers d'avoir à vous passer nos pouvoirs. » « Votre nomination, ajouta-t-il, est une démarche que nous saluons et qui va redonner fierté à ce ministère (...). J'avais espéré en 1988 faire partie du même gouvernement que vous. On comprendra qu'en 1993 ce ne soit pas possible. Je ne désespère pas... ».

M<sup>me</sup> Veil fut ensuite pour les trois partants des mots émus. A l'adresse de Bernard Kouchner, elle rappela une conversation qu'elle avait eue avec lui avenue de Ségur lorsqu'il était encore président de Médecins sans frontières : « Je vous avais dit : attention! Ne vous institutionnalisez pas! Méfiez-vous et restez toujours indépendants. »

F. N.

## Les propositions de réforme du code de la nationalité

Les propositions publiées en 1988 par la commission de la nationalité modifient essentiellement la disposition de la loi actuelle qui permet aux enfants nés en France de parents étrangers d'acquiescer, sans formalité, la nationalité française à l'âge de dix-huit ans, à condition d'avoir résidé en France pendant les cinq années précédentes et de ne pas avoir « décliné » la nationalité française (articles 44 et 45 du code de la nationalité dans sa rédaction de 1973). Environ 23 500 jeunes deviennent ainsi Français chaque année (1). Les « sages » de la commission Marcel Long ont retenu l'exigence d'une manifestation de volonté. Cette possibilité devrait être « suscitée » à l'occasion d'une démarche courante : demande de carte de séjour, recensement pour

le service national; demande de fiche d'état civil ou de certificat de nationalité.

La démarche serait possible sans autorisation parentale entre seize et vingt et un ans, alors que, actuellement, seuls les parents peuvent souscrire une déclaration de nationalité pour un mineur de seize ans. Serait supprimée, en revanche, la possibilité actuelle pour les parents de souscrire une déclaration de nationalité pour leur enfant de moins de seize ans, puisque la commission a voulu privilégier la manifestation de la volonté de l'intéressé lui-même. En 1991, 13 570 mineurs ont ainsi obtenu la nationalité française.

En revanche, la commission Marcel Long ne touchait pas au principe du double droit du sol qui donne la nationalité française, dès

la naissance, aux enfants d'immigrés eux-mêmes nés en France. Cette disposition (art. 23) permet notamment aux « bours » nés en France après 1962 de parents algériens eux-mêmes nés avant l'indépendance, d'être des Français d'origine.

La commission proposait, enfin, de supprimer la possibilité pour les jeunes ayant la double nationalité franco-algérienne ou franco-israélienne de choisir le lieu de leur service national et préconisait une accélération et une simplification de la procédure de naturalisation.

Ph. Ba.

(1) « Etre Français aujourd'hui et demain. Rapport de la commission de la nationalité présenté par M. Marcel Long au premier ministre. » La Documentation française.

# Columbia-USA ou Amiens ?



**COLUMBIA-USA** Capitale de la Caroline du Sud : site d'une usine Whirlpool spécialisée dans la fabrication des composants. C'est l'une des 44 unités de production du leader mondial de l'électroménager. Présent dans 120 pays à travers le monde, Whirlpool c'est 38 000 personnes, un chiffre d'affaires estimé à plus de 7,3 milliards de dollars et un appareil fabriqué et vendu toutes les deux secondes dans le monde.

**AMIENS** Capitale de la Picardie, située à 1h15 de Paris et sur la prochaine autoroute Paris-Londres. Whirlpool Europe y a implanté son usine française : 500 000 machines à laver fabriquées chaque année, 650 salariés et 300 nouveaux emplois d'ici à 1995. Autres sociétés internationales situées à Amiens et dans la Somme : Dunlop, Yoplait, Procter et Gamble, Valéo, Curver, Jeager, Goodyear, Delsey, Nestlé, Eurolysine, ...

22.80.00.90

Comité d'Expansion de la Somme

LISTES  
EAUX  
LA POSTE



## POLITIQUE

Les suppléants des membres du gouvernement vont entrer au Parlement

## Vingt-cinq nouveaux députés...

Les vingt-cinq députés devenus ministres seront remplacés, au bout d'un mois, à l'Assemblée nationale par leurs suppléants élus en même temps qu'eux. Pendant ce délai, ni les ministres ni les suppléants appelés à devenir députés ne prennent part au scrutin.

**Léon Aïme**  
UDF  
(Vendée, 2)

Né le 9 février 1924 à Longueville-sur-Mer (Vendée), agriculteur en retraite, Léon Aïme est, depuis 1971, maire de Moutiers-les-Mauxfaits, dont il était conseiller municipal depuis 1965. Conseiller général depuis 1981, il était suppléant de Philippe Mestre depuis la même date.

**Martine Aurillac**  
RPR  
(Hauts-de-Seine, 3)

Née le 28 avril 1939 à Strasbourg (Bas-Rhin), diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, licenciée en lettres, Martine Aurillac a été chargée d'études au commissariat du Plan, puis au ministère de la coopération. Conseiller municipal de Verteillac (Dordogne) de 1971 à 1977, elle est depuis mars 1983 conseillère de Paris et premier adjoint au maire du 7<sup>e</sup> arrondissement. Épouse de Michel Aurillac, ancien ministre, Martine Aurillac est conseillère déléguée du maire de Paris, chargé de l'affichage et de la publicité. Elle était suppléante de Michel Rousin.

**Jean-Gilles Berthomier**  
UDF-CDS  
(Ille-et-Vilaine, 4)

Né le 22 février 1948 à Paris, titulaire d'une maîtrise d'histoire, professeur d'histoire et géographie dans un lycée de Rennes et chargé de cours à l'université de Rennes, Jean-Gilles Berthomier est maire de Saint-Erblon depuis février 1986 et vice-président du district de l'agglomération rennaise depuis 1989. Il était suppléant d'Alain Madelin depuis 1988.

**Jean-Marie Bertrand**  
RPR  
(Var, 5)

Né le 23 décembre 1937 à Fréjus (Var), artisan miroitier, Jean-Marie Bertrand entre en politique aux élections municipales de 1977 sur la liste de François Léotard. Il devient conseiller municipal puis deuxième adjoint jusqu'en 1983. Conseiller général depuis 1982, il est vice-président de l'assemblée départementale. Vice-président national de la Fédération de l'habitat rural, il est secrétaire de circonscription du RPR. Il était suppléant de François Léotard pour la première fois.

**Jean-François Calvo**  
RPR  
(Hautes-Pyrénées, 2)

Né le 9 juillet 1949 à Lézignan-Corbières (Aude), licencié en lettres, Jean-François Calvo est professeur de philosophie à Tarbes et Saint-Pé-de-Bigorre. Secrétaire de circonscription du RPR à Tarbes, il est chargé des affaires politiques et des relations avec la presse au niveau fédéral départemental. Il était le suppléant de Philippe Douste-Blazy.

**Gilles Carrez**  
RPR  
(Val-de-Marne, 5)

Né le 29 août 1948 à Paris, diplômé des Hautes Etudes commerciales et ancien élève de l'École nationale d'administration, Gilles Carrez est conseiller municipal du Perreux (Val-de-Marne) depuis 1977, maire depuis 1992 et conseiller général depuis 1986. Gilles Carrez était suppléant de Michel Giraud depuis 1988.

**Richard Cazenave**  
RPR  
(Isère, 1<sup>er</sup>)

Né le 17 mars 1948 à Paris, diplômé d'études supérieures de gestion, dirigeant d'entreprise, Richard Cazenave est conseiller municipal de Grenoble depuis 1989 et conseiller régional de Rhône-Alpes depuis 1986. Secrétaire national du RPR chargé des droits de l'homme, député RPR de l'Isère de 1988 à 1993, il était suppléant d'Alain Carignon.

**Charles Cécaldi-Raynaud**  
UDF-CDS  
(Hauts-de-Seine, 6)

Né le 25 juin 1925 à Bastia, docteur en droit, Charles Cécaldi-Raynaud, avocat, a été commissaire de police (1951-1953), chef du service de la réglementation au gouvernement général de l'Algérie

(1954-1956), administrateur des services civils (1957). Conseiller municipal de Bondy de 1959 à 1965, il est entré en 1965 au conseil municipal de Puteaux, commune dont il est maire depuis 1969. Conseiller général des Hauts-de-Seine de 1973 à 1989, conseiller régional de l'Île-de-France de 1976 à 1982, puis vice-président du conseil régional, il a présidé l'Établissement public d'aménagement du quartier de la Défense de 1987 à 1989. Il était suppléant de Nicolas Sarkozy.

**Philippe Chaulet**  
RPR  
(Guadeloupe, 4)

Né le 28 juillet 1942 à Basse-Terre (Guadeloupe), directeur d'entreprise, Philippe Chaulet est conseiller général depuis 1982. Conseiller régional depuis 1983, il est également maire de Bouillante depuis 1984. Philippe Chaulet était le suppléant de Lucette Michaux-Chevry.

**Jacques Cyrille**  
UDF-PR  
(Loire, 6)

Né le 6 mars 1933 à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), diplômé de l'École supérieure de commerce de Dijon et d'HEC, Jacques Cyrille est directeur commercial d'une entreprise textile du Rhône. Maire de Notre-Dame-de-Boisset depuis 1983, il était suppléant de Pascal Clément.

**André Droitcourt**  
UDF-PR  
(Meuse, 2)

Né le 7 décembre 1932 à Pange (Moselle), instituteur à partir de 1954, puis chef d'entreprise de 1968 à 1988, André Droitcourt est directeur d'une société d'ILM. Il est maire de Gondrecourt depuis 1965. Conseiller général depuis 1973 et conseiller régional depuis 1986, il est vice-président de l'assemblée départementale et du conseil régional de Lorraine. Suppléant de Gérard Loeferer en 1978 et en 1981, il était le nouveau pour les législatives de 1993.

**Danielle Dufeu**  
sup. UDF-CDS  
(Ille-et-Vilaine, 5)

Née le 13 février 1941 à Rennes, mère de cinq enfants, Danielle Dufeu est première adjointe au maire de Jazay depuis 1989 après avoir été adjointe de 1983 à 1989. Elle n'est pas adhérente au CDS et se présente comme candidate non inscrite. Elle était suppléante de Pierre Méhaignerie.

**Raymond Cayrel**  
UDF-PR  
(Aveyron, 1)

Né le 29 juillet 1921 à Trévières (Aveyron), ancien maire de Raymond Cayrel (UDF-PR) est conseiller municipal de Saint-Chély-d'Apcher de 1947 à 1959, puis maire de Saint-Chély-d'Apcher depuis cette date. Raymond Cayrel est conseiller général de 1986 à 1989.

**Raymond Cayrel**  
UDF-PR  
(Aveyron, 1)

Né le 29 juillet 1921 à Trévières (Aveyron), ancien maire de Raymond Cayrel (UDF-PR) est conseiller municipal de Saint-Chély-d'Apcher de 1947 à 1959, puis maire de Saint-Chély-d'Apcher depuis cette date. Raymond Cayrel est conseiller général de 1986 à 1989.

**Raymond Cayrel**  
UDF-PR  
(Aveyron, 1)

Né le 29 juillet 1921 à Trévières (Aveyron), ancien maire de Raymond Cayrel (UDF-PR) est conseiller municipal de Saint-Chély-d'Apcher de 1947 à 1959, puis maire de Saint-Chély-d'Apcher depuis cette date. Raymond Cayrel est conseiller général de 1986 à 1989.

**Raymond Cayrel**  
UDF-PR  
(Aveyron, 1)

Né le 29 juillet 1921 à Trévières (Aveyron), ancien maire de Raymond Cayrel (UDF-PR) est conseiller municipal de Saint-Chély-d'Apcher de 1947 à 1959, puis maire de Saint-Chély-d'Apcher depuis cette date. Raymond Cayrel est conseiller général de 1986 à 1989.

**Raymond Cayrel**  
UDF-PR  
(Aveyron, 1)

Né le 29 juillet 1921 à Trévières (Aveyron), ancien maire de Raymond Cayrel (UDF-PR) est conseiller municipal de Saint-Chély-d'Apcher de 1947 à 1959, puis maire de Saint-Chély-d'Apcher depuis cette date. Raymond Cayrel est conseiller général de 1986 à 1989.

**Jean-Paul Emorine**  
UDF-PR  
(Saône-et-Loire, 5)

Né le 20 mars 1944 à Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire), Jean-Paul Emorine, agriculteur-éleveur, est conseiller municipal de Sennecey-le-Grand depuis 1971, premier adjoint depuis 1983, et maire de Sennecey-le-Grand depuis 1989. Conseiller général de Saône-et-Loire depuis 1985, il était le suppléant de Dominique Perben depuis 1988.

**Henri Gayraud**  
RPR  
(Savoie, 2)

Né le 31 mai 1960 à Bourg-Saint-Maurice (Savoie), diplômé de Sciences-Po, ancien élève de l'ENA (promotion 1986), Henri Gayraud a été, après quatre ans dans les services du budget, attaché financier pour le Froche et le Moyen-Orient près l'ambassade de France au Caire, d'août 1990 à novembre 1992. Depuis cette date, il est chef de bureau au ministère du budget depuis novembre 1992. Militant RPR, ami de longue date de Michel Barnier, il était son suppléant.

**Claude Gossens**  
UDF-CDS  
(Paris, 10)

Né le 12 mars 1945 à Toulon (Var), docteur d'État en droit, Claude Gossens a été assistant, puis maître-assistant et maître de conférences à l'université Paris-XIII dont il a été le doyen et conseiller technique de 1986 à 1987, au cabinet de René Monory, ministre de l'Éducation nationale. Inspecteur général de l'Éducation nationale depuis 1987, il a dirigé de 1987 à 1991 le Centre national d'enseignement à distance. En 1988, il est conseiller régional d'Île-de-France et, en 1989, il est adjoint au maire de Paris. Il était suppléant de Jacques Toubon.

**Philippe Goujon**  
RPR  
(Paris, 12)

Philippe Goujon était le suppléant d'Edouard Balladur (le Monde du 31 mars).

**Jean Grenet**  
RPR  
(Pyrénées-Atlantiques, 5)

Né le 12 juillet 1939 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), chirurgien, comme son père, Henri Grenet, qui est le maire UDF de Bayonne depuis 1958, Jean Grenet a démarré sa carrière publique par

**Jean-Paul Hamman**  
RPR  
(Bas-Rhin, 1)

Né le 3 octobre 1925 à Strasbourg (Bas-Rhin), ancien ingénieur agricole, Jean-Paul Hamman (RPR) est conseiller municipal en 1953, puis maire d'Iltenheim à partir de 1977. Sénateur du Bas-Rhin de 1977 à 1981, M. Hamman a été conseiller régional d'Alsace de 1986 à 1992.

**Jean-Pierre Schostack**  
RPR  
(Hauts-de-Seine, 1)

Né le 16 mars 1942, à Paris, M. Jean-Pierre Schostack (RPR) est maire de Châtillon depuis 1983 et conseiller général de Châtillon depuis 1985. Il a été conseiller régional d'Île-de-France de 1986 à 1989.

**Jean-Pierre Schostack**  
RPR  
(Hauts-de-Seine, 1)

Né le 16 mars 1942, à Paris, M. Jean-Pierre Schostack (RPR) est maire de Châtillon depuis 1983 et conseiller général de Châtillon depuis 1985. Il a été conseiller régional d'Île-de-France de 1986 à 1989.

**Jean-Pierre Schostack**  
RPR  
(Hauts-de-Seine, 1)

Né le 16 mars 1942, à Paris, M. Jean-Pierre Schostack (RPR) est maire de Châtillon depuis 1983 et conseiller général de Châtillon depuis 1985. Il a été conseiller régional d'Île-de-France de 1986 à 1989.

**Jean-Pierre Schostack**  
RPR  
(Hauts-de-Seine, 1)

Né le 16 mars 1942, à Paris, M. Jean-Pierre Schostack (RPR) est maire de Châtillon depuis 1983 et conseiller général de Châtillon depuis 1985. Il a été conseiller régional d'Île-de-France de 1986 à 1989.

des responsabilités dans le monde du rugby. Entré en 1989 au conseil municipal de Bayonne, il est adjoint au maire. Il est élu en 1992 conseiller général « Union de l'opposition ». Il était suppléant d'Alain Lamassouze depuis 1988.

**Pierre Hérisson**  
UDF-CDS  
(Hauts-de-Seine, 2)

Né le 2 juin 1945 à Annecy (Haute-Savoie), titulaire d'un brevet industriel de mécanique, Pierre Hérisson, chef d'entreprise, est maire de Sévrier (Haute-Savoie) depuis 1983 et conseiller régional d'Alsace depuis 1992. Pierre Hérisson était le suppléant de Bernard Bosson.

**Pierre Laguilhon**  
RPR  
(Pyrénées-Atlantiques, 2)

Né le 24 avril 1928 à Beuste (Pyrénées-Atlantiques), agriculteur, puis chef d'entreprise aujourd'hui en retraite, Pierre Laguilhon est maire de sa commune natale depuis 1977 et administrateur de la Caisse régionale du Crédit agricole. Suppléant de plusieurs candidats à la députation depuis 1978, il était de François Bayrou depuis 1988.

**Pierre Lefebvre**  
RPR  
(Sarthe, 4)

Né le 4 mars 1938 à Courbevoie (Hauts-de-Seine), après des études de médecine à Paris, Pierre Lefebvre a travaillé comme médecin à Alloues (Sarthe) en 1966. Conseiller municipal d'Alloues de 1971 à 1977, il était suppléant de François Fillon depuis 1988.

**Alain Levoyer**  
UDF  
(Maine-et-Loire, 6)

Né le 20 septembre 1940 à Nantes (Loire-Atlantique), Alain Levoyer, qui a succédé comme oïtre à son père et à son grand-père, est maître de conférences en droit à la faculté de Nantes. Depuis 1977, il est maire de Champocéane (Maine-et-Loire). Président du comité d'expansion des Mauges depuis 1980, il était le suppléant d'Hervé de Charette depuis 1988.

**Christian Martin**  
UDF-CDS  
(Maine-et-Loire, 3)

Né le 7 avril 1931 à Angers (Maine-et-Loire), diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs, Christian Martin, chef d'entreprise à Angers, a été directeur de la retraite, Christian Martin est président du conseil d'administration de Martin-Rondeau (négoce en gros de produits sidérurgiques). Maire de Lué-en-Bougon depuis 1971, après avoir été conseiller municipal d'Angers de 1965 à 1971, et conseiller général du canton de Seiches-sur-le-Loir depuis 1966, il siège depuis 1974 au conseil régional des Pays de la Loire, qu'il a quitté pour cause de cumul de mandat. Il était le suppléant d'Edmond Alphandéry.

**Daniel Poulon**  
UDF-PR  
(Pyrénées-Atlantiques, 6)

Né le 28 juillet 1943 à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), ingénieur, Daniel Poulon est depuis 1977 maire d'Urrugne. Conseiller général de 1981 à 1988, il est premier vice-président des maires des Pyrénées-Atlantiques. Il était suppléant de Michèle Alliot-Marie.

**Jean-Marie Schliet**  
UDF  
(Meurthe-et-Moselle, 1<sup>er</sup>)

Né le 11 août 1941 à Metz (Moselle), diplômé de lettres modernes et de psychologie, Jean-Marie Schliet est éducateur spécialisé. Conseiller municipal non-inscrit de Nancy depuis 1989, il siège à l'Assemblée nationale sur les listes de l'UDF. Jean-Marie Schliet était le suppléant d'André Rossinot.

**Yves Verwerde**  
UDF-PR  
(Paris, 13)

Né le 16 mai 1947 à Roubaix (Nord), Yves Verwerde a exercé différentes responsabilités au sein de la Fédération nationale des républicains indépendants, puis de la formation qui lui a succédé, le Parti républicain, dont il est aujourd'hui membre du bureau politique et conseiller pour les élections auprès du président. Conseiller de Paris depuis 1983, conseiller régional d'Île-de-France de 1986 à 1989, il est élu au Parlement européen le 18 juin 1989 sur la liste conduite par Valéry Giscard d'Estaing. Il était suppléant d'Alain Juppé.

A l'Assemblée nationale

## Alain Bocquet est élu président du groupe communiste

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale, fort de vingt-deux députés, a élu, mercredi 31 mars, Alain Bocquet à sa présidence, en remplacement d'André Lajoinie qui occupait ces fonctions depuis 1981. Député du Nord, membre du bureau politique chargé de l'aide à la promotion des militants et de la lutte pour les droits de l'homme, considéré comme l'un des possibles successeurs de Georges Marchais à la tête du PC, M. Bocquet a été élu par 16 voix contre 2 (celles de François Asensi et de Jean-Pierre Brand) et 4 abstentions (Gilbert Bissay, Patrick Brasme, Guy Hermier et Jean Tardieu).

Lors de la réunion du groupe, les députés contestataires - qui sont au nombre de sept - ont regretté qu'une nouvelle fois le bureau politique ait proposé l'un de ses membres pour diriger le groupe. Selon l'Humanité du 1<sup>er</sup> avril, qui donne un compte rendu très détaillé de cette réunion, le secrétaire général du PC est intervenu pour s'étonner que l'on fasse un préalable de l'exclusion d'un dirigeant du parti de

« telle ou telle responsabilité ». La discussion a aussi porté sur le contenu de la déclaration politique du groupe. Il y a eu de « nombreux amendements », a précisé M. Lajoinie en rendant compte de la réunion. « L'unité nécessaire d'un groupe parlementaire doit se faire par le libre débat et aucune décision n'est imposée à personne », a ajouté l'ancien député de l'Allier. La déclaration politique, qui sera déposée vendredi sur le bureau de la présidence de l'Assemblée, pourrait ainsi faire référence à la liberté de vote au sein du groupe. Enfin, le groupe communiste a décidé de présenter, Georges Hugué, député du Nord, à la présidence de l'Assemblée nationale.

[Né le 6 mai 1946 à Marquillies (Nord) dans une famille de mineurs, Alain Bocquet est éducateur spécialisé. Premier secrétaire de la Fédération du Nord du PCF de 1971 à 1972, M. Bocquet n'est devenu membre du bureau politique lors du 27<sup>e</sup> congrès du PC, en 1990. Il est directeur des Cahiers de conjonction et conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais. Adjoint au maire de Lille en 1977, il est élu député du Nord, sans interruption, depuis 1978.]

Les débats au sein du PS

## Michel Rocard et Pierre Mauroy proposent des « états généraux » socialistes en juillet

Le comité directeur du PS, convoqué le 3 avril, sera saisi d'une proposition d'organisation d'« états généraux » socialistes élaborée par Michel Rocard et Pierre Mauroy, qui souhaitent réunir ces assises au début du mois de juillet. Les fabulistes récusent cette date, qu'ils estiment trop rapprochée, et certaines des modalités proposées, qui impliquent, à leurs yeux, que la direction du parti serait considérée comme virtuellement démissionnaire.

Michel Rocard et Pierre Mauroy ont élaboré eux-mêmes, mercredi 31 mars dans la matinée, un projet d'« états généraux » de refondation du Parti socialiste, qui se réuniraient, selon eux, au début du mois de juillet prochain. Ce texte, en dix points, propose qu'après une phase de discussion dans les sections, ouverte à « des personnes extérieures issues, notamment, du syndicalisme et du monde associatif, ou anciens membres du parti », d'ici à la fin du mois d'avril, les fédérations débattent des textes, dont la synthèse serait assurée ensuite, entre le 25 mai et le 10 juin, par un « groupe de travail extérieur à la direction du parti ».

Les états généraux seraient composés de députés élus par les assemblées fédérales « au scrutin majoritaire uninominal et secret ». A l'ouverture de ces assises, précisent Pierre Mauroy et Michel Rocard, « tous auront le droit de s'exprimer au nom du parti ». Les états généraux ont « autorité pour statuer sur les orientations et la politique générale, le nom, la déclaration de principes, les statuts, la stratégie, les modes d'organisation et les modes de désignation des responsables du parti et de ses candidats ». Un congrès ordinaire, organisé selon les nouvelles règles, pourrait se charger, ultérieurement, des « questions non résolues » par les états généraux.

La fronde de certaines fédérations

Cette proposition a été soumise à Lionel Jospin par Michel Rocard. Elle n'a été transmise, en même temps, à Jacques Delors. L'ancien ministre de l'Éducation nationale et le président de la Commission européenne ont indiqué qu'ils considéraient le texte Mauroy-Rocard comme une base de travail. En fin d'après-midi, mercredi, Pierre Mauroy s'en est entretenu avec Laurent Fabius. Le premier secrétaire du PS n'est pas d'accord sur la date proposée pour les états généraux, non plus que sur les modalités de préparation. On explique, dans son entourage, qu'il n'est pas possible d'organiser de telles assises dans un délai aussi court et que si l'on veut, vraiment, y associer des représentants d'autres courants de la gauche, d'anciens membres du PS ou des militants du milieu associatif et syndical, il convient de ne pas fixer unilatéralement une date et un

cadre. Les fabulistes sont hostiles, en outre, à la mise en place d'un groupe de travail « extérieur à la direction », qui signifie, selon eux, que l'équipe dirigeante actuelle serait suspendue à compter du 25 mai, voire, implicitement, dès le début de la procédure.

Ils approuvent l'idée d'un « congrès constitutif », selon les termes employés par Claude Bartolone, principal lieutenant du premier secrétaire, mais ils estiment que la direction du parti doit avoir toute sa place dans sa préparation. Pierre Mauroy tient, de son côté, à ce que les décisions soient prises « dans un esprit d'unité, de Lionel Jospin à Laurent Fabius ». Le président de l'Internationale socialiste juge possible de parvenir à un accord général, le 3 avril, au comité directeur.

La perspective d'un congrès ordinaire, voyant s'affronter des courants autour de motions, est rejetée par plusieurs fédérations socialistes. Bernard Roméo, premier secrétaire de la Fédération du Nord, proche de Pierre Mauroy, et Daniel Percheron, son homologue du Pas-de-Calais, jusqu'à présent allié de Laurent Fabius, ont rendu public, mercredi, un texte dans lequel ils indiquent qu'ils demandent à tous leurs militants de « ne pas participer à un congrès qui serait décidé lors du comité directeur ». Ils ont été rejoints sur cette position par d'autres fédérations, notamment celle de Seine-Saint-Denis.

L'initiative des dirigeants des fédérations qui comptent parmi les plus puissantes du PS - celle du Pas-de-Calais est la plus forte en nombre d'adhérents - a été prise à la suite de la réunion du bureau exécutif du 29 mars, qui leur a donné le sentiment que la risque d'un congrès d'affrontement était réel. Elle vaut aversement pour ceux des jospinistes qui préconisent un tel congrès - Lionel Jospin lui-même n'est pas de cet avis - et pour ceux des fabulistes qui se font fort d'en sortir vainqueurs.

PATRICK JARREAU

□ Conflit au conseil municipal de Montceau-les-Mines. - Six conseillers municipaux de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), dont le premier adjoint, Jacques Marchand, viennent d'adresser leur démission au maire de la ville, Michel Thomas. MM. Marchand et Thomas, tous deux RPR, s'étaient affrontés dans la quatrième circonscription de Saône-et-Loire. Éliminé après le premier tour, M. Marchand reproche au maire de Montceau « le manque de concertation, la gestion au coup par coup et le manque d'enthousiasme qui règnent dans l'équipe municipale ». Au cours de la réunion du conseil municipal, mardi 30 mars, M. Thomas a dénoncé, pour sa part, « les manœuvres de son ex-adjoint, qui a sciemment contribué à l'élection de son ami socialiste ». M. Didier Mathus, député socialiste, avait conservé de justesse son siège. - (Corresp.)

مكتبة الأصل



# SOCIÉTÉ

• Le Monde • Vendredi 2 avril 1993 • 9

Provenant de la direction générale de la santé et transmis à la chancellerie

## Des documents confirment que l'autorisation d'un test de dépistage du sida avait été retardée pour des raisons protectionnistes

Une série de documents provenant des archives de la direction générale de la santé, et concernant tous l'affaire du sang contaminé, ont été transmis couramment à la chancellerie. Certains d'entre eux illustrant d'un jour nouveau trois des principaux dossiers de cette affaire : la contamination des hémodiphiles par l'intermédiaire des produits non chauffés ; les mécanismes protectionnistes mis en œuvre lors de l'instauration du dépistage du sida dans les dons de sang ; les conditions de remboursement du test et l'attitude de la direction de la Sécurité sociale de l'époque. Il se confirme notamment que, pour protéger les intérêts de la firme Diagnostica Pasteur, les pouvoirs publics ont retardé l'autorisation et le remboursement du test de dépistage concurrent de fabrication américaine.

C'est à l'occasion d'un classement des archives de la direction générale de la santé effectué dans la perspective d'un déménagement que le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, aurait découvert fin février-début mars des documents ayant trait à l'affaire du sang contaminé. Quelques jours plus tard, ces documents, pour certains inédits, furent adressés au garde des sceaux, Michel Vauzelle, qui décida à son tour, fin mars, de les transmettre au procureur général près la cour d'appel de Paris, Claude Jorda. Ils concernaient essentiellement trois aspects de l'affaire : le sang contaminé ; le test de dépistage du sida ; et le remboursement du test.

Parmi les documents ayant trait à ce volet de l'affaire, deux sont particulièrement intéressants. Le premier est une lettre (n° DGS/3381/097) adressée le 18 septembre 1985 par Marie-Thérèse Pierre, sous-directrice de l'organisation des soins et des programmes médicaux à la direction générale de la santé, (DGS) à M. Agostini, directeur économique et financier du CNTS, qui lui avait demandé comment devait être interprété l'arrêt du 23 juillet 1985 qui modifiait le tarif de cession de certains produits sanguins. « Les dérivés chauffés doivent être facturés depuis le 1<sup>er</sup> août 1985 au

nouveau tarif fixé dans l'article premier de l'arrêté du 23 juillet 1985. Les dérivés non chauffés peuvent continuer à être cédés à l'ancien tarif jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1985. Après cette date, les dérivés non chauffés ne devront plus être pris en charge par les organismes de Sécurité sociale », écrivait notamment M<sup>me</sup> Pierre, sans faire la moindre mise en garde contre l'utilisation des produits non chauffés.

Cette lettre, qui semble témoigner d'une méconnaissance de l'environnement médical du problème, s'inscrit dans la logique de l'arrêté du 23 juillet 1985, signé par Charles-Henri Filippi et Gaston Rimaux, directeurs de cabinet de Georges Dufloix et de Edmond Hervé, alors respectivement ministre des affaires sociales et secrétaire d'Etat chargé de la santé. Au lieu d'interdire la vente de produits non chauffés, celui-ci se contentait d'en annoncer le non-remboursement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1985.

A maintes reprises, le professeur Roux, le directeur général de la santé de l'époque, avait affirmé s'être opposé à l'arrêt du 23 juillet. Y avait-il, sur ce point, divergence entre lui et M<sup>me</sup> Pierre ? D'autre part, on ignore les raisons pour lesquelles les dirigeants du CNTS - pourtant au fait de l'arrêt du 23 juillet - se sont adressés de la sorte à M<sup>me</sup> Pierre.

Le deuxième document est une note du 19 juin 1985 adressée par le docteur Robert Netter, directeur général du Laboratoire national de la santé (LNS), au docteur Claude Weisselberg (du cabinet de M. Hervé). Elle indiquait que les concentrés chauffés de Factur VIII et IX préparés au CRTS de Lille venaient de recevoir leur agrément. Pour ce qui concernait ceux fabriqués par le CNTS, le docteur Netter précisait : « Il n'y a pas de possibilité jusqu'à présent de donner une suite satisfaisante à certains éléments techniques au dossier, notamment la preuve de l'efficacité du chauffage à l'égard du virus LAV ». Ce document atteste que le cabinet de M. Hervé avait bien été mis au courant des problèmes techniques rencontrés par le CNTS dans la préparation des produits chauffés. Et ce, la veille de la réunion de la commission consultative de la transfusion sanguine au cours de laquelle le docteur Michel Garretta fit part de la contamination massive des lots de Factur VIII.

D'autres documents confirment qu' hormis le professeur Bernard Bonue (CHR de Toulouse), aucun spécialiste d'hématologie, de transfusion sanguine ou de rhumatologie n'a protesté contre l'arrêt du

23 juillet. Comme l'indique une lettre commune de l'Association pour le développement de la transfusion sanguine et de la Société nationale de transfusion sanguine en date du 4 juillet 1985, « en l'attente de l'épuisement des stocks, les nouveaux hémodiphiles et les hémodiphiles anti-LAV négatifs seront transfusés soit en cryoprécipités congelés (anti-LAV négatifs), soit en produits chauffés ».

2. Test de dépistage et protectionnistes. D'autres documents montrent à quel point dominait le souci de favoriser le test de dépistage de l'infection par le virus du sida mis au point par Diagnostica Pasteur par rapport au test américain de la firme Abbott. Ils complètent le fameux compte-rendu de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 lors de laquelle le représentant du cabinet du premier ministre Laurent Fabius avait demandé que « le dossier d'enregistrement d'Abbott soit encore retenu quelque temps au Laboratoire national de la santé ».

C'est ainsi que dans une note du 16 avril 1985, le professeur Roux demandait à ses services de préparer une note pour le docteur Weisselberg précisant les mesures qu'il conviendrait de prendre pour que « l'autorisation Abbott ne soit pas donnée prématurément ». Quelques jours plus tard, le professeur Roux écrivait à M<sup>me</sup> Pierre : « On en est-on du test Abbott (il ne faudrait pas qu'il sorte avant que Pasteur n'ait pris son essai) ».

Le 14 juin, le docteur Netter adressait une note au docteur Weisselberg. « Substantiellement des pressions très fortes des fabricants et des mass média, écrivait-il, je ne pense pas pouvoir tenir au-delà du 1<sup>er</sup> juillet et, sauf avis contraire de votre part, l'avis de délivrer à cette date les attestations d'enregistrement aux trois firmes actuellement concernées, à savoir Diagnostica Pasteur, Abbott et Organon Teknika ».

Le 25 juin 1985, le docteur Netter, s'adressant à nouveau au docteur Weisselberg, explique : « En complément de ma note n° 1410 du 19 juin 1985, je vous envoie copie

d'une note confidentielle envoyée par la direction générale de l'industrie du ministère du redéploiement industriel au professeur François Gros (à l'époque conseiller auprès de M. Fabius). En l'absence d'arguments techniques et restant dans le cadre du décret des réactifs, je vous confirme que je ne puis différer au-delà du 1<sup>er</sup> juillet l'autorisation du réactif Abbott sans instruction précise de votre part. » Le texte de la direction de l'industrie ne figure pas dans les documents fournis par la DGS à la chancellerie.

Il serait d'autant plus important d'en connaître le contenu que le 19 juillet 1985, dans une autre note inédite, le docteur Alain Leblanc (LNS) écrivait au directeur général d'Abbott Diagnostica : « Avant son départ en vacances, le docteur Netter s'était engagé à vous délivrer une attestation d'enregistrement pour votre réactif HTLV VIII le jeudi 18 juillet 1985. J'ai, depuis, reçu des ordres contraires et ne suis donc pas en mesure de tenir cet engagement jusqu'à nouvel ordre. Je vous prie de bien vouloir m'en excuser. » On ignore qui a donné au docteur Leblanc les « ordres » dont il fait état.

Cette politique protectionniste n'était pourtant pas jugée suffisante par tout le monde. Ainsi, le 26 août 1985, Christian Polizard, président-directeur général de Diagnostica Pasteur, écrivait à M. Polard, directeur des affaires générales de la DGS, pour lui faire part de sa désapprobation à l'égard de la politique de la DGS. M. Polard répondait à M. Polizard le 12 septembre 1985, lui faisant part de sa désapprobation à l'égard de la politique de la DGS. M. Polard répondait à M. Polizard le 12 septembre 1985, lui faisant part de sa désapprobation à l'égard de la politique de la DGS.

M. Polard ajoutait : « Tous les pays où existe une solution industrielle locale pratiquent, du fait de l'enjeu scientifique et économique, une politique protectionniste. La France est le seul pays à ce jour à avoir choisi une attitude libérale vis-à-vis des tests étrangers. (1) alors qu'elle est le seul pays qui a développé une politique scientifique et industrielle originale. » Les conséquences, concluait le PDG de Diagnostica Pasteur, « seront graves si une réciprocité n'est pas obtenue sur les marchés étrangers. La pratique de tests sur notre marché national par nos concurrents est un élément de la « guerre » qui nous est livrée ».

Le même jour, Nicole Lafay, chef du bureau à la DGS, faisait part au professeur Roux des inquiétudes de M. Polard face au « chantage » pra-

tiqué par les concurrents étrangers de Pasteur auprès des établissements de transfusion sanguine. « en les menaçant de leur retirer ou de leur facturer les machines mises à leur disposition pour le dépistage de l'hépatite, voire de vendre le test « hépatite » à un prix plus élevé si ces établissements n'adoptaient pas leur test ».

3. Le remboursement par la Sécurité sociale. C'est par le biais du remboursement des tests par la Sécurité sociale que la politique protectionniste fut prolongée, après que Diagnostica Pasteur et Abbott eurent obtenu leur agrément. Fin juin 1985, le problème des modalités de remboursement - et, donc, celui de l'inscription des tests à la nomenclature des actes de biologie médicale - faisait l'objet de nombreux débats, opposant, pour l'essentiel, la direction générale de la santé (qui souhaitait aller vite) au cabinet de M<sup>me</sup> Dufloix et à la direction de la Sécurité sociale.

Il apparaît, au vu de deux notes manuscrites que, dans un premier temps, le cabinet de M<sup>me</sup> Dufloix a cherché à temporiser. Les modalités du remboursement furent mises au point lors de trois réunions interministérielles les 12, 17 et 22 juillet 1985, sous la présidence de M. Calvayrac (du cabinet de M. Fabius). Il fallut attendre le 12 février 1986 pour que soit effectivement inscrit à la nomenclature - et encore provisoirement - le seul test Elisa de Diagnostica Pasteur. Le 12 novembre 1986, le docteur Jean Marty, médecin conseil national, écrivait au secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, Adrien Zeller : « Les caisses d'assurance-maladie sont désarmées face à cette situation lourde de conséquences pour les assurés puisqu'il en résulte une absence totale de prise en charge du test de dépistage « virus » effectués (au moyen d'un test autre que celui de l'Institut Pasteur). La situation ne se débloquera que début 1987. On trouve la trace des raisons de ce déblocage dans une note adressée par le directeur de la Sécurité sociale, Michel Lagrave, à M. Lhugetnot, conseiller au cabinet de Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. « Pasteur ne verrait pas d'inconvénients à ce que d'autres techniques fassent l'objet d'un remboursement », écrivait M. Lagrave.

F. N.

(1) Le test Abbott avait été finalement autorisé le 24 juillet 1985, près d'un mois après celui de Diagnostica Pasteur.

### Transparence

par Franck Nouchi

COMBIEN faudra-t-il encore de « transferts » à documents de cette sorte pour que les pouvoirs publics se désolent enfin à révéler la totalité des faits relatifs à l'affaire du sang contaminé, pour que les archives des différents ministères ayant eu à intervenir dans la mise sur le marché des tests de dépistage du sida soient rendues publiques ?

Certes, les nouveaux documents de la direction générale de la santé (DGS) ne changeront sans doute pas grand chose, sur le fond, à l'affaire qui sera jugée en appel à partir du 3 mai devant la cour d'appel de Paris, celle-là s'inscrivant dans le cadre de la loi du 1<sup>er</sup> août 1995 relative à la transparence sur les marchandises. Ils apportent, en revanche, des éléments importants à propos de l'attitude protectionniste des autorités françaises.

Plus encore, ils en appellent d'autres. Tant que ne seront pas divulgués les archives de Matignon, celles des différents ministères ayant eu à traiter de l'affaire

des tests de dépistage et celles de la direction de la Sécurité sociale, il sera impossible de savoir à quel niveau ce mécanisme protectionniste, contraire aux intérêts de la santé publique, fut mis en jeu.

Aujourd'hui, les documents de la DGS montrent que l'attitude constante du directeur général de la santé de l'époque, le professeur Jacques Roux, mais aussi du cabinet d'Edmond Hervé, fut de favoriser le test de la firme française Diagnostica Pasteur. On retrouve, à travers les différents courriers transmis à la justice fin mars, une trace de ce qui a pu se passer dans les autres ministères - celui du redéploiement industriel en particulier - et à l'hôtel Matignon après la réunion interministérielle du 9 mai 1985.

La même nécessité de transparence imposera demain d'analyser les conséquences médicales de l'attitude de la direction de la sécurité sociale et du cabinet de Georges Dufloix lorsqu'elle était ministre des affaires sociales.

Un mois avant l'Assemblée mondiale de la santé

## M. Nakajima va rendre public le rapport d'enquête sur les irrégularités financières commises à la direction de l'OMS

Les informations concernant les irrégularités financières qui auraient précédé la réélection, en janvier dernier, du docteur Hiroshi Nakajima (Japon) à la tête de l'Organisation mondiale de la santé (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), ont conduit la direction de l'OMS à annoncer la publication prochaine d'un rapport d'enquête. Le principal enjeu concerne la réélection, en mai, par l'Assemblée mondiale de la santé, de M. Nakajima.

L'OMS est loin d'en avoir fini avec le conflit qui oppose, à propos de l'élection de son directeur général, nombre de pays occidentaux (aux premiers rangs desquels la France et les Etats-Unis) au Japon et à des pays du tiers-monde. Cette question empoisonne depuis plusieurs mois l'organisation internationale (qui dispose d'un budget de près de 2 milliards de dollars (1) et emploie 4 600 personnes).

Le 20 janvier dernier, le conseil exécutif de l'OMS, présidé par le docteur Jean-François Girard, directeur général de la santé de la France, désignait, par dix-huit voix contre treize, le docteur Nakajima pour effectuer son second mandat de cinq ans au poste de directeur général. Le docteur Mohamed

Abdelmonem (Algérie), soutenu par les Etats-Unis et la CEE, était, dès le premier tour de scrutin, éliminé. Ce choix devrait toutefois être entériné lors de l'Assemblée mondiale de la santé, qui se tiendra en mai prochain à Genève.

Quelques jours après cette élection, les rumeurs insistantes concernant des irrégularités financières qui auraient précédé l'élection du docteur Nakajima prenaient corps. Le directeur général ordonnait alors l'ouverture d'une « enquête détaillée ». Cette décision faisait suite notamment aux propos du professeur Girard, qui, le 20 janvier à Genève, avait évoqué sans tarder, devant le conseil exécutif, l'existence d'éventuelles irrégularités financières dans la passation de contrats par l'OMS au cours de ses derniers mois (le Monde du 3 février).

Contrats à problème

Comme nous l'indiquions alors, la contestation portait en particulier sur les conditions dans lesquelles un contrat (d'un montant de plus de 100 000 dollars) avait été passé, via l'OMS, avec le représentant des Philippines au sein du conseil exécutif de l'organisation internationale.

Deux audits ont alors été réalisés : l'un interne, sous la responsabilité de M. Larsen, qui travaillait sous les ordres du directeur général

de l'OMS ; l'autre externe, mené par Sir John Bourne, vérificateur général des comptes du Royaume-Uni. Selon le quotidien japonais Yomiuri, cité le 31 mars par l'AFP, l'un de ces audits mentionnerait l'organisation d'un symposium à Tokyo, financé par l'OMS et des organismes privés japonais, auquel avaient été conviés cinq membres du conseil exécutif, un don de 150 000 dollars à une fondation de recherche médicale dirigée par le représentant philippin ; ou encore 15 000 dollars versés à un ancien fonctionnaire de l'OMS ayant voté en faveur de M. Nakajima, en dépit des instructions de son gouvernement.

Selon l'agence Reuters, une version initiale du rapport de Sir Bourne aurait mis au jour des anomalies dans sept contrats. Mais, selon des sources proches de la direction générale de l'OMS, la version finale de ce rapport ne retiendrait que trois contrats à problème, portant sur une valeur totale de 200 000 dollars, somme à rapprocher des 163 millions de dollars, montant global des contrats soumis au contrôle de la mission d'audit externe.

Selon les mêmes sources, cet audit révèle que les contrats incriminés « n'auraient été obtenus qu'après de ceux qui les ont sollicités », mais n'auraient « jamais été sollicités par la direction générale de l'OMS ». « Il est tout à fait anor-

mal que je n'aie eu connaissance d'aucun document officiel, préliminaire ou définitif, et ce alors même que j'avais été, en tant que président du conseil exécutif, à l'origine de cette démarche », nous a déclaré le professeur Jean-François Girard. Il est difficile de dire si les conclusions de ces audits auront ou non un impact sur la ratification de l'élection, en mai prochain, du docteur Nakajima. Les nouvelles incertitudes, liées au changement de gouvernement en France et à l'évolution possible de la position américaine vis-à-vis de l'OMS, laissent libre cours à toutes les hypothèses.

JEAN-YVES NAU

(1) Un dollar vaut 5,52 F.

■ Jean-Marie Cevada devient membre du Comité national d'éthique. - Par arrêté de M. Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, et de M. Curien, ministre de la recherche et de l'espace, dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, Jean-Marie Cevada, producteur et présentateur de l'émission « La marche du siècle » sur France 3, a été nommé, sur proposition de M. Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé de la communication dans le même gouvernement, membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Il remplace à ce poste Pierre Dumay.

PARIS

Annulée au lendemain des élections législatives

## La hausse des impôts locaux de la capitale atteindra 8,7 % en 1993

Au cours de sa séance du mercredi 31 mars, le Conseil de Paris a décidé du taux d'augmentation des impôts locaux qui seront perçus en 1993. Le taux d'augmentation des prélèvements, primitivement estimé à 8 %, s'établit finalement à 8,7 %, ce qui représente, par rapport à 1992, une ponction supplémentaire de l'ordre de 630 millions de francs.

Selon Alain Juppé, adjoint chargé des finances, une telle majoration, inhabituelle pour les contribuables de la capitale, s'explique par deux mouvements opposés : d'un côté, la Ville de Paris n'a pas voulu amputer substantiellement ses dépenses de fonctionnement et ses investissements ; de l'autre, ses ressources sont amoindries par les prélèvements destinés à financer la dotation de solidarité urbaine et le fonds des communes d'Ile-de-France, par la disparition des revenus du PMU, par une érosion des droits de mutation et par un moins bon rapport de la taxe professionnelle.

En d'autres termes, la solidarité avec les communes pauvres et le ralentissement de l'activité économique contraignent les Parisiens à payer davantage d'impôts locaux s'ils veulent bénéficier de prestations équivalentes. M. Juppé a d'ailleurs laissé prévoir que, pour les mêmes raisons, la pression fiscale augmenterait encore à Paris dans les années à venir. Seul le

groupe RPR au Conseil de Paris a approuvé cette politique.

Tout en votant l'augmentation pour 1993, le groupe UDF (Paris-Liberté) a exprimé son inquiétude et demandé « la mise à l'étude d'une nouvelle stratégie fiscale pour les trois ans à venir ». Pour leur part, les conseillers socialistes, communistes et Verts ont refusé la majoration 1993.

Divergences d'appréciation

Les divergences d'appréciation, au sein de la majorité municipale, se sont accentuées au cours de la même séance à propos du budget de la préfecture de police, auquel la Ville contribue pour plus d'un milliard de francs. Alors que les conseillers RPR et socialistes ont approuvé ce budget de la préfecture de police, ceux du groupe UDF l'ont rejeté.

Leur chef de file, Jacques Dominati, deuxième adjoint au maire, a justifié ce refus en invoquant la nécessité pour la capitale de revenir au droit commun, c'est-à-dire de se doter d'une police municipale. « Ce serait un progrès pour la démocratie locale, a-t-il dit, et je souhaite que le nouveau gouvernement mette sans tarder cette question à l'étude ».

MARC AMBROISE-RENDU



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Près de six ans après l'assassinat de l'avocat français d'origine algérienne\*

## La cour d'appel de Paris ordonne la continuation de l'instruction de l'affaire Mecili

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a relancé, mercredi 31 mars, l'affaire Mecili en ordonnant la continuation de l'instruction sur l'assassinat, le 7 avril 1987 à Paris, de l'avocat français d'origine algérienne André Ali Mecili, figure de l'opposition démocratique au régime algérien. Le dossier est dorénavant confié à un juge d'instruction parisien, Chantal Perdris.

Après six ans d'instruction, le premier magistrat instructeur chargé du dossier, Gilles Rivière, avait rendu une ordonnance de non-lieu le 20 novembre 1992, arguant du fait que le principal suspect dans cette affaire, un ressortissant algérien, se trouve en Algérie d'où il ne peut être extradé. Le 8 mars, la chambre d'accusation avait examiné l'appel formé par l'épouse de la victime, Anolie Mecili, contre l'ordonnance de

non-lieu, prise conformément aux réquisitions du parquet. A cette audience, le parquet général représenté par l'avocat général Olivier Lambilliot, avait cette fois requis un supplément d'instruction.

Le suspect, Abdelmalek Amellou, avait été expulsé de Paris, vers l'Algérie, un mois après l'assassinat, en vertu de la procédure d'urgence absolue, à l'issue de sa garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle. Un arrêté d'expulsion avait également été pris contre Fatima Belali, sa concubine. Les deux arrêtés avaient été signés le 12 juin 1987, pendant la cohabitation, sur instructions du ministre de l'Intérieur, dirigé alors par Charles Pasqua et Robert Pinault. M. Mecili avait aussitôt protesté contre cette expulsion et déposé une plainte pour « fausse et attentat aux libertés indivi-

duelles ». Cette plainte a fait l'objet d'un non-lieu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, décision qualifiée de « déni de justice » par l'avocat de M. Mecili, M. Comte, qui, après s'être pourvu en cassation, avait souligné : « Nous ne sommes pas complaisants de la raison d'Etat ».

Le 8 mars, devant la chambre d'accusation, l'avocat général Olivier Lambilliot avait demandé qu'une commission rogatoire soit renvoyée vers l'Algérie et ait soulevé que soit joint à la procédure le dossier ouvert à la suite de la plainte de la veuve pour « fausse et attentat aux libertés individuelles ». Dans cette plainte, instruite par le juge Roger Ribault, le magistrat avait estimé que le préfet de police de Paris en 1987, Jean Paillet, qui avait organisé l'expulsion, était susceptible d'être mis en cause.

Au Palais de justice de Lyon

## Yves Mourousi confronté pendant cinq heures à Pierre Botton

Yves Mourousi, qui avait longuement été entendu comme témoin, le 1<sup>er</sup> décembre 1992, s'est retrouvé, mercredi 31 mars, dans le cabinet du juge Philippe Courroye pour être confronté, cinq heures durant, à Pierre Botton. Estimant avoir été « dupé » par l'homme d'affaires lyonnais qu'il avait introduit auprès de personnalités des médias et du show-biz, des 1985, et dont il fut le témoin de mariage en 1987, l'actuel directeur des programmes de RMC s'était constitué partie civile début décembre.

C'est dans un climat tendu que l'audition des deux hommes s'est engagée, mais, selon M. Olivier Metzner, conseil d'Yves Mourousi, cette longue confrontation aurait « permis de dissiper la plupart des contradictions » entre les deux points de vue. « M. Botton a fini par reconnaître que mon client

n'avait jamais travaillé pour la société ENFIN après l'avoir revendu au groupe Botton (en février 1990), le problème du paiement du loyer d'un appartement par une société de M. Botton a été démenti par la réalité. Quant aux salariés d'ENFIN, leur situation était plus régulière que M. Botton ne l'a prétendu », a expliqué l'avocat du barreau de Paris, qui estime que cette cohabitation par le magistrat instructeur devrait être la dernière.

Lors de plusieurs auditions précédentes, Pierre Botton avait pourtant affirmé qu'après avoir racheté la SARL ENFIN, créée en 1987 par Yves Mourousi, celui-ci avait continué à assurer des prestations et notamment des séminaires de « training » disséminés à l'intérieur de Pierre Botton, l'ancien garde des sceaux. Le gendre du maire de Lyonnais avait même précisé que,

« pour ne pas lui faire perdre ses indemnités Assedic, calculées sur le salaire mensuel de 200 000 francs qu'il percevait auparavant à TF1, il avait fait bénéficier Yves Mourousi d'un certain nombre d'avantages en nature ».

Parmi ceux-ci, M. Botton citait des déplacements en avion privés, principalement vers la Bretagne, où Yves Mourousi possédait une résidence secondaire, le paiement, durant plusieurs mois, du loyer d'un appartement privé, rue de Rivoli, à Paris, présenté à tort comme le siège d'ENFIN, ou encore l'emploi fictif par cette société de deux salariés, nommés « staff » d'Yves Mourousi à TF1 et restant, de fait, ses collaborateurs. Ces allégations se heurtaient notamment à un problème de dates.

ROBERT BELLERET

## SPORTS

Deux fois championne olympique

## La patineuse Andree Brunet est morte

Andrée Brunet est décédée, mardi 30 mars dans sa résidence de Michigan (Etats-Unis), à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Elle était la plus grande patineuse française de l'histoire, l'une des meilleures au monde pendant près d'une décennie et encore à ce jour la seule championne olympique du patinage français.

Née en 1901, Andrée Joly avait patiné très tôt, suivant sa mère dans ses voyages à travers l'Europe. Dès 1916, elle donne des galas au profit de la Croix-Rouge et des prisonniers de la Grande Guerre. Au début des années 20, elle est championne de France, ne titre qu'elle conservera près de quinze ans. Elle est aussi l'une des patineuses les plus brillantes au monde, dixième des Jeux de 1924, troisième des Jeux de 1928 - pour le patinage libre. Car elle

o aime pas les figures : les ronds cadencés, les formes géométriques, les traces parfaites sont l'apanage d'un autre patineur, Pierre Brunet, qui lui devint son mari. Avec lui elle gagna par deux fois l'olympique en patinage par couples, en 1928 à Saint-Moritz et en 1932 à Lake Placid. Et quatre titres de championne du monde. Elle est même cinquième lorsqu'elle triompha, en 1929, au Madison Square Garden de New-York, aux côtés de Sonja Henie.

Partis en Amérique peu avant la guerre, ils ont fondé l'une des plus grandes écoles du patinage mondial. Leurs élèves, Carol Heiss, Doo Jackson, Alain Giletti, Alain Calmat, Scott Hamilton sont devenus à leur tour champions du monde.

JEAN-CHRISTOPHE BERLOT

## EN BREF

□ Décès du maire de Valentigney. Le corps de Roland Roche, maire communiste de Valentigney (Val-de-Marne), a été découvert, mercredi 31 mars, dans la forêt de Fontainebleau. Agé de trente-neuf ans et père de trois enfants, Roland Roche se serait donné la mort, selon les premières constatations effectuées par les enquêteurs. Le parquet de Fontainebleau a ouvert une information pour rechercher les causes de la mort. Il avait disparu depuis le lundi 29 mars, après avoir assisté à une réunion sur la fonction publique territoriale au centre de gestion des personnels communaux, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Roland Roche était maire de Valentigney (11 185 habitants) depuis le mois d'avril 1990.

□ Création d'une commission de développement durable. Le Journal officiel du 30 mars a publié le décret portant création, auprès du premier ministre, d'une commission du développement durable. Cette commission, qui comprendra cinquante-quatre membres nommés pour trois ans, sera chargée de définir les orientations d'une politique conforme aux engagements pris au Sommet de la Terre à Rio en juin 1992.

## ÉDUCATION

Incidents avec l'extrême droite à l'université Lyon-III

Le « folklore » de Bernard Lugan LYON

de notre bureau régional

Un incident a opposé, mardi 30 mars, des étudiants de l'AGEL-UNEF de l'université Jean-Moulin (Lyon-III) à des représentants de groupes d'extrême droite instituant une protection rapprochée auprès d'un professeur d'histoire à la faculté de lettres, Bernard Lugan, ainsi qu'un « effluve » à l'entrée de son cours.

Spécialiste de l'Afrique, auteur de l'« Occident sans complexe », autrefois militant à l'Action française et monarchiste convaincu, M. Lugan parait, chaque mardi gras, devant ses étudiants de première année, déguisé en « colon », coiffé d'un casque et muni d'un fouet. Ce jour-là, son cours intitulé « La chanson comme science auxiliaire de l'histoire », est centré sur l'étude de la « Colonie », un chant « qui a toujours lancé sur les pistes les hommes en bonne santé morale (...) comme, il y a cent ans, l'infanterie de marine faisait retentir ses mille charbons du Tonkin jusqu'au Soudan ».

Le fouet du professeur

Mardi 23 février pourtant, l'enseignant n'avait pas eu le temps de faire reprendre en chœur cet hymne au peulard qui mettrait des étudiants du Centre de recherche et d'activités (CRAFA) de l'université lyonnaise da. Lyon-III l'an ayant empêché, dans un chahut transformé en pugilat au cours duquel le professeur, après avoir fait usage de son fouet, était, à son tour, victime d'échanges de coups. Depuis, à chaque mardi, un groupe composé d'étudiants et de jeunes enseignants à l'université, se réunit devant l'Action française, du Parti des forces nouvelles, du Renouveau étudiants, instaurant un « contrôle d'entrée » qui va jusqu'à retourner les « indésirables ».

L'altercation s'est produite, mardi 30 mars, alors que les représentants de l'UNEF, seconde force syndicale aux dernières élections, distribuaient un tract demandant que « cessent la violence et l'utilisation des cours d'histoire comme lieu de propagande ». Au cours de la réunion du conseil d'administration de l'après-midi, des professeurs élus, membres de l'Association René-Cassin, ont pris la parole pour exprimer leurs craintes sur les risques d'aggravation d'une tension qui « s'était déjà manifestée, en janvier dernier, après l'intervention du cours de Bernard Lugan, auteur de thèses révisionnistes (le Monde des 15 janvier et 1<sup>er</sup> février). Le conseil d'administration de l'établissement n'est contenté d'un appel à l'ordre ».

MICHEL DELBERGHE

## COMMUNICATION

Récession dans l'ensemble de la presse d'information nationale

## La diffusion du « Monde » a baissé d'un peu plus de 3 % en 1992

Les résultats de la diffusion du Monde en 1992 rendus publics, mercredi 31 mars, par l'OJD (Diffusion-Journalisme) font apparaître une diffusion payée globale (France et étranger), en moyenne quotidienne, de 357 362 exemplaires contre 368 970 exemplaires en 1991, soit une baisse de 3,15 %, baisse équivalente en France et à l'étranger. Les abonnements enregistrés ont légèrement fléchissé : 36 067 exemplaires contre 37 357 en 1991, soit une baisse de 3,3 %. Toutefois, à fin décembre 1992, le portefeuille des abonnés dépassait son niveau de fin 1991 (100 810 abonnés contre 100 191).

La baisse de la diffusion globale du Monde en 1992 intervient dans un contexte de récession qui, à quelques exceptions près, frappe l'ensemble de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale d'information générale.

Le Monde diplomatique continue

sa progression, avec une diffusion moyenne payée de 160 682 exemplaires, ce qui est le meilleur résultat jamais atteint par ce titre et représente un accroissement de 7,77 % en un an.

Le Monde de l'éducation redresse bien sa position, avec une diffusion moyenne payée de 78 736 exemplaires soit + 8,50 %. Ce résultat traduit le succès rencontré par la nouvelle formule de cette publication, nouvelle formule inaugurée au début de 1992.

Le Monde, Dossiers et documents, est en légère progression : + 2,50 %, soit une diffusion payée proche de 90 000 exemplaires (89 343).

En revanche, la Sélection hebdomadaire avec 19 255 exemplaires voit sa diffusion totale payée baisser de 16,08 %, et le Monde des philatélistes avec 26 955 exemplaires est en baisse de 8,42 %.

## Chute du résultat net de « Libération »

Le quotidien Libération a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 406 millions de francs, contre 429,2 millions en 1991. Son bénéfice net a également chuté de 12 millions à 1 million de francs, après avoir déjà baissé de 37 % en 1991.

Comme l'ensemble de la presse, Libération subit une érosion de sa diffusion, en légère baisse en 1992, et une chute plus importante de ses recettes publicitaires. La publicité commerciale, notamment, a diminué (- 16 %) pour la deuxième année consécutive, ce qui entraîne une monnaie relative du produit des petites annonces, qui représente plus de 12 % des recettes. Toutefois, cette baisse affecte moins Libération que d'autres titres, car ce quotidien tire moins du tiers de ses recettes de la publicité et possède donc une structure d'exploitation différente de celle des autres quotidiens nationaux.

Libération, qui a dû augmenter son prix en 1992 et fermer sa filiale lyonnaise, n'attend guère d'amélioration pour cette année, et son budget a été présenté en déficit. Mais cette situation ne menace pas son existence puisque le journal a procédé à une augmentation de capital afin de financer un magazine dont le lancement a été repoussé.

Avec 1,2 milliard de francs de résultat net prévu

## Canal Plus s'appuie sur la croissance de ses filiales étrangères

Le groupe Canal Plus a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 7,937 milliards de francs (+13,4 %), qu'il espère porter à 8,7 milliards cette année. Son résultat net s'est établi à 1 104 millions, soit une hausse assez faible de + 2,1 % malgré un résultat financier plus que doublé (306 millions de francs). Ce résultat a été en effet affecté par les provisions que la société a dû faire, pour un montant de 81,7 millions, dans le cadre notamment de sa participation à Caroleo, le producteur américain des Rambo et Terminator (le Monde du 11 mars), et par les pertes encore importantes de ses chaînes étrangères (143,6 millions de francs, contre 248,7 millions en 1991).

Mais ces chaînes progressent vite : il y avait à la fin de 1992 550 000 abonnés en Espagne et autant en Allemagne, mais Première, la filiale allemande, et Canal Plus Espagne devraient en compter respectivement 850 000 et 820 000 à la fin de 1993. Canal Plus Belgique devrait, pour sa part, atteindre 150 000 abonnés et, comme Canal Plus Espagne, dégager des bénéfices compensant les pertes de Première. Si ses filiales de diffusion à

l'étranger trouvent ainsi leur équilibre, le groupe peut espérer voir son résultat net reprendre sa croissance, pour atteindre 1,2 milliard de francs en 1993.

Le lancement de Canalsatellite

En revanche, Canal Plus France, principale source de revenus, n'espère qu'une faible croissance (180 000 abonnés supplémentaires contre 229 000 en 1992) pour arriver à un total de 3,75 millions. Elle prévoit même une baisse de 7 % de son bénéfice, à 1,38 milliard. Comme Canal Plus doit en 1993 supporter les pertes du lancement de sa filiale Canalsatellite (200 millions de francs), le résultat d'exploitation devrait rester stable.

D'autre part, la chaîne a procédé à une réorganisation en créant notamment une direction générale du développement, confiée à Marc Tessier, qui gèrera les participations industrielles du groupe et devra préparer l'arrivée de nouvelles technologies comme la compression numérique.

M. C. I.

Les dernières décisions de M. Jeanneney

## Un nouveau cahier des charges pour RFO

Les dernières décisions prises par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat ou chargé de la communication dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, se sont traduites par la publication de cinq décrets au Journal officiel du 28 mars.

1) Les hebdomadaires régionaux et locaux d'information générale et politique (plus de cent cinquante titres) bénéficieront désormais de la réduction de 30 % du montant des taxes téléphoniques dont bénéficient les journaux quotidiens pour les communications interurbaines demandées par les correspondants de presse.

2) La chaîne de télévision France 3 est autorisée à aligner la durée de ses messages publicitaires sur les seuls réseaux pour France 2 (5 à 6 minutes par heure d'antenne en

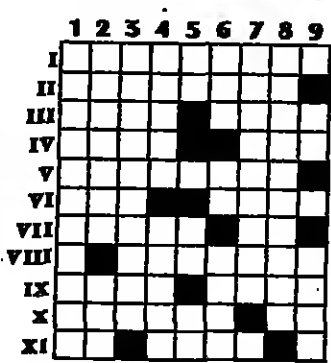
moyenne sur l'année et 10 à 12 minutes maximum pour une heure donnée).

3) Le nouveau cahier des charges de RFO (Radio France outre-mer) prévoit notamment la production d'émissions dites « de proximité locale » qui assurent le développement de toutes les formes d'expression locale et la programmation d'émissions « traitant de la vie des DOM-TOM à travers leur culture, leur histoire, leurs traditions, leurs caractéristiques économiques et sociales ».

4) Deux autres textes fixent les conditions d'application de la loi du 2 juillet 1986 relative à l'installation des antennes réceptrices de radiodiffusion et de la loi du 30 septembre 1986 relative aux services de télévision et d'entretien des réseaux de télévision par câble.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6010



1. Peuvent réjouir des personnes dans le « péage ». - II. Plus ils sont portés à plus ils se fatiguent. - III. Chec de poche japonais. Allure. - IV. Dans le nom d'un comte de l'Aude. Morceau de qualité. - V. Avec elle, les orages ne sont pas à craindre. - VI. Est donc de la peine. Ça barde ! - VII. N'est donc pas un. S'empêche pour doubler. - VIII. Frictionne jusqu'au sang. - IX. Pâte. Saint-henné. - X. Est de fillette. Manière d'être. - XI. Avant Pierre. Arme de tir.

VERTICALEMENT  
1. Actes de débauche. - 2. Dans son métier, on cherche surtout à conserver la forme. Recouvre. - 3. Espèces d'espèces. - 4. Na donné pas le bon exemple. Très sage. - 5. Note. Abréviation. C'est un ordre. - 6. Coule en France. Pronom. Boite à idées. - 7. N'est donc jamais très loir à bouillir. - 8. Se pratique en milieu fermé. - 9. Pronom. Sans complication superficielle.

Solution du problème n° 6009  
Horizontalement  
I. Mijaurée. - II. Emouvants. - III. Double. Tau. - IV. Interfina. - V. Atémis. - VI. Vease. Enne. - VII. Ile. Pé. - VIII. Sombro. - IX. Tira. USA. - X. Io. Eden. - XI. Susciter.

Verticalement  
1. Méditerranée. - 2. Imme. Eloi. - 3. Joue. Semah. - 4. Aubrac. Broc. - 5. Uvète. Ré. - 6. Ré. Ne. Dê. Et. - 7. Entame. Rude. - 8. Est. Imposer. - 9. Suisse. Ana. - 10. Avant Pierre. Arme de tir.

مكتبة الأصل



# Le Monde

## EDUCATION • CAMPUS

### Le tutorat s'installe à l'université

Un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur ont maintenant recours aux étudiants pour accueillir les bacheliers

#### Travaux forcés

Le baccalauréat est un sujet passionnel, et l'absentéisme des professeurs un problème délicat. Mais il y a un suprême tabou, et M. André Rollin, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, vient de l'apprendre à ses dépens : l'absentéisme des enseignants au moment du baccalauréat. Car - qui dira le contraire ? - le grand-masse annuel, défendu bec et ongles par les syndicats d'enseignants et notamment le SNES, est aussi une sacrée corvée. Embarrassante contradiction...

S'ils sont vigoureusement attachés au bac, un certain nombre d'enseignants qui doivent jouer les prolongations jusqu'à la fin juillet pour corriger les copies et faire passer les oraux échapperaient bien à cet ultime marathon du mois de juin. Bref, certains profs « s'achètent » le bac. Même si, contrairement au cliché, l'absentéisme des enseignants est globalement peu élevé, il semble bien subir une nette poussée entre fin juin et début juillet.

C'est en tout cas parce qu'il a, explique-t-il, constaté une augmentation assez importante, de l'ordre du double en trois ans, des congés maladie chez les correcteurs du baccalauréat dans son académie que le recteur André Rollin s'est adressé récemment aux quatre présidents des conseils départementaux de l'ordre des médecins des Hautes-Alpes, des Bouches-du-Rhône, des Alpes-de-Haute-Provence et du Vaucluse. Le message, sans ambiguïté, attirait l'attention des praticiens sur « l'absentéisme croissant des enseignants » aux différentes épreuves du bac et sur « les certificats médicaux et les arrêts de travail couvrant fort opportunément la période précise du déroulement des épreuves ». A toutes fins utiles, le courrier donnait précisément les dates des épreuves de la session 1993.

La dernière ne voulait d'écrite melle, consciencieusement, le conseil de l'ordre des Hautes-Alpes a reproduit la lettre in extenso dans son bulletin destiné aux médecins. Envoi de Gap à Briançon après que le Dauphiné libéré ait révélé l'affaire. Le SNES s'offusque, fustigeant l'entreprise de « dénonciation », de « diffamation » et de « suspicion scandaleuse » du recteur. Et s'interroge : « Une telle démarche ne participe-t-elle pas de la campagne de mise en cause du service public orchestrée pour en justifier le démantèlement ? Ne faut-il pas voir là, poursuit-il, une entreprise de démolition du baccalauréat tenant de rendre les enseignants responsables des dysfonctionnements dans son organisation ? »

« Mon rôle est de défendre l'intérêt des candidats et celui des enseignants qui ne se dérobent pas », répond le recteur d'Aix-Marseille. Il est vrai que le nombre de candidats oblige déjà les recteurs, pour certaines disciplines, à réquisitionner la quasi-totalité des enseignants des collèges et des lycées. Et l'on attend plus de cent mille candidats supplémentaires d'ici à l'an 2000. Rudes mois de juin en perspective.

CHRISTINE GARIN

POUR favoriser l'insertion des nouveaux bacheliers à l'université, un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur ont désormais recours au tutorat. Des étudiants sont ainsi chargés d'accueillir leurs pairs, de les informer, voire même de les aider dans le cadre de leurs études.

Inscrit, après bien des tergiversations, dans l'arrêté du mois de mai dernier fixant le cadre général de la rénovation des formations universitaires, le principe du tutorat pour les étudiants de premier cycle est désormais encouragé par le ministère de l'Éducation nationale, sans pour autant le rendre obligatoire ou l'enfermer dans un cadre rigide. Ainsi, chaque département d'université est libre de mettre en place, ou non, un tel système d'accueil et d'aide aux nouveaux étudiants. Et si la majorité des universités ne se sont pas lancées dans l'aventure, force est de constater qu'un nombre croissant d'importantes et responsables, personnels administratifs ou enseignants, se sont engouffrés dans la brèche et tentent de développer ce système d'aide aux étudiants par des étudiants.

Les expériences sont multiples, ainsi que l'a prouvé la journée d'étude organisée mardi 23 mars par le ministère à l'université d'Orsay (Paris-XI). A Limoges, par exemple, des étudiants de la faculté de lettres et sciences humaines ont accueilli leurs condisciples dans le cadre de l'opération « Puits moutarde » lancée pour la rentrée universitaire (le Monde du 22 octobre 1992). A la faculté des sciences de l'université d'Aix-Marseille-II, vingt-trois étudiants en maîtrise ou diplôme d'études approfondies (DEA) ont été recrutés en septembre 1992. Chacun d'eux a pris en charge un groupe de quinze nouveaux étudiants pour l'ensemble de l'année. Dans le département de droit, sciences économiques et gestion de l'université Nancy-II, l'ensemble des étudiants s'est mobilisé bénévolement lors de la rentrée. D'autres ont été chargés d'un tutorat d'accompagnement des cours pour les étudiants de deuxième année. A Orsay, une « boutique » a été ouverte ; elle fonctionne comme un lieu de permanence où les nouveaux étudiants peuvent trouver de l'aide durant l'année.

#### Accueil et repérages

Ce foisonnement d'initiatives, s'il prouve le dynamisme de la communauté universitaire, s'est cependant développé dans une certaine confusion. Sous le mot tutorat, certains incluent la mission des moniteurs de l'enseignement supérieur, ces étudiants en troisième cycle ou en thèse qui sont chargés de cours et rémunérés pendant deux ou trois ans, parallèlement à leur allocation de recherche. Pour d'autres, ce terme désigne des tâches effectuées par les enseignants eux-mêmes. Mais si l'on reprend la seule définition acceptée par les universitaires présents - « le tutorat est exercé par des étudiants qui ne sont ni des enseignants ni des membres du personnel administratif », le cadre reste très flou.

Le tutorat peut prendre plusieurs formes. La plus simple à mettre en œuvre est aussi la plus fréquente : l'accueil et l'information des bacheliers arrivant à l'université. L'objectif

est alors d'aider ces nouveaux venus à construire leur propre projet de formation et à se repérer dans l'institution, que ce soit sur un plan géographique, pédagogique ou plus simplement de cadre de vie. Car, ainsi que l'explique M<sup>me</sup> Françoise Demichiel, sous-directrice des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale, « un étudiant qui ne s'est pas approprié l'université est potentiellement en situation d'échec. Entre les étudiants conformistes capables de s'adapter à l'importance de la situation, les débrouillards qui comprennent vite les règles et sont capables de les transgresser, il y a la masse des autres qui quittent parfois l'établissement avant d'avoir compris comment il fonctionne ».

Ce tutorat d'accueil fonctionne alors de façon différente selon chaque établissement. En général temporaire, il peut être limité à la première rentrée universitaire ou s'étaler sur les premières semaines de cours. Toujours volontaire, il peut être bénévole ou rémunéré. Les tuteurs peuvent avoir suivi une formation ou pas, leur recrutement peut être soumis à un entretien ou être libre. Enfin, leur niveau d'études est très varié, certaines facultés ayant recours à des étudiants de deuxième ou troisième cycle, d'autres préférant au contraire faire appel à des étudiants de deuxième année, voire des redoublants. En première année, plus proches par l'âge des nouveaux arrivants. L'évaluation de ce type de soutien est toujours positive, aussi bien de la part des tuteurs eux-mêmes, qui ont alors un sentiment d'appartenance à l'institution, que de celle des néo-étudiants, qui débloquent dans un univers plus « humain ».

### « Entre grand frère et enseignant »

Philippe Mouillac est « tuteur ». Étudiant en DEA à l'université Claude-Bernard (Lyon-II), il a été recruté avec une trentaine d'autres étudiants de niveau licence ou maîtrise pour se lancer dans une opération de soutien aux bacheliers débarquant sans repère à la faculté. Recruté au mois de mai 1992 à la suite d'un entretien de motivation avec les responsables de l'université, Philippe a été intégré dans une opération qualifiée de « globale ». Dans cette université, en effet, il n'y a pas de distinction entre le tutorat d'accueil et celui d'accompagnement.

Les tuteurs ont accueilli leurs futurs condisciples en juillet et en septembre, au moment des inscriptions, et leur proposent un suivi tout au long de l'année. L'objectif est clair : ces étudiants, qui oscillent entre le grand frère et l'enseignant, doivent être « viables » dès le début des cours. Ils assurent cependant des

permanences tout au long de l'année, mais restent déconnectés de l'enseignement dans la mesure où les séances de tutorat ne sont pas obligatoires et ne donnent lieu à aucune note ou évaluation.

« Je ne suis pas un étudiant modèle, explique Philippe. Il m'a fallu trois années pour réussir mon DEUG. Cette idée du tutorat m'a séduit parce que je me suis senti utile. » La rémunération, basée sur le SMIC, ne peut être la seule motivation. Le tuteur seconde les étudiants de première et parfois de deuxième année dans leurs cours, les aide pour des exercices, ou dans la recherche de documentation. « Je ne me destine pas forcément à l'enseignement. L'an prochain, je dois effectuer mon service national. Mais c'est une expérience intéressante, même si ceux qui viennent aux séances ne

sont pas ceux qui en ont le plus besoin, ainsi que l'ont prouvé les résultats aux partiels. »

Ce manque de prise sur les étudiants en perdition paraît insoluble à Philippe, qui ne souhaite pas que les séances de tutorat deviennent obligatoires. D'autres problèmes pourraient en revanche être réglés par une modification de l'organisation des cours. Ainsi, les étudiants de biologie sont-ils assidus aux séances de tutorat, mais jamais dans leur discipline maîtresse : « L'explication nous paraît simple : les enseignements de biologie sont dispensés en première année sous forme de cours magistraux. N'ayant pas de travaux dirigés, pas d'exercices à faire, les étudiants ont l'impression de comprendre. En fait, il n'y a pas de raison que ça se passe mieux qu'ailleurs... »

M. A.



La deuxième forme de tutorat est plus complexe : il s'agit d'un soutien, voire d'un accompagnement des cours. Ce soutien ne peut en aucun cas se substituer à des tâches d'enseignement, ainsi que l'ont rappelé les universitaires. Pas question, en effet, de répondre à l'augmentation des effectifs en créant un corps d'enseignants au rabais.

Pourtant, dans la réalité, les limites entre le tutorat et des travaux pratiques bis sont souvent floues. « Le risque d'une telle dérive est très important », a rappelé M<sup>me</sup> Anne-Marie Patault, doyenne de la faculté de droit, sciences économiques et gestion de

l'université Nancy-II. « Les principes sont pourtant clairs. Il s'agit d'instaurer des séances intermédiaires entre les travaux dirigés et les séances de méthode. Pour prendre une comparaison musicale, les tuteurs peuvent s'apparenter à des gammes. »

Dans cette université, cet accompagnement pédagogique fonctionne pour les étudiants de deuxième année, le nombre d'inscrits en première année ne permettant pas, pour l'instant, d'étendre le système. Encadrés par deux maîtres de conférences, les tuteurs, inscrits en troisième cycle, rencontrent une fois par semaine un petit groupe d'étudiants volontaires.

#### Rémunérations très disparates

Reste à savoir si les tuteurs doivent être rémunérés. Pour répondre à cette question, les universitaires ont dû faire preuve d'imagination. Les systèmes sont extrêmement divers et le mode de financement parfois étonnant. Si onze établissements d'enseignement supérieur ont intégré ces séances dans les contrats quadriennaux Etat-université, une quarantaine d'autres ont imaginé les circuits les plus fantasmatiques.

Dans certains établissements, le conseil étudiant de la vie universitaire (CEVU) a décidé de financer le tutorat. Dans d'autres, les services communs universitaires d'information et d'orientation ont été mis à contribution. Ici, les tuteurs se sont vu accorder une bourse, d'environ 5000 francs pour l'année. Là, ils sont rémunérés au taux horaire du SMIC. D'autres se voient appliquer les tarifs accordés aux enseignants vacataires ou bien ceux des heures complémentaires de travaux dirigés. Cette diversité engendre, bien entendu, un certain nombre d'inégalités, même si la majorité des établissements a fixé la rémunération horaire des tuteurs à environ 100 francs. Aujourd'hui, mieux vaut être tuteur à Nancy-II qu'à Lyon-I, la rémunération allant en effet du simple au double.

Le ministère de l'Éducation nationale devrait rendre publique une circulaire pour mieux cadrer ces initiatives. Toutefois, les universitaires qui se sont déjà lancés dans l'expérience paraissent redouter que le tutorat ne soit trop réglementé. Reste donc à trouver un juste équilibre, pour ne pas étouffer ces initiatives qui s'inscrivent le plus souvent dans le cadre de la rénovation des premier et second cycles universitaires.

MICHELLE AULAGNON

(Publicité)

**NEGOCIA**

« Les Métiers du Commerce »

**JOURNÉES PORTES OUVERTES**

samedi 3 avril 1993 de 10 h à 17 h  
mercredi 7 avril 1993 de 14 h à 18 h

**16 cycles d'enseignement du BEP au BAC + 5**

8, avenue de la Porte-de-Champerret  
PARIS 17<sup>e</sup>

Métro Porte-de-Champerret

Tél. : (1) 44-09-32-00

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MASTERS SPECIALISÉS DU GROUPE ESIEE :  
ENTREZ DE PLAIN-PIED DANS  
DES ENTREPRISES DE HAUTE TECHNOLOGIE

**ESIEE**

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES  
DE COMMERCE / MANAGEMENT :  
MASTERS ENJEUX TECHNOLOGIQUES

Un an de formation de très haut niveau pour acquies une deuxième compétence. Vous deviendrez le responsable de projets industriels et le manager d'innovation technologique dont toutes les sociétés dynamiques ont absolument besoin.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES  
DIPLOMÉS SCIENTIFIQUES :  
MASTERS INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un an de spécialisation en Intelligence Artificielle, Traitement du Signal et Programmation Avancée. Vous deviendrez l'ingénieur hautement qualifié que recherchent les entreprises de technologie avancées.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour obtenir une documentation complète et un dossier d'inscription, contactez le Master Spécialisé du Groupe ESIEE qui vous intéresse, soit par téléphone au : Groupe ESIEE - Masters Spécialisés, BP 99, 92132 Nanterre-La Défense, FRANCE  
Tél. : (33) 1 45 92 66 25 ou (33) 1 45 92 67 00 Fax : (33) 1 45 92 66 69

**ECOLE NATIONALE D'ASSURANCES**

Grande  
Ecole Commerciale  
du secteur des assurances

Créée par le Conseil National des Assurances, l'Ecole Nationale d'Assurances, Institut du Conservatoire National des Arts et Métiers, prépare à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan de l'économie nationale.

- Niveau d'entrée : bac + 2, durée de la scolarité : 2 ans.
- Formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves, stages pratiques et voyages d'études à l'étranger.
- Diplôme de l'enseignement supérieur homologué au niveau II.
- Inscriptions aux concours d'entrée reçues jusqu'au 21 mai 1993. Épreuves écrites : 26 et 27 mai 1993. Épreuves orales : 31 et 22 juin 1993.

Ecole Nationale d'Assurances (ENAss) 3, rue Chapelle 75009 Paris.

Tél. 48.74.75.39.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde SANS VISA**



## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

## APPEL D'OFFRES.

La direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale et de la culture et la mission interministérielle recherche-expérimentation (MIRE) rattachée au ministère des affaires sociales lancent un appel d'offres sur le thème : « L'éducation des enfants et des adolescents, un enjeu pour les familles, les institutions éducatives et les réseaux sociaux ». L'objectif est de susciter des recherches sur les pratiques éducatives et les processus de socialisation dans et hors de la famille, en relation avec d'importantes questions d'actualité telles que l'enfance maltraitée, les problèmes rencontrés dans certains collèges de quartiers défavorisés, les difficultés d'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Les propositions de recherche peuvent être déposées jusqu'au 15 mai.

► Renseignements à la MIRE, tel. : (1) 40-56-56-93 ou à la DEP, tel. : (1) 49-56-37-69.

## CNRS-UNIVERSITÉS.

François Kourtyk, directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Jean Gireud, directeur de la recherche et des études doctorales au ministère de l'éducation nationale, et Georges Haddad, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université et président de l'université Paris-1, ont signé, le 19 mars dernier, un accord destiné à redéfinir et intensifier les relations entre le CNRS et les établissements d'enseignement supérieur. Cet accord, qui associe pour la première fois la Conférence des présidents d'université, vise à encourager la mobilité des chercheurs dans l'enseignement supérieur, à développer les détachements d'enseignants-chercheurs au CNRS, à rapprocher les instances d'évaluation et de décision du CNRS et de la DRED et à expérimenter des formes nouvelles de regroupement de laboratoires, etc. Dans les mois à venir, cette coopération accrue fera l'objet, après accord de la CNRS, de conventions entre la CNRS et chaque université.

## COLLÈGES.

Dans le Bulletin officiel du 25 mars, la direction des lycées et collèges (DLC) du ministère de l'éducation nationale publie, in extremis, sous le titre « Préparation de la rentrée 1993 dans les collèges », une circulaire d'orientation fixant les différentes mesures annoncées par M. Jack Lang le 10 décembre 1992. Selon ce texte, il convient de développer les études dirigées et les travaux en groupes restreints en système et en cinquième et de renforcer l'enseignement de la technologie. En outre, la DLC précise les modalités d'implantation des classes de quatrième et troisième technologiques en collège. Une autre circulaire rappelle que des moyens supplémentaires sont prévus, à la rentrée 1993, dans les établissements sensibles et que des modalités particulières d'affectation dans ces établissements sont proposées aux enseignants. Enfin, un centre de ressources sur les pratiques éducatives et sociales en milieu difficile est créé au sein de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP).

## ÉTAT-UNIVERSITÉS.

Le ministère de l'éducation nationale a signé, le 19 mars, avec l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers, son centième contrat quadriennal entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur.

Les objectifs retenus portant notamment sur la modernisation pédagogique de l'ENSAM et sur la rénovation immobilière de ses sept centres (Aix, Angers, Bordeaux, Châlons-sur-Marne, Cluny, Lille et Paris). En outre, un nouveau centre franco-allemand ouvrira ses portes à Metz à la rentrée 1994. Avec cette signature, puis celle, le 26 mars, des contrats d'établissement des deux nouvelles universités de l'Artois et du Littoral, dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est la quasi-totalité des universités françaises qui sont désormais engagées dans la politique contractuelle lancée il y a quatre ans. Reste toutefois quelques gros morceaux à contractualiser : les universités Paris-1, IV, V, VI, VII, XI et XII, ainsi que l'université Montpellier-I.

## LYCÉES.

Les décrets relatifs aux nouvelles séries du baccalauréat d'enseignement général et technologique, qui doivent prendre effet à compter de la session 1995, ont été publiés au Journal officiel du 26 mars. Sont détaillées l'organisation des nouvelles séries, les modalités des épreuves et les nouveaux coefficients.

Le décret du 24 mars 1993 stipule que « les candidats scolarisés à l'ère se présentant en tant que tels une seconde fois à l'examen conservent sur leur demande [...] le bénéfice de leurs notes supérieures à 10 ». Les candidats non scolarisés peuvent également conserver leurs notes « dans la limite des cinq sessions suivant la première session à laquelle ils se sont présentés ». Chaque série comprend des épreuves obligatoires et des épreuves optionnelles facultatives, les différentes disciplines portant toutes un coefficient égal. Seule entorse à la règle : la philosophie, qui se voit doter d'un coefficient 7 dans la série littéraire au lieu de 5 prévu initialement. Un dernier cadeau de M. Lang aux philosophes.

## MÉDECINE.

Au Journal officiel du 28 mars est paru l'arrêté créant un nombre de places supplémentaires au concours de fin de première année d'études médicales pour les étudiants d'un diplôme de certaines professions médicales ou paramédicales ayant exercé deux années. Désormais, un contingent de places supplémentaires en deuxième année, égal au maximum à 3 % du nombre de places, leur est attribué. Ce texte réglementaire avait été annoncé par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, et Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire (le Monde du 16 mars).

## NOMINATION.

M<sup>me</sup> Sylvie François, administrateur civil, vient d'être nommée sous-directrice des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation nationale. Elle remplace M<sup>me</sup> Françoise Demichiel.

[Née le 11 mai 1954, diplômée d'études approfondies de droit du travail et ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration (1978), M<sup>me</sup> Sylvie François est administrateur civil. Conseillère technique auprès de M<sup>me</sup> Duflo (secrétaire d'État à la famille, 1981), puis de M. Bérégovoy (affaires sociales, 1983), elle est directrice du cabinet de M. Curzon, secrétaire d'État à l'enseignement technique (1983), puis de son successeur, après la période de cohabitation, M. Chapsal (1988). Entre 1989 et 1991, elle est conseillère technique au cabinet du premier ministre, M. Rocard. Membre du comité directeur du Parti socialiste (1990), elle a été secrétaire national adjoint (1990), puis secrétaire national du PS (1992), chargée de l'éducation.]

## COURRIER

## Maîtres auxiliaires oubliés

L'apprentis, par le Monde du 18 mars, que M. Lang « aura eu le temps d'accorder quelques cadeaux préélectoraux aux catégories oubliées par la revalorisation ».

Maître auxiliaire depuis 1984, je puis vous assurer que l'on ne m'a jamais fait de cadeau, ni préélectoral ni autre. Il est vrai qu'après la revalorisation des adjoints d'enseignement (intégration dans le corps des certifiés) M. Lang a revalorisé les PEGC (professeurs d'enseignement général des collèges, intégrés sur la base du volontariat dans le corps des certifiés, sans condition de diplôme), les chefs d'établissement ainsi que, tout dernièrement, les agrégés.

Quant aux maîtres auxiliaires qui, plus qu'une revalorisation, attendent une simple titularisation, une situation enfin stable avec un traitement régulier, il n'en est plus question malgré une « lettre de mission » adressée par M. le ministre au directeur des lycées et collèges en décembre dernier et dont la conclusion, prévue pour le 15 février, n'est toujours pas connue. Il serait surprenant que le gouvernement qu'on nous promet épreuve de la sollicitude pour la catégorie de professeurs la plus vulnérable, la plus menacée, travaillant quotidiennement dans la crainte, alors que quatre gouvernements socialistes n'ont rien fait pour améliorer leur situation.

FRANÇOIS-XAVIER ZINGER  
(Strasbourg)

## AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

À première vue, l'expérience tient un peu de la magie. Le rituel n'est pas vieux. Mais il est désormais bien rodé. Une fois par semaine depuis le début de l'année, Anick, Joëlle, Eric, Alexandra, Adrienne et quelques autres se retrouvent dans une salle de l'université de Provence, à Aix. Étudiants en premier cycle de lettres, ou en licence d'information et de communication comme Eric, ils y retrouvent Anne-Paule, étudiante de la fac de lettres de Lillebonne qui ici passe quelques mois dans le cadre du programme européen d'échanges Erasmus. Et Alessandra, étudiante en philologie romane à Naples, venue elle aussi par le canal d'Erasmus. Ou encore Philomena, lectrice de portugais à Aix. Le tout sous la houlette de Claire Blanche-Benveniste, professeur de linguistique à l'université de Provence et de deux de ses collègues, André Valli et José Desloches.

Parmi ces étudiants français, certains ont un peu tâté de l'espagnol ou de l'italien au lycée, d'autres n'en maîtrisent pas les premiers rudiments et il y a encore trois mois et aucun ne s'était, auparavant, initié au portugais. La plupart gardent de leur apprentissage scolaire des leçons étrangères (le plus souvent l'anglais et l'allemand) le souvenir frustrant d'années de rattrapage ou leur permettant même pas, en fin de compte, un article de journal étranger, encore moins de communication. Pendant une heure et demie, chaque semaine, ils se retrouvent pourtant dans cette salle du campus d'Aix, non pour se remettre à flot ou se déconcerter dans les langues apprises dans le secondaire, mais pour plonger tête baissée dans une aventure autrement périlleuse... et excitante : l'apprentissage simultané des trois langues romanes, espagnol, italien et portugais.

## Un étonnant jeu de piste

La première demi-heure, ce jour-là sera consacrée à l'entrée, à partir d'un article de la Stampa sur la découverte de pyrographes préhistoriques dans le chalet de Bercy, à Paris. La deuxième à un article portugais sur la mafia chinoise à New-York. La troisième à l'extrait d'une enquête de El País sur les Africains qui passent clandestinement le détroit de Gibraltar.

A chaque fois, la règle est la même : les enseignants qui encadrent la séance traduisent le titre pour préciser le thème général de l'article, puis l'un des étudiants Erasmus lit le texte dans sa langue maternelle, deux ou trois fois, paragraphe par paragraphe. Après quoi, à tour de rôle, les étudiants français se jettent à l'eau et s'efforcent de traduire, phrase par phrase, tout ce qu'ils comprennent, sans se laisser arrêter par les mots ou expressions incompréhensibles, temporairement remplacés par « machin ».

Ici ou là, sur des mots trop difficiles, des tournures idiomatiques ou des subtilités syntaxiques, les enseignants donnent un coup de pouce et offrent ainsi un véritable élémentaire de mots-clés (prépositions, pronoms, adjectifs, chiffres...). Mais pour l'essentiel, les étudiants se livrent à une sorte d'étonnant jeu de piste, procédant par assimilation, jouant des analogies phonétiques — parfois trompeuses — se basant dans les paragraphes sur des étymologies, l'étymologie, bricolant, usant du contexte pour dégager finalement la traduction correcte. Chaque texte est ensuite relu par les étudiants étrangers, une fois lentement en suivant l'écrit, une deuxième fois plus vite, sans le support du texte, pour s'assurer de la compréhension orale. Et l'on salue ainsi, à vive allure, de Rome à Lillebonne en passant par Madrid.

Poudre aux yeux ? Miroir aux alouettes ? passeront les septuagénaires pour l'apprentissage des langues passe par un brassard parcouru de combattants, jalonné de verbes irréguliers, de conjugaisons apprises par cœur et d'auxiliaires retors. Tout démontre pourtant le contraire. L'expérience menée à Aix-en-Provence est loin d'être une « galéjade », comme on dit sur le cours Mirabeau.

Pour Claire Blanche-Benveniste, spécialiste reconnue de linguistique, la motivation initiale était double. « Pendant des siècles, les voyageurs du Sud, les marchands de la Méditerranée se comprenaient sans nécessairement parler

d'une langue que la leur. Nous avons voulu faire revivre cette incompréhension des langues romanes. D'autre part, les études de philologie et de grammaire comparée des langues romanes ont disparu en France depuis une trentaine d'années et les échanges scientifiques avec nos collègues de Salamancque, Lisbonne et Rome nous ont incité à renouer avec cette tradition. » De là est née l'idée que la compréhension simultanée de plusieurs langues de même famille pouvait être facilement accessible.

## Une cinquantaine d'heures

A plusieurs coéditions cependant. Primo, que cet apprentissage soit guidé par des linguistes habitués à jongler avec le fonctionnement des langues et les règles précises de passage de l'une à l'autre, afin d'éviter le métallangage, la grammaire, tout l'appareil de règles syntaxiques abstraites qui insécurisent et bloquent le plus souvent les étudiants, précise Claire Blanche-Benveniste. Secundo, partir de la « curiosité naturelle » pour le sens des mots d'une langue étrangère et lancer tout de suite les étudiants dans cette odyssée excitante d'une langue à l'autre. « Les travaux très solides des psycholinguistes américains l'ont bien montré : on ne mémorise vite que ce que l'on trouve tout seul, y compris en multipliant les bêtises. Au bout d'une dizaine de séances, nos étudiants savent mieux lire et comprendre un texte qu'au bout de deux ans d'enseignement classique. »

M<sup>me</sup> Blanche-Benveniste pose toutefois quelques garde-fous. Tout d'abord, l'expérience n'est praticable qu'avec de petits groupes, sérieusement motivés. Bref, difficilement généralisable, faute de moyens, à la masse des étudiants. D'autre part, elle reste volontairement limitée. Il ne s'agit pas de se substituer aux enseignements classiques — beaucoup plus amples puisqu'ils ont pour objectif d'apprendre à comprendre et à communiquer de façon écrite et orale — mais de permettre aux étudiants de parvenir, en une cinquantaine d'heures, à une maîtrise suffisante pour pouvoir lire des journaux ou des textes dans leur

domaine de spécialité, voire comprendre au moins approximativement une émission de radio ou de télévision. Et cela dans les trois langues romanes. « Notre objectif est de donner cette confiance initiale qui permettra ensuite aux étudiants d'aller plus loin et de progresser », souligne-t-elle.

Un message parfaitement reçu par les intéressés, qui suivent tous cette formation de façon bénévole, en plus de leur cursus habituel. « Après l'indigestion de grammaire officielle, que j'avais connue ou lue et en première année de fac, ça me paraissait un peu magique d'apprendre trois langues d'un coup, note Anick, qui est en deuxième année de lettres. Cette expérience me fait découvrir le plaisir de la langue, l'envie de lire les écrits des écrivains sans le recours à la traduction. On n'a plus peur du texte. Cela devient une sorte de jeu. »

En outre, les retombées sont très sensibles pour les étudiants de lettres qui y découvrent, de façon vivante, tout le cheminement qui conduit du latin aux langues modernes en passant par l'ancien français. Elles ne sont pas négligeables, non plus, pour les étudiants Erasmus qui trouvent là un moyen d'intégration efficace dans leur université d'accueil, ainsi que quelques subsides fort opportuns.

## Le soutien de Lingua

Alessandra, l'étudiante napolitaine, souligne, de son côté, que l'enseignement traditionnel des langues repose « sur la mémorisation passive de règles de grammaire et sur l'idée qu'on s'en servira après. Mais l'après est toujours pour plus tard. C'est très frustrant ». Immédiatement convaincue, Alessandra a d'ailleurs mis en application la méthode avec les détenus de la maison d'arrêt de Luyne, où elle intervient pour le compte du CNEP. Un groupe d'étudiants optionnels d'enseignement aux personnes incarcérées.

Eric rajoute : « Les copains pensent que c'est de la folie, que ce n'est pas possible d'apprendre trois langues d'un coup. Et ils ne croient pas que l'on peut comprendre une langue sans la parler. L'essentiel.

## SOURCES

## Le spleen des enseignants débutants

L'entrée dans la carrière enseignante est une expérience difficile. Les huit cents jeunes enseignants âgés de moins de trente-cinq ans, agrégés, certifiés et professeurs de lycées professionnels recrutés à la rentrée 1991-1992, interrogés par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, ne manifestent, en effet, ni enthousiasme pour la fonction ni optimisme sur leurs élèves et sur l'avenir de l'école en France (1). S'ils ont choisi l'éducation nationale, c'est parce qu'ils aiment la discipline qu'ils enseignent (87 %), pour être en contact avec des jeunes (46 %) et pour transmettre des connaissances (40 %).

Mais le véritable motif de leur choix apparaît plus prosaïque : si l'on choisit d'enseigner, aujourd'hui, c'est d'abord parce que l'enseignement constitue le débouché essentiel des études universitaires. En tout cas, près de deux enseignants sur trois disent l'avoir choisi pour cela. Et cette explication est avérée par une majorité plus écrasante encore quand la discipline enseignée est les lettres (86 %) ou les langues vivantes (87 %). Il s'agit de constater que la « défense des valeurs républicaines et égalitaires de l'école » qui ont pu, autrefois, motiver des vocations n'est plus évoquée que par une infime minorité (3 %) des enseignants débutants.

Le premier choc, pour les jeunes profs, arrive avec l'annonce de leur lieu d'affectation, puisque 62 % (et 76 % pour les moins de vingt-cinq ans) doivent, pour leur premier poste, quitter l'académie où ils ont fait leurs études. Cette mobilité forcée est un des facteurs-clés du mécontentement. En revanche, sur les conditions matérielles d'enseignement, cadre général de l'établissement, locaux et matériel pédagogique mis à leur disposition, le sort beaucoup plus ind-

gents : 71 % les trouvent plutôt satisfaisants — mais seulement 49 % des enseignants des zones d'éducation prioritaires (ZEP).

Après les problèmes d'enseignement et de logement, le plus difficile pour les débutants est de s'adapter au niveau des élèves et des classes. L'impression qui domine est la faible, voire la très faible niveau scolaire des élèves. Plus de la moitié des jeunes enseignants (51 %) de ceux qui enseignent en ZEP le situent, en effet, au-dessous du niveau « moyen ». S'ajoutent, pour la plupart, d'importants problèmes de discipline, particulièrement en collège. Au tout début de leur carrière, les jeunes enseignants sont 49 % à déclarer avoir du mal à « tenir » leurs classes, 46 % des femmes sont dans ce cas et 58 % des moins de vingt-cinq ans. Et ce problème concerne les trois quarts des jeunes enseignants affectés en ZEP pour leur premier poste.

## Baisse de prestige

Par rapport à l'idée que l'on se faisait du métier, la réalité apparaît donc bien rude. Les jeunes enseignants sont-ils soutenus par l'institution ou par leurs collègues ? 86 % estiment avoir été accueillis lors de leur prise de fonctions, mais cet accueil semble presque exclusivement centré sur des problèmes matériels : remise de documents (71 %), présentation du personnel (68 %), discussion sur l'emploi du temps (44 %), plus rarement sur le projet d'établissement (26 %) ou discussions sur les orientations pédagogiques (36 %). En outre, ils sont peu nombreux à bénéficier de l'aide d'un collègue de travail (30 %), ce qui ne les empêche pas de se sentir plutôt bien intégrés dans leur établissement. Est-ce parce qu'ils s'attendaient à pire ?

Reste qu'ils sont déçus, surtout quand ils sont affectés en ZEP. Près de la moitié des jeunes

c'est que grâce à cette méthode on redevient curieux des langues étrangères. On va vers le texte, d la découverte, alors qu'au lycée on nous l'imposait. Même avec des bons profs, c'était souvent une corvée.

Enfin l'expérience menée à Aix d'aurait guère eu de succès si elle n'était appuyée sur des initiatives de même ordre dans les autres pays de langue romane. Et deux ans, les contacts avec les équipes de linguistes de Salamancque et d'Espagne, de Lisbonne au Portugal et de Rome en Italie ont permis de lancer des expériences pédagogiques similaires dans ces trois universités, d'échanger textes et matériels pédagogiques, de croiser les observations, d'évaluer les difficultés communes.

Grâce à l'appui, notamment, de la Délégation générale à la langue française, ce réseau bénéficie pour le troisième année consécutive, en 1993, de l'appui du programme Lingua lancé par la Communauté pour favoriser l'enseignement des langues. Et le budget d'environ 100 000 francs (soit 700 000 francs) sur trois ans alloué à cette expérience baptisée Eurom4 devrait lui permettre d'aller plus loin.

Comme l'explique, à Aix-en-Provence, M. Maurice Lory-Bouchet, professeur de lycée à la retraite qui se consacre bénévolement et avec passion à cette initiative, l'ambition des quatre partenaires européens est de mettre au point, avant la fin de l'année, une méthode d'enseignement portant sur les quatre langues, avec un support de textes et des enregistrements sur cassettes, avant une possible, mais délicate, transposition sur logiciel. En outre, des contacts sont pris avec des expériences similaires menées au Danemark sur l'apprentissage des langues scandinaves. Et, au-delà des étudiants, l'équipe d'Aix envisage de proposer sa méthode à des publics plus larges, notamment professionnels. L'Europe passe par cette dédication à l'idée que « les langues vivantes peuvent être apprises rapidement », conclut Claire Blanche-Benveniste.

GÉRARD COURTOIS

enseignants estiment que le métier « n'a plus aucun prestige » et 39 % se sentent socialement « plutôt dévalorisés ». D'ailleurs, une part non négligeable (près de 10 %) de ces jeunes qui viennent d'être recrutés envisagent de quitter l'enseignement et de faire autre chose et ce désir est très fort (40 %) pour ceux qui enseignent en ZEP. L'institution enfin ne leur inspire guère confiance puisque 51 % toutes catégories confondues, 60 % à estimer que « l'éducation nationale est plutôt incapable de s'adapter aux exigences nouvelles » et plus du quart des débutants se déclarent « peu ou pas du tout optimistes sur l'avenir du système éducatif ».

Même si elle laisse un peu sur sa faim, cette enquête, la première du genre à la DEP, permet d'entrevoir le chemin qui reste à parcourir pour mettre en place une vraie politique d'insertion professionnelle et d'accompagnement des jeunes enseignants. À travers leurs réponses, on voit bien par exemple à quel point la règle qui veut que les établissements les plus difficiles soient confiés aux plus jeunes enseignants, génère tensions, désarroi et déception.

CHRISTINE GARIN

(1) « Profession : enseignant. Les débuts d'un métier. Les derniers Éducation et formation n° 20, ministère de l'éducation nationale, direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), 179 pages, 80 francs.

O la réussite à l'école primaire. Le ministère de l'éducation nationale publie les résultats de l'évaluation nationale réalisée à la rentrée 1992. En CE2, le pourcentage moyen de réussite s'élève à 65,9 % en français et 64,4 % en mathématiques. En fin de cycle, les résultats sont meilleurs qu'en 1991 : 68,7 % en français et 71,9 % en mathématiques.

► « Évaluation CE2-système, résultats nationaux ». Les derniers Éducation et formation n° 21, 257 pages, 80 francs.

فكرنا من الأصل



## EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

# Oser éduquer

par Alain Bouvier, Marc Fort, Bruno Gélas, Philippe Meirieu, et Jean-Pierre Obin

**A**UJOURD'HUI le chômage et son cortège d'exclusions, l'affaiblissement de la vigueur socialisatrice des structures religieuses, militaires, syndicales, associatives ou familiales placent de plus en plus souvent l'école en première ligne dans la bataille toujours recommencée pour la cohésion sociale, c'est-à-dire pour la solidarité qui est la forme moderne de la fraternité. Dans certains quartiers défavorisés — nous le constatons — l'école fait déjà face — seule ou presque, au-delà parfois de ses missions — aux forces centrifuges qui tendent à la fragmentation sociale et qui mènent à des identités régressives de clans, de sectes, de tribus ou de bandes délinquantes.

Dans cette situation, certains par intérêt, par myopie ou par dogmatisme, veulent faire régresser l'école de l'éducation nationale vers une école de l'instruction publique ou une école de la formation professionnelle.

Écoutons les premiers, réunis parfois de manière un peu disparate derrière la bannière mythologique de Condorcet. Pour eux l'école ne saurait faire qu'une seule chose : instruire. Et rien de ce qui s'y fait ne saurait échapper au règne de la raison ni tendre à autre chose que de former à l'exercice raisonné de la liberté. On ne saurait bien entendu s'opposer sur le fond à un tel projet, mais, en pratique, de quelle ignorance des réalités sociales est-il révélateur ?

Les enseignants, notamment dans les banlieues, savent bien que les valeurs, les règles, les intérêts, les devoirs — en un mot la morale — ne sont pas entièrement affaire de raison. Comment expliquer raisonnablement à des enfants les interdits fondamentaux du meurtre, de l'inceste ou du vol ? Ces tentations positivistes revien-

nent à occulter la part irréductible de transcendance que recèlent toute règle et toute valeur. Elles conduisent à de multiples dérives qui vont de la sphère familiale (des enfants de plus en plus nombreux à qui on refuse d'opposer quelque interdit que ce soit et qui arrivent à l'école comme de petits seigneurs) à la sphère sociale (voler les richesses, les supermarchés ou l'État, ce ne serait pas voler) et à la sphère politique (« l'impôt » voire la « justice » « révolutionnaires » justifiés par des pseudomoraux immanentes).

### Valeurs et identité nationale

Regardons les seconds, qui veulent que l'école se préoccupe d'abord de former à des techniques et d'adapter à des emplois. Ces adeptes de l'utilitarisme, d'ailleurs bien souvent incapables de préciser les techniques et les emplois en question, souhaitent transformer l'école en un vaste gymnase entrepreneurial où l'on formerait les petits et les grands soldats de la guerre mondiale économique de demain. Mais quelle société préparerait-on à vouloir ainsi remplacer sur les frontons de nos écoles la trilogie républicaine par les valeurs de l'entreprise : efficacité, productivité et rentabilité ?

Si nous ne voulons pas de cette école, c'est que nous ne voulons pas de cette société ! Pour autant on ne peut évacuer de l'école la formation professionnelle, qui doit en demeurer une des finalités, à côté de l'instruction et de l'éducation. Car, comme l'instruction participe de manière évidente à l'éducation, la formation, l'apprentissage d'un métier, la préparation à une insertion professionnelle sont souvent des aspects

essentiels d'une insertion sociale réussie. On ne soulignera jamais assez à ce propos l'importance de la fonction « réparatrice » de l'enseignement professionnel, où bénéficie en définitive de la cohésion sociale.

Dans toute société, l'éducation constitue, en effet, le fondement même de la reconstruction permanente du lien social, dans le mouvement de succession des générations. Dans notre tradition qui est celle des Lumières, c'est par l'éducation — et non par le sang de la race ou la sol de la mère-patrie — que se transmet l'identité nationale, et c'est par un mouvement de l'école que l'on choisit d'adhérer aux valeurs qui le fondent.

Ces valeurs, cette identité nationale fondées sur la liberté, sur l'égalité et sur la fraternité, nous y tenons comme à la prunelle de nos yeux. Quelque imparfaite que soit la société que nous leur léguons et l'actualisation toujours à faire de ces valeurs, nous ne voudrions pas que nos enfants vivent dans un monde où les solidarités de fortune, des liens de race, de religion ou de microculture, des luttes de clans, l'emportent sur la fraternité d'ensemble qui fonde l'unité nationale et dont la valeur universelle permet l'ouverture sur des solidarités plus larges au niveau européen et mondial. C'est en quoi l'éducation doit demeurer nationale.

### Naître ou apprentis sorciers

L'école doit donc oser éduquer, c'est-à-dire, de manière plus précise, oser tout à la fois instruire et oser éveiller à la conscience morale, oser imposer les règles de la vie commune et oser former. Ceux qui prétendent que l'école ne doit pas ou plus éduquer, qui vou-

lent fonder l'école de demain sur la seule raison par l'instruction, ou sur la seule utilité par la formation, sont des naïfs ou des apprentis sorciers qui n'imaginent pas la société qu'ils préparent ainsi à leurs propres enfants. N'arrive-t-il pas de rencontrer des hommes instruits, ou des ingénieurs effacés, qui cultivent cependant le suffisance, le cynisme, le mépris — voire la haine — de l'autre ? En quoi une bonne instruction, ou une excellente formation, peut-elle remplacer une solide éducation ?

Les savoirs et les savoir-faire ne peuvent suffire à construire la cohésion sociale. Le sens moral, l'adhésion à des valeurs partagées et les qualités de cœur sont tout autant nécessaires que le raison pour refonder sans cesse, génération après génération, une société éclairée et fraternelle. Ce n'est pas au moment où semble progresser l'illusion d'une possible et légitime satisfaction immédiate des désirs, que l'école doit renoncer à apprendre la nécessité de la différer, et en particulier de surseoir à la violence, afin de fonder les rapports humains sur le respect mutuel et le désir de compréhension réciproque. Ce n'est surtout pas au moment où l'exclusion progresse sur fond de crise économique, où l'intégration culturelle des vagues successives de l'immigration semble s'essouffir, où les structures de socialisation parentales se défont, que l'école doit renoncer à éduquer.

Pour cela, elle doit s'appuyer sur des enseignants qui revendiquent pleinement leur qualité de maîtres, c'est-à-dire d'éducateurs. L'éducation nationale dispose maintenant d'un instrument commun de formation de tous ses enseignants, les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Dans cette mission essentielle, ces nou-

veaux centres de formation ne souffrent pas selon nous d'un excès d'unité comme on a pu parfois l'entendre dire, mais bien d'une insuffisance d'unité. Sans doute l'idée d'une professionnalisation n'a-t-elle pas été pensée sur des bases suffisamment solides. Ce qui doit, en effet, fonder l'unité de la profession, ce qui peut faire sa force, ce qui peut entraîner une nouvelle légitimité sociale, ce n'est bien entendu pas le corps unique ni la seule revalorisation financière, ni la négation des spécificités de niveau ou des identités disciplinaires. C'est d'affirmer que les maîtres — de la maternelle à la terminale — sont des éducateurs, ou plutôt qu'ils doivent le devenir, et qu'ils y sont préparés !

### L'impossible retour en arrière

Hier, le débat principal sur l'école a pu opposer les partisans d'un système laïque unifié à ceux du développement d'un enseignement privé catholique subventionné par l'État, ou bien les tenants des filières ségrégatives à ceux de l'école unique ou encore les partisans de l'élitisme à ceux de la démocratisation ou enfin les « pédagogues », pour qui les élèves ne sont pas seulement des « enfants de droit » mais aussi des « enfants de fait » aussi divers qu'il se peut, à ceux qui ne voulaient connaître que les fins de l'école ou les contenus enseignés.

Ces débats nous semblent aujourd'hui largement dépassés parce que les acquis de la scolarisation les rendant caducs. Pourrait-on vraiment revenir sur ces acquis, relancer une guerre de religion, reconstruire des filières, baisser les taux de poursuite d'études, promouvoir des établissements « homogènes », ou entre-

rer le souci de différenciation pédagogique ? Sincèrement nous ne le pensons pas.

D'autant plus que des dangers nouveaux qui touchent à la nature même de notre société se profilent à l'horizon du siècle. L'école face à ces dangers n'est pas toute-puissante, y compris en matière de socialisation et d'éducation : on pourrait, par exemple, rappeler avec raison le rôle des structures économiques dans la construction d'une cohésion sociale reposant sur son acceptation par la plus grande partie. Mais qu'opposer aujourd'hui à une logique économique qui pousse à la mondialisation, à l'abaissement des protections et à l'exclusion de l'emploi de catégories de plus en plus nombreuses ?

Si le levier économique montre ses limites, doit-on pour autant baisser les bras devant l'évolution amorcée vers une société fondée sur le morcellement identitaire, sur les frustrations des uns et le repli égoïste des autres ? De quel autre moyen que l'école disposons-nous pour donner à tous les jeunes les outils intellectuels pour comprendre un univers de plus en plus complexe ? De quel autre moyen que l'école disposons-nous pour former tous les jeunes à une fraternité active, sur laquelle, dans la tradition française, repose l'idée de nation et l'existence d'une communauté vivante fondée sur l'adhésion à des règles et des valeurs partagées ?

► Alain Bouvier est professeur d'université de mathématiques, Marc Fort est maître de conférences de mathématiques, Bruno Gélas est professeur d'université de lettres, Philippe Meirieu est professeur d'éducation, et Jean-Pierre Obin est inspecteur général de l'éducation nationale.

Paris : la nouvelle carte scolaire des lycées

## Le Monde de l'éducation

25 F

### Profs en banlieue

Des enseignants se battent contre l'échec

maternelle

les diplômes de l'export

### Le palmarès des IUT et des BTS

par filière et par établissement

NUMÉRO D'AVRIL 1993 - 25 F.

### EXCLUSIF

## LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

Spécialité par spécialité, établissement par établissement, les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de technicien supérieur (BTS). A lire absolument avant de choisir son établissement.

### • ENQUÊTE : PROFS EN BANLIEUE DES ENSEIGNANTS SE BATTENT CONTRE L'ÉCHEC

Dans certaines banlieues, les enseignants vivent une épopée quotidienne : violences, cités éclatées, environnement social destructeur. Héros malgré eux, ils sont amenés à faire face, c'est-à-dire à faire travailler leurs élèves. Ainsi, la banlieue est devenue un formidable laboratoire d'innovations qui serviront, demain, dans des quartiers moins difficiles.

### • REPORTAGE : LES LANGUES EN MATERNELLE

Quelques écoles et quelques régions expérimentent l'enseignement des langues à la maternelle. Depuis une séance de jeux ou de chansons par semaine jusqu'à un enseignement véritablement bilingue, les initiatives sont multiples, mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

## Le Monde de l'éducation

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## CULTURE

## Les inconnus du cinéma français

Bertrand Tavernier tire d'un injuste oubli une quinzaine de films des années 30-40

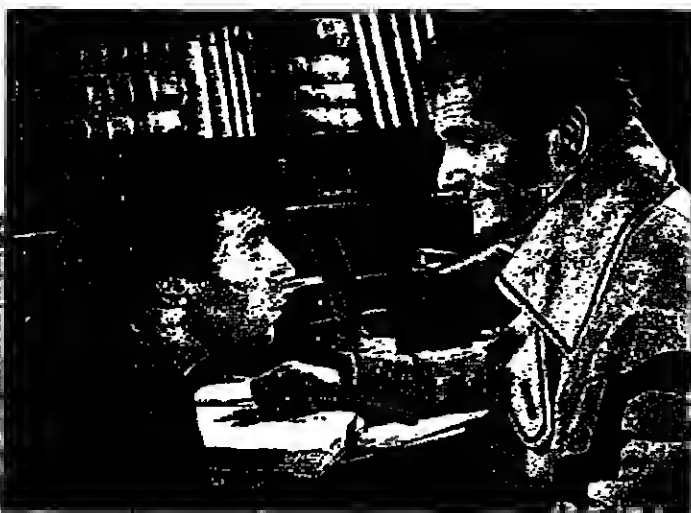
PERDUS... RETROUVÉS  
à l'Arlequin

Dans *L'Habit vert*, comédie de mœurs de Fiers et Caillavet que Fernand Rivers filma, en 1937, dans une adaptation modernisée mais fidèle de Louis Verneuil, la duchesse de Maulévrier (Elvire Popesco) fait une scène à son dernier amant en date, Hubert de Latour-Latour (Victor Boucher). Rassurée sur sa fidélité, elle a cette réplique : « *Peut-être deux minutes vraiment consécutives.* » La duchesse, d'origine rommaine comme il se doit, possède mal la langue française. Et c'est pourquoi, deux ou trois scènes plus loin, lorsque Hubert est choisi par le duc de Maulévrier, secrétaire perpétuel de l'Académie française, et son entourage comme candidat à un fauteuil vacant, elle s'écrit : « *L'émotion, la joie, je suis dans un état complet de prostration.* » Le duc (André Lefau), écrit alors à son père, le comte : « *Messieurs, messieurs, la duchesse est étrangère.* »

Œuvres de genre  
auteurs insolites

Ces phrases, prises au hasard, Bertrand Tavernier peut vous les réciter par cœur. C'est un grand amateur du cinéma français des années 30-40 (celui dit « du samedi soir »), des œuvres de genres ou d'auteurs insolites, peu connues, oubliées, où les scénaristes dialoguistes et les acteurs comptaient autant que les réalisateurs. Bertrand Tavernier, cinéophile, est toujours à la recherche de ces films cachés ou perdus qu'il a envie de faire connaître. Aussi, quand il dispose, grâce à Simon Simsi, distributeur-exploitant, d'une « carte blanche » au cinéma l'Arlequin, Tavernier établit, pour faire partager ses goûts et ses passions, une sélection de quatorze films invitant au plaisir de la redécouverte. *L'Habit vert* y figure, bien entendu.

En 1943, Jean Aureoche et Pierre Bost adaptaient un roman



Jacques Duffino et Jacques Dumesnil dans « La Ferme des sept péchés » (1949).

désuet de Michel Davet (une femme de lettres malgré son prénom masculin) pour ce qui allait être – et rester – un des meilleurs films de Claude Autant-Lara, grand maître de critique sociale, d'acuité psychologique, de férocité des affrontements des classes. C'est *Douce*, situé à Paris au cours des années 1880, film aussi virulent dans son sujet et son style que le *Carbure* de Henri-Georges Clouzot, mais dont on ne parle plus guère aujourd'hui. Entre le clan des aristocrates (Jean Debucourt, Marguerite Moreno – grandiose), dont elle fait partie, et celui des domestiques révoltés ou ambitieux (Roger Pigaut, Madeleine Robinson), Douce (Odette Joyeux qui atteignit, ici, le sommet dramatique de sa jeune carrière) découvre l'amour. Et en meurt, faute d'avoir su respecter les règles et la morale du pouvoir dominant.

On se souvient sans doute que Bertrand Tavernier débuta dans la réalisation en faisant revenir au cinéma Aurélien et Bost, « désagré-

ciés » par la nouvelle vague. Or, en 1939, Jean Aureoche avait réalisé un court-métrage, *Les Pirates du Rhône*, dans une course du fleuve où vivait un extraordinaire héros. Il inspira le personnage joué par Michel Simon dans *Les Amants du pont Saint-Jean*, film d'Henri Decoin (1947), tiré de l'oubliette où on le croyait à jamais enfoui. Gaby Morlay y est une éloquente coquette, et les méandres du fleuve épousent d'étranges destinées. Le scénario fut écrit par Aureoche et René Wheeler.

A celui-ci on doit – avec la collaboration d'Henri Jeanson – le scénario de *La Vie en rose*, un de ces films insolites (réalisateur Jean Faurez, 1947) qui ont fait rêver notre génération d'après-guerre. Louis Salou, pion mécanicien et amoureux, vit, aux côtés de François Périot et Colette Richard, une singulière histoire racontée successivement selon deux points de vue différents. Trois ans plus tard, René Wheeler scénarista passait à la réalisation avec *Premières Armes*, récit autobiographique,

après et douloureux, d'une enfance marquée par l'apprentissage forcé du métier – un devrait dire du dressage – de jockey.

Comme Jean Faurez, Jean Devaivre se préoccupa dans des films dits « de genre », de trouver de nouveaux modes de narration cinématographique. Comme Jean Faurez, il fait partie des talents méconnus, dans l'ombre de la « qualité française ». On saura gré à Tavernier de nous présenter aujourd'hui *La Dame d'once heures* (1947), suite de variations énigmatiques et humoristiques, à partir d'un générique anticonformiste, sur une intrigue policière de Pierre Apollinaire (adaptée par Jean-Paul Le Châtelier) et *La Ferme des sept péchés* (1949), enquête sur l'assassinat, en 1825, du pamphlétaire Louis Courier, entièrement construite sur les réels contradictions, où l'on n'arrive pas à démêler le vrai du faux, de divers témoins de sa vie privée. Mise en scène et interprétation remarquables. Au dernier plan du film, l'ambiguïté demeure.

Bertrand Tavernier a également ramené dans ses films *Justin de Marseille* de Maurice Tournier (1935), *Sortilèges* de Christian-Jaque (1945), *Retour à la vie* (Cayatte, Lampin, Clouzot, Dréville, 1948), film à sketches à l'atmosphère noire sur le retour des prisonniers et déportés après la guerre, et deux moyens-métrages de Marcel Pagnol, *Jaffrou* (1933) et *Marlusse* (1935). Et encore *Bonne chance* de Sacha Guitry, comédie entièrement conçue et écrite pour le cinéma, réalisée en 1935 et devenue légendaire parce qu'invivable. Après son passage à l'Arlequin, *Bonne Chance* bénéficiera d'une sortie spéciale au Champollion à partir du 14 avril.

JACQUES SICLIER

► Un film chaque jour en alternance, à l'Arlequin, 78, rue de Reaume (Paris-8), jusqu'au 13 avril. Tél. : 45-44-28-80.

## ARTS

## Richard Diebenkorn est mort

Une figure singulière de la peinture américaine

Le peintre Richard Diebenkorn est mort mardi 30 mars 1993 à Berkeley (Californie). Il était âgé de soixante-dix ans.

Avec Diebenkorn disparaît l'un des derniers parmi ces peintres américains qui, nourris de culture européenne, se sont donné pour tâche d'inventer un art à la mesure des espaces américains. Né à Portland (Oregon) le 22 avril 1922, Diebenkorn entreprend des études à l'université Stanford, puis à l'École des beaux-arts de Californie. Il y devient familier des grands Européens, Matisse, Picasso et Bonnard, de Hopper – auquel il dira plus tard devoir la révélation de sa vocation artistique – et de la nouvelle génération américaine, celle de ses aînés, Motherwell, De Kooning et Still. Tout naturellement, il se rallie d'abord – à la fin des années 40 – à l'expressionnisme abstrait, dans lequel il se fait reconnaître par la force de ses compositions et l'élégance d'une touche volontiers chatoyante. En 1956, le Museum of Modern Art de New-York lui dédie une exposition personnelle qui consacre sa place au sein d'un mouvement alors au plus haut de sa notoriété.

C'est néanmoins au cours de la même année que Diebenkorn quitte New-York pour s'établir à Berkeley, en Californie, et peindre une série d'œuvres figuratives qui déconcertent ses contemporains. Il réintroduit la figure humaine, les objets, l'espace et la profondeur de la perspective. Il dénonce alors l'expressionnisme abstrait dont il dit : « *C'était presque comme si j'y arrivais trop vite. Il n'y avait aucun obstacle à surmonter, ce qui n'était pas le cas pour les peintures de figures.* » Logiquement, il multiplie les difficultés, qu'elles soient de composition ou de chromatisme. Hopper et Matisse ne sont pas loin, ni De Kooning qui a accompli une révolution du même ordre en commençant sa série des *Women* en 1950. Pendant dix ans, sans succès, Diebenkorn œuvre sans à succès, jusqu'à ce qu'en 1965, à l'occasion d'une exposition à la galerie d'art de la ville de Berkeley, il soit découvert par le public.

En 1966, second déménagement, seconde métamorphose : le peintre quitte Berkeley pour Los Angeles et reprend l'atelier de San Francisco à Santa Monica, dans le quartier d'Ocean Park. C'est sous ce dernier titre, *Ocean Park*, qu'il entreprend alors une nouvelle série, si féconde qu'elle compte plus de cent cinquante toiles, souvent de très vaste format. Plus de figures identifiables alors, mais de larges champs chromatiques en aplats et, aux marges de la toile, des lignes de construction, droites ou obliques. Il s'agit pour le peintre d'atteindre à la plus forte intensité des couleurs, de rien faire qui risque de diminuer leur éclat ou de compromettre leur vibration. Coloriste, plus fidèle que jamais à la tradition matisienne, Diebenkorn peint et repoint sans cesse, pendant près de vingt ans, la clarté solaire et ses reflets marins, les ciels, les vagues, le vent. De Santa Monica, il fait son Collioure ou son Nice.

Paysagiste, il ne conserve rien du paysage réel afin de se vouer entièrement à l'émulation de la lumière et de ses variations – ce en quoi il n'est pas sans quelque parenté avec deux peintres de la Côte nœst, Clifford Still et Sam Francis, et un Français, Olivier Debré. Bien plus que l'expressionnisme abstrait au sens new-yorkais du terme, son art relève ainsi, dans son dernier développement, d'un impressionnisme magnifié et épuré d'une belle intensité.

PHILIPPE DAGEN

► L'exposition Matisse restera ouverte jusqu'à minuit. En raison de la forte affluence du public désireux de visiter l'exposition Henri Matisse, 1904-1917, l'ouverture des espaces de la grande galerie du Centre Pompidou à Paris sera prolongée jusqu'à minuit à partir du 2 avril. L'achat des billets sera possible jusqu'à 22 h 30 et l'entrée sur présentation des billets et des laissez-passer jusqu'à 23 heures. L'exposition dure jusqu'au 21 juin.

## Les Anglaises au paradis

AVRIL ENCHANTE  
de Mike Newell

Pour son atmosphère victorienne, le film apporté aux décors et aux lumières, ce comparsa ce film à ceux de James Ivory – toujours à l'œuvre avec nous, puisqu'il se déroule entre l'Angleterre et l'Italie. *Avril enchanté* suit pourtant un parcours exactement inverse à celui des œuvres du plus britannique des cinéastes américains.

Alors que celui-ci se plaît à décrire les suaves civilisés des sujets de Sa Gracieuse Majesté, pour mieux distiller la critique des hypocrisies et des violences féodales, celui-ci démarre par une scène de veine contre l'étouffante

(et pluvieuse) atmosphère londonienne du début du siècle, pour se diriger lentement vers un éden ensoléillé.

Deux femmes (Josie Lawrence et Miranda Richardson), petites-bourgeoises au bord de l'asphyxie sous le poids de la routine et de mariages odieusement bornés (Alfred Molina et Jim Broadbent), franchissent sans y croire elles-mêmes un Rubicon matrimonial et social en décidant de louer, seules, une grande maison en Toscane. Pour faire face à la dépense, elles partagent ce « manoir » avec une jeune et superbe aristocrate mondaine (Polly Walker), et une vieille lady bourgeoise, piquée de littérature et de principes (Joan Plowright).

Idylliques  
rivaux

A quatre dans la sublime demeure en bord de mer, puis rejointes peu à peu par des hommes, elles bâtissent sous nos yeux un morceau de paradis sur terre, balayot obstacles et embûches.

On n'attendait pas le réalisateur

de *Dance with a Stranger* et de *Sourire sur d'anciens idylliques* rivages. Et, comme on sait, rien n'est plus ennuyeux que le bonheur des autres. Pourtant, à force d'habileté et d'élégance, et grâce à une interprétation impeccable (spécialité anglaise), Mike Newell parvient presque jusqu'à la fin à sauver son élan, inspiré d'un roman d'Elizabeth von Arnim, des pièges de la médiocrité.

JEAN-MICHEL PRODON

► Festival du film policier de Cognac. – Désormais rendez-vous traditionnel des amateurs de films noirs, à suspense et autres « whodunits », Cognac accueille du 1<sup>er</sup> au 5 avril la onzième édition du Festival avec, outre la compétition internationale de films inédits, un hommage à Arthur Penn, une « carte blanche » aux amateurs des salles Action, à Paris, Jean-Max Caussé et Jean-Marie Redon hôte invités gardiens du temple de bon cinéma américain, et une sélection de rétrospectives françaises.

Tél. : 45-35-80-89.

## Filles et père

AMIES DE CŒUR  
de Michele Placido

Michele Placido aurait pu se contenter de sa célébrité de jeune premier aux traits réguliers, au regard franc et farouche, de ses rôles d'honnête homme courageux, défenseur de la légalité, des faibles, des opprimés. Voilà qu'il se confie à lui-même le personnage d'un père incertain, dans le film dont il réalise et co-scénarise, *Amies de cœur*, présenté à Cannes l'an dernier par la Quinzaine des réalisateurs.

Mais il ne faut pas s'attendre à des scènes salées. Les motivations de Michele Placido ne sont ce rien empalmeuses, son refus, des effets frôles la platitude. Ce qu'il veut, c'est montrer les déviations, trop profondes pour être visibles, engendrées par la médiocrité sans issue de l'existence, chez les petits-bourgeois des HLM banlieues. Existences tranquilles, enfermées, sagnantes, d'une population qui ne sait même plus se rebeller.

Le film conte le destin de trois jeunes filles. L'une, sans vocation spéciale, gagne petitement sa vie comme infirmière. La seconde met à profit sa beauté du diable pour drainer, participer à des émissions de télévision miteuses et à des soirées qui ne le sont pas moins, avec des séducteurs qui le sont davantage encore. Quant à la troisième, victime de l'inceste, introvertie, elle porte en silence le poids de la honte – cette honte qui la rend dépendante de son père plus que ne le ferait la perversion.

Celui-ci, kinésithérapeute divorcé, solitaire, n'est émué que d'un amour qui le coupe de la réalité. Il est sûr d'avoir raison, à franchi la porte de la folie servile. Pour empêcher sa fille de partir, il dévoile la vérité au garçon amoureux d'elle – et qui lui échappe.

Tous les éléments de la démonstration sont à leur place. Rien n'est laissé dans l'ombre. On comprend tout, comme dans la reconstruction d'un drame social qui ferait la synthèse de plusieurs cas et servirait de base à un débat télévisé. La spontanéité et le charme des trois jeunes filles (Asia Argento, Carlotta Natoli, Claudia Pandolfi) sauvent le film du poids de cette bonne volonté insistante.

COLETTE GODARD

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-29  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 251.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescaur, gérant.

Imprimé  
au « Monde »  
12, r. M. Groussier  
9432 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-0277

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lescaur  
Directeur général : Michel Gros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tardieu

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Téléc : 46-62-72-73

Le Monde  
TÉLÉMAT

Composant 36-18 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normalisées-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 035 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABON.

LE MONDE (USPS - pending) is published daily by LE MONDE & L'ÉVÉNEMENT, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., and additional mailing offices. POSTPAID.

Tel. : (1) 40-65-25-25. Fax : (1) 40-65-25-29. Telex : 206806F. Cable : LE MONDE.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 2030 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2813 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 211 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Le colonel Bernard Minet (CR), Saint-Cyrien, a servi durant seize ans dans l'armée française (Indochine - Algérie) : apprenant l'abandon et le massacre de ses barak, il démissionnait en 1963.

Ecrivain et conférencier, il traite les problèmes de géopolitique et de guerre contre-révolutionnaire depuis trente ans.

Révolté de voir les Occidentaux abandonner délibérément le Liban et ému par la démarche ardente et désintéressée de certaines de jeunes volontaires pour rejoindre le général Aoun dans son combat, il s'était effectivement déclaré prêt en août 1989 à les aider et à les encadrer.

Le colonel Minet a été mis en cause par l'événement du Jeudi dans un article paru le 29 novembre 1991 intitulé « Mercenaires pour Aoun ».

Accusé d'être un ancien responsable OAS et de regrouper des mercenaires, il a intenté un procès devant la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris présidée par le juge Grelier.

Débouté, il a fait appel auprès de la 1<sup>re</sup> chambre.

Cette dernière, par son arrêt du 13 mars 1992, a condamné Jean-François Kahn et l'événement du Jeudi pour diffamation, alléguant à Bernard Minet la somme de 30 000 F à titre de dommages et intérêts, outre celle de 8 000 F, ordonnant également deux insertions judiciaires.

COURRIER  
INTERNATIONAL

A LIRE CETTE SEMAINE

La nouvelle France  
défie l'Europe

Business Week  
The Economist  
Handelsblätt  
La Repubblica  
Il Sole 24 Ore  
Süddeutsche Zeitung  
The Washington Post

L'Asie réarme  
Far Eastern  
Economic Review  
Newsweek

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français - 151

هكذا من الأصل



# CULTURE

## MUSIQUES

### L'Italie chante contre la corruption

Création, en Sicile, d'un « Requiem pour les victimes de la Mafia »

PALERME

correspondance

Nous étions habitués à entendre la cathédrale de Palerme résonner du cor et de la trompette des foules quand la Mafia tuait. Le samedi 27 mars, c'est la musique qui a rassemblé dans cette église trois mille personnes venues écouter un Requiem pour les victimes de la Mafia, composé par sept jeunes musiciens italiens. Dix mois ont passé depuis l'assassinat du juge Falcone, huit depuis celui du juge Borsellino, l'espoir semblait ne plus exister, face au pouvoir sans limites des criminels et de ceux qui les protègent. Mais d'autres juges sont venus, de nombreux assassins se sont repentis, répondant peut-être à ces vœux de Rosaria Schifani, la veuve d'un des gardes du

corps du juge massacrés par les explosifs : « Assassins de la Mafia, je vous pardonne, mais vous devez vous mettre à genoux. »

Un compositeur, Marco Tutino, a pensé que les artistes, eux aussi, devaient apporter une réponse : « Raconter nos raisons est impossible. Raconter pourquoi, après l'explosion d'une bombe, il y a la mort, les images de l'asphalte ravagé, des visages pétrifiés par le désespoir, qu'un musicien ressent le devoir de rapporter, avec les moyens de l'art, cette terre, ces visages, ces morts, c'est difficile à expliquer, même à soi-même. »

Là où Verdi avait échoué

Tutino a demandé à l'écrivain sicilien Vincenzo Consolo de traduire le texte latin du Requiem. Consolo a accepté : « Il m'a semblé que je devais le faire. Désormais, tous les mots écrits sur la tragédie de Palerme sont usés. Le risque serait de céder au silence, qui terrifie, qui empêche. Ce Requiem est une manière de continuer à espérer. » Consolo n'a pas seulement traduit le texte mais il a montré comment ce texte, vieux de mille ans, était vivant, vrai, actuel. Dieu y est appelé « le magistrat suprême » ; son vocabulaire est le même que celui que tous les Italiens ont appris ensemble : « instruction », « procès », « défenseur », « instance », « tribunal », « Jérusalem s'appelle Palerme, et les morts s'appellent hommes de l'esorte ».

Tutino a réuni dans ce projet six autres compositeurs, confiant à chacun une des parties du Requiem. Et il a réussi, là où il y a un siècle avait échoué. Verdi quand, après la mort de Rossini, il avait eu la même idée, de laquelle naitrait plus tard son propre Requiem. Mais nous sommes en Italie, et les polémiques n'ont pas manqué : des signatures (très peu)

ont été réunies contre « la spéculation sur les morts » ; ou a dénoncé l'esprit de chapelle des musiciens parce qu'ils sont tous « néoromantiques » et qu'ils avaient exclu ceux qui ne composaient pas comme eux. Enfin, on a dit qu'il y avait déjà trop de grands requiems, de Cherubini à Mozart, et de Berlioz à Britten.

Il ne restait plus qu'à aller à Palerme pour savoir qui avait raison. Quand l'église, une heure avant le début, fut submergée par la foule, quand les parents des victimes se furent installés dans le chœur, quand on a vu que l'orchestre, les chœurs, les solistes et le chef avaient travaillé sans salaire, on a compris que cette initiative n'avait pas été pure spéculation.

Dire que les compositeurs appartenaient à l'école néoromantique n'avait pas beaucoup de sens car ils ne parlaient pas le même langage. Ils n'ont qu'une qualité en commun : être de bons artisans et savoir écrire pour un grand orchestre et un éboueur. Quelques-uns n'ont pas eu échappé par la grandeur de l'événement et par le livret.

Mais Lorenzo Ferrero a construit pour les cordes et le chœur un Kyrie initial à voix basse, intense et obstiné ; Paolo Arcà a poursuivi l'espérance de la « liberté » et de la « lumière » promise dans l'offertoire, les voix de la soprano et de la contralto se répondant avant de confier leur chant aux instruments ; Matteo d'Amico a compris le mystère des mots de Consolo - « Agghios, agghios, Panicostrato » (« Saint, saint, créateur de toutes choses ») - et les a fait dire, avec une étonnante hésitation, à un ténor et à un baryton avant qu'un tour d'eux ne surgisse l'invocation du désir et d'une paix sans nuages. Giovanni Solima, sicilien, a fait entendre dans l'Agnus Dei la puissance du jasi et la finesse des détails dans le rappel d'antiques

mélodies méditerranéennes. Comme si la mer était son ciel. Et c'est lui qui a trouvé les mots les plus convaincants pour expliquer sa participation : « Chaque lundi et vendredi, je prends le car pour enseigner au conservatoire. Il passe par Capaci (là où a été tué Borsellino). Chaque lundi et vendredi, sur ce tronçon de l'autoroute, les applaudissements résonnent sur ce car. »

Carlo Galante, Marco Betta et Marco Tutino sont les trois autres compositeurs du Requiem, « parce que la musique contemporaine essaie d'être un langage qui cherche ses interlocuteurs dans le réel, ce n'est pas un art pour une minorité, elle exprime le besoin intérieur de parler afin que tout le monde comprenne ». On ne pourra pas découvrir à tout coup un Requiem « qui parle à tous », et leurs œuvres futures nous diront s'ils sont capables d'un authentique « langage intérieur ».

Les trois mille personnes qui ont longuement applaudi le Requiem de Palerme ne pensaient pas à cela. Elles savaient que ceux qui avaient eu cette idée et ceux qui l'ont réalisée : l'Orchestre symphonique de Sicile, le chœur du Théâtre Massimo, les interprètes Carmela Apollonio, Bernadette Manca di Nissa, Claudin Di Segni, Francesco Ellero d'Artegna, le chef Gabriele Ferro.

Pendant ce temps, Vincenzo Consolo recherchait ce vers du Dies Irae : « L'œil du juge dévoilera les fautes obscures, enfouies ; rien ni personne ne reste impuni. » Par un hasard imprévisible, le jour même de la création du Requiem pour les victimes de la Mafia, le sénateur à vie Giulio Andreotti était l'objet d'une demande de levée de son immunité parlementaire pour « activité mafieuse ».

SANDRO CAPPELLETTI

## Rencontres musicales à Lyon

LYON

de notre bureau régional

Le Solitaire bulgare est un jeu de calcul qui se joue avec des allumettes et qui est son heure de gloire grâce à l'année dernière à Marienbad. Pierre Alain Jaffrenou en a repris le titre et le principe mathématique pour sa nouvelle composition, une pièce vocale inspirée de quelques vers du poète allemand Paul Celan. Elle sera interprétée, le jeudi 1<sup>er</sup> avril, par les solistes des Chœurs de l'Orchestre national de Lyon, dirigés par Bernard Tétu, dans le cadre du festival Musiques en scène, organisé par le Studio Grame, dont Pierre Alain Jaffrenou partage la direction avec James Giraudeau (1).

Avec douze créations en une semaine, la manifestation lyonnaise offre une image dynamique et ouverte, qui ne cède pas aux modes. Le théâtre musical, avec une reprise du Jules Verne de Battistelli par le trio Le Cercle, mis en scène par Michel Lonsdale, y cède la place à la basse de Joëlle Léandre, le piano de Carlos Santos, la batterie de David

Moss, la clarinette de Carol Robinsson et les installations sonores de Frédéric Le Junter et Paul Panhuyssen. Le tout sous le parrainage de grands anciens : cette année, Barok et Luciano Berio, dont Marcello Panni conduira *Laboribus II* pour la soirée de clôture, le 3 avril.

P. M.

(1) Avec aussi Cinq poèmes de Robert de Tard, création de Robert Morel, les Chants slovaques et le quatuor n° 3 de Bartok. Par les solistes des chœurs de l'Orchestre national de Lyon et le Quatuor Ravel. Théâtre de la Renaissance d'Orléans (Rhin), le jeudi 1<sup>er</sup> avril à 21 heures. Saison de Mâcon (Savoie-et-Loire), le 3.

► Autres concerts : Stockhausen, Scelsi, Dutilleul, Pascal Estager et Giraudeau. Sello Mollière, Lyon, le 2. Concert Luciano Berio. Avec Luisa Castellani, Hélène Le Corre, Sophie Koch, Paolo Zadda, les solistes de l'Orchestre national de Lyon, l'Orchestre régional de jazz, le Nouvel Ensemble vocal, Marcela Panni, direction. Maison de la danse, Lyon, la 3. Tél. : 78-33-32-02.

## DANSE

### Chorégraphe et aventurière

Un spectacle de l'Allemande Verena Weiss présenté par le Goethe Institut

MATA HARI au Centre Pompidou

Pina Bausch, Reinhold Hoffmann, Susanne Linke : celles qu'on appelle les « Trois cousines » occupent en Allemagne tous les créneaux à l'exportation. Le Goethe Institut s'est donc décidé à montrer d'autres aspects de la danse allemande. Ainsi le travail de Verena Weiss : *Mata Hari*.

La fascination pour la danseuse de la Belle Époque tient à l'esprit aventurier que la femme, hier comme aujourd'hui, doit déployer pour réussir. On sait que Margaretha Geertruida Zelle est née (en 1876) en Hollande. Son mariage avec un officier, Rudolf MacLeod, établit à Java accablée son origine « orientale » quand elle choisira de faire une carrière chorégraphique à Paris sous le nom de Mata Hari (l'œil du malin). La jeune femme, qui ne sut jamais résister à un bel uniforme, sera agent double pendant la guerre de 14-18, et finira fusillée dans les fossés de Vincennes, en octobre 1917.

C'est la confusion des rôles et des identités qui intéresse la chorégraphe. La lutte en avant comme seul moyen de survie. Le ballet commence dans la cellule de l'espionne, entourée de huit militaires. Tout se mélange dans la tête de l'horlogne, le souvenir et la réalité. Jusqu'au bout, en d'âtres tentatives de séduction, elle dansera pour tenter de sauver sa tête.

Deux beaux moments se détachent de ce spectacle : l'évocation de Nijinski dansant l'Après-midi d'un faune (interprété par David Monteiro), à une époque où le public se détourne de la danseuse pour les Ballets russes ; la représentation de la vie de Mata Hari symbolisée par un fil de fer, qu'elle doit parcourir vêtue de son costume oriental qui la rend célèbre.

Si la musique de Peer Raben soutient bien les changements d'atmosphère, le ballet est trop narratif. C'est un parfait spécimen de « théâtre-danse » où la chorégraphie n'est pas toujours à l'aise dans l'ellipse qui doit sous-tendre la dramaturgie.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Prochain spectacle au Centre Pompidou : Thierry Nien-Jean-Charles Blais dans un hommage à Matisse, du 1<sup>er</sup> au 4 avril, 20 h 30 ; le 4, 18 heures, grande salle, sous-sol. 90 F. Tél. : 44-78-13-15.

Le ministre de la culture et la Bibliothèque de France, Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a confirmé dans un entretien publié par le *Figaro* du 31 mars que les travaux de la « TGB » seraient poursuivis : « Il est illusoire de prétendre interrompre un chantier planifié pour être inexorablement mené à son terme, sauf à passer par profits et pertes les 4 milliards déjà dépensés. » Le ministre a par ailleurs indiqué qu'il était favorable à la requalification de l'enseignement des beaux-arts et de l'architecture et, dans l'immédiat, au retour de la direction de l'architecture au ministère de la culture. Celle-ci est actuellement rattachée au ministère de l'équipement.

## Grand concours

Le Monde, France Inter, Comédie-Française  
pour la réouverture par la Comédie-Française du Théâtre du Vieux-Colombier

### Pleins feux

sur le Théâtre du Vieux-Colombier  
du 31 mars au 6 avril

Vous pourrez répondre à l'aide d'un bulletin-réponse publié dans Le Monde, daté du 7 avril, qui reprendra l'ensemble des questions, ou sur papier libre.

#### QUESTION 3.

Parfois, il vient faire un bouef dans la cave du Vieux-Colombier.

- ☐ ROGER NIMIER ?  
☐ BORIS VIAN ?  
☐ STÉPHANE GRAPPELLO ?

Indice. Il écrit également des chroniques de jazz.

#### QUESTION 4.

Du Grenier de Toulouse au Vieux-Colombier, une star du classique est née.

- ☐ ROBERT HIRSCH ?  
☐ DANIEL SORANO ?  
☐ DANIEL IVERNEL ?

Indice. Il a joué notamment Scapin, Scaramouche, Cyrano.

CHACQUE MATIN, ENTRE 7 H ET 9 H, SUR FRANCE INTER, PATRICIA MARTIN VOUS DONNE LES DEUX QUESTIONS DU JOUR ACCOMPAGNÉES D'INDICES SUPPLÉMENTAIRES.

Toutes les questions sont disponibles, sans les indices, sur les bulletins déposés aux guichets de la Comédie-Française (2 rue de Richelieu, 75001 Paris), aux guichets du Vieux-Colombier (21 rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris), dans le hall de Radio France (116 avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris) et sur minute 3615 France Inter et 7615 Le Monde.

1<sup>er</sup> prix. Une statuette de Molière en Sganarelle, et une invitation pour deux personnes aux générales de la Comédie-Française, saison 1993-94, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier.



3<sup>e</sup> prix. Une invitation pour deux personnes, à six spectacles de la Comédie-Française, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier, pendant la saison 1993-1994.

2<sup>e</sup> prix. Une invitation pour deux personnes au Festival d'Avignon 1993 à la première de Dom Juan de Molière par la Comédie-Française.

4<sup>e</sup> au 50<sup>e</sup> prix. Une cassette de l'Avare de Molière dans la collection vidéo de la Comédie-Française.

Vous pourrez vous procurer le règlement complet déposé chez M<sup>re</sup> Pinot, huisier de justice, en écrivant au Journal Le Monde, direction de la Communication (15 rue Falguère, 75015 Paris) en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse.



France Inter  
Le Monde

**DANSE**  
THEATRE DE LA VILLE PARIS  
DU 6 AU 17 AVRIL 20H30  
DIM. 18 15H  
**CAROLYN CARLSON**  
Commedia  
création  
pour 9 danseurs, 3 comédiens  
2 PL DU CHATELAIN 42 74 22 77

**THEATRE MONTMARTRE**  
Le grand théâtre  
**MORTADELA**  
Alfredo Arias  
LOCATION 43 22 77 74  
- 150 -  
NOMINATION  
**MOLIERES 93**  
AU FOYER DES VHS  
ASSIETTES COMMANDES ET VINS CHORGES

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et en anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Les ventes de ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

**LUNDI 5 AVRIL**  
S. 5 et 6 - 14 h 15. Art islamique. Tableaux orientalistes. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN, M. Lucien Arcache, expert.  
Expo. le 3-04 11 h/18 h, le 5-04 11 h/12 h.

**MARDI 6 AVRIL**  
S. 2 - 14 h 30. Tableaux et sculptures des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> PICARD, M. Mesure, expert.  
S. 5 et 6 - 14 h 15. Suite de la vente du 5 avril. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN, Expo. le 6-04 11 h/12 h.

**MERCREDI 7 AVRIL**  
S. 4 - Art islamique. - M<sup>re</sup> de RICQUES, Cabinet J. Soustiel et M.C. David, M<sup>re</sup> Soustiel, experts.  
S. 13 - 14 h 15. Besus livres illustrés du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. - M<sup>re</sup> PICARD, M. Mesure, expert.  
S. 16 - Tableaux. Bijoux. Mobilier. - M<sup>re</sup> CARDINET-KALCK.

**JEUDI 8 AVRIL**  
S. 1 et 7 - 17 h. Ensemble de 40 tapisseries modernes et anciennes. - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 3 - 11 h et 14 h. Ordres, décorations, médailles. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 5 et 6 - 14 h. Tableaux modernes et anciens. Objets d'art et de bel ameublement. - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 33, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Pelletier (75009), 48-24-06-11.  
CHOCHON-BARRE, ALLARDI, 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-38-37.  
DROUOT-RICHELIEU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.  
de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

**DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.**

Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme PIERRE GAGNAIRE à St-Etienne.

**volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES**



# EXPOSITIONS

## Centre Georges-Pompidou

**Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).** T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**TADAO ANDO.** Galerie de Côté. Jusqu'au 24 mai.

**BERNARD BAZILE.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**COOP HIMMELBAU.** 1<sup>er</sup> sous-sol. Peinture, sculpture. Jusqu'au 12 mai.

**DANIEL DEZUZE.** La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 4 mai.

**EXPERIENCE NIMES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 10 mai.

**ANDRÉ FRAUEN.** Poèmes, chant d'œuvre. Galerie de la B.F. Jusqu'au 17 mai.

**IMAGES DE DANSE.** Studio DM/Olivier-Monnet. Petit foyer. Jusqu'au 23 mai.

**JORG IMMENDORFF.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 12 mai.

**HENRI MATISSE (1894-1917).** Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 mai.

**REVUE VIRTUELLE N° 5, IMAGES ÉVOLUTIVES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 2 mai.

**RUDOLF SCHWARZKOPFER.** Galerie de Forum. Jusqu'au 31 mai.

## Musée d'Orsay

**Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Matthias (40-40-40-14).** Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**1893. L'ÉPIQUE DES PEINTRES.** Entrée : 35 F, hors jérémy musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

**1893. WAGNER ET LA FRANCE.** Exposition-décor. Jusqu'au 23 mai.

**JEAN-PAUL FORTIN (1848-1926).** Dessins d'architecture. Exposition-décor. Jusqu'au 13 juin.

**LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES.** Exposition-décor. Jusqu'au 19 juin.

## Palais du Louvre

**Porte Ludovic - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51).** T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Hors-jeu : mar. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim., 1<sup>er</sup> jan., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> dim. 30 mai.

**DESSINS FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES.** Pavillon de Flore. Entrée : 35 F hors d'œuvre de musée. Jusqu'au 25 mai.

**LES NOCES DE CANA, DE VERONESE.** Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

**12, av. de New-York (40-70-11-10).** T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

**LEWIS BALTZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

**RICHARD LONG.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

## Grand Palais

**Av. W. Churchill, pl. Châteauneuf (40-20-51-51).** La plume, l'encre, l'écrit. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU.** (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.

**LE SIÈCLE DE TITEN.** Œuvres nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## Musées

**L'ARAGON.** Musée régional de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie. Hôtel de Salo, 2, rue de Valenciennes (46-56-96-16). T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 juin.

**ARTISANAL. CRITIQUE D'ART.** Pavillon des Arts, 101, rue Rabelais (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 8 mai.

**JURGEN BOUYTCHEN-STRAWALDE.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 2 AVRIL

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 h 15 et 15 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les passages couverts du Sentier ou sa réalité la mode féminine. Excursion et déplacement assurés » (découverte parcours), 14 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris autochtone).

« Hôtels du Pré aux Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

« Saint-Germain-des-Près, promenade historique, rue de Buci, Bonaparte, Visconti, etc. La chapelle avec les sculptures de l'école des beaux-arts », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près, sortie église (M. Brunfeld).

« Le palais de justice en activité. Du tribunal correctionnel à la Cour de cassation, une présentation complète du système judiciaire, en assistant à des audiences civiles et pénales », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (P.-Y. Justel).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Présentation du passé).

« La Butte-aux-Cailles, berceau de la Bourse et des moulins disparus », 14 h 30, 2, rue Bobillot (Sauvegarde de Paris historique).

## Centre Georges-Pompidou

**Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).** T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**TADAO ANDO.** Galerie de Côté. Jusqu'au 24 mai.

**BERNARD BAZILE.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**COOP HIMMELBAU.** 1<sup>er</sup> sous-sol. Peinture, sculpture. Jusqu'au 12 mai.

**DANIEL DEZUZE.** La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 4 mai.

**EXPERIENCE NIMES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 10 mai.

**ANDRÉ FRAUEN.** Poèmes, chant d'œuvre. Galerie de la B.F. Jusqu'au 17 mai.

**IMAGES DE DANSE.** Studio DM/Olivier-Monnet. Petit foyer. Jusqu'au 23 mai.

**JORG IMMENDORFF.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 12 mai.

**HENRI MATISSE (1894-1917).** Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 mai.

**REVUE VIRTUELLE N° 5, IMAGES ÉVOLUTIVES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 2 mai.

**RUDOLF SCHWARZKOPFER.** Galerie de Forum. Jusqu'au 31 mai.

## Musée d'Orsay

**Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Matthias (40-40-40-14).** Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**1893. L'ÉPIQUE DES PEINTRES.** Entrée : 35 F, hors jérémy musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

**1893. WAGNER ET LA FRANCE.** Exposition-décor. Jusqu'au 23 mai.

**JEAN-PAUL FORTIN (1848-1926).** Dessins d'architecture. Exposition-décor. Jusqu'au 13 juin.

**LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES.** Exposition-décor. Jusqu'au 19 juin.

## Palais du Louvre

**Porte Ludovic - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51).** T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Hors-jeu : mar. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim., 1<sup>er</sup> jan., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> dim. 30 mai.

**DESSINS FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES.** Pavillon de Flore. Entrée : 35 F hors d'œuvre de musée. Jusqu'au 25 mai.

**LES NOCES DE CANA, DE VERONESE.** Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

**12, av. de New-York (40-70-11-10).** T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

**LEWIS BALTZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

**RICHARD LONG.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

## Grand Palais

**Av. W. Churchill, pl. Châteauneuf (40-20-51-51).** La plume, l'encre, l'écrit. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU.** (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.

**LE SIÈCLE DE TITEN.** Œuvres nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## Musées

**L'ARAGON.** Musée régional de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie. Hôtel de Salo, 2, rue de Valenciennes (46-56-96-16). T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 juin.

**ARTISANAL. CRITIQUE D'ART.** Pavillon des Arts, 101, rue Rabelais (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 8 mai.

**JURGEN BOUYTCHEN-STRAWALDE.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 2 AVRIL

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 h 15 et 15 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les passages couverts du Sentier ou sa réalité la mode féminine. Excursion et déplacement assurés » (découverte parcours), 14 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris autochtone).

« Hôtels du Pré aux Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

« Saint-Germain-des-Près, promenade historique, rue de Buci, Bonaparte, Visconti, etc. La chapelle avec les sculptures de l'école des beaux-arts », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près, sortie église (M. Brunfeld).

« Le palais de justice en activité. Du tribunal correctionnel à la Cour de cassation, une présentation complète du système judiciaire, en assistant à des audiences civiles et pénales », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (P.-Y. Justel).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Présentation du passé).

« La Butte-aux-Cailles, berceau de la Bourse et des moulins disparus », 14 h 30, 2, rue Bobillot (Sauvegarde de Paris historique).

## Centre Georges-Pompidou

**Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).** T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**TADAO ANDO.** Galerie de Côté. Jusqu'au 24 mai.

**BERNARD BAZILE.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**COOP HIMMELBAU.** 1<sup>er</sup> sous-sol. Peinture, sculpture. Jusqu'au 12 mai.

**DANIEL DEZUZE.** La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 4 mai.

**EXPERIENCE NIMES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 10 mai.

**ANDRÉ FRAUEN.** Poèmes, chant d'œuvre. Galerie de la B.F. Jusqu'au 17 mai.

**IMAGES DE DANSE.** Studio DM/Olivier-Monnet. Petit foyer. Jusqu'au 23 mai.

**JORG IMMENDORFF.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 12 mai.

**HENRI MATISSE (1894-1917).** Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 mai.

**REVUE VIRTUELLE N° 5, IMAGES ÉVOLUTIVES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 2 mai.

**RUDOLF SCHWARZKOPFER.** Galerie de Forum. Jusqu'au 31 mai.

## Musée d'Orsay

**Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Matthias (40-40-40-14).** Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**1893. L'ÉPIQUE DES PEINTRES.** Entrée : 35 F, hors jérémy musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

**1893. WAGNER ET LA FRANCE.** Exposition-décor. Jusqu'au 23 mai.

**JEAN-PAUL FORTIN (1848-1926).** Dessins d'architecture. Exposition-décor. Jusqu'au 13 juin.

**LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES.** Exposition-décor. Jusqu'au 19 juin.

## Palais du Louvre

**Porte Ludovic - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51).** T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Hors-jeu : mar. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim., 1<sup>er</sup> jan., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> dim. 30 mai.

**DESSINS FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES.** Pavillon de Flore. Entrée : 35 F hors d'œuvre de musée. Jusqu'au 25 mai.

**LES NOCES DE CANA, DE VERONESE.** Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

**12, av. de New-York (40-70-11-10).** T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

**LEWIS BALTZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

**RICHARD LONG.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

## Grand Palais

**Av. W. Churchill, pl. Châteauneuf (40-20-51-51).** La plume, l'encre, l'écrit. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU.** (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.

**LE SIÈCLE DE TITEN.** Œuvres nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## Musées

**L'ARAGON.** Musée régional de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie. Hôtel de Salo, 2, rue de Valenciennes (46-56-96-16). T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 juin.

**ARTISANAL. CRITIQUE D'ART.** Pavillon des Arts, 101, rue Rabelais (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 8 mai.

**JURGEN BOUYTCHEN-STRAWALDE.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 2 AVRIL

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 h 15 et 15 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les passages couverts du Sentier ou sa réalité la mode féminine. Excursion et déplacement assurés » (découverte parcours), 14 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris autochtone).

« Hôtels du Pré aux Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

« Saint-Germain-des-Près, promenade historique, rue de Buci, Bonaparte, Visconti, etc. La chapelle avec les sculptures de l'école des beaux-arts », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près, sortie église (M. Brunfeld).

« Le palais de justice en activité. Du tribunal correctionnel à la Cour de cassation, une présentation complète du système judiciaire, en assistant à des audiences civiles et pénales », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (P.-Y. Justel).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Présentation du passé).

« La Butte-aux-Cailles, berceau de la Bourse et des moulins disparus », 14 h 30, 2, rue Bobillot (Sauvegarde de Paris historique).

## Centre Georges-Pompidou

**Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).** T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**TADAO ANDO.** Galerie de Côté. Jusqu'au 24 mai.

**BERNARD BAZILE.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**COOP HIMMELBAU.** 1<sup>er</sup> sous-sol. Peinture, sculpture. Jusqu'au 12 mai.

**DANIEL DEZUZE.** La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 4 mai.

**EXPERIENCE NIMES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 10 mai.

**ANDRÉ FRAUEN.** Poèmes, chant d'œuvre. Galerie de la B.F. Jusqu'au 17 mai.

**IMAGES DE DANSE.** Studio DM/Olivier-Monnet. Petit foyer. Jusqu'au 23 mai.

**JORG IMMENDORFF.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 12 mai.

**HENRI MATISSE (1894-1917).** Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 mai.

**REVUE VIRTUELLE N° 5, IMAGES ÉVOLUTIVES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 2 mai.

**RUDOLF SCHWARZKOPFER.** Galerie de Forum. Jusqu'au 31 mai.

## Musée d'Orsay

**Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Matthias (40-40-40-14).** Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**1893. L'ÉPIQUE DES PEINTRES.** Entrée : 35 F, hors jérémy musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

**1893. WAGNER ET LA FRANCE.** Exposition-décor. Jusqu'au 23 mai.

**JEAN-PAUL FORTIN (1848-1926).** Dessins d'architecture. Exposition-décor. Jusqu'au 13 juin.

**LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES.** Exposition-décor. Jusqu'au 19 juin.

## Palais du Louvre

**Porte Ludovic - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51).** T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Hors-jeu : mar. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim., 1<sup>er</sup> jan., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> dim. 30 mai.

**DESSINS FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES.** Pavillon de Flore. Entrée : 35 F hors d'œuvre de musée. Jusqu'au 25 mai.

**LES NOCES DE CANA, DE VERONESE.** Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

**12, av. de New-York (40-70-11-10).** T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

**LEWIS BALTZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

**RICHARD LONG.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

## Grand Palais

**Av. W. Churchill, pl. Châteauneuf (40-20-51-51).** La plume, l'encre, l'écrit. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU.** (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.

**LE SIÈCLE DE TITEN.** Œuvres nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## Musées

**L'ARAGON.** Musée régional de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie. Hôtel de Salo, 2, rue de Valenciennes (46-56-96-16). T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 juin.

**ARTISANAL. CRITIQUE D'ART.** Pavillon des Arts, 101, rue Rabelais (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 8 mai.

**JURGEN BOUYTCHEN-STRAWALDE.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 2 AVRIL

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 h 15 et 15 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les passages couverts du Sentier ou sa réalité la mode féminine. Excursion et déplacement assurés » (découverte parcours), 14 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris autochtone).

« Hôtels du Pré aux Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

« Saint-Germain-des-Près, promenade historique, rue de Buci, Bonaparte, Visconti, etc. La chapelle avec les sculptures de l'école des beaux-arts », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près, sortie église (M. Brunfeld).

« Le palais de justice en activité. Du tribunal correctionnel à la Cour de cassation, une présentation complète du système judiciaire, en assistant à des audiences civiles et pénales », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (P.-Y. Justel).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Présentation du passé).

« La Butte-aux-Cailles, berceau de la Bourse et des moulins disparus », 14 h 30, 2, rue Bobillot (Sauvegarde de Paris historique).

## Centre Georges-Pompidou

**Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).** T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**TADAO ANDO.** Galerie de Côté. Jusqu'au 24 mai.

**BERNARD BAZILE.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**COOP HIMMELBAU.** 1<sup>er</sup> sous-sol. Peinture, sculpture. Jusqu'au 12 mai.

**DANIEL DEZUZE.** La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 4 mai.

**EXPERIENCE NIMES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 10 mai.

**ANDRÉ FRAUEN.** Poèmes, chant d'œuvre. Galerie de la B.F. Jusqu'au 17 mai.

**IMAGES DE DANSE.** Studio DM/Olivier-Monnet. Petit foyer. Jusqu'au 23 mai.

**JORG IMMENDORFF.** Œuvres contemporaines. Jusqu'au 12 mai.

**HENRI MATISSE (1894-1917).** Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 mai.

**REVUE VIRTUELLE N° 5, IMAGES ÉVOLUTIVES.** Galerie de Côté. Jusqu'au 2 mai.

**RUDOLF SCHWARZKOPFER.** Galerie de Forum. Jusqu'au 31 mai.

## Musée d'Orsay

**Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Matthias (40-40-40-14).** Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**1893. L'ÉPIQUE DES PEINTRES.** Entrée : 35 F, hors jérémy musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

**1893. WAGNER ET LA FRANCE.** Exposition-décor. Jusqu'au 23 mai.

**JEAN-PAUL FORTIN (1848-1926).** Dessins d'architecture. Exposition-décor. Jusqu'au 13 juin.

**LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES.** Exposition-décor. Jusqu'au 19 juin.

## Palais du Louvre

**Porte Ludovic - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51).** T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Hors-jeu : mar. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim., 1<sup>er</sup> jan., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> dim. 30 mai.

**DESSINS FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES.** Pavillon de Flore. Entrée : 35 F hors d'œuvre de musée. Jusqu'au 25 mai.

**LES NOCES DE CANA, DE VERONESE.** Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

**12, av. de New-York (40-70-11-10).** T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

**LEWIS BALTZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

**RICHARD LONG.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

## Grand Palais

**Av. W. Churchill, pl. Châteauneuf (40-20-51-51).** La plume, l'encre, l'écrit. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU.** (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.

**LE SIÈCLE DE TITEN.** Œuvres nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

## Musées



# PHILATÉLIE

## « Europa » 1993 : art contemporain



GERMAINE RICHER  
LA POSTE 1993  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

La Poste mettra en vente générale, lundi 19 avril, deux timbres « Europa » à 2,50 F et 3,40 F consacrés à un peintre, Olivier Debré (né en 1920), et à un sculpteur, Germaine Richier (1904-1959).

Bien qu'étant au format des timbres « tableaux » de la série artistique, ils n'en portent pas la valeur traditionnelle de 5 F. L'œuvre d'Olivier Debré créée spécialement pour ce timbre, *Rouge rythme bleu*,

entre dans le cadre du tour d'Europe philatélique de l'art contemporain que La Poste a commencé en 1992 - avec Burri, Bacon, Delvaux et Tàpies - et représente donc la France. Un graphisme particulier du mot « Europa » apparaît désormais, tandis que disparaît le sigle de la CEPT (Confédération européenne des administrations des postes et télécommunications) qui caractérisait ces timbres (la série est apparue en 1990).

Ces timbres, au format 36,85 x 48 mm, mis en page par Michel Durand-Mégret (Olivier Debré) et Jean-Paul Vérté-Lamarié (Germaine Richier), sont imprimés en héliogravure en feuilles de trente.

P. J.

► Vente anticipée à Strasbourg (Bas-Rhin), les 17 et 18 avril, de 9 h 30 à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Palais des congrès, avenue Herzscheidt (près de la place de Bordeaux; tél.: 88-37-87-87) à l'occasion du Salon philatélique de printemps, Europhilie 93, organisée par le club des néophytes et experts en philatélie; le 17 avril, de 8 heures à 12 heures, aux guichets philatéliques de l'Agerip et de la

recette principale (boîtes aux lettres spéciales).

► Vente anticipée à Paris, les 17 et 18 avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire avec timbre à date sans mention « premier jour » ouvert au Musée de La Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup> le 17 avril, de 8 heures à 12 heures, aux bureaux de poste de Paris-Louvre RP et Paris-Séjour, et de 10 heures à 17 heures, au Musée de La Poste (boîtes aux lettres spéciales).

Exposition : en avant-première de la vente de *Rouge rythme bleu*, au Musée de La Poste de Paris, du 7 au 18 avril, « Cinquante tableaux pour un timbre », exposition de projets d'Olivier Debré parmi lesquels le timbre a été choisi.

Brochure réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Benoît-Méry 94851 Iry-sur-Seine Cedex. Téléphone : (1) 49-60-33-28. Télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimens reçus sur demande contre 15 F en timbres.

## En filigrane

► Première à Saint-Martin. - La poste de la République de Saint-Martin a émis, le 26 mars, un bloc-feuillet de trois timbres (3 x 2 000 liras) pour l'inauguration de la télévision d'Etat. Au programme, les grandes heures du direct illustrées par le premier pas de Neil Armstrong sur la Lune, le 21 juillet 1969, et les championnats du monde d'athlétisme à Tokyo, le 26 août 1991, avec l'arrivée du 100 mètres (six courses sous les 10 secondes). Le troisième timbre montre une vue nocturne de Saint-Martin avec, c'est une première, un hologramme reproduisant un satellite sur un ciel étoilé. A la même date, Saint-Martin a émis un timbre à l'effigie de Branly (1844-1940) à l'occasion du centenaire de la radio.

► La *Monde des philatélistes* d'avril. - Dix nouveaux timbres et un carnet seront mis en vente au cours de ce mois. Une avalanche d'émissions qui fait la « une » du numéro d'avril du *Monde des philatélistes* et l'objet de son dossier, du mois, avec une interview d'Ernest Pignon-Ernest, auteur d'une série de six portraits d'écrivains français pour le carnet des personnages célèbres, et la reproduction du bon à tirer d'un timbre dessiné par Olivier Debré, une feuille de trente exemplaires non dentellés, signée par l'artiste. Egalement au sommaire : deux thématiques (le golf, Louis XVI); deux études classiques (le simple tissu de 1889 à 1988 et les postaux-fiscaux de la Côte française des Somalis); les rubriques habituelles (poste aux armées,

poste navale, télécartes, etc.). Les pages cartes postales sont consacrées aux quizzistes et raboteux (*la Monde des philatélistes*, 88 pages, au vente en kiosques, 26 F).

► Ventes. - Vente aux enchères, mercredi 7 avril à 10 heures à l'hôtel des ventes de Saint-Germain-en-Laye (9, rue des Arcades), de cent soixante-dix-neuf lots de France essentiellement, semi-modernes et modernes, dont de nombreuses feuilles et colonnes (prix de départ de 100 F à 15 000 F pour un lot de feuilles de France cotées 143 000 F).

Vente sur offres Surval (Paris, tél.: (1) 43-73-44-27) d'œuvre le 15 avril. Cinq mille lots France classiques à modernes, colonnes, aéro-

# CARNET DU Monde

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> Xavier DRIENCOURT.  
Marc, Claire et Diane,  
sont heureux d'annoncer la naissance de

Laure,

le 31 mars 1993.

3, rue de Saintonge,  
75003 Paris.

## Décès

- Ses parents  
Et ses amis,  
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Denyse de BRAVURA,

le 19 mars 1993, à Grasse.

Ayez une pensée pour elle.

V. Degas,  
04500 Montfort.

- M. et M<sup>me</sup> Jacques Falk  
et leur fils Philippe et Bruno,  
M. Gérard Cohen-Zardi,  
M. Franklin Cohen-Zardi  
et ses fils Hervé et Daniel,  
Les familles Uzan, Mezrahi, Mazouz  
et Tbi,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur mère, grand-mère et sœur,

M<sup>me</sup> Suzanne COHEN-ZARDI,

née Uzan.

M. Franklin Cohen-Zardi,  
35, avenue Jean-Monnet,  
92160 Antony.

- M. Joseph Crisafulli,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Crisafulli,  
Guillaume et Faria,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Rivière,  
Romain et Léonore,  
M. et M<sup>me</sup> Jérôme Crisafulli,  
ses enfants et petits-enfants,  
Toute la famille,  
ont la douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Joseph CRISAFULLI,

née Marie Laporte,

survenue le 27 mars 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Carrier-Bellema,

75015 Paris.

- Mireille Henry,  
Ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard HENRY,

professeur honoraire,

survenue le 25 mars 1993, à l'âge de soixante-sept ans.

La Croix des palmiers,  
1920 Saint-Mitre-les-Remparts.

- Bruno et Carole Fontaine,  
Charles Fontaine,  
Françoise Fontaine,  
Claude et Myrtille Gregory,  
M<sup>me</sup> Miyovitch,  
Nathalie Garidou,  
Et toute sa famille,  
ont le chagrin de faire part du décès de

Laure,

survenue accidentellement, à l'âge de quinze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 2 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

40, rue Charles-Laffitte,  
92200 Neuilly.

31, rue Raymond,  
75016 Paris.

- Le proviseur,  
La communauté scolaire du lycée Janson-de-Sailly,  
ont l'immense tristesse de faire part du décès accidentel, à l'âge de quinze ans, de

Laure FONTAINE,

élève de seconde.

Ils s'associent à la douleur de ses parents.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 2 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

- Gaby Lumbroso,  
son épouse,  
Michele, Anne, Pierre,  
ses filles et son petit-fils,  
M. et M<sup>me</sup> Elio Lumbroso,  
Fanny et Jacques,  
M. et M<sup>me</sup> Achille Lumbroso,  
Brigitte et Jacques,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Max LUMBROSO,

survenue le 29 mars 1993, à Chevilly-Larue, à l'âge de cinquante-six ans.

Pour son souvenir, un recueillement aura lieu le jeudi 8 avril, à partir de 9 h 30 jusqu'à 11 heures, au funérarium de Vitry.

49, quai Jules-Guesde,  
94400 Vitry-sur-Seine.

- M<sup>me</sup> Jacques-Armand Marc,  
née Florence Cardé,  
Valérie, David Appia  
et leurs enfants,  
Thomas et Raphaël Marc,  
M<sup>me</sup> J. Blandine,  
ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Jacques-Armand MARC,

le 27 mars 1993.

19, rue Erlanger,  
75016 Paris.

79, rue Cambonne,  
75015 Paris.

- Patrice et Thierry Medioni,  
ses enfants,  
Henri Medioni et ses enfants,  
Les familles parientes  
Et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude Sam MEDIONI,

survenue le 31 mars 1993, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 avril, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse.

Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

10, rue Pergolèse,  
75016 Paris.

- Hélène et Lucien Steinberg,  
Henriette Steinberg,  
Max Steinberg et Gisèle Bertrand,  
Gilles et Béatrice Steinberg,  
Estelle et Simon Castro,  
Joël Steinberg,  
ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Ghinda Anne PINCEVSKY,

veuve Louis Duplan,

le 25 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation aura lieu le 7 avril, à 11 heures, au cimetière de Wilmersdorf, à Berlin, où elle reposera auprès de son frère.

Mihail PINCEVSKY.

La famille rappelle la mémoire de

Leonid PINCEVSKY,

avocat,

fusillé par les nazis, et de

Zacharie et Rebecca

PINCEVSKY,

morts sur la route de la déportation.

Steinberg,

84, quai de Jemmapes,  
75010 Paris.

M. Robert VACOUB

est décédé le 26 mars 1993, au matin.

La levée du corps aura lieu le lundi 5 avril, à 14 heures, à l'hôpital Lariboisière, Paris-10<sup>e</sup>.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée pour

Sœur Jeanne d'ARC (O. P.),

le mardi 6 avril 1993, à 18 heures, en la chapelle Sainte-Clothilde, 29, rue Las-Cases, Paris-7<sup>e</sup>.

Anniversaires

- Il y a quarante ans disparaissait le

docteur Paul DUCAS.

En ce jour anniversaire, nous pensons beaucoup à lui.

- In memory of

Joshua Lew MEYERS,

1933-1988.

Beloved son and brother.

Soutenances de thèses

- Soutenance publique de thèse de

doctorat d'Etat en lettres, à Paris-IV-Sorbonne, de M. Abdoulaye Béré, le 2 avril 1993, à 9 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. Thème: « Intellectuels et idéologies dans la société et le roman négro-africains francophones ».

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-85-29-94 ou 40-85-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 6 h

ou au siège du journal,

15, rue Falguères, 75015 Paris

Tél.: 206 806 F

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 100 F

Abonnés et actionnaires ..... 90 F

Communications diverses ..... 106 F

Thèmes spéciaux ..... 90 F

Les lignes en capitales grasses sont

facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

Pompes Funèbres

Merbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11

## DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune femme, 30 ans, titré de  
suite recherche poste com-  
mercial et responsabilité.  
Anglais courant. Permis B,  
exp. comm. et professionnelle.  
Grande expérience parisienne.  
DUCREUX Isabelle,  
tél. 42-63-04-72.

J.F., 27 ans, Formation Constat  
Inéquité, compétences A  
Press 3.1, Illustration, Design  
Page-maquette, cherche stage PAO  
Page-maquette, Design  
Tél. 40-01-09-30 (rap.)  
Entre sous le 6088  
LE MONDE PUBLICITE  
15/17, 11, rue de la Colonne  
75002 Paris Cedex 15

Rédaction et adaptation de  
textes littéraires, comm., ou  
scientifiques par profession-  
nelle confirmée, Bac + 5.  
43-91-25-50 ou écrire  
sous le 8845  
LE MONDE PUBLICITE  
15/17, 11, rue de la Colonne  
75002 Paris Cedex 15

A Paris qui pulse  
surveillance, conciergerie, vente,  
Pr. vs. Not. angl. 43-25-71-23

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi  
vous propose une sélection de collaborateurs :  
• INGENIEURS toutes spécialisations  
• CADRES administratifs, commerciaux  
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

PSYCHOLOGUE CLINICIENNE - 31 ans - DESS DE psychologie clinique et  
pathologique - deux diplômes universitaires de psychologie projective - mémoire de  
recherche sur la stérilité et le désir d'enfant.  
RECHERCHE : poste de psychologue clinique - secteur de la santé : maternité,  
stérilité et procréation médicalement assistée Paris et R.P. (BOC/MS 2412.)  
PSYCHOTHERAPEUTE maghrébin - 44 ans - école Freudienne Paris - parlant  
anglais, allemand, arabe, berbère - expérience adolescents psychiques - toxicom-  
manes - psychiatrie adultes.  
RECHERCHE : vacations ou poste CMP-CMPF ou autres Paris, région parisienne,  
de préférence 94/91 (BOC/MS 2413.)  
CADRE EN COMMUNICATION - 32 ans - Bac + 4 droit - expérience 8 années  
développement marketing communication interne et externe des PME-PMI et col-  
lectivités territoriales - expérience très diversifiée des environnements - objectifs  
d'entreprises - encadrement d'équipe.  
RECHERCHE : poste à responsabilité PME-PMI (BOC/AB 2414.)  
CADRE GENERALISTE A VOCATION COMMERCIALE - expérience : direction  
division PME - direction commerciale - grande connaissance de la distribution  
produits et services en direct, agences et distributeurs - France et export.  
RECHERCHE : direction filiale, centre de profit, division ou commerciale MOBI-  
LITE (BOC/SD 2415.)  
VOUS RECHERCHEZ UNE ASSISTANTE DE DIRECTION bilingue anglais,  
polyvalente, efficace et diplomate, ayant le sens du contact et des responsabilités,  
connaissant TTX micro-informatique, démarches, formalités import, export, crédits  
documentaires, l'administration des ventes, statistiques, facturation, règlements,  
relances informatisées.  
CONTACTEZ-MOI (BOC/IC 2416.)  
DIRECTEUR GENERAL - 37 ans - MBA 12 ans expérience de la chaîne de points  
de vente et distribution produits de luxe et grande consommation. Animation  
200 personnes - expérience internationale. Anglais et espagnol courants.  
CHERCHE challenge équivalent Paris et L.D.F. (BOC/CR 2417.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

## REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements

ventes

94

Val-de-Marne

NOGENT

PROPRIÉTAIRE VEND

dans bon état, revendu

4 P. CONFORT

EXCEPTIONNEL 520 000 F

42-85-11-68

Etranger

OFFRE EXTRAORDINAIRE

A 15 minutes de Paris (Paris)

en tout ou en partie exceptionnelle

A vendre

appartements 212 pièces

à 800 F/m²

Station tranquille

Aménagement en gr. de pro-

premier, grand et petit de par-

te 800 000 F à 850 000 F.

Représentant :

Immobilier 24 rue de la Colonne

01 204 1588

Tél. : (14-41) 25-35-41-42

maisons

individuelles

JOUGNES (25)

PRÉS FRONTIÈRE SUISSE

Part. vd maison sur terrain

1 400 m² comprenant 2 étages

70 m² et 60 m², et ch. garage.

Cave, terrasse et bois.

Prox. 1 km de la gare.

Tél. (01 81) 48-05-78

MONTREUIL-Claude-Chenon

Près métro. PAV. 3 P.

seule d'occ. v. revendu.

Prix 380 000 F.

Tél. 48-50-03-67

48-50-25-84

fermettes

FERMETTE SUR/POTIERS

3 h 30 Paris par autoroute.

8 PCH + dépendances. 11 ch.

Terres 1 000 m². P. 340 000 F.

Tél. (16) 78-30-18-98

propriétés

VOS CAUSE DÉCÈS

MONTAIGNEY, 80 rue PAFS

Direct 26 et pers SNG



## ÉCONOMIE

## BILLET

## L'entreprise en vedette

Un ministre des entreprises ! Pour la première fois ! Les milieux économiques étaient tout à la fois bluffés, ravis et un peu dubitatifs à l'annonce d'un tel poste. Alain Madelin, ministre de l'artisanat, du commerce et de l'industrie, chargé des PME, du commerce et de l'artisanat... le libellé relève, à lui seul, du grand art : les cloisons historiques entre industrie et commerce explosent, les PME sont mises en valeur, le rôle de l'entreprise dans la création de richesses économiques est placé en exergue, l'artisanat perd son image désuète pour être rattaché au train du progrès...

« Un ministère taillé sur mesure pour un agitateur d'idées » qui jouira d'une « immense liberté » pour « relever un challenge » et « faire émerger les initiatives, toutes les initiatives... ». Les premiers commentaires étaient chaleureux, dans le commerce, culminant dans la formule de Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce : « Young le beautiful ! »

Comme si l'arrivée de ce « quadra » (presque un « quinqué » puisqu'il a quarante-sept ans) faisait souffler un vent d'espoir dans un secteur qui avait le sentiment de s'asphyxier lentement.

De fait, les PME, comme le commerce et l'artisanat, ont besoin de porte-parole jeunes et modernes, de personnalités qui à la fois les défendent - M. Madelin n'est-il pas avocat de formation ? - mais qui, aussi, les « décoiffent ». Alain Madelin sera parfait dans ce rôle : il aime déborder, faire bouger les habitudes, pousser les raisonnements jusqu'au bout, remettre en question les idées établies, « mettre un turbo » sur tel ou tel sujet pour reprendre une de ses expressions les plus fréquentes.

D'ailleurs, fidèle à son étiquette de libéral, il assure dans sa première déclaration qu'il « faut faire sauter les verrous ».

Ouvert à toutes les idées, M. Madelin ne prétend pas avoir la science infuse : en charge de l'industrie, lors de la première cohabitation, il consultait tous les mois un noyau de chefs d'entreprise parmi les plus jeunes et les plus dynamiques du pays : Michel-Edouard Leclerc, Vincent Bolloré, Jean-Marie Descarpentis, etc. A la tête d'un ministère transversal où il aura tout à inventer, sans les freins (ni la force) d'une administration, Alain Madelin va devoir prouver qu'il sait innover. Quels seront exactement les moyens (notamment financiers) dont il disposera ? Quelles seront les frontières de son action à côté de ses collègues (et complices de toujours) Gérard Longuet, en charge de l'industrie ? Persuadé que son ministère est placé « au cœur de la bataille de l'emploi », il est en amont des plates-bandes de Michel Girard, en charge du portefeuille du travail qu'il aurait aimé avoir... Sa première tâche devra être d'éviter les traditionnelles querelles de frontières avec les autres ministères !

FRANÇOISE VAYSSE

Les associations de consommateurs déplorent l'absence de ministères de la consommation. - Plusieurs associations de consommateurs ont déploré mercredi 31 mars la disparition d'un ministère de la consommation dans le nouveau gouvernement. « Dans les attributions des ministères désignés, la consommation n'est même pas citée », regrette dans un communiqué ces organisations - parmi lesquelles l'ADEIC-FEN, l'AFOC,

Le constructeur allemand a perdu plus de 4 milliards de francs au premier trimestre

## Renault fait des envieux chez Volkswagen

Le groupe automobile allemand Volkswagen traverse la crise la plus grave depuis la guerre. La nouvelle direction, en annonçant une perte de 4,3 milliards de francs pour le premier trimestre, indique qu'elle « fera tout » pour obtenir un résultat positif cette année, mais sans garantir qu'elle y parviendra. Le groupe engage un plan drastique de compression de ses coûts.

FRANCFORT

de notre correspondant

Moment d'histoire : c'est désormais l'industrie française qui sert de modèle pour l'industrie allemande et non plus l'inverse. M. Ferdinand Piech, nouveau président de Volkswagen depuis le début de l'année, ne cache pas son admiration pour le redressement réalisé par ses concou-

rents français, Renault en particulier. Pour lutter contre la concurrence japonaise, VW, comme les autres grands groupes de l'industrie allemande, va se mettre à l'heure de la « lean production », cette philosophie inspirée de Toyota mais américanisée et européenne depuis, qui consiste à tout remettre à plat pour gagner du temps et de l'argent. L'Allemagne, qui souffre d'une crise de survie, s'engage enfin sur la voie empruntée par les Français depuis maintenant plus de cinq ans.

« Nous n'avons pas de temps à perdre », a expliqué M. Piech, à Wolfsburg, mercredi 31 mars, lors de la présentation des résultats de 1992. Malgré des ventes records en 1992, un chiffre d'affaires en hausse de 11,9 % à 85 milliards de marks, le bénéfice a été réduit de 37 % à 147 millions de marks. Les dépenses sont telles que les marges sont devenues négatives : le point mort était l'an dernier au-delà de 100 % des capacités et reste au-dessus de 90 %. Dans ces conditions, le retour à la

conjoncture à la fin de 1992 a fait basculer le groupe dans le rouge. Au premier trimestre de cette année, VW a perdu 1,25 milliard de marks : 1 000 marks par voiture vendue. Le redressement amorcé devrait permettre de parvenir à l'équilibre sur la totalité de l'année 1993. M. Piech « fera tout » pour éviter une perte, mais il ne peut le garantir.

## La réduction des coûts

Le groupe (marques Volkswagen, Audi, Seat et Skoda) espère vendre 3,3 millions de voitures cette année contre 3,5 millions l'an passé. Il prévoit, dans ses plans, de ne pas perdre de parts de marché. Tout va donc se jouer sur la réduction des coûts, ce pourquoi M. Inaki Lopez a été embauché (le Monde du 18 mars). Environ 20 000 emplois seront supprimés cette année, sur 270 000 salariés dans le monde, et 36 000 d'ici à fin 1997. L'essentiel des suppressions

d'emploi en 1993 (16 000) seront faites en Allemagne même.

Mesure drastique, les investissements seront réduits de 30 % en 1993. Ils étaient de 9,3 milliards de deutschemarks en 1992. Le groupe va arrêter les dépenses de capacités mais va essayer de préserver ses futurs modèles. A ce propos, VW veut présenter dans trois ans une gamme de cinq voitures (Passat, Golf, Polo et deux nouvelles, petite et très petite), nous a expliqué M. Daniel Gendevet, le vice-président. Malgré les rumeurs sur son départ, évoqués dans la presse après l'arrivée de M. Lopez comme directeur de la production, M. Gendevet reste avec pour fonction la commercialisation de toutes les marques du groupe.

VW, premier groupe européen par la taille, ne risque pas la mort, loin de là. Mais il lui faut changer intégralement de culture, comme Daimler-Benz, pour compter chichement chacune de ses dépenses.

E. L. B.

## Le gouvernement allemand croit davantage au maintien des relations économiques avec la France qu'aux rododromes anti-mark de certains caciques du RPR

FRANCFORT

de notre correspondant

« Il faut remettre à plat les relations franco-allemandes », « Il faut doubler la pression pour que l'Allemagne baisse ses taux d'intérêt », « Il faut une Europe qui sache défendre ses agriculteurs, ses pêcheurs et ses industriels ». Les déclarations électorales « volontaristes » entendues dans les rangs de la nouvelle majorité, qui lient la reprise économique en France à un durcissement des relations avec Bruxelles et Bonn, inquiètent la presse allemande. « Le sentiment de résistance monte en France contre le traité de Maastricht, contre la puissance des Allemands, contre la domination du mark », notait mardi 30 mars l'éditorialiste de la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Le quotidien ajoutait : « Jacques Chirac, qui veut être le prochain président de la République, ne doit pas décevoir ses électeurs ».

Si à Francfort, les acteurs financiers restent sur leur garde, à Bonn, ces discours n'inquiètent pas outre mesure. Le gouvernement allemand ne s'arrête pas aux petites phrases exprimées sous les préaux électoraux, quand bien même s'agit-il de M. Chirac. Il s'attend en réalité à une stabilité de l'axe Paris-Bonn. « Le chancelier a une grande confiance en Edouard Balladur », résume-t-on.

Les taux d'intérêt, la politique commerciale de la Communauté et l'agriculture, sont les trois sujets de friction possible. La nouvelle majorité en France a annoncé un réexamen de ces dossiers économiques en espérant un geste favorable des Allemands. L'an à même cru dans la bouche d'Alain Juppé, par exemple, qu'un échange en quelque sorte, la France pourrait soutenir la candidature de l'Allemagne à un siège au conseil de sécurité de l'ONU... Ce type de discours, cependant, que l'on qualifie à Bonn et à Francfort de typiquement français, est immédiatement écarté. L'Allemagne ne se voit pas aliéner ses intérêts économiques pour ses intérêts diplomatiques. Aucun esprit allemand n'imaginerait un tel mélange des genres. L'examen des dossiers ne fait apparaître aucune marge de manœuvre ou presque.

La politique monétaire allemande n'est en aucune manière dépendante des affaires politiques. Une évidence qu'on n'a peine à rappeler en Allemagne, mais que certains Français semblent décidément ne pas vouloir comprendre. Or l'indépendante Bundesbank a arrêté publiquement sa politique : elle va continuer d'abaisser progressivement ses taux d'intérêt, en fonction de l'évolution des différents paramètres de l'économie allemande.

Le chiffre (provisoire) de hausse des prix en mars, annoncé lundi, de 0,4 % porte l'inflation sur un an à 4,3 % contre 4,2 % en février. Ce niveau élevé s'explique pour un

point, selon la BHF-Bank, par les augmentations des taxes (TVA, assurances, voirie). Mais il n'y a là rien qui puisse encourager la Bundesbank à accélérer nettement ses baisses comme le lui demandent les Français et les autres Européens. La banque centrale allemande restera prudente parce qu'elle veut éviter, en outre, une chute du mark vis-à-vis du dollar (un dollar fort alimenterait l'inflation importée) et qu'elle veut conserver toute la confiance à long terme des financiers internationaux dans l'économie allemande. Une baisse excessive des taux à court terme pourrait provoquer une hausse du loyer de l'argent à long terme (obligations), basculant auquel personne n'a intérêt en Allemagne.

Au total, les économistes de Francfort estiment que l'argent au jour le jour pourrait revenir de 8,25 % fin mars à environ 6,50 % à la fin de l'année. Des points de moins : c'est le maximum sur lequel le nouveau gouvernement français peut compter en l'état actuel de l'économie allemande.

Une attaque contre le franc forcé-elle la Bundesbank à céder ? Si M. Chirac multiplie les rododromes anti-mark, les allemands à Francfort, les marchés financiers pourraient avoir envie de lever les ambiguïtés, en déclenchant une spéculation. Mais le scénario est dans toutes les hypothèses catastrophiques. Aucun membre du conseil central ne voudrait être responsable d'une crise dont l'enchaînement serait fatal : sortie du franc du système monétaire européen, abandon de ce système et, pour un temps au moins, du traité de Maastricht. La Bundesbank pourrait donc céder. Mais dans l'attente, elle accorde une baisse brutale de ses taux sous la pression politique de l'étranger.

## Dans un rapport annuel

## Les Etats-Unis accusent quarante-quatre pays de protectionnisme

Les services de représentation américains pour le commerce, M. Mickey Kantor, ont accusé, mercredi 31 mars, quarante-quatre pays d'ériger des barrières protectionnistes à l'encontre des produits américains. Le Japon, suivi par la Communauté économique européenne (CEE), est en tête de liste. Une mention particulière pour l'Allemagne et la France - sont les principaux accusés de ce rapport annuel, dont c'est la huitième édition.

En Asie, outre le Japon, sont dénoncés la Chine, la Corée du Sud, Singapour, Taïwan et la Thaïlande. Le Canada, premier partenaire commercial des Etats-Unis, est également critiqué tout comme la Russie, l'Australie, Israël, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

« Ce rapport facilitera l'objectif de la politique commerciale américaine qui est d'augmenter le commerce grâce à l'ouverture des marchés et l'application stricte des lois américaines », a déclaré M. Kantor. « Nous pensons que les mesures de nos partenaires commerciaux devraient être aussi ouvertes que le marché des Etats-Unis », a-t-il ajouté.

## En application

de l'accord de juillet 1991

## Le Japon réduira de 9,4 % ses exportations de voitures vers la CEE en 1993

Les exportations de voitures japonaises vers la CEE diminueront globalement de 9,4 % en 1993. Mais la situation sera contrastée selon les pays : les importations japonaises augmenteront ainsi de 12 % en France.

Ces taux résultent de l'application de l'accord signé en juillet 1991 entre la Commission européenne et le Japon. Vu l'objectif de cet accord (l'ouverture progressive des frontières européennes aux voitures japonaises d'ici à l'an 2000), une baisse des importations nippones peut paraître paradoxale. Elle ne l'est pas dans la mesure où « le consensus » précisait que, en cas de baisse du marché automobile européen, les constructeurs japonais devraient ralentir leur pénétration. Or les experts ont estimé à 6,5 % la baisse du marché européen en 1993.

Les exportations de voitures et petits véhicules utilitaires nippons devraient atteindre 1 089 000 unités en 1993 contre 1 202 000 en 1992. Ces chiffres n'incluent pas la production de usines japonaises installées en Europe.

Nouveau ministre de l'Agriculture

## M. Jean Puech veut « redonner confiance aux agriculteurs et aux pêcheurs »

« S'il y a un mot qui m'obsède », a déclaré M. Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la pêche, mercredi 31 mars, c'est celui de confiance à l'agriculture et à la pêche françaises, fers de lance de notre économie au niveau européen ? Comment redonner confiance au monde rural, garant de l'équilibre écologique, social, et culturel de notre pays ?

M. Puech a ajouté : « Je ferai tout pour que nous travaillions tous à ce même objectif : je souhaite me consacrer à cette tâche en approfondissant le dialogue avec l'ensemble des acteurs du monde rural, les organisations représentatives du monde agricole, les représentants de la pêche ».

## INDICATEURS

## ÉTATS-UNIS

• Commandes aux entreprises : + 1,4 % en février. - Les commandes passées aux entreprises ont augmenté de 1,4 % en février par rapport à janvier, en raison essentiellement des équipements de transports (+10,8 %). En excluant ce secteur particulièrement fluctuant d'un mois à l'autre, les commandes sont restées quasiment stables.

Elles avaient baissé de 1,3 % en janvier par rapport à décembre. Sur un an (février 1992-février 1993), l'augmentation est de 10,4 %. Les commandes d'avions commerciaux comptant pour plus de la moitié dans l'augmentation de 10,8 % enregistrée dans les transports en février. C'est l'électronique qui réalise le plus mauvais performance (-3,7 %).

• Indices composants : + 0,5 % en février. - L'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,5 % en février par rapport à janvier. C'est la cinquième hausse consécutive au six mois de cet indice, censé préfigurer l'évolution de l'économie. L'indice avertit d'augmenter de 0,1 % en janvier.

Sur un an (février 1992-février 1993), la hausse est de 4,3 %. En février, six des onze indicateurs pris en compte dans l'indice ont été positifs. On note une accumulation de commandes non satisfaites dans les entreprises américaines qui annoncent un redémarrage de l'embauche.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LOCINDUS SA

Lors de sa réunion du 25 mars 1993, le Directoire de LOCINDUS S.A. a présenté au Conseil de Surveillance les comptes de l'exercice 1992, qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée le 27 mai 1993.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 796 millions de francs, soit une augmentation supérieure à 15 % par rapport à l'exercice 1991, qui résulte principalement des produits générés par des opérations de crédit-bail nouvelles. Les engagements réalisés en crédit-bail immobilier au cours de l'exercice ont en effet atteint près de 1 milliard de francs. Ce montant élevé a été obtenu malgré le maintien d'une sélectivité rigoureuse à l'égard tant des marges que de la qualité des signatures.

Aucun engagement patrimonial n'a été souscrit en 1992, mais les loyers perçus au titre du périmètre de location simple existant ont progressé de plus de 5 %. EUROLEASING IMMOBILIARIO S.A., filiale détenue à parts égales avec la Caixa de Barcelona, spécialisée dans les opérations de crédit-bail immobilier en Espagne, a poursuivi son activité de façon satisfaisante, en dépit de la conjoncture déprimée qui a marqué l'Espagne en 1992. Sa participation au bénéfice consolidé de LOCINDUS S.A. se monte à 2,7 millions de francs.

Enfin, la filiale OXIANE, créée en vue d'assurer pour le compte de clients et de tiers des missions de maîtrise d'ouvrage déléguée, a signé son premier contrat portant sur la réalisation du siège social d'un important groupe industriel français.

Le bénéfice net consolidé, hors opérations exceptionnelles, s'élève à 135 millions de francs, équivalant à celui de l'exercice 1991. La réévaluation exceptionnelle résultant d'une hausse de 22,7 millions de francs de la conclusion, en cours de l'exercice, d'un contrat de crédit-bail sur un immeuble précédemment loué en location simple, n'a pas eu d'effet sur les résultats consolidés dans la mesure où elle a été directement incorporée aux fonds propres consolidés.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 70,50 F par action, contre 70 F pour l'exercice précédent, qui correspond comme l'année dernière, à 85 % du bénéfice exonéré, conformément à la réglementation en vigueur pour les opérations bénéficiant du régime fiscal des Sicis.

LOCINDUS S.A. et EUROLEASING IMMOBILIARIO S.A. ont conclu au début de l'année 1993, avec la Deutsche Anlagens-Leasing GmbH DAL, principale Société de crédit-bail allemande, un accord de collaboration couvrant l'Allemagne, l'Espagne et la France.

هكذا من الأصل



## ÉCONOMIE

### Un entretien avec le président de la SNCF

Suite de la première page

Par ailleurs, à cette période de rodage s'est ajouté un brouillage de notre communication car l'augmentation annuelle traditionnelle de nos tarifs a eu lieu en même temps que la mise en service de SOCRATE, et l'on a attribué cette hausse à celui-ci alors qu'il n'y avait pour rien.

Nous plaçons, au moins partiellement, coupables : pour vanter SOCRATE, nous avons, par exemple, mis en avant ses vertus en matière tarifaire sans distinguer suffisamment ce qui était décidé de ce qui était en gestation, ce qui était à court terme de ce qui était à plus longue échéance. Je renouvelle les excuses qui ont déjà été présentées par la SNCF à sa clientèle par voie de presse. Je pense que nous avons surmonté, en cette fin du mois de mars, l'essentiel de nos difficultés techniques.

Les usagers pensent que vous avez modifié les règles tarifaires à leur détriment, et ils accusent la SNCF de manipulation.

Les règles tarifaires n'ont pas changé. La SNCF est un établissement public, industriel et commercial qui, d'après l'article 18 de la loi d'orientation des transports intérieurs, est géré selon les principes du service public. Le dit bien « établissement public, industriel et commercial », ce qui veut dire que ses services ne sont pas gratuits comme ceux de l'éducation, mais qu'ils doivent avoir pour contrepartie des recettes en provenance de la clientèle.

Les principes du service public qui nous régissent ont quatre conséquences.

La première est que nous assurons des services semi-gratuits ou en dessous du prix coûtant, par exemple pour les familles nombreuses, pour les cartes hebdomadaires de travail, la collectivité compense financièrement le manque à gagner.

Deuxième conséquence : nous ne pouvons pas négocier géographiquement dans l'intérêt de l'aménagement du territoire, des services bénéficiaires vers les services déficitaires. Autrement dit, le TGV paie le Paris-Granville.

Troisième conséquence : comme nous croyons que le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous, nous avons créé, dans notre panoplie commerciale, des tarifs accessibles à tous, notamment aux plus défavorisés. Ce sont nos tarifs Vermeil, Couple, Carrissimino ou Joker.

Quatrième, nos prix sont stables et transparents. Ils comportent un prix kilométrique fixé pour un an et quatre niveaux de réservation pour le TGV valables pour chacun des services (été et hiver). Ils ne changent pas du jour au lendemain, comme on l'a laissé entendre.

Voilà pour nos principes fondamentaux. A partir de là, nous avons fait deux choix pour tenir compte des qualités du train à grande vitesse. Ces choix peuvent être discutés, mais ils n'ont pas été affectés par SOCRATE puisqu'ils lui sont antérieurs. Le premier

choix a consisté à rendre la réservation obligatoire dans les TGV. Cette contrainte, qui nous assure un meilleur remplissage de nos trains, a été décidée ainsi dans l'intérêt du client désormais assuré d'une place assise.

Le deuxième choix a été ce que nous appelons la « modulation temporelle » qui nous fait varier le prix de la place réservée selon la fréquentation des trains afin d'encourager le report sur les lignes moins remplies. Nous la maintenons avec l'inauguration du TGV Nord, le 23 mai.

Le TGV Nord ne doit-il pas être un champ d'innovations tarifaires ?

Les règles du jeu que je viens de décrire ne changent pas, mais nous allons tester des choses nouvelles sur le TGV Nord. Première précision : il s'agit d'une expérimentation menée en accord avec les pouvoirs publics, qui en ont approuvé le cahier des charges. Il y aura un suivi assuré avec les asso-



ciations de consommateurs et supervisée par une personnalité indépendante. Deuxième innovation : sur le TGV Nord, nous créons une gamme de prix plus large et plus simple reposant sur un prix de base comparable à celui des autres TGV. Car il est normal qu'il y ait une meilleure rémunération de la SNCF quand le temps de transport Paris-Lille tombe de 2 h 07 à 1 h avec seize allers-retours quotidiens contre treize aujourd'hui.

Notre prix de base Paris-Lille s'établira donc à 207 francs en seconde classe, à comparer aux 164 francs du prix actuel auquel il conviendrait d'ajouter 18 francs de réservation. En fait, l'amélioration du service par le TGV représente donc 25 francs. Selon le classement des trains, les tarifs pourront monter à 255 francs et à 301 francs. C'est simple. Mais le système est aussi ouvert et selon les réductions sociales (famille nombreuse) ou commerciales (cartes Vermeil, Joker achetée sans possibilité de remboursement trente ou huit jours à l'avance), le voyageur peut ne payer que 145 francs, 100 francs ou même 55 francs.

Troisième innovation tout à fait intéressante pour le client : nous calculerons plus favorablement les réductions. Nous appliquerons celles-ci sur la totalité du prix de base de 207 francs et non

sur le seul tarif kilométrique de 164 francs, comme cela se pratique sur les autres TGV.

Quatrième innovation : nous mettrons en vigueur des conditions d'accès au TGV plus favorables pour les titulaires de réductions commerciales. Nous abolirons le calendrier tricolore qui permet à tout le monde de partir en période bleue, qui limite les réductions en période blanche et qui les interdit en période rouge. Aujourd'hui, les détenteurs de la carte Vermeil ne peuvent profiter de ces avantages le vendredi après-midi.

Sur le TGV Nord, il y aura donc des places sans limitation pour les tarifs réduits sur les trains de niveaux 1 et 2. Sur les trains de niveaux 3 et 4, la moitié des places seront accessibles aux billets Joker 8, Groupe, Kiwi, Couple, Séjours, Carrissimino ou Carrissimino. Et 10 % aux billets Carrissimino ou Vermeil. Ce contingent sera garanti jusqu'au 21<sup>er</sup> jour avant le départ ; il ne sera conservé ensuite que dans la limite des possibilités. Pour reprendre l'exemple des TGV du vendredi après-midi aujourd'hui interdits aux porteurs de cartes Vermeil ou de réductions commerciales, nous leur offrirons sur le TGV Nord Paris-Lille, ce jour-là, 1 542 places sur 3 341, soit 46 %. Evidemment, il sera préférable de ne pas acheter son billet au dernier moment !

Dernier sujet qui est évidemment sensible pour les associations d'usagers et dont nous allons discuter ensemble : les abonnements. Il nous a semblé déraisonnable de fixer ceux-ci en dessous du seuil de rentabilité. Par ailleurs, nous avons estimé que le TGV n'était pas fait pour multiplier les déplacements domicile-travail à prix réduit et transformer Lille en banlieue-dortoir de Paris. Nous proposerons aux voyageurs les plus assidus deux formules, Temporis et ABO 8, dont la plus avantageuse ramènera le prix du voyage Paris-Lille à 100 francs, quel que soit le TGV.

N'avez-vous pas peur que le consommateur soit perdu dans ce maquis tarifaire ? Et puis, les cheminots ne se sont pas montrés jusqu'à présent grand pédagogues pour expliquer SOCRATE...

La culture des cheminots évolue petit-être lentement, mais sûrement. Pour le TGV Nord, nous allons concevoir et distribuer des fiches explicatives où figureront les prix en fonction des horaires de façon que chacun puisse trouver le train qui lui conviendra au meilleur coût. Mais il est vrai que nous avons un travail important d'explication à mener à bien, notamment auprès des associations de consommateurs.

On ne peut pas dire que la SNCF ait réussi à dialoguer avec les associations, ces derniers temps...

Je regrette la dégradation de nos relations. Nous avons fait du bon travail en matière de sécurité et sur les transports en Ile-de-France. Nous avons buté sur les problèmes de tarification. Je souhaite que nous repartions sur des bases nouvelles avec elles. Le vœu de leur écrire pour leur proposer d'analyser ensemble les expériences tarifaires du TGV Nord, d'améliorer pour le mois de septembre la lisibilité du nouveau billet SNCF afin de préciser les prestations fournies ainsi que les prix et les réductions pratiquées. Je souhaite très vivement que nous puissions renouer le dialogue sur ces bases.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### RÉSULTATS 1992

Le Conseil de Surveillance s'est réuni sous la Présidence de Marcel Bleustein-Blanchet pour approuver les comptes de l'exercice 1992 présentés par le Directoire, présidé par Maurice Lévy.

#### Résultats satisfaisants

Dans une conjoncture européenne difficile avec un marché publicitaire en net recul, le groupe Publicis réalise une performance satisfaisante. Le chiffre d'affaires est stable à 20 milliards de francs et marque une hausse de 5 % à taux de change constants.

Le profit net consolidé, part du Groupe, est sensiblement équivalent à celui de 1991 à F. 148 945 000.

Le résultat net consolidé total (part du Groupe et intérêts hors groupe) s'est établi à F. 294 616 000, en recul de 2%, et la marge brute d'autofinancement consolidée s'est élevée à F. 469 978 000, en progression de 6%.

#### Développement record

Tant en France qu'à l'étranger, le Groupe Publicis jouit d'une force d'attraction tout à fait remarquable. L'année 1992 a été celle de la conquête avec des marques aussi prestigieuses que : Vittel, Heineken, Novotel, Club Med, Tourisme Marocain, Korean Air, Perrier et bien d'autres. Ces succès français sont confirmés à l'étranger par l'arrivée également de grandes marques telles que : Diner's Club, Nintendo, Polenghi Lombardo, Beefeater, Long John's...

#### Creativité en hausse

Les efforts menés dans plusieurs pays pour renforcer notre performance créative ont été payants. C'est ainsi que nos agences ont amélioré leurs scores dans ce domaine dans la quasi totalité des pays.

#### Perspectives 1993

La situation économique et le marché publicitaire sont prévus stables ou en recul. La loi Sapin sera appliquée à partir du 31 mars et l'on peut prévoir des conséquences négatives pour les revenus et l'organisation des agences de publicité et les centrales d'achat en France.

Dans ce contexte, les prévisions du Groupe sont prudentes : le volume des affaires traitées devrait être stable grâce au développement réalisé. Le résultat, quant à lui, peut souffrir des conséquences de la loi Sapin et du recul des investissements publicitaires. Toutefois, les efforts de rationalisation entrepris depuis deux ans ainsi que la rentabilisation des implantations internationales du Groupe devraient permettre de réduire l'impact de la situation française.

#### Publicis S.A.

Les revenus financiers de Publicis S.A., la société mère du Groupe, se sont élevés à F. 78 014 284 contre F. 71 194 029 en 1991, en progression de 10 %, et son bénéfice net courant s'est établi à F. 58 135 460, stable.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée au siège social, le mardi 22 juin 1993 à 11 heures 30, la distribution d'un dividende de F. 8 par action, ce qui représente, avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de F. 12.



SOCIÉTÉ DU GROUPE EXON

### UN RÉSULTAT RECORD EN 1992 QUI CACHE UNE ANNÉE DIFFICILE

Le Conseil d'Administration, au cours de sa réunion du 30 mars 1993, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1992.

Le résultat du Groupe est un bénéfice de 1 652 MF à comparer à 850 MF en 1991. Ce résultat s'analyse de la façon suivante :

Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 652 MF incluant un effet prix sur stocks négatif de 32 MF, compte tenu des provisions déjà passées.

Le résultat courant comptable est positif de 644 MF, après prise en compte de 8 MF de charges financières.

Le résultat exceptionnel, positif de 1 480 MF, inclut la plus-value réalisée sur la cession du site du siège social de La Défense en septembre 1992.

Le résultat net de 1 652 MF, est obtenu après prise en compte des impôts, de la participation des salariés et de la part des minoritaires dans le résultat d'ESSO REP.

#### Commentaires

Le résultat d'exploitation de l'activité Exploration-Production de 468 MF est inférieur à celui de 1991. Ceci est dû à la baisse des prix moyens du pétrole brut et du taux du dollar sur le période. La production est restée stable à 1,4 MT, en particulier grâce à la mise en production des Arbousiers sur le permis de Lège.

Le résultat d'exploitation opérationnel de l'activité Raffinage-Distribution, positif de 216 MF, connaît une dégradation très importante par rapport à 1991, en raison des marges de raffinage restées à un niveau très bas pendant toute l'année 1992. Un tiers environ de cette dégradation est cependant lié au niveau inhabituel de ces marges au premier trimestre de 1991.

Malgré ce résultat, très insuffisant pour assurer la rentabilité des capitaux investis, la Société a maintenu son programme d'investissement et prévoit la mise en service d'une unité d'alkylation à Port-Jérôme en 1993. Dans le Réseau de stations-service, les marges se sont améliorées, malgré un environnement très concurrentiel, mais la rentabilité reste insuffisante.

#### Dividende par action proposé

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes d'ESSO S.A.F., société-mère du Groupe, pour l'exercice 1992. Le résultat net est un profit de 1 825 MF. Le Conseil recommandera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende net de 596 MF, représentant un dividende de 50 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 25 F par action, soit un revenu global de 75 F par action identique à celui de 1991.

Un acompte de 25 F par action ayant déjà été versé le 20 janvier 1993, le solde du dividende ressort à 25 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F. Il est prévu de le mettre en paiement le 16 juin 1993.

#### Résultats consolidés du Groupe ESSO S.A.F.

(millions de francs)	1991
Résultat d'exploitation	
Exploration / Production	665
Résultat d'exploitation opérationnel	
Raffinage / Distribution	1 402
Effet prix sur stocks net	(570)
Résultat d'exploitation du Groupe	1 497
Résultat financier	(8)
Résultat courant comptable	1 489
Éléments exceptionnels	(233)
Impôts courants et différés	(331)
Participation des salariés	(49)
Minoritaires	(26)
Résultat net du Groupe	850
Capacité d'autofinancement (hors effet prix sur stocks)	1 957
Production de pétrole brut (milliers de tonnes)	1 393
Ventes sur le marché intérieur (milliers de tonnes)	9 550

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

#### Exercice 1992 difficile et mesures de relance

Le Conseil d'Administration de la Banque Hypothécaire Européenne s'est réuni le 24 mars 1993 et a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

La persistance de la crise immobilière a lourdement pesé sur les résultats qui, en raison des provisions constituées en cours d'année, se soldent par une perte de 195 MF (199 MF au niveau consolidé). Le taux de provisionnement réalisé en fin d'exercice sur les encours globaux des crédits aux promoteurs et marchands de biens (qui concerne en quasi-totalité des financements de logements) s'élève à plus de 16 %. Rapporté aux créances douteuses ou contentieuses, ce taux est supérieur à 50 %.

La production des crédits à court terme s'est inscrite en recul de 23 % d'une année sur l'autre ; les crédits à long terme mis en place par le Groupe en 1992 ont, en revanche, maintenu leur croissance en raison notamment d'une relance significative des prêts pour l'acquisition de logements. Les encours totaux du Groupe marquent une progression de 6,6 %.

Le Conseil a pris acte des mesures mises en œuvre pour assurer le redressement de la banque.

Ces mesures visent d'abord à renforcer et développer les trois secteurs traditionnels d'activité de la banque : le financement à court terme des professionnels de l'immobilier, le financement à long terme des investissements immobiliers des entreprises et les crédits aux acquéreurs de logements.

La relance du financement du logement sera prioritairement poursuivie grâce notamment à un redéploiement du réseau d'agences ayant pour objet de concentrer le maximum de moyens sur les zones au plus fort potentiel de développement.

Par ailleurs, le plan économique et social en cours de réalisation, et qui comporte une offre de reclassement à tous les agents concernés, permettra de réduire les effectifs d'environ 10 %.

Enfin, le Crédit Mutuel de Bretagne, qui a porté sa participation au capital à plus de 95 % et dont le résultat net consolidé positif -BHE comprise- devrait dépasser 250 millions de francs, a confirmé son intention de doter la BHE de l'assise financière nécessaire à la réalisation de ses objectifs de développement.

Le Monde  
Ouvrons  
BARRE, CHIRAC, GISCARD  
Opposants autour du  
démocratie ?  
Ratons-les hier  
au pouvoir.  
Consultez  
**L'HISTOIRE**  
AU JOUR LE JOUR  
pages 780 à 794

262 pages  
Préparez l'année à venir  
L'année dans Le Monde  
Préparez l'année à venir  
1992  
ÉTATS-UNIS :  
UN NOUVEAU PRÉSIDENT  
Une condition  
LE MONDE / GALLIMARD  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



## VIE DES ENTREPRISES

Malgré les incertitudes pesant sur son capital

## CarnaudMetalbox prévoit une nouvelle progression de ses résultats en 1993

Naméno un de l'emballage en Europe où il réalise 86 % de ses ventes, CarnaudMetalbox résiste à la crise. « Nous avons anticipé les pressions de la récession par nos acquisitions aux États-Unis et en Asie », se félicite, mercredi 31 mars, le président de son directoire, M. Jürgen Hintz, en annonçant un résultat net (part du groupe) de 976 millions de francs pour 1992, en progression de 15 % sur l'année précédente. Obtenir malgré une diminution du chiffre d'affaires de 3 %, à 24,83 milliards de francs (diminution due, en totalité, aux variations monétaires en Europe), ces bons résultats devraient encore s'améliorer en 1993, en dépit, selon M. Hintz, d'une demande rare sur le marché.

## «Affaire de semaines, de mois...»

Des prévisions optimistes que le président du directoire justifie par l'important effort de rationalisation entreprise (fermeture de six usines et restructuration de sept divisions), la poursuite d'une forte politique d'efforts (ceux-ci sont passés de 33 900 en 1990 à 30 300 en 1992, malgré des acquisitions), la politique de désendettement (- 200 millions de francs en 1992) et, surtout, l'ampleur des investissements (+ 30 % l'an dernier pour les investissements industriels à 1,7 milliard de francs). Des prévisions qui paraissent aussi sur la poursuite de l'essor du groupe en Asie et en Europe de l'Est, ainsi que sur le développement de l'emballage

pour les produits de beauté et de santé.

S'ils se confirment, ces bons résultats sont d'autant plus rassurants que CarnaudMetalbox, coté en avril 1990 de la fusion du français Carnaud SA et de l'anglais Metalbox Packaging, devra vivre encore quelque temps avec de lourdes incertitudes pesant sur son actionnariat. « Affaire de semaines, de mois ou d'une année », a précisé le plus important d'entre eux, M. Ernest-Antoine Seillière, président de la Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP) : « Nous n'avons aucune indication sur le moment où MB Caradon souhaitera mettre en vente les 25,3 % qu'il détient dans CarnaudMetalbox ».

« Très attachée » au groupe d'emballage qui demeure sa principale participation industrielle, la CGIP (qui détient également 25,3 % du capital et 33,45 % des droits de vote) a certes obtenu - malgré quelques contestations - des autorités boursières les deux votes nécessaires au rachat de 13 % du capital : la CGIP en rachèterait 7 % et la société de portefeuilles Parifinance, 6 % (le Monde du 27 mars). Un montage qui permettrait à la CGIP et à son allié de verser le capital. Mais pour le solde des actions de MB Caradon (12,3 % du capital), M. Seillière s'est contenté de dire : « C'est l'affaire du vendeur ». Reste à savoir ce que pense MB Caradon.

P.-A. G.

586 millions de francs de bénéfices

## Pour Pinault-Printemps 1992 est un exercice de transition

Le groupe Pinault-Printemps a présenté, mercredi 31 mars, ses comptes pour 1992, difficilement comparables avec ceux de l'année précédente compte tenu des cessions, acquisitions et modifications opérées au cours de l'exercice.

Le chiffre d'affaires ressort à 70,23 milliards de francs et le résultat d'exploitation à 2,79 milliards, soit une marge de 4 %. Le résultat net (part du groupe) s'élève à 586 millions. Le chiffre d'affaires de la distribution s'établit à 68,2 milliards (le reste étant dans l'industrie), ce qui représente une hausse de 3,4 %, composé à 59 % par la distribution grand public (enseignes comme La Redoute, Conforama, Printemps, Prisunic...) à 33 % par la distribution spécialisée (CDME...) et à 8 % par le commerce international (CAO).

Dans une conjoncture difficile,

les magasins du Printemps voient leurs ventes augmenter de 0,8 %, celles de Prisunic baissant de 4,5 %, en raison notamment de modifications de périmètre (impact de la cession de Disco sur l'enseigne Escal). Conforama (amenagement) affiche un chiffre d'affaires en progression de 12 %, hausse due en partie à son développement en Suisse et à l'ouverture de cinq nouveaux magasins.

Enfin, selon des informations données par le groupe, l'endettement financier net ressort à 18,050 milliards de francs hors TSDI (titres subordonnés à durée indéterminée), soit un peu moins que le chiffre avancé l'an passé. M. François Pinault, le patron fondateur du groupe, a pour objectif de réduire ce chiffre de 5 milliards de francs, rappelle-t-on.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LBI LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV ELIGIBLE AU PEA

Investissez dans les entreprises françaises performantes

## MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1992

Le Conseil d'administration, réuni le 9 février 1993, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992, et a proposé de fixer le dividende net par action à 21 francs. Sous réserve du vote par l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 7 avril 1993, ce dividende sera détaché le 16 avril et mis en paiement le 20 avril 1993 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 20 juillet 1993).

Décomposition:	NET
• obligations françaises	10,99 F
• actions françaises	10,01 F
<b>TOTAL</b>	<b>21,00 F</b>

Crédit d'impôt : selon la nouvelle réglementation fiscale, il sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des avoirs fiscaux entre les actions en circulation à cette date.

## MODIFICATION DES STATUTS

Par ailleurs, le Conseil proposera aux actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 7 avril 1993, une modification des statuts prévoyant la création d'un collège de censeurs.

## PERFORMANCES AU 31.12.1992 (dividendes nets réinvestis) :

• sur 1 an :	+ 10,08 %
• sur 5 ans :	+ 83,37 %
Valeur liquidative au 31.12.92 :	552,56 F

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

CAISSES D'ÉPARGNE, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

Spécialiste de la confection pour enfants

## Albert SA est vendue au fonds britannique Schroder

Fondateur de la société de confection pour enfants qui porte son nom, M. Marcel Albert passe la main. Et s'apprête à céder son entreprise (une société de 624 millions de chiffre d'affaires qui assure la création, la fabrication et la vente des marques Gallipette, Kidokay, Naf Naf, UCLA et Comme une image), au fonds britannique Schroder Ventures Investment Advisers Ltd. Ce fonds est déjà présent en France dans ce secteur, par le biais de participations dans les chaussures Kioy et les sous-vêtements Arthur.

Une société holding créée pour l'occasion et contrôlée par Schroder va se porter acquéreur de 33,64 % du capital d'Albert SA. Parallèlement, M. Marcel Albert apportera à la holding, 4,03 % du capital de la société. Le fonds détiendra, au terme de cette opération, 37,67 % d'Albert SA (la totalité de la participation de la famille fondatrice). Schroder négocie - en outre avec les investisseurs institutionnels (Uni-Région, Sodero...) d'Albert SA, pour porter sa participation à plus de 50 %, et si cette

démarche aboutit, lancera une opération de garantie de maintien de cours (l'entreprise de confection est cotée au second marché).

Dotée, selon son fondateur, « d'un tour de table capable d'assurer le développement de la société », Albert SA sera transformée en société à conseil de surveillance (présidée par M. Albert) et directoire (dont la présidence sera confiée à l'actuel directeur général, M. Bernard Blennin). « La société restera vendue et dirigée sur place », assure M. Albert qui entend désormais « agir moins sur l'entreprise que sur son environnement ». Et « défendre la profession et l'emploi menacés par une mondialisation incontrôlée ». Conseiller régional RPR des Pays de la Loire, vice-président de l'Union française des industries de l'habillement, président du Groupement Ouest Mode Industrie, il consacrera désormais l'essentiel de son énergie à ses idées et à ses multiples mandats.

P.-A. G.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CRISES

■ Sommer-Alibert réduit ses effectifs. - Sommer-Alibert (équipements automobiles, revêtements de sol, mobilier) a réussi en 1992 à sauver son bénéfice qui s'est établi à 164 millions de francs, en hausse de 15,9 %, au prix d'une réduction sensible de ses effectifs. Le groupe spécialisé dans la transformation des matières plastiques a supprimé 750 emplois sur un effectif total de 12 460 personnes. Trois sites ont été fermés et une usine a été cédée aux États-Unis. Cette année, le groupe devait supprimer encore une centaine d'emplois et utiliser au maximum des intérimaires et des contrats à durée déterminée pour « plus de flexibilité ». Les réductions d'effectifs ne sont pas la seule raison de la progression d'effectifs, dans un contexte économique déprimé, a expliqué le PDG du groupe, Marc Assa. Selon M. Assa, le groupe a affiché « de bonnes performances » dans ses divisions revêtements, industrie automobile et maintenance. Il aurait aussi gagné des parts de marché, notamment dans l'automobile.

■ Majorette : prolongation jusqu'au 9 avril de la période d'observation. - Le tribunal de commerce de Leno a décidé, mercredi 31 mars, de proroger jusqu'au 9 avril la période d'observation de la Majorette, le groupe national de la voiture miniature, placée en redressement judiciaire depuis le 26 novembre 1992. Les candidats au rachat de la société avaient jusqu'au 29 mars pour déposer leur dossier. Quatre d'entre eux se sont manifestés pour la reprise globale du groupe : Franco-Cartes, numéro

un français et deuxième mondial de la carte à jouer, Idéal Loisir, Luback Investissements et Thirion. Deux autres sociétés se sont également portées candidates, mais elles ne sont intéressées que par la reprise de Solido, une filiale de Majorette.

## CONSTITUTION

■ Daf Trucks France succède à Daf France. - La société Daf Trucks France, filiale du constructeur de véhicules industriels Daf Trucks NV (Pays-Bas) en graves difficultés, a été officiellement constituée le 22 mars. Elle assurera le relais de l'ancienne Daf France, en représentant une partie des actifs et des personnes, et réalisera pour le compte de sa maison mère, des opérations commerciales et d'après-vente de véhicules industriels en France métropolitaine. Daf Trucks France occupe 35 personnes à Surville (Val-d'Oise). Le réseau commercial compte une quarantaine de concessionnaires et plus de cent agents sur le territoire national.

## RÉSULTATS

■ Essilor : hausse de 4 % du résultat net (part du groupe) en 1992. - Le résultat net part du groupe Essilor (verres, optique) a progressé de 4 % en 1992, à 129 millions de francs contre 124 millions en 1991, a annoncé mercredi 31 mars la société. Le chiffre d'affaires a progressé de 3 %, à 5,63 milliards de francs, et le résultat d'exploitation de 14 % à 525 millions de francs. Dans les ventes correctrices, dont Essilor est le numéro un mondial, l'exercice 1992 est globalement jugé satisfaisant. Mais l'activité manutention, pénalisée par une conjoncture défavorable, selon la société, a dû être restructurée avant d'être cotée. Essilor rappelle avoir enregistré une charge de 59 millions de francs au titre de la société Angélien, sa filiale à 58 %, qui vient de procéder à une déclaration de cessation de paiements. Essilor, qui a placé son exercice 1992 sous le signe du désendettement, a vu sa charge de 1,13 milliard de francs s'engager net, soit un ratio par rapport aux fonds propres de 44 % contre 55 % en 1991.

■ La Rochette : perte nette de 349,6 millions de francs en 1992. - La Rochette (pâte à papier) a enregistré une perte nette consolidée de 349,6 millions de francs en 1992, contre un bénéfice net de 28,8 millions de francs en 1991, selon un communiqué publié mercredi 31 mars par le groupe. Le résultat courant se solde par une perte de 130,7 millions contre un résultat négatif de 45,3 millions en 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3,6 milliards de francs contre 3,7 milliards en 1991.

## INVESTISSEMENT

■ Seagate Technology (État-Unis) investit en France au Nord. - Le groupe informatique américain Seagate Technology investit 45 millions de francs (320 millions de francs) dans une usine « modeste » à Lons-en-Vallée, en France du Nord, a annoncé lundi 29 mars la société. La nouvelle usine (9 000 mètres carrés) permettra de créer 250 emplois dans un premier temps et de doubler ce nombre un peu plus tard, a indiqué le directeur général de Seagate, Al Shugart. Seagate, fondé en 1979, compte 24 usines dans le monde et 43 000 employés.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 1<sup>er</sup> avril. Nouvelles prises de bénéfice

Les prises de bénéfice se poursuivront jeudi 1<sup>er</sup> avril à la Bourse de Paris dans un marché calme qui ne s'attend pas à des mouvements significatifs sur les taux d'intérêt allemands ou français. En recul de 0,40 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,80 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises accusaient leur recul et perdait en moyenne 0,7 %.

La franc française restait bien orientée jeudi après que le nouveau ministre de l'économie M. Edmond Alphandéry ait déclaré être partisan de la politique du franc fort. Le levier de l'argent se défendait encore légèrement, cédant 1/8 de point à 10 5/8 %.

Certaines opérations estimant que la Banque de France pourrait faire un petit geste lors du double appel d'offres de ce jour mais ajoutant que « même s'il y avait une petite baisse, les marchés ne devraient pas réagir de manière significative ». M. Durré, membre du directoire de la Bundesbank, a fermement engagé ses collègues à organiser la baisse des taux d'intérêt en France, en adoptant des mesures de confiance de nature à réduire le sprime de risque qui pèse sur le franc.

Au vu des résultats de 1992, les sociétés ne se montrent pas optimistes pour 1993. Les analystes estiment donc des mesures de relance rapides. Le secteur des BTP serait le premier à bénéficier. Les titres des BTP sont donc sur le fil des plus fortes hausses, GTM gagnant encore 4,2 %. La adjudication se poursuit sur le SFEI, le titre montant de 5,7 % dans un marché de 113 000 titres. Selon une étude d'une société de Bourse, une OPE (offre publique d'échange) pourrait être lancée par la SFEI sur Schneider à raison de 20 SFEI pour 15 Schneider.

NEW-YORK, 31 mars. Baisse de dernière heure

Wall Street a enregistré, mercredi 31 mars, une perte d'une vingtaine de points, provoquée par des ventes sur les programmes informatiques dans le dernier quart de transactions, après avoir évolué en légère hausse durant la séance grâce surtout à des mises à jour de portefeuilles par des investisseurs institutionnels. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a chuté à 2 426,11 points, en baisse de 22,18 points (- 0,94 %). L'activité a été soutenue avec quelque 275 millions de titres échangés. Malgré le recul de Wall Street, le nombre de titres en hausse a nettement dépassé celui des valeurs en baisse : 1 148 contre 727, alors que 630 titres ont été inchangés.

L'annonce d'une progression de 0,6 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques américains et de 1,4 % des commandes passées aux entreprises en février avait légèrement soutenu le marché en début de séance. Les experts tablent généralement sur une hausse de 0,6 % de l'in-

dice composite et de 1,3 % des commandes. Le marché avait également profité dans la journée d'importants achats de valeurs pharmaceutiques.

Le marché a été encouragé par un redressement du secteur pharmaceutique après les fortes baisses récentes et par une enquête du groupe d'informations financières Dun & Bradstreet révélant que les liquidations d'entreprises ont baissé pour la première fois en quatre ans au premier trimestre.

VALEURS	Cours de 30 mars	Cours de 31 mars
Alcoa	85 7/8	84 1/2
AT&T	57 1/4	56 3/4
Bell	36 3/4	36
Chase Manhattan Bank	34 5/8	34 7/8
De Beers	49 1/2	48 1/2
Exxon Mobil	83 1/2	84 1/8
Ford	88 1/2	86 1/4
Gold	32 3/4	32
General Electric	80 7/8	80 1/8
IBM	117 1/2	117
Johnson & Johnson	74 5/8	74 7/8
Merck	80 3/4	80 1/2
Mobil Oil	89 3/4	88 7/8
Pfizer	82 1/2	82 1/4
Rockwell	89 3/4	89 1/2
Texas	84 1/4	83 3/8
Wall St. Ind. Avg.	125 5/8	124 3/4
Wall St. Ind. 30	84 1/4	83 3/8
United Tech.	47 1/2	47 1/4
Washington	15	14 5/8
Yarn Corp.	82 5/8	82 1/2

LONDRES, 31 mars. Progression

La Bourse de Londres a progressé pour la deuxième séance consécutive, mercredi 31 mars, en réaction au succès d'une adjudication record de 3 milliards de livres de fonds d'État, qui a été soustraite près de deux fois, et à des déclarations du gouverneur de la Banque d'Angleterre affirmant que la récession était probablement terminée. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 17,7 points, soit 0,8 %, à 2 876,7 points. Les échanges ont porté sur 806,4 millions d'actions contre 727,8 millions mardi.

La tendance a été stimulée par la hausse du marché à terme. Les fonds d'État à long terme ont gagné de 1 point après le résultat de l'adjudication de titres à vingt ans, l'une des premières grosses adjudications que se devait effectuer la Banque d'Angleterre cette année.

Le marché a été encouragé par un redressement du secteur pharmaceutique après les fortes baisses récentes et par une enquête du groupe d'informations financières Dun & Bradstreet révélant que les liquidations d'entreprises ont baissé pour la première fois en quatre ans au premier trimestre.

VALEURS	Cours de 30 mars	Cours de 31 mars
Alcatel	523	526
BP	310	310
BT	802	805
Cellulose	485	483
De Beers	1038	1038
Glaxo	589	595
ICI	2845	2846
Imperial	1188	1176
Johnson	1225	1215
ICI	800	803
ICI	538	538
ICI	1120	1126

TOKYO, 1<sup>er</sup> avril. Forte hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte hausse le premier jour de la nouvelle année fiscale 1992-1993. Au terme des transactions, l'indice Nikkei des valeurs a gagné 507,84 points, soit 2,76 % à 19 089,09 points. En refractionnement, le barre des 19 000 points, le principal indicateur de la place terminée à son meilleur niveau de l'année. Les affaires ont porté sur quelque 320 millions de pièces contre 700 millions mercredi.

L'indice Nikkei n'avait pas clôturé à un niveau aussi élevé depuis le 31 mars 1992 où il avait fini à 19 345,85 points. C'est encourageant de voir un marché aussi haussier au début de la nouvelle année

fiscale, a relevé un boursier. Le marché a vivement progressé en fin de séance grâce à la hausse de NTT (Nippon Telegraph and Telephone). Un opérateur a rapporté qu'une grande banque étrangère avait coté des obligations japonaises pour des actions NTT.

VALEURS	Cours de 31 mars	Cours de 1 <sup>er</sup> avril
Alcatel	120	120
BP	120	120
BT	1410	1370
Cellulose	1410	1370
De Beers	1410	1370
Glaxo	1410	1370
ICI	1410	1370
Imperial	1410	1370
Johnson	1410	1370
ICI	1410	1370
ICI	1410	1370
ICI	1410	1370

## CHANGES

Dollar : 5,4750 F. ↑

Le dollar progressait légèrement, jeudi 1<sup>er</sup> avril, à 5,4750 F, contre 5,4620 F mercredi. Les affaires ont porté sur quelque 320 millions de pièces contre 700 millions mercredi.

L'indice Nikkei n'avait pas clôturé à un niveau aussi élevé depuis le 31 mars 1992 où il avait fini à 19 345,85 points. C'est encourageant de voir un marché aussi haussier au début de la nouvelle année

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (1<sup>er</sup> avril) : 10 916-10 1116 %  
New-York (31 mars) : 4 %

## BOURSES

30 mars 31 mars  
Indice général CAC 347,31 345,31  
Indice CAC 40 : 2 859,91 2 851,38

## NEW-YORK (indice Dow Jones)

30 mars 31 mars  
Industriel : 3 457,27 3 435,11  
Industriel & Financial Times : 3 457,27 3 435,11

## LONDRES (indice &amp; Financial Times)

30 mars 31 mars  
100 valeurs : 2 861 2 876,70  
30 valeurs : 2 220,60 2 225,50  
Mines d'or : 120,88 118,10  
Fonds d'État : 96,36 96,40

## FRANCFORT

30 mars 31 mars  
Dax : 1 685,87 1 684,21

## TOKYO

31 mars 1<sup>er</sup> avril  
Nikkei Dow Jones : 18 591,45 19 089,09  
Indice général : 1 461,57 1 471,19

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

\$ E.U.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
100	5,4750	5,4770	5,5875	5,5725
100	4,712	4,715	4,8912	4,8872
100	4,715	4,718	4,8912	4,8872
100	2,395	2,398	3,4075	3,4120
100	2,398	2,401	4,1316	4,1276
100	2,398	2,401	3,7134	3,7134
100	2,398	2,401	3,7134	3,7134
100	2,398	2,401	3,7134	3,7134
100	2,398	2,401	3,7134	3,7134

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
100	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
100	9 3/8	9 1/2	9 1/8	9 3/16	9 3/8	9 1/2
100	8 1/4	8 3/8	7 7/8	8 1/4	7 7/8	8 1/4
100	5 5/16	5 7/16	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2
100	11 3/8	11 3/4	11 7/16	11 13/16	11 7/16	11 13/16
100	5 7/8	6	5 7/8	6	5 7/8	6
100	12 1/16	12 3/16	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4
100	12 1/16	12 3/16	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la suite des marchés de la BNP.

هكذا من الأصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 1<sup>er</sup> AVRIL

Company	VALUES	Cost per share	Premer cost	Demer cost	%	Company	VALUES	Cost per share	Premer cost	Demer cost	%	Company	VALUES	Cost per share	Premer cost	Demer cost	%												
5300	CALTEX INC.	6380	5400	5400	+1.12	1100	CPI Pharm. Res.	354	331	329	-1.50	33	Laguardia Group	96	94	94	-1.05	80	Stamps	638	540	532	+0.78	226	Ford Motor	253.50	289.30	289	-1.53
981	CAJAX, T.P.	353	350	350	+0.76	1101	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
951	CLARK, T.P.	881	882	885	+0.25	1102	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
1858	CLARK, T.P.	1850	1850	1850	0.00	1103	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
1859	CLARK, T.P.	1850	1850	1850	0.00	1104	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
715	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1105	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
716	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1106	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
717	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1107	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
718	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1108	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
719	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1109	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
720	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1110	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
721	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1111	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
722	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1112	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
723	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1113	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
724	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1114	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
725	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1115	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
726	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1116	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
727	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1117	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
728	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1118	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
729	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1119	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
730	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1120	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
731	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1121	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
732	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1122	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
733	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1123	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
734	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1124	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
735	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1125	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
736	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1126	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
737	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1127	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
738	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1128	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
739	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1129	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
740	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1130	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
741	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1131	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
742	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1132	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
743	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1133	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
744	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1134	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
745	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1135	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
746	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1136	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
747	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1137	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
748	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1138	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
749	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1139	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
750	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1140	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
751	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1141	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
752	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1142	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
753	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1143	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
754	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1144	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
755	CLARK, T.P.	714	714	714	0.00	1145	CALCO Foudr	1121	1118	1115	-0.54	285	Laguardia	315	314	308	-1.05	1080	St. Raphael	1020	1090	1081	+0.09	430	Franklin	45.50	45.00	45.00	-1.18
756	CLARK, T.P.																												

**Comptant (sélection)**[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

## Second marché (séle

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cible	559	547	Graphoth	180	164
A.N.A.C.	23	70	Banvail	723	723
Banque Paribas	470	474	I.C.C.	223	225
C.B.I.-I.F.	216	17	Indust. Héliobit	78	78
C.B.I.-G.F. (C.C.I.)	430	830	Interim. Computer	126 20	127
Cablecom	280	280	I.P.R.M.	38 30	38
Celtek	330	353	M.S.C.	170	170
C.E.G.E.P.	180	180	M.H.S. Schenker	714	683
Comptel Europe	1184	1150	Publi-Page	720	720
C.R.E.M.	100	98 30	Revue-Info-Esp.	238	238
Credacore	320	326	Sect. Invest. Esp.	105 30	105 30
Crochet	93 80	102	Sofipa	187	190
Dagblin	272	256	Sorbus	338	340
Danersley	1230	1300	T.F.I.	460	480 80
Dedirel	108 30	108	TF1-M (4)	361	354
Edisons Breda	190	190	Unilog	220	219
Euro. Population	240	240	Val de la C.	144 80	144
Financ.	144	146	Y. Sci. Invest. Growth	785	780
G.F.P. (Grouped I.L.)	85	35			

ed Mar Ep	75420 62	75420 62	Maritime dispute	7
ed Mar Ep Jong T	210 14	204 52	Natio Court Terms	10
ed Mar Ep Manila	1219 18	1186 56	Natio Court Terms2	30

[illegible]

## Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 1/4	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Etats Unis (1 usd)	0 478		5 2	5 7
Ecu	0 580			
Allemagne (1 DM)	339 520		329	349
Belgique (100 F)	16 471		18	
France-Bas (100 fl)	301 790		312	312
Italie (100 scd)	2002		31	
Danemark (100 kr)	88 340		4	92
Irlande (1 sp)	6 257		7	8
Göteborg (1 L)	9 238		7	8
Grèce (100 dr)	2 233		21	22
Suède (100 kr)	396 380		368	376
Suède (100 krs)	70 850		67	76
Grèce (100 L)	75		75	76
Australie (100 scd)	48 272		44	48
Espagne (100 pes)	4 751		48 8	49 5
Portugal (100 esc)	3 680		41	43
Canada (1 \$ can)	4 94		4 2	4 6
Japon (100 yen)	4 788		4 6	4 6

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/4
Or fin (kilo en barre).....	59800	59700
Or fin (en lingot).....	59600	59700
Napoléon (20f).....	341	340
Pièce Fr (10 f).....	390	380
Pièce Suisse (20 f).....	343	344
Pièce Latine (20 f).....	339	343
Souverain.....	432	433
Pièce 20 dollars.....	2110	2110
Pièce 10 dollars.....	1122 50	1122
Pièce 5 dollars.....	680	685
Pièce 50 pesos.....	2205	2220
Pièce 10 florins.....	352	352

1. NAME

LA BOURSE SUR MINITEL

**36-15**

**TAPEZ LE MONDE**

---

PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE

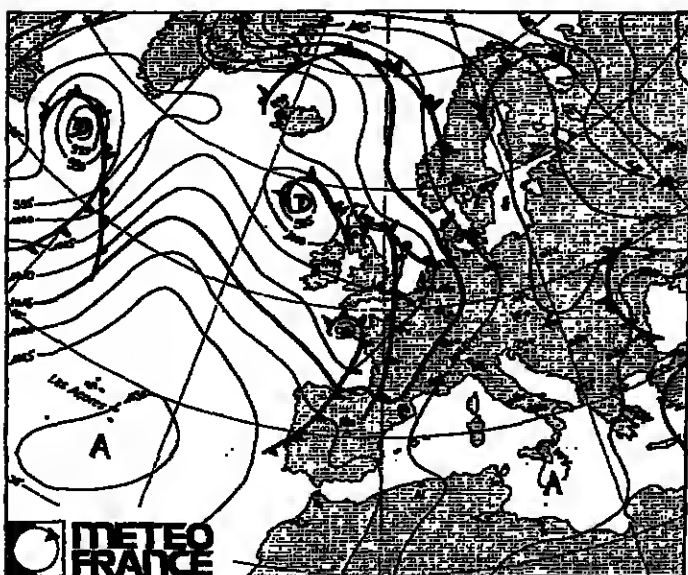
Renseignements :  
**46-62-72-67**

**Marché à terme international de France MATIF**

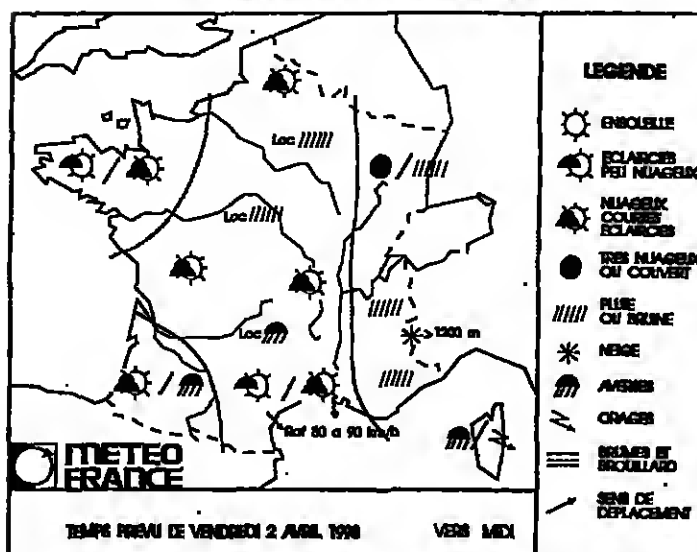
<b>MARCHÉ A TERME INTERNATIONAL DE FRANCE MATIF</b> Cotation du 31 mars 1993							
<b>NOTIONNEL 10 %</b> Nombre de contrats estimés : 93 602				<b>CAC 40 A TERME</b> Volume : 37 178			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier ...	117,64	117,70	117,48	Dernier ...	2 026,50	2 051	2 066
Précédent	117,66	117,76	117,44	Précédent	2 038	2 058,50	2 077
c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu							



## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1<sup>er</sup> AVRIL A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 2 AVRIL 1993



Vendredi : pluie ou averse, Aménorrhée par la Bretagne. Le matin, il pleuvra sur les régions situées à l'est d'une ligne Rhône-Montpellier avec de la neige au-dessus de 1 300 mètres. Les pluies seront faibles au nord mais plus marquées sur les régions du Sud-Est. Des Pyrénées au Nord et à la Normandie, le ciel sera le plus souvent nuageux surtout près des Pyrénées. Sur la Bretagne, quelques éclaircies réviendront.

En cours de journée, la zone pluvieuse se déplacera lentement vers l'est et se situera à l'est d'une ligne Marseille-Nancy. Des orages éclateront en Corse.

Du Nord aux Pyrénées, les nuages seront très nombreux et donneront des averses en milieu de journée. En cours d'après-midi, la pluie se montrera un

peu. Sur les Pyrénées, il neigera au-dessus de 600 mètres.

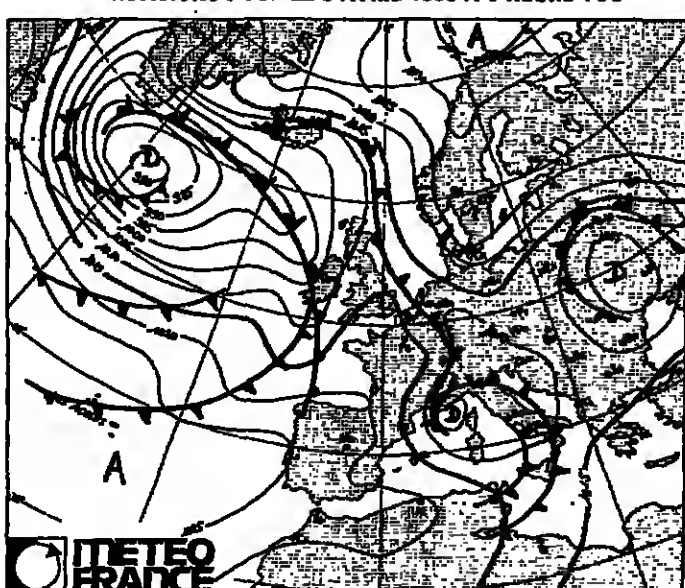
Les éclaircies gagneront la Normandie et les Pays de la Loire.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 3 et 6 degrés sur la moitié nord, 0 et 5 degrés sur la moitié sud, localement 5 et 10 degrés près des régions méditerranéennes.

L'après-midi, le thermomètre atteindra de 10 à 13 degrés sur l'ensemble du pays, localement de 6 à 8 degrés sur la moitié centrale et de 13 à 15 degrés près de la Méditerranée.

Mistral et tramontane souffleront à 80 ou 90 kilomètres/heure en rafales. Le vent de nord-ouest atteindra 50 kilomètres/heure sur les côtes de la Manche.

PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé  
le 31-3-1993 à 18 heures TUC et le 01-4-1993 à 8 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	21	5	N	MARSEILLE	22	9	N
ALGER	25	3	P		ALGER	25	3	P
BARCELONE	24	2	P		BARCELONE	24	2	P
BELGRADE	24	2	P		BELGRADE	24	2	P
BERLIN	24	2	P		BERLIN	24	2	P
BOMBAY	24	2	P		BOMBAY	24	2	P
BUDAPESTE	24	2	P		BUDAPESTE	24	2	P
CARACAS	24	2	P		CARACAS	24	2	P
CASABLANCA	24	2	P		CASABLANCA	24	2	P
CHICAGO	24	2	P		CHICAGO	24	2	P
COLOMBE	24	2	P		COLOMBE	24	2	P
DALLAS	24	2	P		DALLAS	24	2	P
DELHI	24	2	P		DELHI	24	2	P
GENÈVE	24	2	P		GENÈVE	24	2	P
HANOI	24	2	P		HANOI	24	2	P
HAÏPHONG	24	2	P		HAÏPHONG	24	2	P
HOUSTON	24	2	P		HOUSTON	24	2	P
JAKARTA	24	2	P		JAKARTA	24	2	P
KUALA LUMPUR	24	2	P		KUALA LUMPUR	24	2	P
LAHORE	24	2	P		LAHORE	24	2	P
LILOUE	24	2	P		LILOUE	24	2	P
LONDRES	24	2	P		LONDRES	24	2	P
LOS ANGELES	24	2	P		LOS ANGELES	24	2	P
LYON	24	2	P		LYON	24	2	P
MADRID	24	2	P		MADRID	24	2	P
MANGHAT	24	2	P		MANGHAT	24	2	P
MONTREAL	24	2	P		MONTREAL	24	2	P
MUSCAT	24	2	P		MUSCAT	24	2	P
NAGASAKI	24	2	P		NAGASAKI	24	2	P
NANKING	24	2	P		NANKING	24	2	P
NAPLES	24	2	P		NAPLES	24	2	P
NICOSIE	24	2	P		NICOSIE	24	2	P
NOUMEA	24	2	P		NOUMEA	24	2	P
PARIS	24	2	P		PARIS	24	2	P
PARIS-MONTY	24	2	P		PARIS-MONTY	24	2	P
PARIS-ORLY	24	2	P		PARIS-ORLY	24	2	P
PERTH	24	2	P		PERTH	24	2	P
PRINCE-EDWARD	24	2	P		PRINCE-EDWARD	24	2	P
PUTRANGA	24	2	P		PUTRANGA	24	2	P
REIMS	24	2	P		REIMS	24	2	P
RENNES	24	2	P		RENNES	24	2	P
ROUEN	24	2	P		ROUEN	24	2	P
SAIGON	24	2	P		SAIGON	24	2	P
SEATTLE	24	2	P		SEATTLE	24	2	P
SINGAPORE	24	2	P		SINGAPORE	24	2	P
ST-PETERSBURG	24	2	P		ST-PETERSBURG	24	2	P
SYDNEY	24	2	P		SYDNEY	24	2	P
TOKYO	24	2	P		TOKYO	24	2	P
VIENNE	24	2	P		VIENNE	24	2	P
YOKOHAMA	24	2	P		YOKOHAMA	24	2	P

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## IMAGES

## Impressions, Matignon sans délai

Si le but était de ne pas faire retour de Coblentz, reconstruire la, c'est plutôt réussi. Dans les toutes premières impressions du soleil levant sur Matignon, on ne se souvient que de la sobriété, de l'élégance, et, surtout, de la délicatesse du décor. On ne saurait donc pas précisément à quoi cela tient. D'abord le tempo, peut-être, qu'imprime le nouveau maître-mot : sans délai. On s'attendait à des jours et des jours de limousines, de concubines solennelles et d'ambitions enrobées. Avec une amère révélation, on se préparait par avance au spectacle, démontant entre tous pour les citoyens, de la course aux postes. Le ré-

signification se donne seulement à l'Assemblée. Au gouvernement, la machine tourne. Le bar est tenu. Bravo.

Cette équipe si promptement réunie, regardons-la se frayer un chemin dans la foule des photographes. Des visages familiers, bien entendu, pour la plupart. Sympathiques, même, parfois. Mais surtout, à le bien observer, un gouvernement politique, sans complaisance, assez assuré de lui-même pour se dispenser des stars des banquets ou de l'humanaire, des préparés aux « coups », des obsédés du « 20 Heures ». Assurément, en composant cette équipe-là, on n'a pas cherché l'image. Ce qui ne

signifie pas qu'on la désigne : comment ne pas sourire, en entendant le charmant Nicolas Sarkozy inciter les ministres à ne pas changer de voiture, et promettre de tenter de vendre, « sans délai », à encore, une partie de la flotte des avions ministériels du GLAM ? L'annonce de cette importante mesure, sur une des chaînes, était d'ailleurs illustrée par des images de M. Balladur, ces dernières semaines, menant campagne... à bord d'un avion privé.

Précisément, reste, au centre de la photo, le premier ministre lui-même. La visite de l'exposition Aménophis III le jour de sa nomination, cet étonnant « s'il te vient bien, je les garderai à déjou-

ner » à propos de ses ministres : de la part d'un réfractaire proclamé aux copacabanas à l'apparence, impossible de ne pas saluer à un certain savoir-faire, au moins au second degré, l'émergence d'un style au moins paré de l'attrait de la nouveauté. L'effet en peut-il durer ? Pourra-t-on faire oublier le chaise à porteurs de Plantu ? Attention à l'excès inverse. Arriver à pied à Matignon, même un beau matin de printemps, n'est pas forcément le geste le plus judicieux, certains pouvant même y relever de lointaines reminiscences giscardiennes. Pourquoi pas, tant qu'on y est, un pull-over et un accor-

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 1<sup>er</sup> avril

## TF 1

- 20.45 Série : Commissaire Dumas d'Orgeuil. John, de Philippe Sesson.
- 22.25 Magazine : L'Amour en danger. Ton détar ne me touche pas.
- 23.35 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
- 0.25 Divertissement : La Bébé Show.
- 0.30 Journal et Météo.
- 0.40 Série : Côté cœur.

## FRANCE 2

- 20.50 Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benjamin. Le sexe et la vie. La bonne étoile, d'Anne-Poncin et Stéphane Poulet. Amour, gloire et hormones, de Jean-Claude Guillemin. Fondation en vidéo, de Jocelyne Saub. Bébés à la carte, d'Hélène Rischner et Jean-Michel Destang. Le sexe du cerveau, de Thierry Moles et Christophe Bales.
- 22.45 Série : Un privé nommé Syrtar. Présentation repoussée, de Tony Wemyss.
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.40 Magazine : La Cérémonie du minuit. Présenté par Michel Field.

## FRANCE 3

- 20.45 Le Dernier Sésame.
- 21.00 1<sup>er</sup> film : Luke la main froide. ■

## Canal Plus

- 23.00 Dessins animés : Tex Avery. Northwest Hounded Police (1946, v.o.).
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.45 2<sup>e</sup> film : Docteur Cynops. ■■ Film américain d'Ernest B. Schoedsack (1940) (v.o.).

## CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : Border Line. ■■ Film français de Danièle Dubroux (1991).
- 22.00 Flash d'Informations.
- 22.10 Cinéma : Dense avec les loups. ■■ Film américain de Kevin Costner (1990) (v.o.).
- 1.00 Documentaire : Dense avec les loups. Dans les coulisses avec Kevin Costner.

## ARTE

- 20.40 Feuilleton : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz 9. L'Eternel Enfant.
- 22.40 Documentaire : Sans toi, ni moi. D'André Fajard.
- 23.35 Téléfilm : Il Baciato. De Dieter Mariny (v.o.).
- 0.15 Magazine : Rencontre (rediff.).

## M 6

- 20.45 Cinéma : Tout feu, tout flamme. ■■

## Vendredi 2 avril

- De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Huguodélie (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thalassa. La fédération des Académies, de Stéphane Poulet et Gilles Rigis.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Philippe Labro. Norvège : Spitzberg, en attendant le soleil ; Algérie : les hommes du silence ; États-Unis : le World Trade Center.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.15 Magazine : Le Olympe. Invité : Romy Brunen, président de Médias sans frontières.
- 23.40 Série : Les Incontournables.
- 0.30 Court métrage : Libre Court. La Table ou la Vie, de Stéphane Audebert.

## CANAL PLUS

- 15.10 Documentaire : Vanessa, l'album. De Dominique Colonna.
- 16.00 Cinéma : Docteurs in Love. ■ Film américain de Barry Marshall (1982).
- 17.35 Documentaire : Les Rapaces, tueurs de plein vol. De Hugh Miles.
- 18.00 Canaille peluche. Favel.
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.30 Le Top.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 ► Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. Action rouge, de Gilles Béhat.
- 22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.
- 22.55 Flash d'Informations.
- 23.00 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 30<sup>e</sup> journée du championnat de France de D1.
- 23.30 Cinéma : Ma vie est un enfer. ■ Film français de Josiane Balasko (1991).
- 1.15 Cinéma : Best of the Best. ■ Film américain de Bob Radler (1988).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Téléfilm : Perpalton ou A la recherche de l'homme à la pompe d'Urus. De Luc Moullet (rediff.).
- 18.25 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
- 19.00 Magazine : Rencontre. George Miller/Docur Nicole Baumann.
- 19.30 Documentaire : Un siècle de danse. De Sonia Schoonsjans.
- 20.20 Court métrage : La Petite Danseuse de Degas. D'Henri Alekan.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte.

## Film français de Jean-Paul Rappeneau (1981).

- 22.35 Cinéma : L'Emprise des ténébres. ■ Film américain de Wes Craven (1987).
- 0.15 Informations : Six minutes première heure.
- 0.25 Magazine : Culture rock. La sage des Kinks.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Désert en tempête, de Sylvain M'Shid.
- 21.30 Profils perdus. Jacques Copeau (I).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. L'œil et la chose.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Clément Lapias (La Vie en chantier).
- 0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Fondues d'acier, de Mossolov ; Concerto pour piano et orchestre n° 3, de Prokofiev ; Les Mandolins merveilleuses, de Bartok, par l'Orchestre national de France, dir. Ivan Fischer ; David Lively, piano.
- 23.09 Feuilleton : Meldonor.
- 23.19 Ainsi la nuit. Œuvres de Haydn, Chopin, Brahms, Schubert.
- 0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Cergast.

- Des familles commentent les petits et les grands événements de la semaine : Revue de presse ; Documentaires : Nini-Novgorod ; L'Etat de droit ; Le début d'un changement.

- 22.10 Magazine : Macadam. Musica Colonia Matos. Une excursion avec la Météo Saxophone de Cologne.
- 22.55 Documentaire : Portrait de Werner Hofer. De Manfred Köttnerich.
- 23.50 Court métrage : La Perm. D'Eytan Fox, avec Hanech Reim, Gil Frank.

## M 6

- 14.15 Magazine : Destination musique. Jean-Louis Aubert.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : L'Étalon noir.
- 18.00 Série : Le Joker.
- 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
- 19.54 Six minutes d'Informations, Météo.
- 20.00 Série : G Cosby Show.
- 20.35 Magazine : Capital.
- 20.45 Téléfilm : Double tranchant. D'Arthur Alkan Sedelmin.
- 22.25 Série : Mission Impossible. Les Survivants.
- 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
- 23.50 Magazine : Emotions.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- 0.30 Magazine : Rapline. Arrested Development ; Harder B ; Brand Nelson.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio archives. Occultismes : de l'art de la supercherie au retour à l'œuvre.
- 21.28 Poésie sur parole.
- 21.32 Musique : Black and Blue. Sonny Rollins. Avec Jean-Louis Chautemps.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.
- 0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 15 mai à Berlin) : Léonore II, ouverture op. 72, Concerto pour piano, violon et violoncelle en ut majeur op. 56, de Beethoven ; Une vie de héros, poème symphonique op. 40, de R. Strauss, par le Klaviertrio Guy Braunstein et l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Zubin Mehta.
- 23.09 Feuilleton : Maldoror.
- 23.19 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Dalmass. En direct du Petit Opéra à Paris : Cecil Payne, saxophone alto et le Trio Emmanuel Soudiac.
- 1.05 Pepillons de nuit. Par Renaud Machart.

مكتبة الأصل

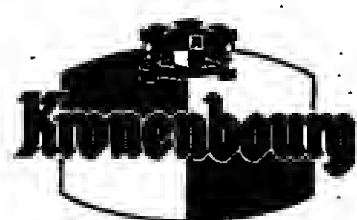




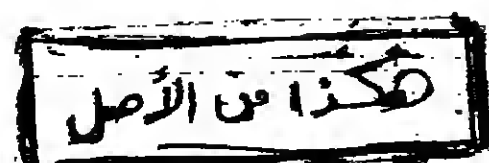




Boisson d'Avril.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION.





# Le Monde

## DES LIVRES

### La puissance réaliste d'Arnold Bennett

Un petit traité de décomposition du couple et de la société par un écrivain et critique anglais du début du siècle

**L'ESCALIER DE RICEMAN**  
(Riceyman Steps)  
d'Arnold Bennett.  
Traduit de l'anglais  
par Maurice Rémon  
Ed. de l'Olivier, 336 p., 110 F.

Faut-il, pour aimer Arnold Bennett, un goût excessif du démodé, une nostalgie de l'Angleterre début de siècle, délicieusement désuète, feutrée, statique ? Certainement pas. Faut-il penser qu'un écrivain est d'autant plus intéressant qu'il est mort, négligé ou silencieux ? Pas davantage. Faut-il aimer qu'un romancier se saisisse du réel pour en exprimer la vérité ? Assurément.

Bennett (1867-1931) fut un critique influent et un auteur prolifique. Avant d'être oublié, il aimait la France, où il vécut de 1902 à 1911 (en 1907 il épousa une Française). Il se réclamait volontiers de Flaubert, de Mérimond et des Goncourt (il tenait lui aussi un journal).

Plusieurs de ses textes furent traduits en français, notamment cet *Escalier de Riceyman* (1923) — aujourd'hui redécouvert par Olivier Cohen, qui parut chez Stock en 1929, dans « Le Cabinet cosmopolite », avec une préface d'André Maurois. Emporté par son enthousiasme, il écrivait même que dans les meilleurs romans de Bennett « comme dans celui de Proust (...) le côté « cosmique » de tout événement est éclairé ».

Il a été peut-être pas indispensable de convoquer Proust (la comparaison, aussi faite par Maurois, avec le Balzac d'Eugène Grandet semble plus pertinente) ni de pousser le très beau talent de Bennett vers le génie pour lire avec bonheur *L'Escalier de Riceyman*. Des les premières pages on est transporté, par l'habileté jamais pesante des descriptions, en 1913, dans le quartier londonien de Clerkenwell, et, singulièrement, sur l'escalier monumental qui mène à Riceyman Square. Vingt marches divisées en deux séries de dix par un palier. A mi-parcours, une petite place ouverte où se trouvent, entre autres, une librairie de livres d'occasion et une pâtisserie.

A. André Maurois, qui lui demandait comment il avait observé le bouquiniste et la pâtisserie de l'Escalier de Riceyman, Bennett répondit : « Observés ? Je ne les ai pas observés. J'ai découvert un jour ces deux boutiques, au cours d'une promenade dans Londres, et je me suis dit : « Tiens ! ce serait amusant si le bouquiniste devenait amoureux de la pâtissière... ». Voilà tout. » Ensuite tout est affaire d'imagination et de sens de la réalité, et voilà pourquoi on est séduit par Bennett. Admiratif aussi.

Comme devant les films du temps où le cinéma s'inventait, on a la sensation de retrouver quelque chose de presque perdu. Comme si l'usage actuel, brutal, des images médiocres, télévisuelles, avait tué une certaine capacité à voir. Et à faire voir. Chez les cinéastes comme chez les écrivains.

« Too damned sentimental ! »

Une histoire d'amour, donc, entre le bouquiniste — Henri Earloward, un vieux gars piocheur — et la pâtissière — Violette Arb, une veuve à laquelle son mari a laissé de l'argent. Un introverti ascétique face à une femme escorte, qui a voyagé avec son mari et qui, à mi-vie, est prête à s'amuser encore. Un homme qui vit parmi les livres — il en entasse jusqu'à dans sa baignoire — et une femme qui n'a « probablement pas lu dix livres depuis son enfance ». « Pour elle, la lecture était un refuge contre l'oisiveté ou contre la vie : elle n'était jamais oisive et elle adorait la vie. C'était sa seule concession à la littérature. »

Violette a peur de ne pas savoir gérer son héritage et se montre enchantée d'épouser un homme qui sait amasser de l'argent. Dès le jour des noces, toutefois, elle remarque de curieux détails. Pour lui offrir une alliance, Henri vend celle qu'elle tenait de son premier mari. En cadeau de mariage, Henri lui offre un coffre-fort, tant il est absurde de payer pour avoir un coffre à la banque.

« M. Earloward ne se demandait jamais quel était le sens de la vie », écrit Bennett, parce qu'il avait eu toute sa vie une passion dominante. « Une folie aussi dévorante que, pour d'autres, le jeu, la boisson ou la drogue, mais pire encore puisque c'est une de ces « passions négatives » qui fas-



Caricature d'Arnold Bennett par Quiz (1920)

taient Bennett, observateur pointilleux et critique radical, romancier réaliste et en même temps visionnaire, comme tout écrivain qui se détache du « peloton ». Earloward est avare et en mourir. Au sens propre. Il ne lui

social du quartier — « ne pouvait diagnostiquer ». Dans ce petit traité de décomposition d'un couple — et d'une société — une seule figure reste vivante, aimable et aimante : Elsie, le domestique, qui, en dépit de son honnêteté à l'égard de ses maîtres, leur vole des aliments, pour demeurer « bien nourrie ». Ou tout simplement pour survivre. Car c'est bien eux, « économiques » fatales, à la sous-alimentation, que succomberont les Earloward.

Le récit de Beckett, qu'il faut lire avec une ironie gourmande, est magnifique. D'emblée, le lecteur comprend que le mariage d'Henri et de Violette va être un désastre, décrit avec une infinie minutie. Mais il n'aura jamais cette impression de lenteur, de lourdeur qui « parasite » la lecture de bécot des romans (ou aurait envie de recommander Bennett à ceux dont les livres, comme le récent *Léviathan* de Paul Auster (1), sont étouffants de pesanteur et de surplu).

Chez Bennett, écrivain précis et sec, pas une mollesse, pas trace de sentimentalisme — « tous ces romans de sexualité sentimentale sont beaucoup trop étroits de point de vue », notait-il dans son journal, après une lecture. Aucune tendance au mélodrame, mais, dans une lucidité, « En dépit de leur caractère habituel, adultes de la maison étaient toujours malheureux, sauf quand ils buvaient de l'alcool ou faisaient l'amour. » Et, assis près d'André Maurois qui l'a emmené voir une pièce dont l'héroïne est une prostituée romantique, il grommelle pendant trois heures : « Too damned sentimental ! »

Comment ne pas aimer cet homme sensible, raffiné et définitivement allergique à la « guimauve sentimentale », cette plaie des relations humaines ?

Josyane Savigneau

(1) Voir dans « Le Monde des livres » du 15 janvier la critique de Michel Contat, qui a aimé *Léviathan*, à ses yeux « palpitant ».

#### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

#### Antoine de villes, Antoine des champs

Heureusement que les familles fouillent dans les tiroirs des écrivains disparus. Elles y découvrent des manuscrits à l'abandon qui nous donnent de bonnes nouvelles d'un auteur disparu. Voici deux inédits d'Antoine Blondin : *Un matin plaisir* et *Journal d'un poète*.

Page 26

#### LITTÉRATURE FRANÇAISE

#### Nouvelles du printemps

L'art bref et de plus en plus d'écrits. On peut commencer le printemps avec des recueils de nouvelles. Qu'elles soient l'œuvre de débutants (Jean-Jacques Salgon, Tristan Duverne) ou d'auteurs plus confirmés (Annie Saumont, Mariette Condroyer, Claude Pujade-Reneud, René de Ceccatty).

Page 27

#### LE FEUILLETON

de Pierre Lapape

#### La ligne de démarcation

En France, la notion d'histoire littéraire est problématique et polémique. Aux États-Unis, Denis Hollier a publié *A New History of French Literature*, qui paraît ici sous le titre *De la littérature française*.

En 206 essais, cet ouvrage de plus de mille pages élève de la mort de Roland à nos jours questionne : quand y a-t-il littérature ?

Page 32

### La cadence de Cliff

**AUTOBIOGRAPHIE**  
de William Cliff.  
*La Différence*, 140 p., 89 F  
(en librairie fin avril).

**FÊTE NATIONALE**  
de William Cliff.  
Gallimard, 108 p., 75 F.

Qu'en « buveur de grande espèce » il prenne le large, comme dans *America* ou *En Orient*, que plus crûment il évoque « l'incohérence de ses errances » dans les bas-fonds de Bruxelles ou de Barcelone, le poète belge William Cliff est un fou de prosodie, qui retrouve avec autant de naturel le rythme de Merguerite de Navarre que celui de Perros ou de Queneau : « Il me plaît quant à moi continuer / de cheminer dans cette marche à pieds », écrivait-il dans *Marcher au charbon*.

Les souvenirs têtus d'une enfance désespérante apparaissent déjà dans *Écrasé-le*. Ils sont, avant ceux de l'adoles-

cence et de la jeunesse, le point de départ d'*Autobiographie*, un long poème en cent sonnets : « Je suis né à Gembloux en mil neuf cent quarante / mon père était dentiste et je l'ai déjà dit / ma mère eut neuf enfants et je l'ai dit aussi / pourquoi faut-il que je revienne à cette enfance ? »

Cliff rappelle les souvenirs de l'austère collège où on lui inculque ce « mar » dont on voulait (le) garantir, puis d'un autre collège dans les bois, où il découvre la beauté de la nature — la Meuse gelée, les sapins sous le neige. C'est alors que survient, à la lecture du récit que fait Chateaubriand de son enfance, la révélation de la littérature : « J'apprends par ce récit n'être plus tout seul à souffrir / ce fut comme un voile levé sur mon âme sauvage / écrire alors devint pour moi le geste qui relie. »

Suivent les sinieuses années d'étude à « Louvain en Écrasé-le », puis la découverte de Barcelone, dans la chaleur et la

tension de la nuit, avec une sorte « d'évasive folie ». Avant l'épilogue, le livre se termine par cinq poèmes où la méditation du poète sur lui-même, « plâtre spectre de ce qu'il aimerait (si) être ici-bas », s'entrelace à des citations de Bataille.

Dans *Fête nationale*, dont les cinquante-sept textes constituent aussi un unique poème, la poésie de Cliff atteint, à travers une confiance plus voilée, à une lumineuse sérénité. La Fête nationale où il défie lorsqu'il était « pioupiou » lui fait regretter, comme Villon, sa jeunesse gaspillée, « mais c'est la loi de la vie que jamais / on n'apprend ce qu'il faut quand il faut ».

Beaucoup de notations évoquent un corps malgré, une « force morte », la lassitude de celui qui est malade et qui gémit dans l'ombre, mais Cliff trouve des accents baudelairiens pour apaiser le douleur : « Viens par ici mon corps oublié un peu ta peine. » Comme les

Vers de mort du moine médiéval Hélinant de Froidmont, ces vers sont au fond « un chant de vie » : une célébration de la lumière, du fleuve aimé plein de silence, des oies sauvages qui prennent leur essor — « mon âme envoie-toi comme ces oiseaux là-bas... »

L'attente impavide du « grand voyage libre », le bonheur d'être en vie, de contempler comme un « sage chinois » le ciel limpide s'expriment, hormis quelques variantes, dans le rythme épaissi, presque organique, du décasyllabe et de l'alexandrin, « parole cadencée comme (le) sang », « langage mesuré » dont l'inquiète ferveur et le pouvoir de narguer la « camarade ». « Contre la boue où s'enlève ma vie / contre la brume où se perd mon regard / j'évance avec cette langue impotente / me foi dans l'encre sur le page blanche / comme un amour qui vient toujours trop tard. »

Monique Petitillon

### Graham Swift

#### À TOUT JAMAIS

roman

« Écoutez et lisez Graham Swift, quarante-trois ans, considéré comme l'un des meilleurs romanciers anglais d'aujourd'hui. »

Un roman qui croit au pouvoir du roman.

Nicole Zand/Le Monde

nrf

GALLIMARD



## UN MALIN PLAISIR

d'Antoine Blondin.  
La Table ronde, 100 p., 79 F.  
JOURNAL D'UN POÈTE  
d'Antoine Blondin.  
Edition en fac-similé,  
La Table ronde, 120 p., 129 F.

LORSQUE meurent les écrivains que l'on affectionne, on se révolte contre la mélancolie et l'injustice qui nous privent de leurs œuvres futures. Cela procure la même déception que les rendez-vous manqués. Les «leçons»... Et l'on se dit, comme Kléber Heudene, que «maintenant, il faut lire en songe, dans une bibliothèque imaginaire, les livres qui n'ont pas été». Jolie formule, confirmant que l'oraison funèbre fait partie de nos disciplines olympiques depuis que Bossuet a enterré Madame. Mais cela n'est guère consolant...

Heureusement, lorsqu'elles fouillent dans les tiroirs des écrivains disparus, les familles découvrent quelquefois des manuscrits à l'abandon (comme ces jardins qui souffrent de l'indifférence ou de l'absence des jardiniers). François Blondin, l'épouse d'Antoine, a retrouvé deux cahiers dans les affaires de celui-ci. Ils s'intitulent *Un malin plaisir* et *Journal d'un poète*. Ce sont sûrement les «nouvelles» les plus émouvantes de la saison. Deux ans après sa mort, Monsieur Jadis revient avec le printemps. Le métier sera sûrement meilleur.

Blondin avait entrepris le *Journal d'un poète*, le 24 septembre 1936, à la veille de la rentrée des classes. Il avait alors quatorze ans. Il allait quitter son «cher quasi Voltaire» et poursuivre ses études dans une école religieuse de Sens. Le 26 septembre, il notait : «Décidément, c'est bien dans les lettres que je veux faire une

carrière. » Il s'efforçait ensuite de dépeindre «les charmes ou les désagréments» d'une vie de pensionnaire dans le département de l'Oise. A qui rêvait l'adolescence de 1936 ? A des oncles de Hollande, qui vous emmenaient sur la Baltique, et à l'équipe de football du Racing-Club de Paris...

C'est le 8 septembre 1963 qu'Antoine Blondin commença son autre cahier. Vingt-sept ans plus tard. Mais c'était toujours le rentrée des classes. Jacques Anquetil venait de gagner le Tour de France pour le quatrième fois. Et les Français allaient voir encore les *Parapluies de Cherbourg*. A la sortie des cinémas, ils croyaient que l'existence était une comédie musicale et ils pleuraient dans leurs mouchoirs. Cela les consolait mystérieusement. Les États-Unis avaient de gros soucis, car «les partisans de la ségrégation» menaient une guerre contre «ceux de l'intégration». D'autres pays connaissent des tremblements de terre, disait Blondin. L'Amérique a des tremblements d'âme. Il ajoutait que le Ku Klux Klan lui donnait l'envie de se passer la figure au cirage.

Le *Malin Plaisir* était son journal de campagnard. Il le tenait lorsqu'il se trouvait dans la Haute-Garonne, chez son ami Kléber Heudene, ou lorsqu'il séjournait à Linards, dans sa maison du Limousin. L'Antoine des villes, le noctambule qui pensait que la nuit l'habillait mieux, que la lumière des après-midi, cédait la place à l'Antoine des champs. «J'aime, écrivait-il, que l'on puisse rencontrer dans presque chaque village une beauté plus insolite qu'insolente, (...) et qu'il s'en retourne sans vouloir pressentir qu'elle est peut-être un miracle.»

Parfois, les expressions de l'espèce humaine vous laissent rêveur, et Blondin s'interrogeait sur cette personne qui déclarait : «Je suis en deuil pour le moment.» Elle semblait étan-

dre sa «démobilisation»... Antoine dînait avec Henri Cochet, le champion d'avant-guerre. «Les cheminements de la vie, disait-il, obéissent à de mystérieuses feuilles de route.» Car c'est une chose étrange de rencontrer, à plus de quarante ans, «l'idole de ses quinze ans». Sur le visage de Cochet, «le soleil du dehors et celui du dedans (avaient) tracé leurs rides». L'ancien mousquetaire du tennis paraissait connaître l'art de vieillir. Mais dans quelle école avait-il

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## Antoine de villes, Antoine des champs



appris cela ? Blondin se demandait ce que ses amis étaient devenus et comment jadis avait (et vite) remplacé naguère.

Depuis Rutebeuf, ce sont des questions que se pose très souvent la littérature française. Mais elle comprend les caprices des adresses ! A la fin de septembre 1963, Antoine célébra l'anniversaire de la disparition de Nimier avec cette phrase qui résumait tout : «Chaque instant m'apprend la mort de Roger.» Et, par le suite, il nota cette proposition de réforme : «Une fatalité équilibrable exigerait que nous naissons et que nous mourions tous ensemble.» A la ville corrompue à la campagne, le meilleur antidote contre la «neurose» était le «remettez-vous ça», que l'on profitait dans les bistrot et qui avait les apparences d'une prière (bougonne) de la dernière chance.

POUR se distraire, il y avait aussi les jeux de mots. Antoine adorait cette forme d'humour ou ce genre de sport. Il est vrai qu'il avait l'œil à tout ne veut pas dire le même chose qu'il avait tout à l'œil, et que ces tournures doivent être un casse-tête pour les demoiselles de Copenhague, de Göteborg ou de Palerme, qui visitent Paris. Les jeunes touristes américaines découvriront, peut-être, que Blondin avait des affinités avec les metteurs en scène de leur nation. Car lui aussi «tourmentait les dix commandements».

Cependant, il s'agissait des «commandements d'huissier».

«Demi-pensionnaire» de la Haute-Vienne et du Limousin, Blondin confirmait son cousinage avec Jean Gireoudoux. Lorsqu'il se promenait dans le province giraudienne, il rencontrait certainement les fantômes de Suzanne, de Juliette, de Belle et de Siegfried, qui se reposaient de leurs voyages... En 1969, Antoine essayait de mener une vie «studieuse». Dans «un paysage d'hiver», il écrivait *Monsieur Jadis ou l'école du soir*. Il se demandait quelquefois s'il était le romancier ou le personnage du roman. Ça n'est pas le même métier. Il trouvait étrange cette époque où l'on disait de certains auteurs qu'ils écrivaient «trop bien», sans se préoccuper de ceux qui écrivaient «bien trop». Lui-même n'aimait pas le littérateur qui «prend du ventre». Il surveillait son régime. Il était très en forme. Quelle gaieté et quelle mélancolie dans ce journal de campagne ! Le cahier se termine en 1977, sur une note d'humour, naturellement. Il n'y a que l'humour qui survive, si l'on en croit sa réputation...

Cette année-là, Blondin remit la copie de ses *Certificats d'études* (1). C'étaient des «compositions françaises» traitant de «personnages vulnérables, parfois éthyliques» et le plus souvent immortels. «Ils ont toute ma sympathie, disait-il, et correspondent peut-être à certaines des vocations». Goethe, Balzac, Baudelaire, Fitzgerald et quelques autres se retrouvaient avec le vieil Homère. Antoine en profitait pour prévenir Ulysse que sa femme l'attendait. Celui-ci tardait à rentrer. C'était sans doute le fautes des «remettez-vous ça».

(1) La Table ronde réédite *Certificats d'études* dans la collection «La petite vermillon» (244 p., 35 F.).

## EN LISANT TOURGUENIEV

(Reading Turgenev)  
de William Trevor. Traduit de l'anglais  
par Cyril Veken, Phébus, 238 p., 128 F.

## NOUS, LES VIVANTS ?

(As We Are Now)  
de May Sarton. Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Anne Rolland, Mercure de France, 200 p., 130 F.

## POUR VOIX SEULE

(Per voce sola)  
de Susanna Tamaro. Traduit de l'italien par Marguerite Pozzoli,  
POL, coll. «Italiennes», 224 p., 125 F.

Le journal intime est-il une spécialité féminine ? Une spécialité qu'exhibent les femmes qui ont pris de l'âge, qu'on croit folles parce qu'elles ressassent indéfiniment des regrets et qui trouvent dans ce compagnonnage à cœur ouvert un remède à la souffrance, à la solitude et à l'angoisse ? Curieusement, ces trois livres lus cette semaine, ces histoires de femmes, de femmes vieillissantes — dont une écrite par un homme, — qui drainent, chacune à sa manière, trop de douleurs secrètes laissent, malgré la disparité de leurs auteurs et de leurs styles, un même goût de mort en même temps qu'une vraie revendication de dignité et de désir de se perdre dans le grand Tout.

Classons d'abord, dans ces écrits de l'horreur conjugale ordinaire, le long récit de l'Irlandais William Trevor (né en 1928 à Cork). Nous l'avions découvert avec les *Splendeurs de l'Alexandra* (Alinéa, 1989), avec *Péchés de famille* (La Manufacture, 1991), avec *Secrets intimes* (Alinéa, 1992), et il s'est affirmé comme un remarquable auteur de nouvelles dont le nombre de lecteurs ne cesse de s'accroître, souvent primé, souvent adapté pour la télévision. Une œuvre qui, sur un air schéhévien, recrée un monde de personnages qui semblent se répondre sans jamais se raconter vraiment. «L'écrivain est un indiscret qui surprend par hasard des bribes de conversations ou saisit d'un coup d'œil certaines situations, explique William Trevor. Pas plus. Autrement, cela devient de la biographie...» Des vies de femmes surtout, entre deux âges, entre deux mariages ratés, assorties d'hommes faibles, minables ou manchots, où flotte, reconnaissable entre toutes, l'odeur du whiskey et des cigarettes irlandaises.

On retrouve le charme fané des vies ordinaires, désenchantées, dans le destin de Marie-Louise, l'héroïne d'*En lisant Tourgueniev*. Fille de fermiers pauvres, elle a accepté, pour ne pas rester vieille fille, d'épouser Elmer, le fils du magasin de tissu de la ville voisine. Il a près de deux fois son âge, il est bedonnant, et le cheveu rare, deux épouvantables sœurs qui vont immédiatement déclarer la guerre à l'intruse, mais le choix de célibataires protestants est des plus réduits dans la région. Une musique mélancolique, délicatement rétro, flotte autour des drames intimes, embrumés d'alcool, quoique non exempts de violence, de ce monde masqué et vulgaire où cette femme mal mariée, qui aimait tant parcourir la campagne à bicyclette, va s'abandonner aux sanglots dans le monde secret d'un grenier, puis se perdre dans des amours impossibles pour un cousin aimé depuis l'enfance qui l'initie à la beauté du monde en lui lisant Ivan Tourgueniev sur les tombes d'un vieux cimetière abandonné. Puis meurt.

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Martine Franck :  
«Hospice d'Ivry»  
(1976)

## Vieilles voix seules

Charme fané qui serait peut-être supportable si on ne le faisait passer pour folle. Les deux sœurs se débarrasseront bientôt de Marie-Louise en l'envoyant à l'asile où elle restera enfermée... trente et un ans. Jusqu'à ce que l'établissement soit fermé définitivement. «Trente et un ans durant, elle a passé pour folle et elle a vécu en paix.» En attendant l'exil définitif, désiré, qui lui permettrait de rejoindre son amour défunt.

ATTENDRE la mort, cette fin inévitable... C'est le sujet de *Nous, les vivants ?*, le récit plutôt lugubre (qu'on n'ose appeler «roman») de May Sarton, une Américaine octogénaire, inconnue et marginale, qui vit dans le Maine et qui, nous dit Diane de Margerie dans la préface, est l'auteur de quinze recueils de poèmes, dix-neuf romans, dix essais et des dizaines de cahiers de journaux intimes. Née en Belgique, elle a fait du théâtre avec Eva Le Gallienne et Luce-Poe, vécu entre Paris et Londres, été l'amie d'Elizabeth Bowen avant de se fixer en Amérique et d'enseigner à Harvard.

«Je ne suis pas folle : vieille seulement. Je fais cette mise au point pour me donner du courage. Je suis dans un camp de concentration réservé aux vieillards ; un lieu où les gens déversent leurs parents ou autres membres de leur famille, comme dans un

dépotoir... » Écrit en 1972, *Nous, les vivants ?* se présente comme une fiction à la première personne, le journal intime de Caro, que son frère a emmenée dans la maison de retraite pompeusement nommée «Les Deux Ormes». Célibataire, d'une bonne famille, professeur de mathématiques à la retraite, lectrice vorace, Caro a fait preuve tout au long de sa vie d'une grande indépendance, quitte à passer, dans sa petite ville de province et même parmi ses collègues, pour une vieille excentrique. Soudain coupée du monde, isolée dans un environnement qui ne lui ressemble pas, persécutée par des infirmières-gardes-chiourmes, elle se sent supérieure intellectuellement, mais se rend compte, à tout moment, par des signes imperceptibles, qu'elle est menacée par l'âge, la mémoire qui se dérobe, la confusion mentale.

On veut la persuader qu'elle n'est plus toute sa tête. Elle apprend l'exception, nourrissant encore parfois des rêves d'évasion — et l'unique évasion possible, c'est la mort. De plus en plus, elle éprouve une sorte de terreur de se sentir diminuée, de perdre sa lucidité, de perdre sa dignité («pas de larmes, Caro, pas de supplications abjectes»), car elle sait que les larmes n'inspirent aux autres qu'un sentiment d'irritation. Elle se révolte encore tant qu'elle en a la force, organisant une forme de résistance jusque dans un acte de désespoir insensé et criminel qui est, sans doute, sa seule façon de répondre à l'injustice et à la souffrance qui la dépassent.

NÉE en 1957 à Trieste, l'italienne Susanna Tamaro s'est fait remarquer dès son premier roman en remportant le prix Elsa Morante ; d'autres prix ont récompensé ce recueil de cinq nouvelles intitulé *Pour voix seule*, paru en 1991, qui témoignent de la volonté de l'auteur, une toute jeune femme, de fouiller les blessures secrètes qui se cachent derrière les apparences. A tous les âges... Journal intime d'une mère de famille, avec sa routine hebdomadaire («De nouveau lundi»). Entretiens entre un psy et un adolescent obsédé par le sang et jaloux du «petit frère» né d'un autre père («Une enfance»). Souvenirs-monologue d'une vieille femme, juive, interviewée par la télévision sur la guerre 1939-45 dans une émission intitulée «Les survivants» à propos des persécutions de la guerre mondiale, de sa mère internée dans un asile et que les Allemands ont emportée un matin pour le «programme eugénique», pour faire des expériences, pour le progrès de la science. Elle n'a jamais eu où étaient les restes de son corps. Et elle se souvient («Pour voix seule»).

Élevée comme «la fille d'une folle», elle a toujours senti en elle une sorte de marque infamante, ce sang de sa mère mêlé au sien, convaincue que le fait d'avoir une mère folle la protégerait contre tous les autres maux. Ne sachant pas encore que, beaucoup plus tard, sa fille, Serena, auteur de romans policiers, serait trouvée étranglée dans un escabeau. Morte comme dans un de ses livres. Était-ce la dernière épreuve ?

«Moi j'ai tout vu, tout démolir, qu'est-ce que j'ai édifié ? Interroge-t-elle à la fin de sa vie. Pourquoi est-ce que je marche encore, je bouge, je me tourne et me retourne et ne comprends rien ? Je cris de tous côtés et personne ne m'écoute. Très souvent j'éprouve un regret, le regret de ne pas avoir été grande au moins en quelque chose. Je n'ai jamais fait de mal à personne, je n'ai jamais eu ce désir mais le mal m'a inondé comme une pluie abondante.»

Tant de détresse cachée. Tant de lugubres histoires nourries de terribles passions, de terribles regrets. Désolée, il n'y a pas de quoi rire, cette semaine.



LE MONDE DES LIVRES  
NOUVELLES

## Les diamants de Saumont

LES VOILÀ  
QU'IL BONHEUR  
d'Annie Saumont.  
Julliard, coll. « L'atelier »  
180 p., 80 F.

C'est d'abord au ton qu'on reconnaît les nouvelles d'Annie Saumont, cisellées comme des diamants noirs : parole brève, bribes de conversation, fragments de monologue intérieur, phrases réduites à quelques mots ou à un seul. Ce dépouillement, qui met à vif l'obsession, est renforcé par des répétitions lénifiantes. Un prénom, Anna Marie Angelica, que se répète un homme en traits armés d'un fusil ; une chanson, « J'ai joué à la merlette », dont les composés vont se retrouver, des années plus tard ; une exclamation, « Les voilà », qui annonce, entre autres, l'arrivée des coureurs cyclistes.

En virtuose, Annie Saumont fait miroiter des variations kaléidoscopiques sur un même thème : sept chambres d'hôtel que se remémore une femme délaissée, douze photos de vacances que commente un gamin de neuf ans trois mois, cinq variations sur un même fait divers, réel ou imaginaire, à Central Park - à moins qu'il ne s'agisse du tournage d'un film.

Ces nouvelles sont circonscrites dans l'espace bref, paroxystique, qui sépare l'affût et la déflagration, l'attente et le cri. Chacune exprime une hantise : regret d'un abandon dont on ne s'est jamais consolé, ramords causés par une trahison involontaire, une mort qu'on n'a pu empêcher : « Ça aurait pu se passer ainsi. Ça s'est passé tout autrement. Coupez. Revoilà le script... »

## Sous le signe du 7

Jean-Jacques Salgon sur les chemins de son enfance

07 ET AUTRES RÉCITS  
de Jean-Jacques Salgon.  
Verdier, 112 p., 78 F.

Une suite de petits textes cisellés, mosaïque volontairement décousue comme les pas perdus de la mémoire, une personnalité d'enfant surgie entre quelques silhouettes, instantanés vieillots, de son entourage : ainsi se présente 07 et autres récits.

C'est un hommage à son Ardèche natale que Jean-Jacques Salgon a placé ce premier livre sous le signe du 7. « Un chiffre aussi prestigieux (...), qui avait servi à dénombrer les Merveilles du monde aussi bien que les fibres de la sagesse, les Boules de cristal comme les nains amis de Blanche-Neige, ne pouvait qu'avoir été choisi par les dieux (plutôt que par les hasards de la taxinomie) pour servir d'emblème à notre département », songeait-il déjà lorsque, petit garçon rêveur, il était d'abord, pour tous, le fils de l'instituteur de Pont-d'Ouel.

7, c'était aussi la nationale 7, la route des vacances : après avoir attelé la caravane (entièrement retapissée de Venilia), on entrait dans la nationale 7 comme dans la légende 7, c'était encore la 7 CV Donnet des grands-parents, qui, avec les mouilles à café à main levée et les postes à galène, faisait déjà partie d'une époque révolue : l'heure n'était-elle pas désormais aux sérieuses DS noires du gaulisme ?

On pense un instant à la Nouvelle Citroën et aux Mythologies de Roland Barthes, tant est justement restituée, à travers ces quelques cent textes brefs, la France des années 50 et 60. Mais si le matou de départ est finalement le même - l'horloge futuriste de l'ORTF, le réclame du Bébé Cadum, la guerre d'Algérie, le catalogue de Manufacture, une visite de De Gaulle, tous ces faits ou objets en apparence les plus éloignés de la littérature - il ne donne lieu ici à aucune critique de l'époque.

Ce que Jean-Jacques Salgon

## Un pas de plus vers le silence

Les nouveaux contes d'amour et de mort de Mariette Condroyer

UN APRÈS-MIDI PLUTÔT  
CHAUD  
de Mariette Condroyer.  
Gallimard, 156 p., 80 F.

Le nouveau livre de Mariette Condroyer se compose-t-il de nouvelles ou plutôt - comme l'indiquait déjà le titre de son précédent recueil - de *Contes d'amour et de mort* ? Dans chacun d'eux, l'auteur décale le réel par de très subtiles variations de temps et de discordances de ton. Mais si cet infléchissement vers l'imaginaire donne une telle impression d'évidence, c'est parce que, loin d'être une simple habileté fictionnelle, il correspond à la psychologie des personnages. Ceux-ci, en quête d'absolu, deviennent peu à peu étrangers à leur propre vie.

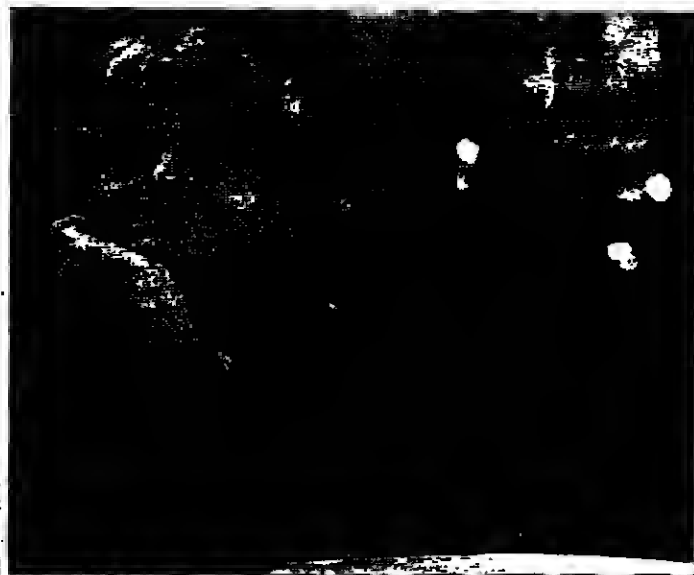
Dans « Oiseau de passage », Lucia, qui a abandonné son mari et son fils, âgé de quatre mois à peine, revient huit ans plus tard dans sa propre maison en tant qu'invitée. Les personnages de Mariette Condroyer semblent des naufragés qui ont peur de « cette lourdeur ». Elle les ferait sombrer à jamais.

Dans « Embrassez Fellini pour moi », une merveille d'humanité juste, un vieil acteur, somnolant dans sa médiocrité, se cocontent de tournées en province dans des pièces où il n'a que quelques phrases à dire. Il refuse le rôle principal que Fellini lui confie dans son prochain film : il y a trop de larmes amères accumulées en lui, il s'est depuis trop longtemps accommodé à être « derrière ».

Il redoute d'être broyé pour toujours et qu'on arrache de lui-même « ce qu'il avait fini, après tant d'efforts, par oublier ». Il n'a plus la force d'être heureux. « Chaque émotion à son heure », dit-il. C'est la tranquillité intraitable de son adoptée per Mariette Condroyer et qui épouse l'indifférence meurtrière des personnages, leur sérénité dans la chute coexistante au moment où ils regagnent, sans plaintes, les coulisses de la vie, qui rendent à l'émouvance ces récits.

Mais la tentation de l'effacement peut s'accompagner d'une cruauté, plus ou moins consciente, et représenter une tyrannie à rebours. Dans le premier récit, un enfant de huit ans, enfermé dans sa chambre, imagine qu'il est pris en otage et que des hommes viennent lui attacher les poignets ; après lui avoir reproché de rester sur la terre ferme, il contraindrait sa mère à entrer dans son jeu : elle devient « l'otage de son imagination féroce ».

C'est dans la dernière histoire que Mariette Condroyer, qui



Mariette Condroyer : de subtiles discordances de ton.

excellente aussi bien à analyser la peur que le désir d'un lien, explore le mieux le théâtre de la cruauté. Un vieil écrivain et son serviteur Niuo ont conclu un pacte impitoyable. Niuo est chargé d'organiser des « séances de douleur » pour que M. Lulu, cette « épave fanfaronne », réussisse à donner à son nouveau roman une saveur tragique ; il ira jusqu'à mimer un étranglement. Le dénouement est incertain...

Mariette Condroyer se cède d'ailleurs jamais à l'artifice d'une chute obligée, à la facilité d'une fin en comp de gong. Ce n'est chaque fois qu'un pas de plus vers le silence ou la violence, un degré supplémentaire de tendresse ou de cruauté, une autre secousse de la vie. Et c'est magnifique.

Jean-Noël Paicrati

## La fin du jour

Les personnages de René de Ceccatty attendent un come-back improbable

Notre collaborateur René de Ceccatty vient de publier *Le diable est un pur hasard*. Nous avons demandé à la romancière Linda Lé d'en rendre compte.

LE DIABLE EST UN PUR  
HASARD  
de René de Ceccatty.  
Mercure de France, 283 p., 115 F.

A dix-huit ans d'intervalle, Kierkegaard voit la même actrice incarner Juliette. La première fois, elle a la fraîcheur, l'âge du rôle, mais elle joue sans comprendre. L'intuition du rôle ne lui vient que la seconde fois, alors qu'il est trop tard. Le texte de Kierkegaard s'intitule *La Crise ou une crise dans la vie d'une actrice*, il est le vaticane d'un personnage du roman de René de Ceccatty : *Étoile rubis* (1). L'anecdote pourrait en fait servir de prologue à la plupart des livres de René de Ceccatty : comme l'actrice de Kierkegaard, ses personnages ne comprennent leur rôle que la seconde fois, quand le hasard provoque la répétition d'un événement vécu des années auparavant. Comme l'actrice de Kierkegaard, ils ne comprennent leur rôle que lorsqu'ils ne sont plus en âge de le jouer.

L'un des premiers livres de René

de Ceccatty évoquait des rencontres, des vagabondages dans les jardins et les rues de Paris, Rome et Tokyo, trois villes que l'on retrouve dans les nouvelles du *Diable est un pur hasard*. Dans ces lieux ouverts surgissent les fantômes d'une vie antérieure. On pourrait croire qu'ils laissent du hasard, en vérité ils se sont échappés du laboratoire de la mémoire, de la maison close des souvenirs. Notre mémoire conserve, d'un événement passé, les indices qui provoquent le hasard et permettent la répétition.

Dans *Le diable est un pur hasard*, René de Ceccatty se fait l'ouïe de la mémoire, de la répétition de vies dégingolées. Il régit dans ces nouvelles une mélancolie d'arrière-saison, une atmosphère proche du film de Duvivier *La Fin du jour*. Sur la scène de la vie, on croise les mêmes silhouettes cassées - le spectre d'un écrivain jadis aimé, l'ami retrouvé sous les traits d'un marchand de journaux, l'homme de quarante ans qui a une voix d'adolescent. Sous la lumière terne de leur vie, les personnages de René de Ceccatty attendent en vain leur come-back. Ils se souviennent de l'enfance, du temps où il leur importait peu de « perdre quelque chose ou même un peu de sang ». Ils se souviennent de l'acidité, de la sensualité des jeunes années.

« Chaque homme est à son insu accompagné des spectres de ceux qu'il fut. » René de Ceccatty s'avoue un voleur de vies qui se laisse à son tour visiter par les « forces furtives » du monde. L'écrivain est le témoin, le légataire de secrets, celui qui enquête sur les petits riens, parce qu'il sait que tout est régi par le principe d'ironie, que le hasard même le monde, que la répétition le structure, et qu'au bout du compte tout est égaré d'une « vanité défilante ».

Les nouvelles de René de Ceccatty ont l'éclat des proses assassines. Répugnance et compassion se mêlent. C'est d'une main caressante que l'auteur dépeint les proies qui se livrent d'elles-mêmes à lui, comme on s'abandonne au diable en croyant se mettre entre les mains du hasard.

Linda Lé

(1) Julliard, 1990.

## AU FIL DES LECTURES

par Hugo Marsan

### Exécutions capitales

Anne Delmer exploite à leur paroxysme les vertus du texte court. Lecteurs paresseux ou conventionnels, accrochez-vous : les quatre-vingt-quatre récits d'*Avatars* dérangeant. Anne Delmer écrit dans l'urgence sur des sujets qui la hantent et la révoltent. Elle invente une écriture-reportage, une manière de journalisme de la profondeur qui s'inquiète de l'âme à mesure qu'il détecte les tares de notre société, ses accidents et ses suicides. Anne Delmer décrypte les meurtrissures qui révèlent l'impossible réconciliation entre les espoirs égoïstes de l'être humain et son désir d'une égalité des chances. C'est l'écho de cette fameuse fraternité qui échappe au concret à force d'être épurée par le discours.

À l'écoute de tous les risques, les nouvelles d'Anne Delmer sont pourtant fondamentalement optimistes. Illuminées d'humour, le meilleur, celui tendre et poignant qui prend l'autobiographie pour cible avec l'élégance des clowns qui s'habillent d'ombre, elles sont vouées à la jouissance d'écrire, culturant le lecteur haletant de la surprise au révisement. Car Anne Delmer est une forcenée du réel. Pieds, poings et plume liés, elle touche à vif le nerf secret du mensonge. Ici, la fiction fait son travail de sappe. Anne Delmer se lit avec fascination, avec souffrance aussi, et si parfois ses ellipses sont par trop assujetties aux relents surréalistes de la seule délectation verbale, il faut accepter de coller au texte, mais après mots. Les nouvelles d'*Avatars* sont salutaires. Une exécution capitale qui s'ouvre sur un bonheur utile.

► *Avatars*, d'Anne Delmer, Mariva, 228 p., 98 F.

### Détruire les barricades

Les dix-neuf nouvelles qui composent la *Table de famille* creusent au plus souterrain de notre existence, au-delà des apparences justement, là où se perd le centre de gravité. Gisèle Prassinos est aussi une exceptionnelle nouvelliste : elle privilégie le texte bref pour dire l'ampleur des perceptions humaines qui traversent le temps consacré des horloges pour en capter l'autre dimension, celle de l'absence et de la mort. Gisèle Prassinos nous rassure quant au temps qui passe, une illusion dont nous portons la faute. Le corps est bien davantage qu'un médiateur éphémère. Il saisit l'essentiel au-delà de sa corruption, une vérité invisible pour qui fuit les fantômes. Message réconfortant : le mort nous délivre de la mémoire qui ne saurait que compromettre le médecin de vivant. La nouvelle française nous réserve beaucoup de plaisirs difficiles.

Nous vivons, croyons-nous, entourés de certitudes, et nos angoisses ne sentent que l'intuition malheureuse de notre destin. Gisèle Prassinos restitue la peau de nos croyances et nous prouve, grâce à une écriture habile d'extrême précision, que nous n'occupons qu'une maigre partie de l'espace. Les chambres résistent de présences oubliées, et l'homme à la poutre non pas de retrouver le temps perdu, mais de gagner la totalité d'un temps éternel, comme dans ces peintures où nous sommes données d'emblée toutes les perspectives et surtout celles du rêve qui est notre véritable histoire. Livre optimiste aussi, la *Table de famille* nous adjure de détruire les barricades que l'homme a construites contre sa liberté.

► La *Table de famille*, de Gisèle Prassinos, Flammarion, 184 p., 100 F (en librairie le 5 avril).

### Nuits sans aube

Le premier livre de Tristan Duverne est un recueil de nouvelles. Trois textes longs qui sont l'ébauche - du moins celui qui donne titre au recueil : *Eddy de haut en bas* - de véritables petits romans. Et comme c'est souvent le cas pour un premier manuscrit, Tristan Duverne a parfois surchargé son récit dans le souci de se défaire en bloc de ce qui va nourrir la trame de ses futurs écrits. Expériences d'enfant à jamais incrustées dans la mémoire, les trois récits racontent l'insatiable au bonheur ordinaire de personnages inhabituels.

Duverne affine les scènes inaugurales d'un avenir douloureux. Un jeune garçon est définitivement troublé par la nudité de trois « grands » sous la douche du gymnase. Un jeune homme, instituteur de son état, se perd dans des aventures nocturnes, déjà inscrit au registre des marginaux sexuels, et tombe amoureux d'un plus marginal que lui, un superbe paumé, hétérosexuel bien sûr comme le souhaite la légende homosexuelle. Une petite fille obèse espère accéder à la beauté de l'art en récrétant du Racine sur la scène d'un théâtre de fin d'année scolaire.

Tristan Duverne choisit les ténèbres du souvenir et le plus noir des dérivés. L'écriture souple, riche, torturée, est un peu trop confiante en dévotion : l'amour de la littérature et la soumission aux maîtres qui l'ont jadis délivré de la solitude imprégnent encore de quelques afféteries le chant éloquent d'un écrivain qui refuse de trahir le vérité de son désir.

► *Eddy de haut en bas*, de Tristan Duverne, Julliard, coll. « L'atelier », 160 p., 100 F.

## Sur la ligne de crête

Claude Pujade-Renaud  
entre liberté et souffrance

LA CHÂTIÈRE  
de Claude Pujade-Renaud.  
Actes Sud, 190 p., 95 F.

Un studio de danse dans une cour herbeuse, non loin du Val-de-Grâce : une danseuse le traverse en diagonale, « *Incitant l'espace telle une flèche de silex* ». L'élan jubiloire de cette course brève est celui qui rythme les nouvelles de Claude Pujade-Renaud. Le dernier de ces textes à pour personnage principal une romancière qui affirme son goût de l'ellipse, son exécution de ce qu'on appelle l'« épaisseur » romanesque.

Ce quatrième recueil de nouvelles emprunte son titre au premier texte, qui établit un lien subtil entre Sonia, la silencieuse et son chat abyssin : « la châtienne » est le petit passage par lequel le chat peut accéder à l'air et à l'espace qui lui sont nécessaires. Mais c'est aussi la brèche qui sépare Sonia et Simon, et par où

s'infiltrait une douleur et une violence inconscientes. Chacune de ces onze nouvelles (1) montre des personnages cheminant sur une ligne de crête, dans un fragile équilibre que menace la révélation fulgurante de « fractures » intimes : liens paralysants entre mère et fils, ou au contraire communication à jamais empêchée entre mère et fille.

Écrire, c'est aussi se mettre en danger, « *se maintenir à la crête inclinée de la fragilité* », entre légèreté et souffrance. Comme un de ses personnages, auteur d'*Une mort lente* - un roman auquel les éditeurs reprochent d'être morbide - Claude Pujade-Renaud scrute attentivement les cœurs et les corps, agiles ou séniles. A tous les âges de la vie, un frémissement trahit une invisible blessure, qui est peut-être « le lieu de naissance des mots ».

M. P.

(1) Trois de ces textes ont été publiés en 1991 dans la revue *Nouvelles Nouvelles*, aujourd'hui disparue.

## Procès-verbal du réel

LE SOLISTE  
d'Yves Mabin Chennivière.  
La Différence, 268 p., 98 F.

Les nouvelles du Soliste d'Yves Mabin Chennivière sont une suite de variations sur la réalité. C'est à une sorte d'inventaire de ce réel que procède le narrateur de la première histoire qui, à la mort de son père, ravient prendre possession de son domaine. Il s'obstine à croire dans la pérennité d'un univers qu'il a jadis connu. Mais il découvre dans les personnages qui han-

tent les alentours du domaine, des régions d'ombre, des embûches parfois meurtrières. Dans sa quête « le Veilleur aux yeux clos », l'auteur retrace le voyage nocturne d'étranges cavaliers qui, traversant une terre détrempée par une apocalypse peut-être nucléaire, tentent de retrouver des traces d'une histoire ensevelie sous les cendres. Yves Mabin Chennivière témoigne d'eux d'entendement virtuosité dans le procès-verbal d'un quotidien, même révolu, que dans la flemboyance de légendes noires.

J.-N. P.



Marguerite  
ou le coup  
d'essai

CONTE BLEU  
suivi du Premier Soir  
et de Maléfice  
de Marguerite Yourcenar.  
Préface de Josselyn  
Savigneau.  
Gallimard, 88 p., 82 F.

Les trois courts textes de Marguerite Yourcenar — inédits pour le premier, parus en revue à l'époque de leur conception pour les deux derniers — reprennent aujourd'hui en volume l'appartenance à la première période de la carrière de l'écrivain. Yourcenar, on le sait, avait très tôt dessiné les contours et prévu les étapes de son œuvre à venir. Écrits entre 1927 (elle a vingt-quatre ans) et 1930, Contes bleus, le Premier Soir et Maléfice sont contemporains d'Alexis, son premier roman, et du travail préparatoire qui conduira aux Mémoires d'Hadrien.

Conte bleu est la première approche d'un genre littéraire qui trouva son accomplissement dans les Nouvelles orientales. Le Premier Soir, le plus piquant, malgré son caractère conventionnel, des traits de la vie de la jeune fille, témoigne du trouble rapport qui unissait Yourcenar à son père. C'est Michel de Crayencour, en effet, qui demanda à sa fille de publier, sous son nom, après l'avoir revu, ce récit écrit par lui, racontant une nuit de noces dans lequel la femme n'eut pas le plus beau rôle... Quant à la troisième nouvelle, Maléfice, « évocation réaliste des mœurs italiennes », elle relève de la veine historique de l'écrivain, et de son goût pour les ombres de l'occultisme ; pour gagner une personnalité et sortir de la banalité, la femme est contrainte de devenir une exception : sorcière, comme dans ce conte, ou... écrivain !

Certes, ce volume n'apportera pas aux amateurs de l'œuvre de Marguerite Yourcenar une révélation bouleversante (1). Mais, dans leur imperfection même, ces trois nouvelles montrent, à se source, la cohérence d'une certaine volonté créatrice.

P. K.

(1) Rappelons l'existence, à l'université de Tours, de la Société internationale d'études yourcenariennes et de son bulletin, dont le onzième numéro (février 1993) vient de paraître (R. Poignault, 7, rue Couchoy, 72200 La Flèche).

La mue  
du Serpent

Le Serpent à plumes, beaucoup le savent aujourd'hui, c'est cette excellente revue créée en 1988 par Pierre Astier. Tous les trois mois, dans une pochette en plastique, elle propose des nouvelles françaises et étrangères de qualité, sur un beau papier et dans une présentation élégante. Le numéro 19 (printemps 1993, 75 F), qui vient de sortir, est tourné vers l'Orient extrême, en particulier le Japon, avec des textes de Yasushi Inoue, Kenzaburo Oe, Kenji Nakagami et Takashi Kaiko notamment. Mais la très ingénieuse équipe du Serpent vient d'avoir une autre bonne idée : « muer et devenir une maison d'édition ». Ainsi, depuis le 26 mars, on peut acheter quatre petits volumes représentant les quatre premiers numéros du Serpent à plumes (35 F chacun). De vrais livres de poche, que l'on peut porter sur soi sans même déformer ses vêtements. Un papier de qualité, une typographie très agréable à lire... comme toujours, le raffinement du Serpent. Et qui de mieux, dans le métro, que quelques pages de John Updike, de Raymond Carver, d'Alexandre Vialatte, de Paul Morand ou de Naguib Mahfouz ?

Jo. S.

(1) Le Serpent à plumes, 78, rue du Bac, 75007 Paris.

## CORRESPONDANCE

## Les vertèbres de tante Léonie (suite)

« L'affaire » des vertèbres du front de tante Léonie continue de susciter des passions... L'article de Michel Contat sur la métaphore mystérieuse développée par Proust dans Du côté de chez Swann (« le Monde des livres » du 12 février), nous a valu deux lettres contestant l'interprétation avancée par Nadine Colombeau (dans Poésie, n° 62).

Roger Duchêne, professeur émérite à l'université de Provence, directeur de la revue Marseille, nous écrit :

« On ne conquiert pas le Grad avec une épée, on ne connaît pas Proust par l'université. » Ainsi triomphe Nadine Colombeau, annonçant sa découverte. Les vertèbres du front de tante Léonie sont une erreur de dactylographie... La sténographie a mal entendu, mal transcrit véritable (les véritables cheveux mal cachés sous la perruque). Et en corrigeant ses épreuves, Proust n'y a vu que du feu. Lui d'ordinaire si excessivement méticuleux, il ne s'est pas aperçu qu'on avait changé son texte, ni même qu'il n'était pas clair.

Si Nadine Colombeau clairoirne si haut qu'elle e réinventé le bon texte, c'est qu'on ne possède pas, rappelle-t-elle, de manuscrit pour ce passage. C'est vrai. Mais on en a des esquisses précieuses. La nouvelle édition de la « Pléiade » en donne deux (t. I, p. 705 et p. 1127), extraits des Cahiers 3 et

10, impitoyablement autographes. « Elle me tendait son front pâle et fade, dit-il, où les grains algus des vertèbres transparaissent », et l'autre partie de « son front pâle et fade où les vertèbres transparaissent ». Comment admettre qu'entre ces indubitablement véritables initiales et les forts lisibles vertèbres des épreuves, puis du texte définitif, Proust ait écrit et dicté « véritables » ?

Il faut s'y résigner. Le fils du docteur Proust a préféré une image insolite à l'exactitude anatomique. Si « on ne connaît pas Proust par l'université », à l'université on connaît Proust, on ouvre les bons livres pour vérifier les sources et les variantes. Et selon une tradition qui remonte à la Renaissance, on préfère toujours la lecture difficile, la version la moins évidente. C'est une forme d'humilité. On sait qu'il ne faut pas corriger les grands auteurs pour les mettre à notre portée.

De son côté, Luzius Keller, professeur de littérature française à l'université de Zurich, éditeur de Proust en allemand (Suhrkamp), écrit :

Mais si, ce sont bien des vertèbres qui transparaissent sur le front de tante Léonie ! Les manuscrits — nullement absents, mais consultables au « Fonds Proust » de la Bibliothèque nationale — ne laissent aucun doute. Le mot « vertèbres », lisible et bien muni de son accent grave, figure soit dans les esquisses du Cahier 3 (datant de l'été 1909), soit dans la « copie »

de ces « informes brouillons » (datant de l'automne de la même année).

C'est au Cahier 10, un des cahiers de la « copie », dans un passage écrit de la main une fois du copiste mais de l'auteur, qu'on trouve un avant-texte qui rend impossible la thèse de Nadine Colombeau voulant remplacer « vertèbres » par « véritables ». Le voici : « Elle tendait à mes lèvres son triste front pâle et fade où les vertèbres transparaissent comme les points d'une couronne d'épée ou les grains d'un rosier ». Par un ajout intermédiaire, Proust a intercalé ensuite entre « fade » et « où » une autre relative expliquant la première : « sur lequel, à cette heure matinale, elle n'avait pas encore arrangé ses faux cheveux ». Dans la dactylographie (datant de la même époque), le copiste — premier d'une longue série de lecteurs intrigués — a ajouté une virgule entre « cheveux » et « où ». Enfin, pour préciser que les deux relatives se rapportent bien à « front pâle et fade », Proust ajoute en réalisant le texte de la dactylographie entre « cheveux » et « où », un « et » — sans enlever cependant la virgule grammaticalement inutile, mais tolérable en tant que signe rythmique.

C'est ainsi qu'on arrive au texte (« cheveux, et où ») donné par l'édition originale et ensuite par toutes les éditions jusqu'à ce que Philip Kolb, qui à ce moment ne pouvait connaître toutes les étapes de la genèse du texte, proposât de rapporter la deuxième relative à « cheveux » et d'enlever par conséquent le « et » ajouté sur dactylographie. Les éditeurs de la nouvelle « Pléiade », de « Folio » et de « Bouquins » ont adopté la proposition de Kolb, tandis que ceux de « GF » se tiennent à la version traditionnelle. On est amené ainsi à constater qu'aucune des éditions ne donne un texte tout à fait correct. On devrait en effet maintenir le « et » (ajouté par l'auteur) et enlever la virgule (ajoutée par le dactylographe). Le résultat de cette opération serait « cheveux et où », version que la nouvelle « Pléiade » (p. 1127) donne — incorrectement — comme celle de la dactylographie.

Mais pourquoi tant de lecteurs, depuis Gide, ont-ils été choqués par les vertèbres qui transparaissent sur le front de tante Léonie ? Premièrement parce qu'ils ont pris « transparaissent » dans le sens de « se montrer au travers de quelque chose » au lieu de « apparaître et montrer » ; deuxièmement parce qu'ils ont — à la suite de cette première erreur — pris « vertèbres » dans un sens anatomique, tandis que le mot désigne ici l'armature des faux cheveux, armature dont les pointes sont visibles précisément parce que les faux cheveux n'ont pas encore été arrangés de manière à les cacher.

Si Proust choisit « vertèbres », qu'il utilise comme un terme technique, ce n'est pas seulement pour continuer la mise en parallèle du physique et du spirituel qui sous-tend le paragraphe précédent, mais encore pour reprendre et varier un thème qu'il avait exposé dans la scène de la lanterne magique par un néologisme : la « trans-vertébration » de Golo trouve son écho dans les « vertèbres » qui « transparaissent » sur le front de tante Léonie.



## EN POCHÉ

## D'une année l'autre

La calendrier découpe l'année civile comme il peut et comme il doit. Mais le chronologie, linéaire et arbitraire, ne rend que très imparfaitement compte du temps réel — celui des faits, des sautes d'humeur et d'opinion, des crimes et délits de l'Histoire — tel que la mémoire les reconstruit. Ainsi, le 28 mars 1993 marquera probablement davantage, en France tout au moins, les esprits que le 1<sup>er</sup> janvier...

La collection « Folio actuel », de Gallimard, en association avec le Monde, reprend, comme elle le fait depuis 1986, la chronologie publiée mensuellement par notre journal. Préfacé par André Fontaine, ce volume est enrichi d'un triple index — géographique, thématique et onomastique — qui en facilite l'usage. Edouard Maureau, qui consignait avec rigueur, jour après jour, les soubresauts de l'Histoire immédiate, a cédé sa place à Brigitte Camus-Lazaro, mais la méthode reste identique. Des conflits ethniques dans l'ex-Yougoslavie et dans l'ancien Empire soviétique à l'élection de Bill Clinton et à la destitution du président brésilien Fernando Collor, 1992 a bien été une nouvelle annus horribilis, et pas seulement pour la famille royale britannique...

P. K.

► L'Année 1992 dans le Monde, de Brigitte Camus-Lazaro, préface d'André Fontaine, « Folio actuel », n° 32, 242 p.

► La collection « Bebel », des éditions Tiers, propose l'Héritage de Miss Peabody, d'Elizabeth Jolley, traduit de l'anglais par Claire Malroux (n° 87). Une cocasse histoire de vieilles filles entre Londres et l'Australie. Dans le même collection, l'Amour parmi les ruines, de Walter Percy, traduit de l'anglais par André Simon (n° 88). Perle de ce roman, l'auteur s'évoque « les aventures d'un mauvais catholique en des temps proches de la fin du monde ».

► Le Maelde imaginaire (n° 6104) et l'Avare (n° 6126), de Molière, paraissent en collection « Lire et voir les classiques » de Presses Pocket. Cette série offre au lecteur une préface, un dossier historique et littéraire et un cahier iconographique en couleurs.

► Le plus perspicace des valets anglais revient, avec son maître indolent, dans Very Good Jeeves, de P. G. Wodehouse, en « 10/18 » (n° 2341). Traduit de l'anglais par Sabine Porte, cette aventure entraîne le lecteur dans un univers où le comique naît d'un renversement de situations très britanniques. Dans le même collection paraît Vol, de Jim Harrison, traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie-Hélène Dumas (n° 2325).

► Le Livre de poche, collection « Biblio », publie Migrations, de Mica Tserniskis, traduit du serbo-croate par Velimir Popovic (n° 3191). Un volumineux roman pour décrire la diaspora des Serbes qui émigrèrent en Autriche, au dix-huitième siècle, afin de fuir la

domination turque. Dans le même série, paraît le Flan déshiré, d'Abd Kobb, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean-Gérard Chauffetteau (n° 3190). La romancière, morte le 22 janvier, met en scène un détective qui cherche un homme disparu dans une mégapole violente et labyrinthique. L'énigme policière confine à la métaphysique.

► En « Points », du Seuil, les Contes d'amour, de folie et de mort, de Horacio Quiroga, traduit de l'espagnol (Uruguay) par Frédéric Chambert (n° 586). Un magnifique recueil de nouvelles fantastiques, œuvre d'un conteur exceptionnel.

► Dans la même collection, série roman, Monsieur Pinocchio, de Jean-Marc Roberts (n° 579). Les souvenirs croisés, en forme de dialogue épistolaire, d'une jeune femme et de l'ancien amant de sa mère. Toujours dans le domaine français, de l'imaginaire, de Gallimard, réédite plusieurs œuvres connues d'écrivains modernes, pour certaines devenues classiques : Départ dans la nuit, suivi de Non-hu, d'Emmanuel Bove (n° 284) ; le Chêne de Côme (surgéant de textes liés aux poursuites judiciaires contre ce livre) (n° 286) ; le Monde désert, de Pierre-Jean Jouve (n° 287) ; le Seuil du jardin, d'André Hordelot (n° 289) ; l'Anglais décrit dans le château fermé, d'André Pieyre de Mandiargues (n° 290) ; Histoire de l'œil, de Georges Bataille (n° 291).

## EN BREF

► Exposition-vente autour des éditions de Minuit. — Le marché du livre ancien et d'occasion du parc Georges-Brassens, à Paris, présentera, les samedi 3 et dimanche 4 avril, une exposition-vente consacrée aux éditions de Minuit. Une collection de plus de trois cents ouvrages édités ou en tirage de luxe, extraits du fond de cette maison, fondée en 1942 par Vercoeur, sera dispersée à cette occasion.

► Jean Genet à Montpellier. — Une série de manifestations sur le thème « Jean Genet, l'ennemi déclaré », sont organisées à Montpellier depuis le 30 mars et jusqu'au 13 avril. Ce projet, réalisé à l'initiative de l'université Paul Valéry-Montpellier-III, comprend deux expositions (« Les genres de Jean Genet » et « Jean Genet, itinéraires »), une conférence-débat sur « Jean Genet et la politique », ainsi que deux projections de films et une pièce de théâtre. Pour tous renseignements s'adresser à Pierre-

Marie Héron, au (06) 67-59-57-15 ou, le vendredi, au (06) 67-14-22-99.

► L'histoire et ses journaux. — L'Association pour l'autobiographie, fondée en 1992, organise samedi 3 avril, de 14 h 30 à 18 heures, une réunion-débat autour de ses activités, avec la participation de Philippe Lejeune, et une table ronde sur le thème « A partir d'un journal intime, que faire ? », avec Marie Borin, Annie Ernaux, Dorothée Letestier et François Tézenas du Montcel (Salon de musique, Maison internationale de la Cité internationale, 19-21, boulevard Jourdan, 75014 Paris. Renseignements : AP, La Grenette, 10, rue A.-Bonnet, 01500 Ambérieu).

► Prédiction. — A la suite de la publication d'un placard publicitaire concernant le concours Rousseau, lancé par les ministères de la culture et des affaires étrangères (« le Monde des livres » du 12 mars), Antonin Liehm, respon-

sable de la revue Lettre internationale, nous a demandé d'indiquer que cette publication était « à l'origine non seulement de l'idée mais de tout le projet du concours Rousseau, né en 1988 ». Antonin Liehm poursuit : « Pourrait, pour des raisons inconnues, Lettre internationale s'être complètement égarée et de la préparation et du lancement du concours (...). Etant donné ces conditions ainsi que le caractère peu satisfaisant et trop hâtif de la préparation et du lancement du concours, nous avons demandé que Lettre internationale ne soit d'aucune façon mentionnée ».

► Rectification. — Dans le sous-titre de l'article de Philippe Sollers « Liberté du roman » (« Le Monde des livres » du 26 mars), le nom du janséniste Nicole (1625-1695) a été rapproché de celui des romanciers libertins du dix-huitième siècle. Le jugement de Nicole s'appliquait, bien évidemment, au roman libertin en général.

مكتبة من الأصل



LE MONDE DES LIVRES  
DOCUMENTS

# La « possédée » d'Osaka

Nakai Shigeno fut, sa vie durant, « prise » par une divinité.  
L'ethnologue Anne Bouchy étudie ses trajectoires

**LES ORACLES DE SHIRATAKA**  
ou la sibylle d'Osaka  
Vie d'une femme  
spécialiste  
de la possession  
dans le Japon du XX<sup>e</sup> siècle  
d'Anne Bouchy.  
Ed. Philippe Picquier,  
283 p., 155 F.

Osaka, grande ville marchande du Japon de l'Ouest. C'est dans le quartier du Tennō-ji que longtemps résida Nakai Shigeno. Avengée à vingt-deux ans et veuve à vingt-sept, jeune mère de trois enfants, elle devient, sur les conseils de sa divinité protectrice, le renard blanc Shirataka-san, l'intermédiaire privilégiée des dieux et des hommes. C'est son histoire que nous conte l'ethnologue Anne Bouchy. C'est aussi la découverte d'une région — le Kansai — et à celle d'une tradition qui perdure dans le Japon contemporain — les cultes de possession — que nous sommes conviés.

Dans la Maison Yamazaki (1), Laurence Cailliet avait récemment révélé au public français l'extraordinaire réussite d'une jeune paysanne, montée à la capitale pour ouvrir un salon de coiffure et devenue chef d'une entreprise florissante. Si chacun avait alors entrepris — avec surprise peut-

être — l'étonnante présence d'un univers religieux peuplé de dieux multiples et de divinités ancestrales, les Oracles de Shirataka offrent aujourd'hui la possibilité de connaître la vie quotidienne de l'une de ces femmes qui influencent la petite coiffeuse Yamazaki Ikuo.

Cette confession, recueillie au long de huit années de conversations entre l'auteur et Nakai Shigeno, est riche d'enseignements. À ceux qui l'ignoraient, elle apprend le sens des montages et des rites lustraux dans la religion japonaise, l'importance des pratiques d'ascèse, des pérégrinations et des retraits, la diversité d'un panthéon divin surabondant et désordonné.

Avant de pouvoir être répétée à volonté et de devenir un exercice codifié, la « possession » et le commerce avec les dieux exigent sacrifices et exercices corporels. Religion de l'endurance, le chamanisme laisse peu de temps libre. L'auteur nous fait partager, quasi physiquement, les incessants voyages qu'effectue Nakai Shigeno entre son village natal et Osaka, entre le sanctuaire Fushimi Inari de Kyoto et la cascade de Takidara, mais aussi les « tours extérieures » (soto mawari) que constituent ses visites mentuelles aux autels familiaux des fidèles. Aux connaisseurs de la

société japonaise, le livre apporte un éclairage nouveau sur les cultes de possession et les pratiques chamaniques, trop souvent étudiés aux seuls extrêmes de l'archipel nippon (nord du Honshu et Okinawa).

Il rappelle, avec la force de l'évidence, le rôle et la fonction des femmes dans la culture japonaise en général et, plus particulièrement, dans ses expressions religieuses. Le comparatiste découvrira que se maintiennent, en d'autres contrées, des religions polythéistes et des cultes syncrétiques que les multiples phénomènes de la « sécularisation » n'ont pas encore éradiqués.

## Les renards sacrés

C'est néanmoins l'exceptionnelle personnalité de Nakai Shigeno qui donne son unité profonde au récit. Dans le Japon des années 30, cette jeune femme pauvre délaisse son foyer et vient s'installer, loin de son habitat, dans un sanctuaire délabré dont elle devient la desservante zélée. Nous suivons le long processus de réparation d'une « vie contrariée ». Ce sont bientôt les geiko (équivalent local des geishas de Tokyo), les courtisanes, les fonctionnaires, voire certains hommes politiques, qui viennent,

en grand nombre, rendre visite à Nakai Shigeno pour solliciter son aide et « parce qu'on ne sait jamais ».

Le livre reconstitue, une question cependant demeure, que l'on ne peut pas ne pas se poser : femme « prise » par une divinité et investie d'une mission à accomplir, Nakai Shigeno aurait pu — aurait dû — comme d'autres personnages de la tradition japonaise, fonder une « nouvelle religion ». N'a-t-elle jamais rencontré d'organisateur avisé qui lui aurait permis de donner forme à ses prédictions, qui aurait couché sur le papier ses paroles sacrées et qui aurait transformé un culte local en une organisation religieuse indépendante ?

Peu nous est conté de cette époque d'immédiat après-guerre où des années 50, périodes fécondes qui virent naître et se développer de nombreux mouvements religieux, si actifs dans le Japon d'aujourd'hui. Mais Nakai Shigeno est morte en 1991, emportant avec elle un morceau de sa vie qu'elle est seule à partager avec ses divinités tutélaires, les renards sacrés de Fushimi.

Jean-Pierre Berthoin

(1) Picot, coll. « Terre humaine », 1991.

## Les colères de Berque

Un livre d'entretiens  
pour pourfendre les idées reçues

**IL RESTE UN AVENIR**  
Entretiens de Jacques Berque  
avec Jean Sur.  
Arles, 220 p., 95 F.

Jacques Berque, considéré un peu partout comme le plus grand arabologue français vivant, n'est pas, n'a jamais été, « politiquement correct ». Octogénaire, ce pied-noir qui fut indépendantiste ne désarme pas.

Non pas retiré, mais retranché dans ses Landes ancestrales, à peine achevé le lourd travail d'une traduction du Coran (1), voilà que, questionné par l'essayiste Jean Sur, il se lance dans une sorte de « dévêtement du monde », stigmatisant « l'imposture, l'impudence » de ceux qui prétendent « la fin de l'histoire ».

### « Islam gallican »

« Dans un article du Monde, Alain Taurand constatoit avec joie que la France, enfin, n'avait plus de projet et qu'il s'agissait maintenant de gérer la société. » Cette analyse révoque Berque et, avec la fougue d'un Bloy ou d'un Massignol, le pousse à rejeter pour les Français ce destin d'Amérindiens du Canada, gavés de subventions et de conserves, et où seuls quelques « fous s'obstinent à aller chasser dans les bois ».

Aux gringos, Berque préfère les Sud-Américains même si,

sans doute, il s'illusionne sur « le métissage d'hispanisme et d'indianité ». S'il est un peuple, exclu de tout, ce sont bien les Indiens d'Amérique, qu'ils soient nantis dans les Rocheuses ou miséreux dans les Andes.

On préférera le vieux savant insoumis préconisant un « islam gallican » ; s'abruter notre système éducatif (il fut conseiller de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation) « où tout change tous les trois mois, où les filières s'enchevêtrent » ; fustiger la France « faisant la guerre du Golfe ou mépris de ses propres intérêts » ou ces musulmans émigrés « faisant un pécule qu'on ramènera chez soi tout en méprisant la source d'où on le tire ».

Pour finir, il démolit l'« Europe mastrichtienne qui « nous fige dans un consortium économique aux barrières hautes et voudrait faire reculer en nous le sentiment du monde ».

Dans ce testament roboratif en forme de hordée, Berque nous rappelle utilement cette banalité aujourd'hui occultée : la principale mission de l'homme de culture est de pourfendre les idées reçues.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Outre cette traduction (Ed. Sindbad), Jacques Berque vient de publier *Relire le Coran*, essai sur la révélation islamique, le temps et la norme coraniques, la langue arabe et le texte sacré. (Albin Michel-Idem, 140 p., 85 F. Préface de Mohamed Benroua.)

## Blues revigorant

Un réquisitoire de Fajardie : chaleureux, violent, nostalgique, irrespectueux...

**CHRONIQUE D'UNE LIQUIDATION POLITIQUE**  
de Frédéric H. Fajardie.  
La Table ronde, 200 p., 79 F.

Si les socialistes ont des raisons de s'interroger sur le bilan de leur action au pouvoir, si les communistes en ont, plus encore, de déplorer la dérive droite de leurs anciens associés de l'union de la gauche, on devine ce qu'il en est des gauchistes de la vague socialiste. Enfin, de ceux qui le sont restés, tels qu'ils étaient, sans se recroquer avec un bel opportunisme dans la société tant décriée, sans se raccrocher aux certitudes doctrinaires et groupusculaires qui fleurissent obstinément ça et là. Ils sont à des années-lumière, des années obscures en rétro, de leurs espérances d'ailleurs.

Frédéric H. Fajardie, écrivain, scénariste et dialogiste, moins méconnu ou rejeté qu'il ne l'affirme (en tout cas, vérification faite, pas par le Monde), est de ces jeunes vétérans du grand souffle de révolution libérale. Il se situait, il se situe, entre l'anarchisme, « pour l'élégance » et le marxisme, « pour l'efficacité ». Il a, certes, changé, mais, précise-t-il,

pas sur tout, pas sur l'essentiel : « Notre désir d'un changement radical ne s'est pas altéré vingt-cinq ans plus tard », écrit-il. « Je ne crois pas, ajoute-t-il, que notre siècle verra l'avènement du communisme libéral dont nous avons rêvé. Avec nous aussi, notre part d'erreurs et de chimères. » Mais ce n'est pas une raison pour désespérer et, ce qui serait pire, pour décourager les suivants, les jeunes gens qui, en interrogeant l'auteur, interpellent les générations des années 60 et 70 : comment en est-on arrivé là ?

Frédéric H. Fajardie l'explique, à leur gouverner, dans sa *Chronique d'une liquidation politique*. Il raconte comment les aspirations gauchistes de l'époque ont cédé le pas, devant « l'irrésistible montée du réformisme », parce que « ces gens-là — souvent sincèrement et c'est peut-être plus grave — prétendaient avoir rompu avec le passé ». C'est un témoignage autant qu'un réquisitoire, avec ce que cela suppose de chaleur et de nostalgie, de violence et d'imprécation et, en prime, ce qui, selon l'auteur, manque singulièrement à l'époque : l'irrespect, la dérision et l'humour. Frédéric H. Fajardie joue le blues de façon revigorante.

André Laurens

## Un polar en Russie

**MEURTRES A MOSCOU**  
d'Igor Dupont.  
Calmann-Lévy, 296 p., 92 F.

Un polar. Un vrai polar, avec tout ce qu'il faut de cadavres, de mystères, de suspense, y compris un passage presque obligé où le héros, cloué au mur d'une cave, a le temps de voir se préparer la hache qui va lui trancher la tête juste avant que... Sans parler des diverses créatures de rêve, blanches et pulpeuses à souhait, tuées à l'occasion, dont il vaut mieux se méfier.

Un polar donc et qui, conformément à un genre qui tend à proliférer, se passe entre Moscou et Bakou, Saint-Petersbourg et le fond de la Sibérie, dans un pays en liquidation généralisée. Avec deux petites notes en plus, qui en font l'originalité. Igor Dupont — un auteur à qui l'on reconnaît le sens du pseudonyme — est, paraît-il, un « haut fonctionnaire vivant à Moscou », spécialiste de l'économie des pays de l'ex-

URSS. Cela se sent d'abord à travers une connaissance détaillée du terrain, topographique et autre, que les plus vieux habitués du monde soviétique auront du mal à prendre en défaut.

Autre particularité : l'auteur en sait très long sur ce qu'il est convenu d'appeler la « nouvelle économie » des pays de l'Est, et plus particulièrement sur le secteur pétrolier. C'est un peu technique par moments — un baril de pétrole change de volume réel entre Tiumen, au nord, et Bakou, au sud — mais cela donne à réfléchir sur les insupportables ressources de la nouvelle mafia qui prolifère sur le cadavre de l'ex-Union soviétique et aneige encore les parties éparpillées de troubles convulsions.

« Igor Dupont » a dû bien s'amuser à construire ce roman. Il nous amuse aussi et contribue peut-être, à sa manière, à mieux faire comprendre la tragédie qui se joue actuellement à Moscou et dont le président Boris Eltsine n'est que l'un des acteurs.

Alain Jacob

# Bibliothèque Cosmopolite

## Nouveautés mars 93

HENRY MILLER

Max et les Phagocytes, 263 p., 60 F.

HENRY MILLER

Dimanche après la guerre, 290 p., 60 F.

HENRY MILLER

Entretiens de Paris, 130 p., 50 F.

RUTH PRAGER JHABVALA

Chaleur et poussière, 230 p., 60 F.

ERNST WIECHERT

La servante du passeur, 221 p., 55 F.

BRANKO RADICEVIC

Le trou de la serrure, 221 p., 55 F.

HORST W. GEISZLER

Cher Augustin, 236 p., 65 F.

ISAAC R. SINGER

L'esclave, 300 p., 60 F.

MOULINO RIBEIRO

Casa grande, 125 p., 70 F.

CARSON MC CULLERS

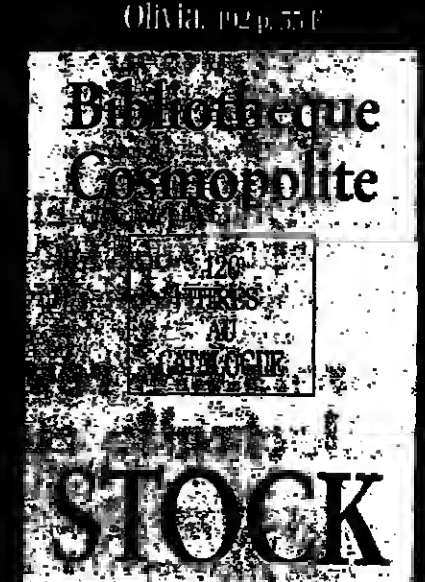
Reflets dans un œil d'or, 150 p., 55 F.

ARTHUR SCHNITZLER

L'étrangère, 125 p., 50 F.

OLIVIA

Olivia, 192 p., 55 F.



Pendant la durée de la campagne, un ouvrage de D.H. Lawrence, *L'Amazonie fugitive*, est offert pour l'achat de 3 volumes de la collection.

ÉTVIDES

Le monde en 1000 ans



## LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

L'AFFAIRE est entendue : si la charmaote Agnès, dans l'école des femmes, n'est pas tout à fait aussi perverse que l'innocente Eugénie qui apprend « la philosophie dans le boudoir », c'est que leurs « instituteurs », Arnolphe et Dolmanec, n'ont pas les mêmes talents. On le remarque aussi à certaines interjections ; que les grammairiens ont tendance à négliger depuis quelque temps. Et pourtant elles ne sont absentes ni dans les conversations familières ni dans le discours littéraire. Ni surtout dans les bandes dessinées que les enfants ne devraient pas lire. Ajoutons que la question ne laisse pas indifférents les grammairiens du XVII<sup>e</sup> siècle, et qu'elle avait suscité, comme le montre Irène Rosier dans une revue trop peu connue (1), « d'étonnantes discussions chez les grammairiens du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle ».

A bien lire donc, Dolmanec marque un goût singulier pour les *Ah!* d'admiration : « Ah ! le beau corps ! », ou de satisfaction : « Ah !... c'est fini... je n'en puis plus... ». Plus inquiet, Arnolphe paraît souffrir de troubles moins agréables, puisque *Oh!* lui convient mieux que *Ah!* Il risque parfois l'étouffement, à un point qui frôle l'indécence pour un « examinateur » : « *Oh!* je ne puis parler... Je suffoque, et voudrais me mettre nu ». Ou bien le soulagement lui vient après la crainte : *Oh!* quand il voit Agnès « interdite », après une question bien innocente : « Ne vous a-t-il point pris, Agnès, quelque autre chose ? ».

Il arrive encore que les *Ah!* et les *Oh!* n'aient pas les mêmes qualités. La voix cependant ne paraît pas connaître des difficultés extrêmes à les interpréter. Faute d'un meilleur maître, Agnès s'abandonne au regret. Comme ceci : « *Las! il est si bien fait!* », alors qu'Eugénie s'ouvre à certains étonnements, compréhensibles à première vue : « *Oh! Ciel! comme il s'allonge!*... ». Différents, d'autres *Oh!* peuvent introduire un souhait discret : « *Oh! que je voudrais voir couler cette liqueur!* » (c'est toujours Eugénie qui parle, ou la pauvre Agnès); ou manifester le comble du « supplice » : pour finir, Arnolphe s'enfuit « sans rien dire », au-delà de « *Oh!* ».

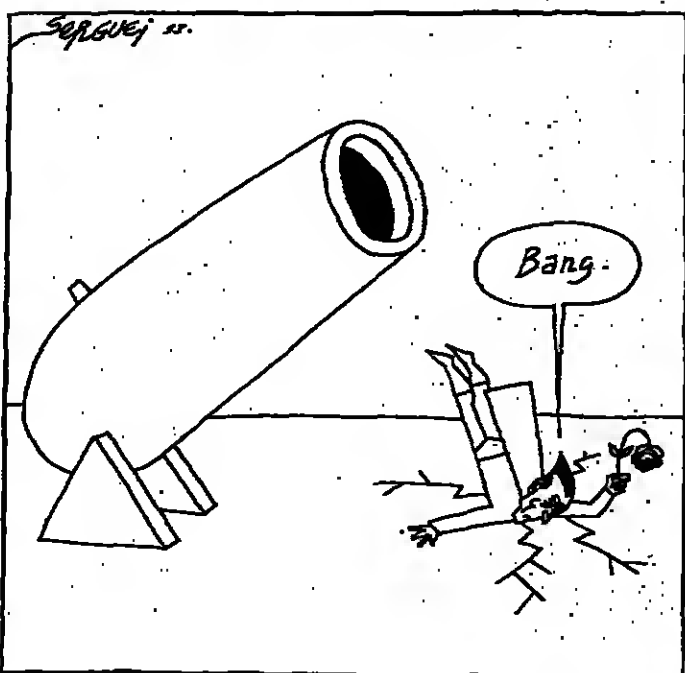
Les emplois de « *Ah!* » ne sont pas en reste. Si tels « *Ah!* » chantent le plaisir, d'autres s'accrochent à la pitié : « *Ah! la pauvre petite...* » dit M<sup>me</sup> de Saint-Ange à la vue des traitements infligés à la tendre Eugénie. La douleur même, feinte ou non, trouve à se faire entendre. Lédie, par exemple (Molière, *L'Étourdi*, II, 3) se contente de répandre « en pleurant », par une succession de « *Mais... mais... mais...* » d'ouvrir alors, ce qui entraîne un « *Hi!* » sarcastique de Mascarille. La mort enfin s'obtiendra de Don Juan qu'un dernier « *Ah!* ». Rien de plus. L'interjection va jusqu'à soutenir l'impénitence finale.

On comprend que beaucoup de grammairiens restent réservés ; et préfèrent ignorer les interjections. Pour les bonnes raisons aussi que les partitions en *Hau, bent ou Ben! bon!* ne procurent pas d'innombrables jouissances à l'oreille. Mais enfin *Chut! Patras! Zut!* et *Flûte!* ne sont pas d'abominables monstres.

Quelques grammairiens ont donc tendu l'oreille. A l'occasion d'un colloque de qualité (2), consacré à Tenshière, Marie-Jeanne Barbier rappelle que l'auteur des *Éléments de syntaxe structurale* avait consacré un chapitre stimulant aux interjections. Il est vrai aussi que Charles Bally (3), Ferdinand Brunot (4), et plus près de nous Maurice Grévisse, André Goosse, ainsi que quelques autres, n'ont pas abandonné le terrain, sur un simple *Fi donc!*

Il faut alors définir, avant même d'espérer classer. Imaginons, à la manière Bally, une nouvelle qui plongerait les peuples dans l'étonnement, la retraite de M. Giscard d'Estaing par exemple. Diverses réactions seraient possibles : « *Qu'est-ce que vous me dites là! Pas possible! Ah bah! Oh! Au terme de la gradation* », il est clair que « *l'orchestration est tout, les sons presque rien* ». D'où l'emploi, avancé par Bally, du *mononyme* (ou phrase réduite à un seul membre). Plus poétiquement peut-être, Tenshière songerait à *phrasillon*. Quand il est intense, le sentiment s'exprime donc en musique; et plus avant encore par la seule mimique : nos attitudes, nos jeux de physionomie paraissent alors tout aussi stéréotypés que les interjections, où l'intonation seule distingue les *Oh!* les *Ah!* les *Diab!* et les *Bons dieux!*

On admettra donc que les interjections, reconnues comme invariables, constituent une des traditionnelles « parties du discours » ; aux côtés des noms, des pronoms, des verbes, des adjectifs, etc. le remarquable étant, comme le notait Destutt de



## Glop! et Gataglop!

Tracy (4), que les interjections « ne donnent lieu à aucune règle de syntaxe ». Tenshière tiendra, la même position : les phrasillons stéréotypés « résistent à l'analyse structurale ».

En tout cas, le classement s'impose, en fonction de quelques idées simples : tant chez Bally que chez Tenshière, on reconnaît d'abord, et sans difficultés majeures, les stéréotypes descriptifs ou imitatifs. Ce sont les onomatopées, bien connues, chargées « de peindre les événements » : *Frit! Cra!* et aussi : *paf, pif, pouf*. Les auteurs de bandes dessinées dépendent, des *traces* d'inventivité. Tels que le téléphone *ling!* *Dring!* comme il est d'usage, un cheval d'apocalypse (5) envahit la page au rythme de *Glop! Gataglop!*; de façon à terroriser le linguiste au travail. Moins redoutables,

semble-t-il, quelques « signaux » sont à la disposition des parlants : pour formuler un ordre, *Ouste!* ou avertissement, *Gare!*; ou pour interpellé le prochain : *Hep! Pat!* Enfin, dans la classe des « impulsifs », Tenshière énumère les *sensitifs* : *Ouille! Aie! Ouilouillouille!* les *émotifs* : *Oh! Hélas!* et les *intellectifs* : *Dame! et Parbleu!*

Tout habiles qu'ils sont, ces classements n'emportent pas une pleine adhésion. Il conviendrait au moins, pour compléter l'ensemble, de reprendre la distinction dressée par Erving Goffmann (6) entre interjections « non lexicalisées » (*Ah! Oh!*) et exclamations lexicalisées : lesquelles isolent un *oom*, un adjectif, une forme verbale ou un syntagme : *Diab!*, *Mince!*, *Foutre!*, *Chic!*, *Merde!*, *Allons!*, *A la bonne heure!* La question du classement reste entière. Pourquoi ne pas opérer, à la manière de Brunot, des groupements sous quelques grandes catégories : espoir, crainte, étonnement, dépit, colère, dégoût, etc. ? Le titre de la section — les *sensitifs* — devrait mettre la puce à l'oreille. De fait, il cache un autre objet qu'une longue tradition, issue de la rhétorique aristotélicienne, avait si souvent mis en avant qu'on se demande pourquoi il a disparu; jusqu'à un retour récent. Il s'agit des passions, dont Littre avait encore la mémoire. Voici pour l'interjection : « *Partie du discours qui exprime les passions, comme la douleur, la colère, la joie.* »

Les grammairiens du XIII<sup>e</sup> siècle étaient plus subtils, à ce qu'il paraît dans l'article d'Irène Rosier. Suivant un événement *«ouloureux*», un pauvre quidam peut réagir, « *oulousement* », par un *clac* ou un *seuflement*. Comme un animal, les *ouloux* se *laissent aller*, il pourra, selon que la raison ou la passion l'emporte, préférer une phrase complète : « *Cela me fait souffrir* »; ou se limiter à une interjection conventionnelle : *Alé!*

PERSONNE n'en doute : un énoncé — un événement verbal donc — peut produire des effets agréables ou désagréables; « *émouvoir des passions* » dit Aristote, qui en énumère quatorze dans la *Rhétique*, dont la colère, la honte, l'envie, la pitié, l'amitié... Première conséquence : dire, c'est faire quelque chose. Un philosophe contemporain, John Austin (7), parle de « la force illocutoire » d'un énoncé : prière, conseil, menace, promesse, etc. A elles seules, certaines interjections ont la force d'un énoncé complet : *Chut!* peut compter pour une injonction; *Pitié!*, *Grâce!* sont des supplications; *Zut!* marque un refus; *Halte!* une interdiction.

Deuxième conséquence : tout énoncé produit des effets, plus ou moins désirables, sur l'interlocuteur. Tel discours persuade ou non; amuse ou ennue — selon les passions mises en branle. Lesquelles selon Aristote ont bel et bien « pour conséquence la peine et le plaisir ». Ces effets, Austin les nomme « perlocution ». Et voici qu'un second genre d'interjections vérifie, s'il en était besoin, les positions d'Aristote et d'Austin. Tout se divise en effet selon la peine ou le plaisir; et souvent « l'orchestration est tout ». Qui confondra les *Ah!* de regret et les *Ah!* de plaisir? Il faudra évidemment repartir des passions. Dans l'imédiat, résumons. Certaines interjections essaient d'imiter, vaille que vaille, les bruits qui troublent plus ou moins gravement le cours du monde : *Pan! Poun!* *Achoum!* Certaines autres orchestrent les effets des passions; « *Ah ma bonne, que tu me fais du plaisir!*... » C'est la perlocution. D'autres encore permettent de faire connaître l'attitude que l'on prend à entendre une affirmation : le doute (*Bah!*), l'espérance (*Oh!*) ou la crainte (*Ah!*). Certaines enfin suffisent à manifester la force d'une adresse : *Chut!* *Taisons-nous!*

(1) Irène Rosier, « Interjections et expressions des affects dans la sémantique du XIII<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire Épistémologie Langage*, 14, 1992. Presses universitaires de Vincennes, Paris.

(2) Colloque Tenshière, 19-21 novembre 1992. Actes à paraître. Voir aussi Marie-Jeanne Barbier, « Onomatopée, interjection » (dans *Rhétorique*), in *Information grammaticale*, 33 mars 1992, Paris.

(3) Charles Bally, *Linguistique générale et linguistique française* (France, Bernes); Ferdinand Brunot, *La Phrase et la Langue* (Maspero, Paris); Maurice Grévisse, André Goosse, *Le Bon Usage* (douzième édition), Duculot, Paris. Sur Brunot, on lira le beau chapitre de Jean-Claude Chevalier, dans *Les Liens de la mémoire* (13), Gallimard, Paris.

(4) Nadia Pecunia-Bauché, « Le statut des mots invariables dans les *Éléments* d'idéologie de Destutt de Tracy », *Archives et documents de la société « Histoire et épistémologie des sciences du langage »*, décembre 1989, Paris; *Journal de la langue*, 1991.

(5) Griffo-Daloux, *Diab!*, *Chic!*, *Merde!*, *mademoiselle...*, Glénat, Paris.

(6) Erving Goffmann, *Façons de parler*, Ed. de Minuit, Paris.

(7) John Austin, *Quand dire c'est faire*, Le Seuil, Paris.

## ARTS

## Le jardin des symboles

Deux petits livres — l'un sur Bosch, l'autre sur l'architecture — pour pénétrer les modes de la création artistique médiévale

## LES CHARDONS

ET LA PETITE TORTUE

de Charles Prost.

Castelman, 200 p., 195 F.

## INTRODUCTION

A UNE ICONOGRAPHIE

DE L'ARCHITECTURE

MÉDIÉVALE

de Richard Krautheimer.

Traduit de l'anglais

par Aliz Girod.

Ed. Gérard Monfort, 98 p., 117 F.

N 36 VIENT DE  
PARAÎTRE - 60 F

## LETTRE

INTERNATIONALE

## AU SOMMAIRE

## L'EUROPE MALADE DE SES PEUPLES

Paul THIBAUD, Per Olov ENQUIST, Erik FOSNES HANSEN, Kirsti SIMONSUURI, William R. MEAD, Nikita MIKHAILOV, William PFAFF, Dubravka UGRESIC, Predrag MATVEJEVIC, Danilo KIS.

## DEUX DISCOURS

Derek WALCOTT, Gyorgy KONRAD.

## PRAGUE 25 ANS APRÈS

Vaclav JAMEK, Karel KOSIK, Marian BRANDYS, Adam MICHNIK.

## CORRESPONDANCES ET COMMENTAIRES

Giulio GIORELLO, Adam MICHNIK, Marina WARNER, Pascal BRUCKNER, Renée FREGOSI.

La première revue  
intellectuelle européenneÀ RETOURNER OU À PHOTOCOPIER AVEC VOTRE REQUÊTE À LETTRE INTERNATIONALE :  
30, RUE N.-D.-DES VICTOIRES - 75002 PARIS FRANCE - Tél. : 33 (1) 12 61 26 96 Fax : 33 (1) 42 61 56 20Tarifs abonnements France : 1 an : 200 F. 2 ans : 380 F. 3 ans : 530 F.  
Pour les abonnements à servir sur l'étranger, nous consulter.

□ Je m'abonne à Lettre Internationale

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Mode de règlement : □ par chèque à l'ordre de Lettre Internationale □ par mandat postal

مكتبة الأصل

LE MONDE DES LIVRES  
LETTRES ÉTRANGÈRES

# Le labyrinthe et l'histoire

Mohamed Berrada raconte l'histoire à plusieurs voix d'une famille traditionnelle de la médina de Fès

**LE JEU DE L'OUBLI**  
de Mohamed Berrada.  
Traduit de l'arabe (Maroc)  
par Abdelouf Ghourigat,  
en collaboration avec Yves  
Gonzalez-Quintero,  
Actes Sud, 236 p., 110 F.

Comme Cioran, l'écrivain marocain Mohamed Berrada donnerait tous les paysages du monde pour celui de son enfance. Certains écrivent de peur de devenir fou, d'autres pour remplir leur fonction de témoin, d'autres enfin pour être en paix avec leurs origines. Mohamed Berrada fait partie de ces derniers. La poussière et les pierres natales le poursuivent et ne le lâchent qu'une fois reconnues et transmises dans l'écriture.

En ce sens, le *Jeu de l'oubli* n'est pas un roman comme on s'habitue d'en lire dans le monde arabe. Il s'agit là de la restitution d'une mémoire avec ses détails étranges, avec ses mystères et ses trous. Le narrateur se donne plusieurs voix pour raconter l'histoire d'une famille traditionnelle de la médina de Fès. Deux personnages dominent : Lalla Ghalia et son frère Si Tayyib, qui ne peut pas avoir d'enfants. Elle lui confiera Hadi « pour qu'il l'éleve et guide ses premiers pas dans la vie ».

Pour celui qui connaît la vieille ville de Fès, il n'y aura aucune difficulté à entrer dans ce livre dont la construction est calquée sur le labyrinthe de la médina. Les ruelles sont sombres et étroites. Les maisons sont grandes et pleines de gens. Quand on veut faire un compliment à quelqu'un, on dit : « Que Dieu remplisse sa maison ». La vie n'est pas possible si les portes n'en sont pas grandes ouvertes. Les visites sont rarement annoncées. On vient pour déjeuner et on vous retient pour dîner, ensuite pour passer la nuit et les jours suivants. Cette façon de vivre faisait le bonheur des enfants. Fès n'a jamais admis la solitude entre ses murs.

Mohamed Berrada rend parfaitement, avec des mots précis, avec des images simples, cette atmosphère particulière de la vieille société aristocratique et en même temps modeste. Il évoque la mort de la mère. Tout le livre est écrit à partir de l'image de l'absence. Comme chez Albert Camus, des pages superbes lui sont consacrées : « On ne peut rien à ignorer le père. On pourrait naître en son absence ou s'en inventer un pour se tranquilliser. Mais la mère ne saurait s'inventer ».

L'image de la mort plane sur cette enfance. Le narrateur sera longtemps fasciné et traumatisé par la découverte du corps blanc, froid et inanimé de la femme de son oncle, Si Tayyib. La première fois qu'il la découvre nue, elle est sans âme, déposée comme une chose sur la planche pour la toi-



Mohamed Berrada : un roman de la mémoire

lette des morts. « Marchant vers son corps allongé, tendant la main vers ses seins, je ne comprenais pas qu'elle était morte. » Vingt ans plus tard, l'image de cette blancheur livide s'imposera à lui quand une étrangère se mettra nue devant lui : « Lorsqu'elle s'est dévêtue, je suis redevenu soudain l'enfant sur le seuil de la chambre, découvrant la blancheur du corps étendu. Je le regardais interdit, comme si un écran s'était dressé entre nous ou comme si la flamme s'était éteinte. »

Comme une vieille demeure

C'est peut-être à cause de cette image fixe que le récit rejoint le silence de la mort, un silence qui ramène à la surface des souvenirs marqués par l'absence et les infidélités du temps. Fès a vécu de manière intense et dramatique la lutte pour l'indépendance du Maroc. Le mouvement nationaliste partit de ces vieilles maisons, lieux de la tradition et de l'identité. De leurs terrasses, on verra le roi Mohamed V exilé par les Français. Il apparaitra dans la lune. La rumeur ira plus vite que la légende. L'enfance est alors merveilleuse, même si elle a peur d'être piétinée par les manifestations.

Ce sera le temps de l'indépendance, des luttes de classes, du militantisme et de la désillusion. Celui qui incarnera cette époque sera le frère de Hadi, Tayyib. Son itinéraire est assez exemplaire de la petite bourgeoisie de Rabat, patriote et modeste, sincère et naïve. Les déceptions seront profondes. Il lui restera la religion et l'espérance d'un autre monde. Pour lui, l'islam est « un refuge qui offre une tranquillité d'esprit et une sorte de consolation ». Ce n'est pas un fanatique. C'est un homme déçu qui cherche dans le livre

sacré la spiritualité qui manque terriblement à la bourgeoisie vite enrichie. Quant à Hadi, il met la religion entre parenthèses et même un vic où le plaisir a toute sa place. Il reste habité par l'image de sa mère qui se superpose à celle de sa sœur Najiyra, une femme douce et qui forme avec son mari Si Ibrahim un couple marocain entre la tradition et la modernité. Les références culturelles pour l'ensemble des narrateurs proviennent de l'univers classique qui va des *Mille et Une Nuits* à Oum Kalsoum, en passant par la musique andalouse et les chants de Malboun, poésie nostalgique et mystique.

Ce roman ressemble à une vieille demeure où cohabitent plusieurs familles, comme cela se faisait et se fait encore dans les médinas de Fès ou de Rabat. Les mémoires se rencontrent, se croisent puis se diluent. Ici, Mohamed Berrada a privilégié la vision de l'enfance, ce qui retient pour nous l'histoire du Maroc de l'éveil des nationalités dans les années 40, jusqu'à la fin des années 70. C'est le portrait d'une société en mutation mais qui reste, comme l'enfant Hadi, attachée à ses origines, à ses racines et à ses illusions.

Le roman parut en 1987 en arabe, et introduisit une innovation dans la littérature arabe contemporaine : les dialogues et certaines expressions sont écrits en dialecte marocain. C'était une façon, pour Mohamed Berrada, universitaire et spécialiste de la critique littéraire, de dire sa fidélité au réel et de reconnaître sa dette envers cet imaginaire populaire si riche. La traduction française est précise ; elle a réussi à maintenir dans le texte certains mots de cet arabe dialectal sans que ce soit artificiel.

Tahar Ben Jelloun

# Les contes moraux de Singer

Les promenades entre l'enfer, le purgatoire et l'espoir du Prix Nobel de littérature 1978

**GIMPEL, LE NAÏF**  
d'Isaac Bashevis Singer.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marie-Pierre Boy,  
Denoël, coll. « Empreinte »,  
235 p., 105 F.

Deux ans après la disparition de Singer, voilà encore onze récits du Prix Nobel de littérature 1978 dont cinq étaient restés inédits en France. La fratrière d'une nouvelle traduction rehausse la fluidité des six autres parus en 1966. « Gimpel, le naïf », qui donne son titre au recueil, fut la première histoire de Singer publiée en anglais dans la *Parisian Review* (1953). L'auteur était un inconnu qui s'exprimait en yiddish, langue de faible circulation. Il vivait déjà depuis dix-huit ans aux États-Unis. Ce texte, traduit et proposé par Saul Bellow, assura très vite la notoriété de Singer. Signalement également que « Le vieil homme », inspiré par la Grande Guerre, est une de ses plus anciennes nouvelles, parue à Varsovie en 1933, deux ans avant qu'il ne quitte la Pologne pour toujours.

Suivons Singer tout au long d'une exploration, autour et à l'intérieur, de cette chose complexe, mystérieuse, qui se dérobe chaque fois qu'elle semble se dévoiler, l'âme de notre prochain. Pour Gimpel le boulanger, « la parole » signifie d'abord vérité suprême, il croit toutes les sonnettes dérobées par de cruels plaisants, même s'ils annoncent l'arrivée du Messie.

C'est ainsi que, convaincu que la femme la plus débauchée du village est une sage vierge, Gimpel s'empresse de l'épouser. Commence alors la descente aux enfers, rendue par Singer avec cette subtilité amertume que même son humour coutumier n'arrive pas à tempérer. Sa femme le trompe, lui interdit le lit conjugal ; les enfants qu'elle met au monde ne sont pas les siens. Gimpel pourtant, loin d'être masochiste, l'aime simplement et quand, avant de mourir, elle avoue ses nombreuses infidélités, « le Naïf » éprouve le désir de la suivre sur un chemin qui mène vers une autre vie. « Peu importe ce que je vais trouver là-bas, tout y sera vrai, sans contrefaçon, sans mensonge, sans ridicule. Dieu soit loué, là-bas, même Gimpel ne peut pas être trompé. »

La nouvelle intitulée « Extrait du journal de quelqu'un qui n'est

pas né » convaincra même les plus sceptiques de l'existence du diable, de ses ravages chez les humains. Ce texte poétique et terrifiant, « écrit là où l'homme ne marche pas... un vendredi, le 13 du 13 » mois... par un mi-esprit-mi démon, mi-air mi-ombre, avec le cerveau d'un lettré et le cœur d'un bandit », nous plonge dans le labyrinthe qui conduit certains à la perversion, la désolation et la mort.

On retrouve le diable dans « Le feu ». Leibus, Condillon masculin, frère cadet de Lippe, subit depuis son enfance coups, insultes et rejet. Leibus, déshérité par son père qui vénère Lippe, verra le jeune fille qu'il aime épouser son aîné. Le diable suggère au cadet de venger ses humiliations en mettant le feu à la maison du frère. Quand Leibus s'approche de la demeure, l'incendie le dévore déjà. Face au désastre, les mauvaises intentions de Leibus s'évanouissent et il se dépeche d'arracher la famille de son frère du brasier. Le diable intrigue de manière que le malheureux sauveur soit accusé d'avoir provoqué le drame. Faute de preuves, il sera relâché et continuera à mener une existence misérable, mais vraie, alors que son frère aîné, dépositaire provisoire de biens périssables, s'écroulera couvert de loupes et d'honneurs tout aussi vains.

L'enfer des vaincus

Dans « La maison des pauvres », nous retrouverons l'enfer des vaincus, voleurs, mendiants, prostituées, qui, après un festin offert par l'homme le plus riche du village, égrèneront leurs souvenirs atroces ou cocasses. L'interrogation qui surgit porte sur la responsabilité des uns et des autres face à leur sort. Elle serait nulle selon le gueil le plus sage car « tout est inscrit là-haut jusqu'à notre dernier soupir ». Pourtant, le pessimisme de Singer n'est pas aussi définitif.

Avec « Le vieil homme », Singer promène son héros sur les terres ravagées par la guerre, la famine et les maladies, mais l'espoir soutient toujours Moshe Ber, le vieillard qui avait perdu tous les siens. Cet espoir lui fera traverser champs de bataille et frontières jusqu'à ce qu'il arrive à l'abri. Le communauté du village le reçoit comme un messager, s'empresse de bâtir une mai-

son pour le fugitif et de le marier.

Lorsqu'un fils vient au monde, Moshe Ber, pour la première fois, mentionne son âge : « Abraham avait cent ans, récita-t-il, quand naquit son fils Isaac, et Sarah dit : « Dieu m'a fait rire afin que tous ceux qui entendent rien avec moi ». « Il nomme l'enfant Isaac, ce qui signifie celui qui va rire. » A la fois contes moraux et repères d'une spiritualité quelque peu oubliée, ces récits aériens (1) sans aucun souci idéologique, prouvent la pérennité des valeurs essentielles au sein d'un monde qui semble les avoir perdues.

Edgar Reichmann

(1) Signalons qu'un spectacle tiré de textes de Singer est présenté jusqu'au 9 avril au Théâtre de l'Est Parisien (Paris 20<sup>e</sup>) sous le titre *Contes d'avant l'oubli*.

## magazine littéraire

N° 309 - Avril

LE DOSSIER

**KANT**

et la modernité

avec un inédit de Michel Foucault

LES AUTEURS DU MOIS

Jacques Chessex

Carlo Emilio Gadda

Charles Dickens

Antonin Artaud

Denis Hollier

ENTRETIEN

Robert Doisneau

Chez votre marchand de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F.  
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

☐ Littérature et mélancolie  
☐ Le rôle des intellectuels  
☐ Federico Garcia Lorca  
☐ Flaubert et ses héritiers  
☐ Écrivains arabes aujourd'hui  
☐ Écrits intimes  
☐ André Breton  
☐ Les écrivains de Prague  
☐ Gilles Deleuze  
☐ La Révolution française  
☐ Jorge Luis Borges  
☐ Francis Ponge  
☐ Albert Camus  
☐ Umberto Eco  
☐ L'URSS la perestroïka  
☐ dans les lettres  
☐ L'individualisme  
☐ Littératures allemandes  
☐ Celine  
☐ Les passions fatales  
☐ Les frères Goncourt  
☐ Boris Vion  
☐ Freud  
☐ William Faulkner  
☐ Baudelaire  
☐ Italo Calvino  
☐ Virginia Woolf  
☐ Albert Camus  
☐ Boris Vion  
☐ Marguerite Yourcenar

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal

**magazine littéraire**

40, rue des Saints-Pères  
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51

# Dans l'antichambre de la mort

Un texte inédit de David Vogel retrouvé à Tel-Aviv

**ET ILS PARTIRENT POUR LA GUERRE**  
(Koulan Yatzou Lakrav)  
de David Vogel.  
Traduit de l'hébreu par Rosie  
Pinkhas-Duelpuch.  
Denoël, collection « Empreinte »,  
245 p., 129 F.

Après l'occupation de Vienne et de Prague par les nazis, les réfugiés affluèrent en France par milliers. Ils pensaient ainsi échapper à Hitler, mais lorsque les hostilités éclatèrent, en automne 1939, ces apatrides, allemands antisémites, autrichiens, juifs, tchèques, se retrouvèrent dans les camps de concentration prévus pour les anciens ressortissants du Grand Reich. David Vogel, romancier autrichien de langue yiddish, auteur de *Avec une vue sur mer* (1), alors âgé de quarante-huit ans, était parmi eux.

Les États, surtout en temps de guerre, sont des monstres froids. Peu leur importe les raisons de la présence sur leur sol d'un écrivain fugitif arrivé du pays ennemi. L'odyssée kafkaïenne de Vogel

commence lors de son internement au camp de Bourg, dans la Drôme. Ensuite, c'est Arandon, puis Loriol. Libéré, il retrouve sa femme malade à Hauteville. Nous perdons sa trace pour toujours en 1944, lorsque les autorités françaises, les mêmes qui l'avaient arrêté comme suspect quatre ans plus tôt, le livrent à l'occupant nazi.

Cachées en France, retrouvées à Tel-Aviv, ces dernières pages, cent vingt-sept feuillets d'un manuscrit inachevé écrit en yiddish, ont été découvertes par le professeur Menahem Peri qui les a traduites en hébreu et incorporées dans un recueil d'œuvres complètes de Vogel, paru en Israël récemment. Si la *Vie conjugale* (2) restituée avec la finesse de Zweig la beauté corrompue de Vienne au lendemain de la chute des Habsbourg, c'est Jiri Weil et Primo Levi que nous retrouvons au cours de ce récit haletant.

« Suivez-nous à la gendarmerie. Nous avons reçu l'ordre de l'état-major de vous conduire au camp de rassemblement », c'est ainsi que débute le chemin vers l'enfer de M. Weichert, personnage qui dit « je » dans ce témoignage nommé

par pudeur roman. Il n'est cependant pas question de le considérer comme « document » car le souffle épique qui le porte est celui d'un très grand écrivain.

Les captifs, dans la force de l'âge ou adolescents, qui surgissent au détour de chaque page à la faveur des déplacements successifs de Vogel, bantonnent longtemps la mémoire du lecteur. Franz, le nazi camouflé en antifasciste, le capitaine Ledoux, bureaucrate soucieux de l'ordre républicain, Bickels, l'homosexuel libéré dans l'enfermement, le docteur Zeligson, qui méprise l'humanité mais aime tant son prochain, Schulz, juif allemand arrivé de New-York avec l'intention de combattre Hitler pour se retrouver prisonnier des Français. Le texte, traduit du yiddish en hébreu et de l'hébreu en français, garde, malgré ces métamorphoses, une fluidité étonnante, un rythme envoûtant. Il est rare de surprendre le génie d'un auteur si bien servi par le talent de ses traducteurs.

E. R.

(1) Actes Sud, 1988.  
(2) Stock, 1991 (« Le Monde des livres » du 13 mars 1992).

# Magie de Kasrilevké

**GENS DE KASRILEVKÉ**  
de Sholem Aleikhem.  
Traduit du yiddish et préfacé par  
Jacques Mandelbaum,  
Julliard, 410 p., 130 F.

Contrairement à l'Alexandria de Durrell, au Dublin de Joyce, à la babélie d'Odessa, la ville de Kasrilevké, espèce tout aussi magique, n'a jamais existé. Elle a surgi au début du siècle de l'imaginaire de Sholem Aleikhem, sans doute l'écrivain de langue yiddish le plus important de son temps, pour peupler les rêveries, alimenter les angoisses, ressourcer le rire et la joie aussi de tous ceux qui arpentent les grands chemins de la littérature mondiale. Kasrilevké, mythe topographique, demeure l'archétype de la défunte agglomération urbaine juive en Europe orientale, qu'elle soit bourgeoise, ville ou même métropole, selon les urgences dérangeantes de l'histoire et le hasard des émigrations successives imposées par le rejet et la haine.

L'esprit de Kasrilevké, perdu aux confins mouvants polono-ukrainiens, survit tout aussi bien aux assauts d'une modernité qui rythme la vie des laissés-pour-compte, chassés vers des terres plus calmes, qu'au génocide décidé par les deux grands tyrans qui ont ravagé le cœur de l'Europe pendant notre siècle. Cet esprit, rendu par le génie de Sholem Aleikhem dans ses seize récits d'un recueil très bien traduit par son présentateur, Jacques Mandel-

baum, est fait de souffrance et d'humour, d'autodérision et de lucidité, d'étourderie, de tolérance et d'amour.

Romancier, conteur pour enfants aussi, Sholem Aleikhem donne ses lettres de noblesse à la culture yiddish, il crée des personnages et des caractères apparentés à ceux de Dickens, de Gogol, de la Bruyère et de Mark Twain. Né à Pereyaslav (Ukraine) en 1859, il fut, à quarante-six ans, l'empire du tsar après avoir édité, à ses frais, plusieurs textes d'écrivains yiddish de son temps. Puis il quitta l'Europe, où la Grande guerre vient d'éclater, et s'installa aux États-Unis, où il mourut en 1916.

La plupart de ses livres ont été traduits en français, parmi lesquels *Le Tailleur ensorcelé* et autres contes, *Tévé le laïzer* (1), *Contes ferroviaires*, *Le Peste soit de l'Amérique* (2) et *Menahem Mendel, le rêveur*, un chef-d'œuvre du roman épistolaire (3). Nous devons la récente parution du recueil *Gens de Kasrilevké* à la ténacité de Rachel Ertel, universitaire et directeur de la collection de littérature yiddish chez Julliard, qui proposa au public des écrivains mal connus, porteurs cependant, sans jamais renoncer à leur spécificité, des meilleures traditions de la littérature européenne.

E. R.

(1) Albin-Michel.

(2) Liana Lévy/Scribne.

(3) Albin-Michel, traduit par Léo et Marc Rittel. Vient d'être repris en poche chez Rivages, coll. « Rivages-Poésie » Bibliothèque étrangère.



## LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**P**UBLIÉ aux États-Unis en 1888 sur les presses de l'université Harvard, l'ouvrage s'intitule *A New History of French Literature*. En France, quatre ans plus tard, traduit par les auteurs eux-mêmes et enrichi de quelques articles, il prend un titre inspiré de Germaine de Staël : *De la littérature française*. Ce glissement n'a rien d'innocent. Pour le public des universités américaines à qui s'adresse l'édition originale, la référence à la « new history », la nouvelle histoire d'importation européenne, évoque la modernité de l'approche, la saisie des événements dans la longue durée, la mise en relation des faits de littérature avec d'autres faits, sociaux, économiques, culturels, dans une perspective globale.

En France, la notion même d'histoire littéraire est problématique et polémique. Antoine Compagnon, dans un article du volume consacré à la publication, en 1895, de *l'Histoire de la littérature française*, de Gustave Lanson, œuvre fondatrice de notre enseignement scolaire de la littérature, rappelle que celle-ci vient provisoirement clore une lutte engagée dès le seizième siècle entre deux traditions rivales, celle des philologues et celle des rhétoriciens, celle des bédicins et celle des jésuites. Pour les premiers, l'œuvre est un fait produit par un individu particulier dans des conditions historiques particulières ; pour les seconds, l'œuvre est un objet en soi, immuable et qui s'étudie selon ses lois propres : genres, techniques narratives, figures de style. Grossièrement, on peut dire encore que les premiers privilégient le vertébral d'un texte et les seconds la beauté intrinsèque de son fonctionnement.

La victoire de Lanson sur Brunetière, celle de l'histoire sur la rhétorique, celle de la science des textes sur le goût, de la dissertation aussi sur l'art du discours, s'inscrit elle-même dans une histoire : celle du positivisme triomphant de la fin du dix-neuvième siècle, de la démocratisation de l'école, de la perspective de la revanche contre l'Allemagne qui exige que la France se dote d'armes aussi efficaces que celles de l'adversaire : il fallait des savants plutôt que des beaux esprits. Retour du balancier : la réapparition des rhétoriciens, sous le nom de structuralistes,

dans les années soixante – marquée en 1963 par la *Sur Racine*, de Roland Barthes et par sa polémique contre le jésuitisme de l'Académie – exprime une révolte contre l'impérialisme des historiens. La contextualité n'est plus que vapeur légère qu'on dissipe pour atteindre le texte, exploré selon les lois internes de son organisation – procurées par la linguistique, la narratologie ou les théories de la textualité – ou par celles de l'inconscient de son auteur.

**E**NTRE bédicins et jésuites, Hollier refuse de choisir. De la littérature française est une élégante manière de ne pas prendre parti. Joulasant des privilèges de l'extraterritorialité puisque son livre est essentiellement composé de contributions d'enseignants – français ou étrangers – aux États-Unis, le directeur de l'ouvrage entend bien ne pas perdre les bénéfices de cette distance en se mêlant à nos querelles d'écoles. Perché sur son Olympe américain, contemplant douze siècles d'écrits, d'imitations et d'inventions, de conventions et de libérations qui donnent naissance à des conventions nouvelles, de disputes et de batailles qui ne sont pas toutes métaphoriques – il meurt aussi d'avoir écrit, – il éprouve un délicieux vertige : et si, au bout du compte, les deux approches contradictoires étaient également vraies ? S'il y avait bien une histoire de la littérature certes, intimement liée à celle de la société française, mais qui verrait sans cesse resurgir, sous les habits de l'Autre, du neuf, de l'indéfini, du primitif, les figures immuables du Même, inscrites depuis la nuit des temps dans l'acte d'écrire ? Si tout changeait sauf l'essentiel, sauf le geste sacré qui consiste à représenter le monde avec des mots ?

De la littérature française exploitée avec bonheur cette entorse au principe de non-contradiction. Plutôt qu'un manteau d'Arlequin fait de morceaux divers mais réunis par une couture, le livre

fait penser à un planétarium où le temps ferait office de dimension supplémentaire. Les astres, selon des conjonctures infiniment variées mais nécessaires, y poursuivent leur trajectoire propre, mais forment avec les autres, au hasard apparent des rencontres, des réseaux, des constellations, qui s'attirent, se repoussent, s'éloignent ou entrent en révolution. Il y a bien une histoire, mais faite d'éléments qui ne se raccordent jamais tout à fait ou qui surgissent à des endroits inattendus.

La structure est chronologique – depuis 778 date de la mort de Roland à Roncevaux jusqu'en 1889, publication à Harvard de l'ouvrage lui-même, – mais il arrive souvent que la date repère ne soit qu'un prétexte, l'amorce d'un chemin de traversée qui mène le lecteur au cœur d'un problème d'ordre général. La parution simultanée par exemple, en 1894, du dictionnaire de l'Académie française commandé par le pouvoir royal et de celui de Furetière, dissident, permet d'interroger le statut politique des dictionnaires et le droit que possède un gouvernement de légiférer sur les

lément opposés, qui insiste sur le contrôle, la distinction, le choix austère de l'exactitude et que Boileau érige en dogme : « Qui ne sait se borner ne s'enrichit jamais ». Ce qui nous amène naturellement à chercher sur quel plateau de la balance se situent notre époque et notre littérature. Y préfère-t-on les écrivains qui courent le monde et les bibliothèques, le stylo à la main, pour y recueillir les matériaux – mots, figures de style, anecdotes, pensées – qui leur feront une ample réserve littéraire, ou bien ceux qui cultivent l'épure et les choix rigoureux de l'esprit ?

**D**ES questions de ce genre, il s'en élève de splendides volées au fur et à mesure qu'on progresse, pas forcément selon la ligne droite de la chronologie, à travers les 206 essais qui composent le volume. Mais une domine, lancinante, posée et repoussée au cours des siècles sous des habillages divers : Quand y a-t-il de la littérature ? Où passe la ligne de partage entre une œuvre et un document, selon quels critères cette ligne est-elle tracée et qui les édite et avec quelle légitimité ? Denis Hollier, dans un recueil d'articles consacrés à ses écrivains de prédilection, Bataille, Callois, Laitis, Malraux, Sartre, évoque une période, les années 30-40, où l'histoire se fait si envahissante, si violente, si dramatique qu'il peut sembler que la fameuse ligne de démarcation n'est plus qu'un journa, une coquetterie surannée, un froissement indécant au-dessus des charniers. Les écrivains veulent agir, mais en temps qu'écrivains ils n'ont en guise d'armes que des métaphores. Et quoi qu'en dise Sartre, les mots ne sont pas

« des pistolets chargés ». Pourtant la littérature s'invente encore un espace. Pour les *Déposés*, l'impossibilité devient la condition même de l'acte d'écrire ; on doit faire de la littérature parce qu'on ne peut plus en faire. Des mots encore, de l'équivoque sans doute. Une autre manière en tout cas pour les écrivains de se créer un territoire bien à eux, en allant chercher dans l'histoire elle-même ce qu'ils puissent autrefois dans la rhétorique : ces fameuses contraintes sans lesquelles la littérature se résorbe en bavardages.

## La ligne de démarcation

mots. Des temps anciens nous renvoient au nôtre.

A propos de la parution, en 1512 du fameux texte d'Erasmus *De Duplici Copia Verborum ac Rerum* (*Sur l'abondance des mots et des idées*), l'auteur Terence Cave met en lumière un balancement historique permanent entre deux esthétiques. Une de l'abondance précisément qui est celle des grandes poussées conquérantes, de l'humanisme de la Renaissance ou du romantisme, et qui entend rivaliser avec la diversité et la profusion de la nature, et une autre, diamétra-

## Les lectures populaires du Limousin

« Lire à Limoges » fête son dixième anniversaire autour du thème de « l'aventure intérieure »

On raconte, à Limoges, que les porcelaniers du dix-neuvième siècle avaient une curieuse habitude : prélevant sur leurs salaires, les ouvriers se cotisaient afin de payer un enfant qui leur faisait la lecture dans les ateliers, pendant qu'ils travaillaient à décorer la vaisselle. Il y a donc, au cœur de ce Limousin si meurtri par la réputation d'enclavement qui le poursuit, le souvenir d'un passé de lecture populaire. Et rien d'étonnant à ce que le livre, merveilleux moyen de rompre l'isolement soit venu s'im-

poser par le biais d'une fête elle aussi populaire. Après plusieurs années de relatif enlisement, la manifestation trouve un nouvel élan. Les trois jours de « Lire à Limoges » deviennent un événement ponctuel, mais porteur d'un dynamisme qui a le mérite de rendre l'écrit plus accessible et familier.

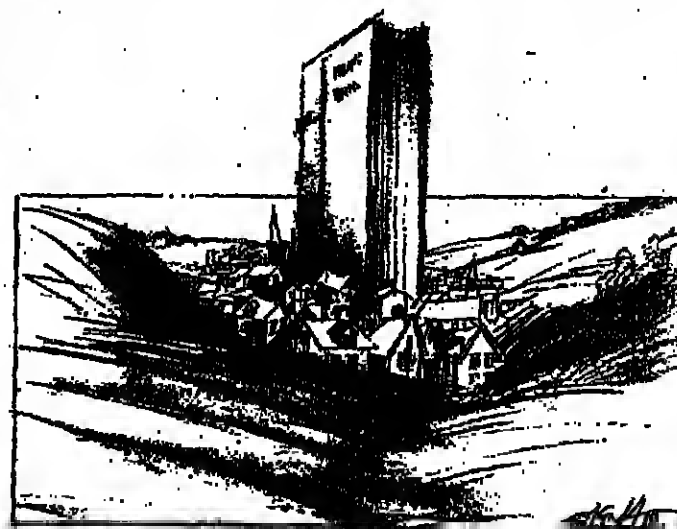
L'histoire n'avait pourtant pas bien démarré. Lorsque la municipalité décida, en 1984, de donner corps à une fête du livre, elle choisit d'installer la manifestation aux alentours

de Limoges, dans le quartier de Beaubreuil. Trop excentré, peu attrayant, l'endroit ne plut guère et la fête ne fit pas vibrer les foules. Pour sa première édition, seuls quinze mille visiteurs vinrent se promener entre les stands et certains libraires se souvenaient encore, en faisant la moue, d'une ambiance de fête de patronage. Puis vint le changement de lieu qui donna son essor à la manifestation. C'est en 1991 que des chapiteaux furent montés sur la place de la République, un plein centre-ville. « Nous avons vraiment rencontré le public à ce moment-là », explique Régine Robert, directrice du service de l'action culturelle de la mairie.

Au beau milieu des magasins, des rues piétonnes et des cafés, le succès fut immédiat. L'an passé, plus de soixante mille badauds sont entrés sous les tentes pour feuilleter des livres au hasard. « Des gens ont pris leur voiture ou le train de tout le département », affirme l'écrivain Madeleine Chapsal, originaire du Limousin et très attachée à la manifestation. Membre du jury Femina, la romancière a réussi à faire en sorte que le prix Vercaino de l'essai soit proclamé durant les trois jours de « Lire à Limoges ». Comme autant de mairaines penchées autour d'un berceau, les dames du Femina sont considérées comme les protectrices de la fête. À cent kilomètres de Brive, dont la foire annuelle accueille traditionnellement les jurés du Goncourt, Limoges peut enfin relever la tête et prétendre se faire une place au soleil.

## Tirage au sort

A entendre les Limougeaunds, il n'est pas question de se lancer dans une concurrence avec la ville voisine. Bien sûr, certains évoquent l'atmosphère de « kermesse » qui règne à Brive, pour glisser dans la conversation que leur fête est tout de même plus sobre, voire plus « culturelle ». Mais, surtout, l'ampleur des manifestations n'est pas comparable. « Lire à Limoges » regroupe, sur 2 600 mètres carrés, un nombre d'exposants inférieur à celui de la foire de Brive, et son retentissement médiatique est moins important. De toute façon, les rivalités n'ont pas vraiment les libraires et les éditeurs qui participent, dans l'espoir de promouvoir le livre. Le terrain



limougeaud semble se prêter à cette ambition, comme le souligne Madeleine Chapsal, conservateur de la bibliothèque municipale. En 1992, 27 000 personnes ont emprunté des livres à la bibliothèque, soit 20 % de la population de Limoges, explique-t-elle. En 1987, nous étions au troisième rang des villes de plus de 100 000 habitants pour le prêt de livres par habitant. Les projets de la ville, qui envisage d'aménager une vaste bibliothèque multimédias pour 1996, vont dans le sens de ces observations. Les libraires, comme les bibliothécaires, souhaitent faire tomber les barrières qui se dressent parfois autour du livre.

« Pousser la porte d'une librairie constitue un effort pour beaucoup de gens », constate Marc Formet, directeur adjoint de la librairie Anecdotes. « Ceux qui n'y sont pas habitués se sentent intimidés, écrasés par ce qui les entoure. » L'installation de la fête au cœur de la ville a conduit vers le livre des gens qui viennent là en simples curieux, découvrir des ouvrages et des auteurs.

« Cela nous permet d'entrer en contact avec un autre type de clientèle », souligne Marie-Joëlle Petit, responsable de la librairie du même nom et de l'association des libraires de Limoges. Les visiteurs sont très attirés par la possibilité de rencontrer des écrivains. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'auteurs grand public, qui jouent le rôle de locomotives. La mairie, qui prend en charge le séjour de ces invités,

attend cette année quelque cent cinquante auteurs, parmi lesquels Philippe Alexandre, Georges-Emmanuel Clancier, Régine Deforges, Guy des Cars ou Françoise Xenakis.

Afin d'équilibrer les points d'attraction et les chiffres d'affaires, les libraires ont coutume de se répartir les maisons d'édition (et donc les auteurs) par tirage au sort. Ce qui signifie que seules les librairies d'une taille suffisante, qui entretiennent des relations régulières avec les éditeurs parisiens, peuvent participer à la manifestation. Car il est arrivé qu'un grand éditeur, isolé sur le stand d'un tout petit libraire avec lequel sa maison n'avait pas de compte, fasse connaître son mécontentement. Cette année, les demandes de quelques candidats exposants se sont vu repoussées.

Dans l'ensemble, « tous les libraires sont d'accord pour dire que la fête a un impact publicitaire, remarque Thierry Fép, responsable de la librairie BD Réve, spécialisée dans la bande dessinée. Il s'agit d'un gros travail de fond pour attirer des gens qui ont l'habitude d'acheter leurs livres ailleurs qu'en librairie. » Les ventes en cours de manifestation semblent relativement satisfaisantes, et certains détaillants voient même la fréquentation de leur magasin s'accroître durant la fête. Le public des jeunes est particulièrement motivé. « C'est par leur intermédiaire que nous réussissons à capter le plus de visiteurs », note Janine Traudet, conseiller municipal. Pendant la

fête, une vingtaine d'auteurs pour la jeunesse animent des ateliers dans les écoles. Surtout, la bibliothèque municipale a organisé, en liaison avec les Francs et Franches Camarades, un concours de contes ouvert aux classes des écoles élémentaires. « Cette initiative rejoint notre projet d'école, qui consiste à favoriser la lecture et l'écriture », affirme Jean-Marie Couaty, directeur de l'école Jean-Zay. Les enfants qui vont à la fête voient qu'il existe différentes sortes de livres et que l'écrit n'est pas rébarbatif. L'affaire profite aussi à la section jeunesse de la bibliothèque municipale, où l'on voit déboucher des petits lecteurs qui ont compris que le livre n'était pas un objet si terrifiant que cela.

En parallèle de la manifestation, différentes expositions et colloques viennent animer le quotidien des habitants et démentir les regrets des grincheux qui prétendent que « rien ne se passe jamais dans cette ville ». Reste à trancher entre les objectifs de ceux qui souhaitent mettre l'accent sur l'aspect populaire de la fête et les aspirations de certains Limougeaunds qui aimeraient faire un peu plus de place à des auteurs et à des ouvrages moins grand public.

## Raphaëlle Rérolle

Les 2, 3 et 4 avril à Limoges (Haute-Vienne). En présence de cent cinquante auteurs, des ouvrages de plus de soixante-dix maisons d'édition seront proposés au public. La fête comprend deux expositions, dont l'une consacrée à Claude Simon, prix Nobel de littérature, et trois tables rondes portant sur le thème de « l'aventure intérieure ».

O La fête du livre de Bron. – La septième Fête du livre de Bron (Rhône) aura lieu les 2, 3 et 4 avril. Cette manifestation – qui est l'occasion de rencontres, de conférences, de projections, etc. – est organisée cette année sur le thème « L'esprit des lieux ». Une quarantaine d'écrivains sont invités à s'exprimer sur leurs lieux de prédilection, lieux d'écriture, lieux sacrés ou lieux imaginaires. L'écrivain Driss Chraïbi a été convié à saisir l'esprit des lieux de Bron dans une chronique qu'il publie dans l'édition Rhône-Alpes du Monde, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 avril.

SERGE LIFAR



مكتبة من الأصول